SOMMAIRE

DU NUMERO 13 (JUILLET-AOUT 1947)

S. VAVILOV :
La Science soviétique 3

Marcel WILLARD :
Notre liberté 17

Jacques CHAPELON :
Monge, géomètre et Jacobin - I 23

René ARCOS :
Le souvenir de Georges Chennevière 31

Albert SOBOUL :
Esquisse d'un plan de recherches pour une monographie de communauté rurale 34

Jean-Pierre MOLINIER :
La Neutralité irlandaise (1939-1945) 51

L. LAVALLÉE :
Trois ingénieurs et techniciens : Victor Renelle, R.-H. Fournier, Michel Pontrémoli 57

LA VIE DE L'ESPRIT A TRAVERS LE MONDE :
La logique de ma vie. Une lettre de Théodore DREISER, par Jean KANAPA 62

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE :
Mathématiques. La fin de l'empirisme borélien, par Gaston CASANOVA 65

CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE :
A propos de quatre essais de psychanalyse, par Philippe MALRIEU 69

CHRONIQUE POLITIQUE :
Le Congrès de Strasbourg et la vie intellectuelle, par Georges COGNIOT 75

CHRONIQUES LITTÉRAIRES :
I. La littérature expression de la société, par Jean LARNAC 85
II. Romans policiers et romans populaires, par René MAUBLANC 92

POLÉMIQUES :
I. La vie ouvrière sous le Second Empire, par Jeanne GAILLARD 98
II. Justice et vérité chez les Bons Pères, par Pol GAILLARD 101
III. L'humanisme à l'ombre de la « Croix », par Victor LAFITTE 103

LES REVUES :
Par Albert SOBOUL, Pol GAILLARD, Jean AUGER-DUVIGNAUD, Jean KANAPA, Jacques GAUCHERON, Jean VARLOOT, Jean DRESCH 107

LES REVUES ÉTRANGÈRES :
Par Jean KANAPA, Ernest KAHANE, Jean VARLOOT, Jacques GAUCHERON, Jean DRESCH 122

LES LIVRES :
Par Pierre REY, G. C., Sylvain MOLINIER, Albert SOBOUL, Ernest KAHANE, Prosper ALFARIC, Claude CAHEN, Jean-Pierre KAHANE, V. de LIPSKI, Philippe MALRIEU et René MAUBLANC 130

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES :
Par P. REY, R. CLOZIER, S. MOLINIER, A. CORNU, J. KANAPA, J. FERRER 152

NOTE DE LA RÉDACTION

Pour répondre à de nombreuses demandes de lecteurs, précisons que les numéros épuisés de la Pensée *(nouvelle série) sont les numéros* 1, 2, 6, 7 *et* 8. *Nous pouvons fournir les numéros* 3, 4, 5, 9 *et suivants. Et rappelons que le numéro* 4 *contient l'admirable article de Paul Langevin : « L'ère des transmutations ».*

☆

C'est dans notre prochain numéro que nous rendrons à Jean-Richard Bloch l'hommage annoncé. On nous excusera de ne pas donner d'autres titres. Plusieurs articles annoncés depuis six ou huit mois n'ont pas encore paru. Le succès grandissant de la revue, comme l'étendue et la diversité des problèmes auxquels elle s'intéresse, nous vaut un nombre croissant de manuscrits, entre lesquels il est bien difficile de choisir. En ce moment même, le secrétaire de rédaction a devant lui plus de soixante-dix manuscrits, dont aucun n'est indifférent. Sans parler des comptes rendus de livres et de revues, qui deviennent aussi de plus en plus nombreux. Nous ne saurions donc songer à publier tout ce qui pourrait intéresser nos lecteurs et nous sommes souvent obligés de sacrifier des articles d'importance qui n'ont pu paraître en temps utile.

C'est du moins une grande satisfaction pour nous de voir que la crise générale de l'édition a épargné la Pensée. *Alors que tant de revues ont été forcées de disparaître depuis le début de l'année, le nombre de nos abonnés et de nos lecteurs n'a pas cessé de croître. Les* 3.000 *abonnés que nous réclamions en* 1946 *ont été dépassés depuis bien longtemps, et nous approchons de* 4.000. *Mais c'est encore très insuffisant pour une revue qui, en France et à l'étranger, jouit d'une incontestable autorité, même chez des adversaires déterminés du marxisme. Nous faisons donc de nouveau un pressant appel à nos amis, et spécialement à nos jeunes groupes d'*Amis de la Pensée, *pour nous assurer de nouveaux abonnements et nous permettre de développer encore notre action.*

LA SCIENCE SOVIÉTIQUE

par S. VAVILOV

Président de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.

Le président de l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. a bien voulu écrire spécialement pour la Pensée *l'important article qu'on va lire. Nous sommes particulièrement heureux de publier ce texte remarquable, qu'a traduit Vladimir de Lipski. Nos lecteurs ne manqueront pas de remarquer avec quelque amertume que les savants français, dont la valeur et l'ardeur ne le cèdent en rien à celles de leurs collègues soviétiques, sont bien loin de trouver chez nous les appuis et les crédits dont la science et la technique bénéficient en Union soviétique et qui expliquent le magnifique essor que commente le professeur Vavilov.*

I. — Caractères propres de la science soviétique.

Les mots « science soviétique » ont acquis dans le monde entier une nuance particulière. Parler de la « science soviétique » ne revient pas à parler de la « science en U. R. S. S. ».

La connaissance moderne se développe à un rythme accéléré depuis le début du XVI[e] siècle environ, date de l'apparition de l'imprimerie. Un caractère inaliénable en est l'indivisibilité, c'est-à-dire que les résultats scientifiques obtenus en un point du globe deviennent rapidement accessibles au reste du monde, et, inversement, le progrès de la science mondiale détermine la démarche de la pensée scientifique dans chaque pays particulier. C'est là la condition nécessaire du développement normal de la science, et de la discrimination entre le vrai et le faux, entre ce qui fait progresser et ce qui fait reculer la science.

Il est incontestable que la science soviétique ne fait pas exception à cette loi générale. Subissant constamment une forte influence de la part de la science mondiale, elle influe à son tour sur le reste du monde. Mais notre science n'en possède pas moins ses qualités propres, qui s'expliquent entièrement par les fins nouvelles qu'elle se propose, par son organisation nouvelle, et par une conception du monde qui, sans être nouvelle en soi, est loin cependant d'être universellement admise, et pour la défense de laquelle il faut encore lutter. C'est là ce qui différencie la science soviétique de celle des autres pays. Elle n'est pas simplement cette parcelle de la science mondiale qui se développe sur le territoire de l'Union soviétique. Elle est une science essentiellement originale dans sa structure et son caractère.

La Révolution d'Octobre n'a pas seulement modifié l'ampleur et le rythme du développement de la science russe d'avant guerre. Elle a posé aux savants un problème entièrement neuf, que la plupart d'entre eux ne s'étaient jamais posé. Dès les premiers mois de la Révolution prolétarienne, la science a été mise au service de l'idéal communiste et a reçu pour tâche de travailler à l'édification, aussi rapide que possible, de la société socialiste.

Dès avant la Révolution, certes, la science russe était en grande partie déterminée par les facteurs sociaux, économiques et politiques. Marx et Engels dans leur *Manifeste du Parti communiste*, écrivaient : « La bourgeoisie a fait du médecin, du juriste, du prêtre, du poète, ses serviteurs à gages. » Cette observation se vérifiait aussi, bien entendu, dans la Russie des tsars, où la toute-puissance de l'Etat jouait au seul profit des classes dirigeantes : noblesse et bourgeoisie. Loin de faire servir la science à des fins rationnelles, le gouvernement tsariste la considérait la plupart du temps comme un ornement, indispensable dans un Etat moderne, mais sans utilité réelle. En cas de besoin on pouvait toujours, estimait-on, importer la science du dehors. La science créatrice, la science vivante, la science véritable, incarnée dans le cerveau des Lomonossov, des Lobatchevski, des Mendéléiev, et d'autres savants russes, suivait ses voies propres, à l'écart des demandes, des exigences, des sollicitations du pouvoir.

Dans les autres pays, la science, considérée avec plus de sérieux par les gouvernements et les milieux politiques, se trouvait, par là-même, soumise, davantage encore que dans l'ancienne Russie, à l'influence des conditions politiques et économiques, à celle du système capitaliste et de la société bourgeoise.

La grande victoire du prolétariat, en octobre 1917, a eu pour effet de fonder le développement de la société sur la conception communiste du progrès scientifique organisé. Le pouvoir politique est passé aux mains de la classe ouvrière et du Parti communiste. L'Etat soviétique a été fondé par le théoricien génial du socialisme, Lénine. Dans ce nouvel Etat, la science est devenue un rouage d'une importance capitale. C'est dans ce sens que la science, chez nous, a cessé d'être apolitique. C'est ainsi qu'elle s'est trouvée déterminée quant à l'ampleur et à l'orientation générale de son développement, qu'elle a acquis surtout un caractère organiquement, profondément démocratique.

La qualité fondamentale de cette science sans cesse en progrès qu'est la science soviétique, c'est, selon la parole de Staline, qu'« elle ne se retranche pas, ne s'isole pas du peuple, mais se tient prête à le servir ». Les sentiments sincèrement démocratiques de nos savants avaient eu maintes fois l'occasion de se manifester dans l'ancienne Russie. Que l'on songe, simplement, à la vie de Lomonossov, de Setchéniov, de Timiriaziev, et de tant d'autres. Mais c'était là leur affaire privée, et, s'ils exprimaient ces sentiments, c'était sur leur initiative individuelle. La Révolution d'Octobre a rendu universel et nécessaire le caractère démocratique de la science.

Un premier signe en est l'attrait nouveau que revêt la science pour les masses populaires, les innombrables écoles secondaires, supérieures et techniques, ouvertes de toutes parts. Rendue accessible à tous par les livres, les journaux, les conférences, la radio, les consultations, la science a pris un visage familier pour des gens qu'ignorait le monde scientifique, pour les « gens simples, les gens pratiques, qui en sont les nouveaux venus » (Staline). Tirée des temples universitaires et académiques, la science s'est répandue dans les usines et les villages, et la plupart des jeunes savants soviétiques aujourd'hui sont fils d'ouvriers ou de paysans. La science a cessé d'être le privilège des nobles, des bourgeois, de telle ou telle classe sociale.

Ce qui distingue encore la science soviétique, c'est le rôle qu'elle joue et la place qu'elle occupe dans l'Etat. Grâce à cela, elle maintient entre la pensée théorique et abstraite et la pratique — la technique — un lien indissoluble.

Ce lien, s'il n'apparaît pas toujours clairement dans la structure même de la science, ne cesse de se manifester dans l'activité des savants isolés comme des institutions scientifiques, qui sont les artisans de son progrès.

Ce qu'on appelle la science « pure » : un système scientifique coupé de toute application pratique, n'a jamais existé en fait. Serait-il apparu, à un moment quelconque, sa stérilité le vouait à une disparition immédiate. Toute science qui se développe de façon continue ne le fait que parce que la société humaine a besoin d'elle.

Le concept de « science pure » n'a aucun sens pour la science elle-même. Il en a un pour les savants. Il s'applique alors à cette tendance qui se manifeste parfois chez certains chercheurs isolés, à s'évader, dans leurs travaux, des exigences de la vie, de la pratique, de la technique, à s'enfermer dans leur « science pour la science » comme dans une carapace. D'innombrables problèmes se posent à la science. Certains d'entre eux acquièrent, à un moment donné, une importance décisive pour le développement de la société, de ses techniques, de son économie. D'autres, en même temps, sont plus éloignés des exigences de l'actualité. En présence de ces problèmes multiples, comment orienter ses travaux? La recherche scientifique peut n'avoir d'autre programme que de répondre aux besoins immédiats d'une société au cours de son développement. Elle peut aussi se proposer pour fin exclusive de faire parcourir à telle ou telle branche de la connaissance les étapes successives que l'on croit pouvoir assigner à son développement organique. Ces deux conceptions extrêmes caractérisent la science pratique et la science pure. Elles sont également étrangères à l'orientation et au développement de la science soviétique, où le sens pratique le plus sain et le plus vigoureux, appliqué aux problèmes que pose l'édification de la société socialiste, se trouve uni à cette logique interne de la science, si souvent indispensable à la prompte et rigoureuse solution des problèmes.

La science, chez nous, s'allie à la pratique. Est-ce à dire que nous ne travaillons pas aux problèmes ne présentant pas un intérêt pratique immédiat? Ce serait, de notre part, une erreur monumentale, et l'histoire de la science fourmille à cet égard d'enseignements. C'est par hasard qu'Œrsted observa, en 1820, la déviation de l'aiguille aimantée au passage du courant électrique. « Curiosité de la nature », disait-on au début, bien digne d'intriguer un savant, mais à cent lieues de présenter un intérêt technique. « Curiosité » qui est devenue le fondement de toute l'électro-technique moderne. Le système de la classification périodique de Mendéléiev passait aussi, de son temps, pour une découverte théorique, éloignée de toute application pratique. Point n'est besoin de démontrer aujourd'hui que sur ce système se fondent non seulement toute la science, mais toute la technologie chimiques. La découverte de la radioactivité, il y a cinquante ans, fut tenue par beaucoup pour « négligeable ». On commence de nos jours à se fonder sur cette donnée pour utiliser les énormes ressources de l'énergie atomique. On pourrait tirer de l'histoire de la science d'innombrables exemples semblables. Ils ne nous permettent pas de douter que ce serait aller un peu trop vite en besogne que d'écarter les découvertes « négligeables » et les constructions théoriques.

Dire que, dans la science soviétique, la théorie se trouve indissolublement unie à la pratique, cela signifie, tout d'abord, que le savant, si abstraits que soient les problèmes dont il s'occupe, se souvient toujours que la science a pour

fin de servir la société et s'efforce, par tous les moyens dont il dispose, d'établir, le plus rapidement possible, un lien entre les résultats auxquels il aboutit et la pratique. C'est à cette préoccupation que répondent l'organisation même des instituts soviétiques de recherche scientifique, les plans de leurs travaux, aussi bien que leurs résultats. En voici quelques exemples.

Les petits laboratoires d'aérodynamique du professeur N. E. Joukovski et du professeur S. A. Tchapliguine, à l'Université de Moscou et à l'Ecole supérieure de technique, se consacraient, pour une grande part, à l'étude des mathématiques abstraites. Dès les premières années de la Révolution, transformés, devenus l'énorme « TSAGUI » (Institut central d'aéro-hydrodynamique), ils contribuaient, pour beaucoup, à l'essor de l'aviation soviétique, et c'est à eux qu'elle doit, en partie, d'avoir pu surmonter l'épreuve de cette guerre.

Au moment de la Révolution d'Octobre, le professeur D. S. Rojdestvenski poursuivait depuis longtemps déjà, à l'Institut de physique de l'Université de Pétersbourg, des recherches fort intéressantes, mais dénuées de toute portée pratique, sur la dispersion de la lumière sous l'effet des vapeurs métalliques. Ce phénomène, lié à la délicate question de la structure de l'atome, ne paraissait pas susceptible d'applications techniques. Dès les premiers mois de la Révolution, cependant, le laboratoire du professeur Rojdestvenski devenait le noyau du grandiose Institut optique d'Etat, centre de recherches techniques et d'études sur tous les grands problèmes de l'optique et de la théorie de la lumière. Les travaux de cet Institut ont puissamment aidé à la production, sur une vaste échelle, par l'industrie soviétique, d'appareils d'optique, facilitant ainsi considérablement, au cours de la guerre, la tâche de l'artillerie, de l'aviation et de la marine. Une intuition féconde, trouvant à s'exercer sur les problèmes nouveaux que lui assignait le jeune Etat soviétique, a permis à Rojdestvenski d'associer, de façon parfaite, la pensée théorique aux préoccupations pratiques, et de fournir ainsi un excellent exemple d'une œuvre scientifique de grande envergure et véritablement soviétique, enracinée dans la technique et s'élevant jusqu'aux sommets de la théorie.

La biologie soviétique, s'attachant à développer l'étude des phénomènes de la vie, rassemblant de vastes collections de spécimens du monde animal et du monde végétal, est devenue, dans l'économie soviétique, le fondement essentiel de l'agronomie et de la médecine.

Les philologues soviétiques, en poursuivant l'étude des langues des peuples nombreux qui composent l'Union soviétique, ont élaboré une théorie nouvelle de l'origine et de l'évolution des langues, et doté en même temps tous les peuples de l'U. R. S. S. de grammaires et de dictionnaires. La publication des épopées populaires, la mise au point de l'histoire des différents peuples ont considérablement contribué à consolider les effets de la politique staliniste de l'Union soviétique à l'égard des nationalités.

De tels exemples éclairent d'un jour nouveau ce qu'il est convenu d'appeler l'« orientation pratique » de la science soviétique. La science soviétique, sans quitter les hauteurs de l'abstraction, plonge toujours ses racines dans la vie même de son peuple.

Une particularité importante de la science actuelle, et qui la distingue de façon essentielle de la science d'avant la Révolution, est son aspect collectif. Des problèmes auxquels travaillaient autrefois des savants isolés, tout au plus avec le concours d'une poignée d'étudiants, sont devenus l'objet des recherches

de vastes instituts ou de laboratoires, qui groupent parfois des savants des deux générations, par dizaines et par centaines. L'armée des savants et de leurs collaborateurs immédiats a plusieurs fois décuplé en nombre depuis la Révolution d'Octobre. La plus ancienne institution scientifique de notre pays, l'Académie des sciences de l'U. R. S. S., est aujourd'hui vingt fois au moins plus importante qu'avant la Révolution.

La simple augmentation du personnel affecté à la solution des problèmes scientifiques ne suffit pas, cependant, à caractériser l'aspect collectif de notre science. Cet aspect se manifeste également dans la mise en commun des efforts, des connaissances, des talents individuels. Les revues scientifiques publient constamment des articles signés de trois, cinq ou même neuf noms, fait exceptionnel à l'époque prérévolutionnaire.

Enfin, ou plutôt en tout premier lieu, la science soviétique a cette particularité importante que le fondement idéologique de la science, la conception philosophique sur laquelle s'appuie nécessairement toute recherche scientifique, lui sont parfaitement clairs. Seule, une conception matérialiste du monde (souvent inconsciente) a rendu possible, toujours et partout, le progrès de la science. Seule, une position matérialiste (bien que fréquemment contestée) a permis à la science de trouver sa voie. Certes, les tentatives n'ont jamais manqué — et se répètent encore à l'heure actuelle — de substituer au fondement matérialiste de la science des constructions idéalistes diversement nuancées. Dans son livre de combat *Matérialisme et Empirio-criticisme*, Lénine, en 1909, a livré bataille, sur tout le front, aux stratèges idéalistes, tant russes qu'étrangers. Ce livre reste encore aujourd'hui le plus ferme soutien de la seule conception philosophique du monde qui soit vraie à notre point de vue. Tout en dévoilant l'inanité et les erreurs des systèmes idéalistes qui, sous un aspect ou sous un autre, s'étaient infiltrés dans la science, Lénine a démontré en même temps l'impuissance du matérialisme métaphysique mécaniste à fonder la science contemporaine. Notre philosophie à nous, c'est le matérialisme dialectique, avec son infinie souplesse, son universalité, la certitude qu'il donne de la réalité objective du monde, et de son changement incessant, de son progrès.

☆

II. — La science et la croissance de l'Etat soviétique.

Les échos de la grande Révolution d'Octobre grondaient encore sur le monde qu'elle avait ébranlé, et déjà le jeune pouvoir soviétique, impatient, posait les fondements de la science et de la technique nouvelles de l'Etat socialiste, inconnu jusqu'alors, qui venait de surgir.

Les minuscules laboratoires universitaires, où, tout récemment encore, travaillaient quelques savants isolés, devenaient rapidement, sur le sol soviétique, le germe des grands instituts techniques de physique, d'aérodynamique, d'optique, de géologie, de botanique, de philologie, etc. En 1918, Lénine esquisse un plan de travail pour l'Académie des sciences, prévoyant la transformation de cet établissement scientifique, replié sur lui-même et sans attaches avec la vie, en un conseiller et un collaborateur de l'Etat, dans les questions les plus importantes que posent la répartition de la production, l'utilisation des sources d'énergie, l'électrification. D'année en année, la plus ancienne institution scientifique russe se transforme en une vaste association de plus de deux cents

instituts, laboratoires et centres de recherche, groupant des dizaines de milliers de collaborateurs. Son activité embrasse les principaux problèmes du domaine entier de la science et de nombreuses branches de la technique. Peu à peu, les filiales et les bases de l'Académie des sciences, répandues sur tout le territoire de notre patrie, donnent naissance aux Académies autonomes des Républiques fédérées qui constituent l'U. R. S. S.

La science se développe dans toutes les ramifications des grands instituts de production industrielle, dans d'innombrables écoles supérieures nouvelles. Elle pénètre largement jusque dans les usines. Les maigres cadres scientifiques hérités de l'ancienne Russie deviennent le noyau d'une armée, sans cesse accrue, de jeunes savants.

Un pays qui, avant la Révolution, avait atteint quelques résultats scientifiques importants, mais isolés, a élaboré, sous le régime soviétique, un vaste système scientifique, dont l'influence se fait profondément et activement sentir sur la production industrielle, l'agriculture, l'art militaire. Attachée à résoudre les plus importants problèmes théoriques, cette science se préoccupe en même temps d'étudier les détails techniques, travail souvent fort ardu et qui seul permet à la science de descendre sur terre et d'apporter une aide effective à la patrie.

Cette aide effective à la grande œuvre d'édification de la société socialiste, la science l'apporte dès les premières années du régime soviétique. Sur les indications de Lénine, une commission de savants et d'ingénieurs soviétiques élabore un vaste plan d'électrification de l'Union soviétique, plan qui devait se réaliser dans les années suivantes et recevoir une extension prodigieuse dans le cadre des plans quinquennaux staliniste.

Au cours de la guerre civile, l'Académie des sciences, avec l'approbation et le soutien constants de Lénine, procède à l'étude d'importants phénomènes de perturbation magnétique près de Koursk, aboutissant à la découverte de riches gisements de fer.

Afin d'apprécier à sa pleine valeur l'effort scientifique de notre pays sous le régime soviétique, il faut se rappeler qu'avant la Révolution d'Octobre l'industrie russe de transformation et d'extraction était presque entièrement tributaire de l'étranger pour ses méthodes aussi bien que pour son équipement, et que les objets de consommation courante, les machines et les matières premières étaient, en très grande partie, importés. Il y a un quart de siècle, on vivait, en Russie, entouré de matériel et d'articles étrangers. On importait les machines-outils, les automobiles, les appareils téléphoniques, les lampes électriques, l'équipement sanitaire, les métiers à tisser, des produits alimentaires comme le thé et le citron. On écrivait, on imprimait sur du papier étranger. On portait des chapeaux étrangers. L'armement même, dans sa partie la plus essentielle, provenait de l'étranger.

A l'heure actuelle, en Union soviétique, les machines, les objets de consommation courante, les matières premières d'importation sont l'exception. Dans nos usines tournent des machines-outils soviétiques, notre ciel est sillonné d'avions soviétiques, et nos routes d'automobiles soviétiques. Nous avons nos appareils de radio, d'optique, nos lampes électriques, nos appareils téléphoniques. Le thé de Chine a fait place, il y a longtemps déjà, au thé de Géorgie, et les agrumes d'Italie à celles du Caucase. Seul, le développement gigantesque de la science soviétique, en profondeur et en extension, a rendu possibles ces résultats, tant dans le domaine de la production et de la technique industrielles

que dans ceux de l'agriculture, de la médecine, etc. Chaque lampe électrique, chaque avion, chaque paquet de thé, chaque comprimé d'aspirine soviétiques représentent des efforts considérables de nombreuses collectivités de savants et de techniciens.

Le mot d'ordre lancé par Staline à la fin de 1925, au XIV[e] congrès du Parti, celui de l'industrialisation de notre pays, définit avec précision la ligne générale de développement de la science soviétique, devenue l'auxiliaire indispensable des industries de production, de transport, et des industries agricoles. L'élaboration de la technologie propre aux différents domaines de la production suppose un travail préalable de recherche scientifique et technique, minutieux et compliqué. L'amélioration du rendement agricole, l'introduction de nouvelles cultures, l'acclimatation des végétaux à des conditions exceptionnelles (par exemple dans l'Extrême-Nord) ne sont devenues possibles qu'à la suite d'un travail gigantesque des biologistes et des agronomes.

Chacun des plans quinquennaux stalinistes pour l'économie socialiste comportait, comme élément essentiel, un plan de développement de la recherche scientifique. La science soviétique s'est étendue et développée au même rythme que la production soviétique. En même temps qu'elle contribuait directement à son progrès, elle en subissait à son tour les conséquences. La science soviétique a le visage du travailleur, tendu et enthousiaste; et nos savants travaillent, avec le pays tout entier, à une même œuvre : l'édification de la société socialiste.

La guerre a soumis la science soviétique à une rude épreuve, aux yeux du peuple, aux yeux de l'ennemi, aux yeux du monde entier. La seconde guerre mondiale a été une guerre technique et scientifique dans une proportion beaucoup plus grande que la première. L'Armée rouge n'a pu donner toute la mesure de son endurance et de ses qualités guerrières que parce que, face à la technique de l'ennemi, se sont dressés la technique militaire soviétique, les canons de type nouveau, les avions et les tanks de types sans cesse renouvelés et plus perfectionnés, les appareils de radio et d'optique, la médecine militaire soviétique. En même temps que la glorieuse Armée rouge, la science soviétique est sortie victorieuse de la guerre, et le monde entier sait à présent que la jeune science soviétique a subi avec succès une épreuve sans précédent. Le germe de la science nouvelle, semé en octobre 1917, a porté ses fruits; la science soviétique constitue une des conditions indispensables de l'existence et du développement de l'Etat soviétique.

☆

III. — La science soviétique et la science mondiale.

La tâche principale que s'est proposée la science soviétique au cours des années écoulées depuis la Révolution d'Octobre a été d'apporter une aide véritable au peuple et à l'œuvre d'édification de la société socialiste. Les efforts gigantesques de savants innombrables ont tendu à combler les lacunes scientifiques, et plus particulièrement techniques, que nous avait léguées l'époque prérévolutionnaire. Il a fallu rattraper très vite, et sur de nombreux points, la technique européenne ou américaine. Mais une pensée scientifique vivante, créatrice, originale se développait, en même temps que s'accomplissait le travail difficile et complexe de franchir les étapes déjà parcourues à l'Ouest. Notre

science a apporté, sous le régime soviétique, sa contribution — une contribution importante — à l'édifice de la science mondiale.

En contrepoids aux multiples manifestations nouvelles d'idéalisme philosophique qui n'ont cessé de surgir, avec régularité, à l'Occident, l'Union soviétique a systématiquement consolidé et développé le matérialisme dialectique de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline, qui est devenu le fondement philosophique de la science soviétique, dans toutes ses innombrables ramifications, et a exercé une influence toujours plus considérable sur la science des pays occidentaux.

Dans les différents domaines de la connaissance, la science soviétique est parvenue à un certain nombre de résultats d'une très haute importance, et dont l'influence sur la science mondiale est incontestable. En voici quelques exemples, qui ne prétendent nullement être complets.

En mathématiques, les travaux de I. M. Vinogradov sur la méthode analytique appliquée à la théorie du nombre ont eu un retentissement mondial. La méthode efficace de I. M. Vinogradov lui a permis de résoudre des problèmes de la théorie des nombres qui attendaient leur solution depuis des siècles. Les travaux de A. N. Kolmogorov, de S. N. Bernstein, de A. J. Khintchine sur la théorie des probabilités, en particulier sur les fondements logiques (l'axiomatique) de cette théorie, revêtent une grande importance.

De nombreuses découvertes et recherches considérables sont dues aux physiciens soviétiques : dans le domaine nouveau de la physique atomique, D. V. Skobeltsen a mis au point une méthode extrêmement importante pour l'étude des particules chargées d'électricité, en plaçant une chambre de Wilson dans un champ magnétique intense. Il a obtenu ainsi la preuve visuelle de l'existence des rayons cosmiques, déterminé la nature des charges électriques des particules qui les composent et découvert un phénomène nouveau : les pluies de particules. En se fondant sur la méthode de Skobeltsen, on a pu, au cours des années suivantes, aboutir, en différents pays du monde, à des découvertes très importantes (découverte de l'électron positif, découverte des particules élémentaires non chargées d'électricité : les neutrons). C'est au théoricien soviétique D. I. Ivanenko que revient l'idée, si importante dans la physique atomique moderne, que le noyau de l'atome ne comprend pas d'électrons, et qu'il se compose de protons et de neutrons. Ce sont des théoriciens soviétiques qui ont, les premiers, élaboré une théorie de la désintégration radioactive (radioactivité *alpha*) de la dispersion radioactive (dispersion *alpha*). Les jeunes expérimentateurs K. A. Petrzak et G. N. Flérov ont démontré le fait important de la désagrégation spontanée du noyau de l'atome d'uranium. V. I. Wechsler a proposé une nouvelle formule d'accélération des particules chargées d'électricité, sur laquelle se fondent la plupart des nouveaux appareils employés dans cette intention : les cyclotrons.

Les physiciens soviétiques ont apporté une contribution décisive au développement de certains problèmes de la physique moléculaire moderne. A. F. Ioffé a formulé les fondements expérimentaux de la physique moderne des cristaux. I. I. Frenkel a éclairci certains problèmes, jusqu'alors obscurs, de la théorie cinétique des liquides. Une découverte très importante est due à P. L. Kapitsa : l'étude de l'hélium liquide a permis d'observer ce que l'on appelle la suprafluidité de l'hélium liquide. L'interprétation théorique de ce fait nouveau a été donnée par le théoricien soviétique L. D. Landau, en se fondant sur la théorie des *quanta*.

Des résultats très importants ont été atteints par nos physiciens dans l'étude de la lumière et de la technique de l'optique. Les physiciens moscovites L. I. Mandelstamm et G. S. Landsberg ont découvert, simultanément avec le savant hindou Raman, de Calcutta, un phénomène optique très important, appelé par eux « dispersion combinée de la lumière » (1). Il est apparu que la diffusion des rayons lumineux modifie légèrement le spectre, qu'il s'y forme des lignes nouvelles, entièrement déterminées par les périodes propres d'oscillation des molécules de la matière. Cette découverte revêt une grande importance pour l'étude de la nature de la lumière et de la matière. Elle fournit en même temps une méthode entièrement neuve pour l'étude de la structure interne de la molécule. Elle est devenue le fondement d'une nouvelle science très importante à laquelle travaillent actuellement des physiciens et des chimistes du monde entier. La « dispersion combinée » est de plus en plus couramment pratiquée dans l'analyse chimique, en particulier dans celle des substances organiques.

Des résultats absolument nouveaux ont été obtenus par A. N. Térénine dans l'étude de la décomposition des substances les plus simples sous l'influence de la lumière, résultats qui ont fourni un fondement à l'interprétation des phénomènes photochimiques des corps composés.

Le théoricien V. A. Fok a mis au point une méthode de détermination de la structure des atomes complexes — par exemple de celui du sodium — par l'étude de leur spectre. En se fondant sur cette méthode, il est possible de prévoir, quantitativement, les propriétés des atomes complexes.

A titre d'exemple des résultats récemment obtenus dans le domaine de la technique de l'optique, on peut citer les travaux de D. D. Maksoutov sur les « systèmes optiques à ménisques ». Ces systèmes combinent la réflexion, effectuée à l'aide de miroirs, avec la réfraction, due aux ménisques. C'est là un type nouveau de système optique, découvert et mis au point par Maksoutov, qui présente de nombreux avantages et a déjà attiré l'attention des Etats-Unis et de plusieurs autres pays.

Les travaux des physiciens et des mathématiciens soviétiques sur les « oscillations non linéaires » ont ouvert une voie nouvelle à la physique et à la technique de la radio. Il s'agit d'oscillations représentées mathématiquement par des équations non linéaires.

Nos chimistes ont apporté une contribution immense à la science mondiale. Les représentants de la « vieille garde » des chimistes russes, N. S. Kournakov, A. E. Favorski, N. D. Zélinski, avec l'aide de leurs étudiants, ont, sous le régime soviétique, considérablement développé leurs travaux. Ils ont donné un fondement théorique et technologique à la production du caoutchouc synthétique, à celle des substances polymères (plastmass), à la chimie des alliages métalliques, à celle des substances complexes, etc.

Les chercheurs soviétiques ont contribué par leurs travaux à enrichir de nombreuses branches de la chimie physique. Une importance décisive revient aux travaux de N. N. Sémenov et de son école sur la cinétique des réactions chimiques et sur la théorie des chaînes de réactions chimiques. A. N. Froumkine et P. A. Rebinder ont publié d'importantes expériences sur l'action des substances superficiellement actives. Les recherches sur les catalyseurs chimiques ont été activement poussées.

(1) On l'appelle en français : effet Raman (N.D.L.R.).

Il est difficile d'apprécier à sa juste valeur le travail accompli depuis un quart de siècle par les géologues soviétiques dans l'étude de l'U. R. S. S. Notre géologie, à qui revient un rôle de tout premier plan dans la vie de notre pays, dans son industrialisation, dans son économie rurale, doit son premier et plein essor aux travaux immenses, acharnés, systématiquement poursuivis par une véritable armée de jeunes géologues, dirigés par A. P. Karpinski, A. E. Fersman, A. D. Arkhangelski, I. M. Goubkine, V. A. Obroutchev, A. N. Zavaritski, D. V. Nelivkine, S. S. Smirnov et d'autres. Ces travaux ont abouti à la découverte de nouvelles et immenses richesses naturelles, fondement matériel de la réalisation des plans quinquennaux stalinistes.

Les géographes soviétiques ont ajouté des pages brillantes à l'histoire des découvertes géographiques. Il suffit de rappeler les célèbres expéditions polaires qui ont fait une réalité du vieux rêve du « passage du Nord », le raid polaire de O. J. Schmidt et le séjour des compagnons de Papanine sur une banquise à la dérive.

Dans le domaine de la physique du globe terrestre, la science soviétique a également apporté une contribution inoubliable. Les héroïques vols stratosphériques des aviateurs soviétiques, l'étude des couches supérieures de l'atmosphère à l'aide de ballons sondes, de sub-stratostats, et d'autres méthodes, ont permis de nombreuses découvertes météorologiques, qui donnent lieu d'espérer la mise au point d'une science rationnelle de la prévision du temps (I. A. Kibel et d'autres). V. V. Chouleikine et ses élèves ont poursuivi de façon systématique l'étude de la physique de la surface liquide du globe et posé les fondements d'une science nouvelle en cette matière.

Comme à l'époque prérévolutionnaire, la sismographie soviétique occupe une place d'honneur dans la science mondiale. Son développement est dû aux travaux de B. B. Golitsine.

Les résultats obtenus par la biologie soviétique sont exceptionnellement importants et nombreux. Pour la première fois, il nous est possible d'envisager une description complète de la flore de notre pays, sous la forme d'une publication fondamentale intitulée *la Flore de l'U. R. S. S.*, actuellement à moitié achevée sous la direction de V. L. Komarov. Une compilation analogue s'effectue pour le règne animal, sur la base des travaux de l'Institut de zoologie de l'Académie des sciences. La physiologie soviétique, à la tête de laquelle se trouvait jusqu'en 1936 le grand inventeur de la théorie des réflexes conditionnés, I. P. Pavlov, a abouti à une série de résultats très importants dans les différentes branches de cette science. Les recherches soviétiques sur la génétique ont eu une portée considérable pour la science mondiale. Immenses sont les résultats obtenus dans les domaines de la génétique végétale, de l'économie rurale et des fondements théoriques de la médecine.

Dans le domaine des sciences humaines, la science soviétique a exercé également, dans de nombreux cas, une forte influence sur la science des autres pays. Il est impossible d'apprécier à leur juste mesure l'influence des théories politiques et économiques de Lénine et de Staline sur les sciences sociales du monde entier. Nous avons eu déjà l'occasion de citer l'influence croissante du matérialisme dialectique, doctrine qui s'est développée dans notre pays, sur la science des autres pays. Un important progrès dans le domaine linguistique est dû à la théorie de l'origine des langues élaborée par N. I. Marr. Il est difficile de dénombrer les services concrets rendus à la science mondiale par les orientalistes et les historiens de la littérature soviétiques.

IV. — La science soviétique et le nouveau plan quinquennal.

La deuxième guerre mondiale a démontré, de façon plus éclatante que jamais, l'énorme puissance de la science et de la technique modernes dans la vie de l'humanité. Le nouveau plan quinquennal staliniste de reconstitution et de développement de l'économie nationale de l'U. R. S. S., pour les années 1946-1950, se propose, davantage encore que les trois plans qui l'ont précédé, d'apporter une aide à la science.

Le 9 février 1946 retentissaient les paroles historiques de Staline, à propos du plan quinquennal :

> Je ne doute pas que, si nous accordons à nos savants toute l'aide qu'ils méritent, ils sauront non seulement rattraper, mais encore dépasser, dans un délai très court, les résultats atteints par la science à l'extérieur de nos frontières.

Ces paroles se sont profondément gravées dans l'esprit de tous les savants soviétiques; elles leur servent d'inspiration et de guide dans les travaux scientifiques du plan quinquennal qui vient de commencer.

Au cours des années de guerre, la science soviétique a subi d'énormes pertes, du fait de l'invasion allemande. Nous avons perdu beaucoup de savants, jeunes et vieux. Les bâtiments de nombreuses institutions scientifiques sont totalement détruits ou pillés. L'équipement et les bibliothèques ont été endommagés. En même temps qu'elle contribue à la reconstitution de l'économie nationale, la science soviétique doit aussi reconstituer et développer ses cadres et ses fondements matériels. C'est pourquoi le plan quinquennal d'Etat prévoit une aide considérable à la science. Les crédits que lui affecte le budget de 1946 — première année du nouveau plan quinquennal — sont plus de deux fois supérieurs à ceux de 1945. On poursuit activement la construction de nouveaux instituts scientifiques, on organise la production d'appareils et d'équipement scientifiques sur une grande échelle, on augmente le volume des publications, on améliore les conditions d'existence des savants. On accorde ainsi à la science soviétique l'appui qu'elle mérite, et il est hors de doute que les années suivantes du plan quinquennal verront encore s'accroître cet appui.

Nos savants ont appris, depuis longtemps déjà, à prévoir, à organiser leur activité. Nos institutions scientifiques et, en premier lieu, l'Académie des sciences de l'U. R. S. S. et les académies des différentes Républiques soviétiques ont mis au point des plans de recherches pour une période de cinq ans. En raison de l'extrême diversité des problèmes, ces plans comportent des aspects très nombreux et variés. Nous ne pouvons qu'esquisser ici, à titre d'exemple, quelques-unes des grandes lignes des travaux prévus. L'orientation et l'ampleur de ces travaux sont déterminées, dans le cadre des directives générales du plan quinquennal d'Etat, par les exigences internes du développement de la science.

Dans le domaine des mathématiques, le plan scientifique accorde une importance primordiale à la technique du calcul, à la solution des équations différentielles et d'autres problèmes à l'aide de machines à calculer de type mécanique ou électrique. Au cours des dernières années, les progrès de la technique ont constamment posé aux mathématiciens des problèmes extrêmement complexes, solubles beaucoup plus rapidement et à moins de frais à l'aide de machines à calculer. D'importants progrès ont été réalisés, tant dans notre pays qu'à l'étranger, dans la voie d'une telle « mécanisation » ou « électrification » de la solution des problèmes mathématiques. Il est indispensable, à

brève échéance, d'inventer et de construire de nouveaux types de machines à calculer, capables de résoudre les problèmes concrets et divers que posent la science et la technique.

Au centre des préoccupations de la physique soviétique se trouvent, bien entendu, les problèmes de l'atome, des rayons cosmiques, des méthodes d'utilisation de l'énergie atomique, et des techniques de la construction de machines permettant d'imprimer aux électrons et aux protons des vitesses correspondant à des centaines de millions d'électrons-volts. De telles machines répondent, en particulier, à la nécessité de produire des éléments radio-actifs artificiels et de démontrer en laboratoire les effets des rayons cosmiques.

La physique et la technique de la radio posent d'innombrables problèmes qui se rattachent aux techniques de la détection par radio, de la télévision et de l'exploration de l'atmosphère (ionosphère). En outre, un chapitre entièrement nouveau s'est ouvert ces dernières années dans l'étude des radiations : celui des radiations cosmiques, dont l'énergie reste appréciable à la surface de la terre et qui nous parviennent du soleil, des étoiles, de notre voie lactée. On peut s'attendre, dans cette direction, à la découverte de principes entièrement nouveaux de la science de l'univers.

Il est particulièrement important, dans les années qui viennent, d'élargir et d'approfondir les méthodes optiques d'analyse chimique de la structure de la matière : l'analyse spectrale, l'analyse luminescente, l'analyse de la structure moléculaire à l'aide des spectres d'absorption et des spectres de dispersion combinée de la lumière. L'expérience a abondamment démontré la rapidité, la sensibilité et aussi la « finesse » supérieures des méthodes optiques d'analyse. Elles permettent non seulement d'identifier les molécules, mais encore de connaître, dans une mesure importante, leur structure interne.

Les astronomes soviétiques se trouvent, comme par le passé, devant une tâche difficile. Plus qu'aucune autre science, l'astronomie a souffert de la guerre. L'observatoire de Poulkovsk est encore en ruines, et nous nous proposons de le reconstruire entièrement en cinq ans. Les observatoires de Siméis, en Crimée, de Poltava, ceux d'autres villes sont dévastés. Leur reconstitution ne pose pas seulement un problème de construction, mais des problèmes scientifiques et techniques complexes. Il convient de déterminer les voies que suivra le développement de notre astronomie dans les années qui viennent et de choisir et de préparer l'important équipement astronomique correspondant. C'est là un problème considérable, non seulement pour nos astronomes, mais pour nos opticiens et pour l'ensemble de notre production (1).

Des responsabilités particulièrement importantes sont dévolues à la chimie dans le plan quinquennal. Outre la poursuite systématique des travaux sur les problèmes innombrables que posent la synthèse organique, la catalyse, la chimie des alliages, les chimistes voient s'ouvrir devant eux le domaine nouveau et infiniment vaste des recherches sur les possibilités d'utilisation de l'énergie atomique. Il est indispensable d'étudier, sur une grande échelle, les effets chimiques des radiations lumineuses et corpusculaires. On peut s'attendre, dans cette direction, à une production, à une technologie nouvelles. La biologie et la médecine posent à la chimie organique d'intéressants problèmes d'analyse et de synthèse de substances complexes, d'une importance décisive pour l'orga-

(1) Voir la Chronique scientifique de Daniel CHALONGE : *Nouvelles de l'astronomie soviétique*, dans le n° 10 de *la Pensée* (janvier-février 1947), pages 82 à 84.

nisme vivant. Le lien entre la chimie et la biologie se fait chaque année plus étroit.

L'une des tâches les plus passionnantes qui s'offrent à la biologie et à la médecine au cours des années qui viennent est l'étude des applications des « antibiotiques », tels que la pénicilline et la streptomycine, dont on peut attendre la guérison des maladies les plus compliquées. Le développement des recherches portant sur les virus aura une importance décisive dans l'étude des phénomènes de la vie, ainsi que des problèmes de la génétique.

Le plan quinquennal exige beaucoup des sciences de la terre (géographie, géologie et géophysique). La géographie soviétique a une grande œuvre à accomplir dans l'intérêt du pays : l'élaboration d'une géographie complète de l'Union soviétique, digne de notre pays. Les tâches de la géologie sont claires et immenses: poursuivre l'investigation minutieuse du sous-sol de la patrie, rechercher tout spécialement les gisements de minéraux déficitaires et de pétrole. La géophysique doit mettre à la disposition de la géologie de nouvelles méthodes d'analyse des produits des fouilles : méthodes électriques, magnétiques, radio-actives, sismiques, thermiques, etc. Elle se trouve également en présence d'un problème ancien, mais toujours important : celui de la prédiction météorologique. Les résultats des dernières années ouvrent d'heureuses perspectives dans ce domaine.

Il est impossible, en quelques lignes, de caractériser le plan de développement de la technique soviétique. Presque à chacune de ses pages, le plan quinquennal d'Etat fait appel à la technique, dans toutes les branches de la production et du transport. A côté de l'assimilation des techniques existant tant en U. R. S. S. qu'à l'étranger, le plan quinquennal expose une série de problèmes d'une haute importance : ils concernent les moteurs à réaction, l'aérodynamique, les vitesses supérieures à la vitesse du son, la transmission de l'énergie à distance par un courant continu de haute tension, le passage à une forme nouvelle d'éclairage électrique (lampes à luminescence), etc. Seule, une collaboration étroite entre la pensée théorique et la technique permettra de résoudre ces problèmes essentiels.

A côté des sciences exactes et naturelles et de la technique, les sciences humaines occupent une place importante dans le plan quinquennal. Le développement de l'économie socialiste, avec ses caractères propres, pose de nouveaux problèmes à la science économique soviétique. Certains aspects du droit soviétique, qui lui sont propres, demandent à être étudiés à fond et interprétés de façon féconde. Nos historiens se trouvent devant des tâches immédiates : achever l'étude de l'histoire des peuples de l'Union soviétique, publier des manuels d'histoire portant sur la période soviétique, fixer l'histoire d'une période exceptionnellement importante pour notre patrie : celle de la guerre. Aux historiens de la littérature, il appartient de mener à bien la publication d'une grande histoire collective de la littérature russe, d'histoires des différentes littératures nationales, ainsi que des littératures de l'Occident. Les cinq années qui viennent doivent voir l'édition des œuvres complètes des grands classiques de la littérature russe. Le plan quinquennal accorde également une attention marquée à l'histoire du développement des sciences exactes et naturelles, ainsi qu'à celui de la technique. Une conception juste du développement de la science contribuera aussi, sans aucun doute, à la solution des problèmes contemporains.

Cette brève esquisse du plan quinquennal pour les sciences, pour incomplète

et schématique qu'elle soit, donne cependant une idée de l'ampleur et de la complexité des tâches qui nous attendent.

La mission grandiose proposée par Staline aux savants soviétiques ne pourra être accomplie qu'à condition de poursuivre, en même temps qu'un travail obstiné de recherche scientifique, et avec une ténacité égale, la formation de la jeune génération de savants. Le personnel attaché à la recherche scientifique s'est accru de façon prodigieuse depuis la Révolution. Il reste cependant insuffisant. A notre époque, la science se développe à un rythme jamais atteint jusqu'ici, et la vie exige de la science des efforts toujours croissants. C'est pourquoi le problème le plus important et le plus immédiat qui se pose à nous est l'élévation du niveau de notre enseignement secondaire et supérieur et la formation de jeunes savants, tant dans les écoles supérieures que dans les instituts de recherche.

Le succès du quatrième plan quinquennal staliniste dans le domaine de la science ne suffira pas à assurer à la science tout le développement qu'elle doit avoir, et qui est indispensable à l'Union soviétique. Le quatrième plan quinquennal sera suivi, sans aucun doute, d'un cinquième plan, et d'autres encore, dont chacun exigera un effort plus grand de la part de la science soviétique, de la science d'une société communiste. Il faut nous y préparer, et le seul moyen de le faire est de former de bons cadres. En formant de jeunes savants, plus nombreux et mieux préparés que nous-mêmes, nous travaillerons au progrès de la science. Ce sera pour nous la meilleure manière d'aider au développement nécessaire de la science soviétique et de nous acquitter de la mission dont Staline nous a chargés.

NOTRE LIBERTÉ

par Marcel WILLARD

La liberté est, de toutes les notions sans doute, celle qui a donné lieu aux interprétations les plus divergentes et qui a suscité les records les plus opposés : de l'héroïsme et de la mystification.

C'est au nom de la liberté que les citoyens libres de Sparte opprimaient leurs ilotes et que la démocratie athénienne accablait ses esclaves.

C'est au nom de la liberté que l'Eglise apostolique et romaine a persécuté les hérétiques qui, prenant au sérieux la prédestination et la grâce, doutaient du libre arbitre.

C'est au nom de la liberté que les papes et leurs clergés ont condamné sans appel la liberté de conscience et la liberté d'enseignement ou qu'ils ne la réclament que pour mieux l'étouffer, pour refuser à l'adolescence malléable le droit de libre examen, pour récuser et frapper le libre refus du dogme.

C'est au nom de la liberté que l'épiscopat français, après avoir, dans son ensemble, glorifié l'anti-France de Pétain et accepté — pour le moins — la mise hors la loi des patriotes, a retrouvé soudain, en faveur des traîtres à châtier, sa vocation d'indulgence, de charité et, contre la nation justicière, sa vocation d'anathème.

C'est au nom de la liberté que les ennemis du peuple libéré ou en instance de libération s'indignent des atteintes qu'en se délivrant il porte à leurs monopoles, c'est-à-dire au privilège bien acquis de confisquer la liberté de leurs prochains.

Ce paradoxe apparent, cette contradiction constatable ne date pas d'aujourd'hui.

Le capitalisme est né lui-même d'une libération historique et les libertés qu'il a conquises lui ont conféré une suprématie qu'il ne peut maintenir, une « liberté » qu'il ne peut développer (à contre-sens de l'histoire) qu'en en empêchant l'extension, en en interdisant le partage aux catégories sociales qu'il opprime.

Le peuple de chez nous a quelques raisons de savoir que la liberté n'est pas une entité juridique, mais l'enjeu très concret d'une lutte séculaire et quotidienne.

A cette expérience du peuple répond, dans l'histoire de la pensée, la tradition philosophique française : l'un de ses caractères originaux, dans sa lignée la plus originale, consiste à lier la notion de liberté, non pas à l'indétermination, mais à la connaissance.

C'est aux feux antiscolastiques du siècle de Rabelais que celui de Diderot devait allumer ses « lumières ». Du *Contr'un* de La Boétie aux *Entre-*

tiens avec d'Alembert, la filiation n'est pas reniable. Et l'on sait la part que ce courant spirituel a apportée à la formation du matérialisme moderne.

Sur le plan politique, un siècle et demi d'apprentissage et d'épreuves, entrecoupés de contre-épreuves réactionnaires, césariennes, a fait de la France un haut lieu de la liberté, et de son peuple, si vieux d'âge, mais si obstinément jeune, un artisan très qualifié, un maître en matière de libération.

La manipulation du pavé parisien, la technique de la barricade ne sont pas le seul héritage que, descendants eux-mêmes des Maillotins et des Frondeurs, les Jacobins aient transmis aux Communards et que tiennent de ceux-ci les francs-tireurs de la Résistance et les travailleurs insurgés d'août 44.

Ce n'est pas par hasard que notre classe ouvrière a mérité, pendant cette nuit de cinq années où le vaisseau France paraissait dériver, sans direction et sans agrès, tous feux éteints, cet hommage d'un écrivain conservateur d'avoir été, dans son ensemble, seule fidèle à la Patrie profanée.

Face à la trahison des « élites » déchues, la classe ouvrière, force vive et montante, assume de plus en plus l'intérêt national, s'identifie à la Nation.

Le rythme de la relève est accéléré à la fois par la pratique expérimentale de la lutte et par une prise de conscience merveilleusement claire et d'aimantation sûre.

Les classes privilégiées, cramponnées aux leviers de commande de l'Etat et, plus comiquement, au frein de roue de l'Histoire, s'efforcent à se dépêtrer de leurs contradictions et à retarder l'inéluctable crise.

Elles ne peuvent, sans précipiter leur déclin, ni laisser jouer loyalement, librement la démocratie, en jouant sur elle, ni jouer ouvertement contre elle le contre-jeu fasciste, que sa défaite militaire vient de discréditer.

Ni fascisme avoué ni antifascisme effectif : il ne leur reste qu'à ruser, à feindre au jour le jour, en exhumant leurs cadavres et leurs fripes, en équivoquant sur les morts et sur les mots, en ravalant, en repeignant à neuf le vieil arsenal verbal du libéralisme.

A neuf, mais pas en blanc, car le blanc est mal porté. Les partis blanchisseurs répudient le blanc.

Le loup s'est travesti en mère-grand pour tromper le petit chaperon rouge. L'anti-France a coiffé le bonnet de Marianne et dissimulé la francisque, la croix gammée sous la croix de Lorraine. L'antidémocratie, regardant vers New-York, a vêtu la chlamyde et pris la pose de la Liberté « éclairant » le pauvre monde.

Une liberté sur mesure. Mais jamais à hauteur d'homme.

Certes, l'artifice n'est pas tout à fait nouveau. Dès l'an II, Robespierre le dénonçait :

Toujours attentifs à renouer les fils de leurs trames funestes, à mesure qu'ils sont rompus par la main du patriotisme, toujours habiles à tourner les armes de la liberté contre la liberté même, les émissaires des ennemis de la France travaillent aujourd'hui à renverser la République par républicanisme, et à allumer la guerre civile par philosophie... (1)

Aujourd'hui, disait Robespierre il y a plus d'un siècle et demi...

Aujourd'hui, en cet an II de la Libération, la réaction cléricale et césarienne, n'osant plus dire son nom ni avouer ses maîtres, en est réduite à usurper un état civil « populaire » et « social », à escroquer le vocabulaire démocratique (voire révolutionnaire), à détourner de son sens le terme de liberté, à vider de son contenu le concept de liberté.

A cet égard, la meilleure recette consiste à diviniser, à transformer en abstraction ce qu'on veut confisquer.

Pour désamorcer le mot, le mot-force, on en majusculise l'initiale : on écrit « Liberté ». On s'affirme le parti républicain de la Liberté. Et c'est ainsi qu'au nom de cette Liberté absolue, irréelle, hors l'espace, hors le temps, on défend, avec des allures doctrinaires, le libéralisme économique, c'est-à-dire, de nos jours, sous un régime de capitalisme monopoliste et décadent, la « liberté », pour les grands possédants, pour les trusts par exemple, d'évincer la concurrence des classes moyennes, d'exproprier les petits propriétaires, commerçants ou fermiers, de rançonner le consommateur et d'exploiter l'élan productif des ouvriers.

Sous les couleurs de la liberté absolue de l'enseignement, on entend préserver les avantages acquis, sous Vichy, par un clergé collaborateur, conserver le « droit » patriarcal d'accaparer et d'assujettir l'âme de l'enfant, le « droit » apostolique de diviser, à partir de l'école, la jeunesse de France.

Et si d'aucuns, parmi la faction nostalgique des « indulgents », exigent avec ostentation la liberté absolue de la presse, n'est-ce pas pour justifier le « droit imprescriptible » de mentir et de tromper, l'impunité définitive de la trahison, ou pour faciliter les combinaisons les plus sordides du journalisme vénal, les conjurations les plus basses, les moins avouables contre la démocratie ?

Cette falsification de la liberté s'inspire de mobiles très temporels et sert des intérêts très précis.

La « Liberté » de ces mystificateurs n'est rien d'autre que celle des ennemis de la liberté, des ennemis de la France : la liberté tentaculaire des monopoles.

Cette liberté de contrebande est exclusive de la liberté authentique.

La liberté authentique et sans majuscule, la liberté à hauteur d'homme, n'est pas une abstraction, une création commode de l'esprit, mais, j'y reviens ici, l'enjeu d'une conquête qui, dans le cadre d'un régime fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, n'est jamais à l'abri des retours offensifs des forces hostiles : une conquête consciente et continue.

NOTRE liberté, la liberté du peuple, c'est la liberté française, qui

(1) Rapport de Robespierre, 15 frimaire an II.

défend notre indépendance et notre sécurité contre toute tentative étrangère d'emprise ou d'assujettissement.

C'est aussi la liberté individuelle et sociale qui délivre l'homme, le citoyen, le travailleur, des servitudes économiques, et partant spirituelles, qui l'accablent et s'opposent à son épanouissement.

Cette liberté-là, il ne suffit pas de l'inscrire au fronton de nos édifices ou dans le préambule de nos Constitutions : elle exige, d'une part, les moyens effectifs de l'exercer et, d'autre part, le sacrifice des faux-semblants, des contrefaçons de la liberté.

Je n'insisterai pas ici sur les contrefaçons philosophiques, libre arbitre des uns, liberté d'engagement ou disponibilité des autres, quel que soit leur rôle (et on aurait tort de le sous-estimer) dans les dispositions de combat d'une classe qui, pour se défendre, fait flèche de tout bois (orthodoxies ou prétendus non-conformismes, dogmes ou antidogmes, encycliques papales ou manifestes existentialistes), d'un régime décidé à tout utiliser pour ne pas crever de sa belle mort.

Mais je dévierais de mon propos en m'attardant aux lignes de convergence ou aux points de rencontre de systèmes qui semblent ne se contredire que pour se répartir plus efficacement le travail.

Le travail d'escamotage intellectuel et de démoralisation dont l'objectif commun dissimule à grand'peine la hantise anticommuniste, l'obsession antidémocratique.

Je laisse à d'autres, plus qualifiés que moi (ceux de la lignée Rabelais-Diderot-Langevin, qui n'aboutit ni à Bergson ni, moins encore, à André Gide, à André Breton ou à J.-P. Sartre) le soin de confronter MM. les papes et antipapes de Saint-Pierre de Rome et du café de Flore.

Sur le plan politique où je me place, j'entends par contrefaçons de la liberté les libertés, ou mieux les licences que s'arrogent les confiscateurs de la liberté.

La première « liberté » qu'ils prennent, c'est avec la vérité. La règle de leur jeu consiste à se poser en champions de TOUTES les libertés.

Toutes ? Sophisme et mystification !

Comme si l'esclave pouvait obtenir sa liberté sans la conquérir sur celle du maître d'esclaves, et l'opprimé la sienne sans entreprendre sur celle de l'oppresseur ! Celle que revendique l'ouvrier, le délégué d'entreprise, le militant syndical, n'ébrèche-t-elle pas nécessairement certaines libertés féodales et dynastiques de l'oligarchie contemporaine ? Ne fait-elle pas échec au droit divin des « 200 familles » ?

Lorsque les monopoles réclament la liberté, il est clair que c'est pour la monopoliser à leur profit.

Liberté des monopoles = monopole des libertés.

Il y a donc des libertés justes et des libertés injustes.

Le critère ?

C'est la roue de l'Histoire qui graphiquement nous le trace. Dans le sens même du progrès social.

La caractéristique du progrès social, la pierre de touche de la démo-

cratie réelle, c'est précisément l'extension à des couches de plus en plus larges d'hommes et de femmes de toute la liberté possible (et non de ses apparences, de ses *ersatz*) en un pays donné, à une époque donnée.

Et aussi, et surtout des moyens efficaces d'être libres, de vivre librement.

Cette extension libératrice est JUSTE.

Il va sans dire qu'à chaque étape, à chaque délivrance, elle se heurte à la résistance des prétendues libertés lésées, des libertés injustes, nuisibles, régressives, des libertés à contre-courant et à rebrousse-fil qu'inévitablement elle menace.

Qu'elle menace pour la bonne raison que ces libertés-pirates ne sont en réalité que le pavillon menteur, le pseudonyme euphémique des privilèges.

Il arrive parfois que la marchandise trahit son pavillon, défie son enseigne. Et l'encens officieux des mandements et des mots d'ordre ne couvre pas toujours l'odeur indiscrète du caoutchouc ou du pétrole.

Mais la vigilance populaire ne doit jamais être dupe ni désarmer.

Demandez donc à ces « libéraux », à ces « indépendants », à ces prosélytes « républicains de la liberté » de QUELLE liberté ils se font les apôtres.

Vous décèlerez alors au profit de qui s'agite leur beau zèle.

Car il n'est pas vrai qu'on puisse vouloir à la fois TOUTES les libertés. La liberté-eau et la liberté-feu. La liberté de la prostitution et celle de la famille ou de la personne humaine. La liberté des victimes et celle des bourreaux. La liberté des rançonnés et celle des rançonneurs. La liberté du Viet-Nam et celle de la Banque d'Indochine. La liberté paysanne et la latifundiaire ou l'usuraire. La liberté du travail et celle de l'accaparement.

Il y a des libertés inconciliables, comme sont inconciliables la confiance du peuple et celle des trusts.

Parlons net : entre des libertés qui s'excluent, il faut choisir. Et le choix engage.

Or la France, le peuple de France a choisi.

Certes, la classe ouvrière de chez nous, l'avant-garde qui exprime avec combativité les aspirations populaires, sait fort bien que la liberté totale (et non pas totalitaire, comme « ils » disent, en empruntant ce terme-boomerang à la panoplie fasciste pour la commodité de leur polémique), la liberté totale est incompatible avec l'existence des privilèges de classe et que son avènement ne se produira que dans un régime où auront disparu, avec l'exploitation de l'homme par l'homme, les racines mêmes de l'antagonisme social.

Alors seulement, la liberté, liée à la connaissance, à la connaissance débornée, défreinée, des lois de la nature, à la prise de conscience des lois qui régissent la vie des sociétés humaines, s'épanouira.

Et l'homme désanimalisé, surgi de sa préhistoire, pourra (son intelli-

gence embrayant sur ces lois) maîtriser, subjuguer les forces brutes qui entravent sa libre domination.

Toutefois, dès à présent, dans le cadre même du régime actuel, dans notre France convalescente, victorieuse de la bête nazie et de la trahison, mais non encore délivrée des germes économiques, politiques et moraux du mal, non encore affranchie des monopoles parasitaires, supranationaux, antinationaux, qui l'ont livrée et affaiblie, l'enjeu de la lutte que la Nation livre au jour le jour pour les libertés démocratiques, c'est cet avenir de liberté dont notre peuple est séculairement dépositaire.

Notre peuple a su le comprendre : ses générations meurtries par plus de trente années de guerre et d'abandon, qui ont sélectionné les vraies élites issues de ses entrailles, ont compris et comprennent de mieux en mieux qu'il ne suffit pas à la France, pour sa gloire et sa continuité, d'avoir été le berceau, la patrie originelle de la liberté.

Qu'elle refuse d'en demeurer ou d'en devenir, aux yeux du monde, le simple musée, l'effigie statuaire (fût-ce avec le bonnet colorié en rouge) ou le jardin d'agrément (fût-il planté de cyprès).

Que noblesse oblige et que c'est pour elle une affaire d'honneur et aussi une question de vie ou de mort que de redevenir fidèle à la vivante tradition de délivrance qu'elle incarne, à la vocation exaltante et virile qu'exprime l'harmonie déridée de son visage, la noblesse rajeunie de son front, la lumière rassérénée de son regard.

Notre peuple a compris qu'il y va, non seulement de sa dignité, de son renom, de sa grandeur et du respect qu'il inspire, mais de son équilibre même, de sa raison d'être, de son goût de vivre, de son art de vivre, mais de ses lendemains pour quoi les meilleurs des siens sont tombés.

De ses lendemains qu'ils entendaient chanter. Qui chanteront la liberté française.

Et c'est pourquoi, contre ses éternels ennemis, détracteurs et diviseurs, qui voudraient le voir mentir à son passé et renier sa mission, il se groupe, le peuple de chez nous, il s'unit toujours plus serré autour des meilleurs artisans de sa rénovation, autour de sa grandissante avant-garde taillée à même sa chair blessée, porte-drapeau de son unité, porte-parole de son message, porte-pavois de son avenir et de sa destinée libératrice.

A la française.

MONGE GÉOMÈTRE ET JACOBIN

par Jacques CHAPELON

I

Quatre périodes sont à distinguer dans la vie de Monge (1) :

1. Jusqu'à son mariage en 1777, Monge, pauvre, accède par son talent mathématique à l'Académie des sciences.

2. De son mariage à la Révolution, Monge, maître de forges, délaisse les mathématiques et devient physicien, chimiste et ingénieur.

3. Pendant la Révolution et jusqu'en 1796, Monge, Jacobin, consacre tous ses talents à la cause révolutionnaire : il est l'un des principaux organisateurs industriels de la résistance à l'invasion et crée l'École polytechnique.

4. Pendant la période napoléonienne, Monge, fidèle ami de Bonaparte et courtisan de Napoléon, revient aux mathématiques, mais surtout s'épanouit

---

(1) Les travaux scientifiques de Gaspard Monge se trouvent dans les *Mémoires de l'Académie de Turin*, les *Mémoires des savants étrangers* et les *Mémoires de l'Académie des sciences de Paris*, les *Annales de chimie*, le *Journal de l'Ecole polytechnique*, la *Correspondance de l'Ecole polytechnique*. La majeure partie de son œuvre mathématique est reproduite dans son *Application de l'analyse à la géométrie*, 1re éd., Paris, 1805, 5e éd., revue par Liouville, Paris, 1850. Voir aussi son *Traité élémentaire de statique*, Paris, 1786 ; les *Leçons de géométrie descriptive données à l'Ecole normale, publiées en feuilles d'après les sténographes*, Paris, an III ; la *Description de l'art de fabriquer les canons*, Paris, an II ; l'*Avis aux ouvriers en fer sur la fabrication de l'acier puddlé*, Paris, an II.

On a consulté et utilisé les publications suivantes :

Marie-Jeanne Phlipon, dame Roland de la Platrière : *Œuvres*, Paris, an VIII.

J.-B. Biot : *Essai sur l'enseignement des sciences pendant la Révolution*, Paris, 1803.

S.-F. Lacroix : *Essais sur l'enseignement en général et sur celui des mathématiques en particulier*, Paris, 1805.

Charles Dupin : *Essai historique sur les services et les travaux scientifiques de Gaspard Monge*, Paris, 1819.

Barnabé Brisson : *Notice historique sur Gaspard Monge*, Paris, 1828.

A. Fourcy : *Histoire de l'Ecole polytechnique*, Paris, 1829.

Jomard : *Souvenirs sur Gaspard Monge et ses rapports avec Napoléon*, Paris, 1853.

François Arago : *Œuvres, Notices biographiques*, t. 2, discours du 11 mai 1846, Paris, 1854.

Michel Chasles : *Aperçu historique sur l'origine et le développement des méthodes en géométrie*, Paris, 1875.

F.-J. Obenrauch : *Geschichte der darstellenden und projectiven Geometrie*, Brünn, 1897.

Gaston Pinet : *Histoire de l'Ecole polytechnique*, Paris, 1887.

Anonyme : *Ecole polytechnique, Livre du centenaire*, 1794-1894, Paris, 1895.

Camille Richard : le *Comité de Salut public et les fabrications de guerre sous la Terreur*, Paris, 1922.

Louis de Launay : *Un grand Français : Monge, fondateur de l'Ecole polytechnique*. Paris, 1933.

Gérard Walter : *Robespierre*, Paris, 1946.

en grand dignitaire de l'Empire. Il meurt en 1818, effondré par le désastre impérial, physiquement et mentalement diminué.

☆

Le mathématicien

Gaspard Monge naquit à Beaune, en Bourgogne, le 9 mai 1746. Ses grands parents paternels étaient des paysans savoyards. Son père, Jacques, s'était fixé à Beaune. Il y épousa la fille d'un voiturier. Il en eut quatre fils; trois survécurent : Gaspard et ses deux frères cadets, Louis et Jean. Tous trois devaient enseigner les mathématiques, mais seul Gaspard devint célèbre.

Jacques Monge, travailleur tenace, vivait à Beaune la vie terne et médiocre d'un petit commerçant. C'était un homme intelligent et un esprit éclairé. Il sut faire donner à ses trois fils la meilleure éducation en son pouvoir. Il les confia aux Oratoriens du collège de Beaune. Gaspard Monge fut un sujet modèle. Les Oratoriens apprécièrent l'exceptionnelle valeur de leur élève et, à la fin de ses études, le recommandèrent à leurs confrères de Lyon. On le trouve donc, n'ayant encore que dix-sept ou dix-huit ans, enseignant déjà la physique chez les Oratoriens du collège de Lyon. Ceux-ci tentèrent d'agréger définitivement à leur ordre un sujet aussi brillant. Mais le bon sens de Jacques Monge intervint. Il rappela son fils à Beaune en 1764 : Monge avait dix-huit ans.

Le jeune Monge avait une intelligence exceptionnellement vive. Son habileté manuelle était remarquable. A quatorze ans, il construisit une petite pompe. Il dira plus tard : « J'avais des doigts qui traduisaient ma pensée avec une exactitude géométrique. » Il était actif, persévérant, tenace, sérieux et doux, peut-être un peu à la remorque des influences. Son sens solide des réalités lui évitera les crises de conscience, mais il se laissera un peu porter par les événements. Il réussira par son ardeur au travail, son sens pratique, sa persévérance, et aussi par une certaine souplesse. Le fond de son caractère sera la ténacité sentimentale. Il aimera fidèlement la géométrie et la science, sa femme et ses deux filles, la Révolution et la République, auxquelles il associera sans trouble Bonaparte et Napoléon, et son moindre amour ne sera pas sa chère Ecole polytechnique.

En 1764, Monge était prêt à tout examiner, à tout comprendre. A cette époque d'enthousiasme scientifique et d'effervescence technique, les sujets d'étude ne manquaient pas. Que peut faire un jeune homme pauvre et doué pour les sciences dans un pays où la recherche scientifique est laissée au hasard des contingences sociales? Un crayon et quelques feuilles de papier sont les instruments de travail d'un mathématicien, et c'est peut-être là pourquoi Monge devint un mathématicien.

Un incident minime orienta sa vie. Revenu à Beaune et désœuvré, il dressa un plan détaillé de sa ville natale et l'offrit à la municipalité. De passage à Beaune, le colonel du Vignan, commandant en second l'Ecole royale du génie de Mézières, vit ce travail, apprécia l'habileté du dessinateur et offrit à son auteur d'entrer à l'Ecole de Mézières. Monge accepta.

L'Ecole royale du génie avait été fondée à Mézières en 1748, pour parer à l'insuffisance technique manifestée par les officiers du corps royal du génie pendant la guerre de la Succession d'Autriche. Pour être admis à l'école, il fallait être autorisé à faire acte de candidature, ce qui n'était accordé qu'après enquête sur la famille du postulant. On voulait écarter les fils des familles roturières : ceux-ci n'étaient acceptés que tout à fait exceptionnellement. Un fait caractérisera cette inflexible mentalité de classe : le célèbre mathématicien Legendre tenta de faire admettre à l'Ecole royale de l'artillerie le jeune Joseph Fourier, qui devait devenir l'un des plus illustres mathématiciens du XIXe siècle. Le ministre lui répondit : « Fourier

n'étant pas noble ne pourra entrer dans l'artillerie, quand il serait un second Newton! » Et c'est pourquoi Fourier ne devint pas artilleur.

A leur entrée à l'école, les élèves ne possédaient que quelques connaissances sommaires de mathématiques et de dessin. Ils étaient trente ou quarante, répartis en deux promotions. Ils recevaient un enseignement scientifique général portant sur les sciences de l'époque : mathématiques, physique, chimie. On leur enseignait aussi la technique du génie. L'Ecole de Mézières eut de brillants élèves, dont Lazare Carnot et Prieur, qui devaient devenir membres illustres du Comité de salut public, et aussi Meusnier, qui périt comme général au siège de Mayence et qui a laissé un nom en géométrie. L'intérêt historique de l'Ecole de Mézières est que, bien plus tard, Monge et ses anciens élèves songeront à son programme d'enseignement quand on voudra créer l'Ecole polytechnique. Et c'est sans doute à la lointaine influence de l'Ecole de Mézières que l'on doit qu'en cette année 1947, après deux cents ans, on n'enseigne encore à l'Ecole polytechnique que les mathématiques, la physique et la chimie. Il ne semble pas que dans la longue cohorte de ses réorganisateurs nul se soit jamais avisé que le XIX^e^ siècle a vu éclore les sciences de la vie et les sciences de l'homme!

Gaspard Monge, fils d'un modeste petit boutiquier, ne pouvait avoir sérieusement la prétention d'entrer comme élève officier dans la noble école. Peut-être y eut-il quelque malentendu quand il lui fut offert une place à l'Ecole de Mézières. Il y entra bien, et comme élève, mais comme élève du bureau de dessin et de l'atelier des modèles de charpente et de voussoirs en plâtre annexé à l'école, c'est-à-dire de la *gâche,* comme on disait dans l'argot de l'école. Cela explique que bien plus tard la venimeuse et redoutable Mme Roland ait qualifié le grand savant d'ancien tailleur de pierres maratisé. En fait, on n'avait voulu qu'embaucher un bon dessinateur capable de gâcher habilement du plâtre.

Monge avait le cœur sensible et un sentiment très net de sa valeur. Il souffrit d'être ravalé à cet humble emploi. La mentalité des officiers de l'ancien régime est révélée par ce propos, rapporté par le mathématicien Lacroix, d'un officier d'une école de gardes de la marine, c'est-à-dire d'élèves officiers de marine, qui répondit à un professeur insulté par un élève : « Je punirai M. X... parce qu'il a manqué à la politesse qu'un gentilhomme doit avoir; mais comment ces messieurs peuvent-ils être impertinents envers vous?... » L'inégalité sociale constamment concrétisée par l'insolence des élèves bien nés et même, quand les choses allaient au mieux, par la condescendance et la bienveillance du commandement, furent une source d'amertume pour le jeune Monge, dont le niveau intellectuel dominait ceux dont il était l'infime subordonné. L'injuste et l'absurde sont les deux erreurs que ne pardonne jamais la jeunesse.

Quand Monge arriva à la *gâche,* la technique des fortifications posait des problèmes que l'on résolvait empiriquement, par tâtonnements non systématiques. Jadis, Desargues avait conçu des méthodes de perspective. Mais l'Ecole de Mézières était restée empêtrée dans des traditions empiriques et n'avait dégagé aucune méthode générale de recherches. C'est tout au plus si, en 1748, le premier commandant de l'école avait imaginé ce que nous appellerions aujourd'hui la géométrie cotée. Mais on n'en utilisait guère que le principe. Monge donna une méthode de résolution de ces problèmes en introduisant le système des deux plans de projection. Cette méthode est la géométrie descriptive. En réalité, c'était simplement adapter à l'art du dessin l'idée fondamentale de la géométrie analytique à trois dimensions. Mais cette idée fort simple était une grande invention technique. Développée systématiquement, elle permit à Monge de résoudre méthodiquement et correctement les problèmes qu'on lui posait, puis d'amorcer un mouvement d'idées qui ne devait prendre son plein épanouissement qu'au cours du XIX^e^ siècle. Mais vouloir ériger la géométrie descriptive en disci-

pline scientifique indépendante est une erreur qu'il faut imputer aux disciples de Monge bien plus qu'à Monge lui-même. Car, tout comme les penseurs du XVIII[e] siècle, Monge croyait à l'unité de la science. Ce sera surtout le XIX[e] siècle qui s'efforcera de cloisonner la science. Notre XX[e] siècle fait maintenant voler en éclats ces cloisons artificielles. Aujourd'hui, la géométrie descriptive n'est plus qu'une technique du dessin. Mais l'erreur des disciples de Monge a lourdement pesé sur l'enseignement scientifique français depuis cent cinquante ans. Dans nos classes de mathématiques spéciales, la géométrie descriptive est devenue une source d'exercices artificiels et dont la valeur éducative est médiocre. L'importance prise par son enseignement, les pertes de temps et les efforts imposés à nos élèves ont des inconvénients hors de proportion avec les bénéfices qu'ils tirent de son étude. Si Monge revenait parmi nous, il serait consterné de voir comment une œuvre de progrès a été transformée en une routine scolastique et figée.

C'est donc dans la *gâche,* à propos d'un problème de défilement, que Monge utilisa ses méthodes graphiques nouvelles. Ses chefs furent d'abord incrédules, puis s'étonnèrent. Vérification faite, le prestige scientifique de Monge fut désormais établi. On lui demanda de garder l'invention secrète, afin, paraît-il, de désavantager le corps rival de l'artillerie. Si le fait est exact, il serait un remarquable exemple de l'obscurantisme auquel peut conduire un esprit de corps mal entendu.

On lui fit alors une situation qui le sortit de la *gâche.* En 1766, à l'âge de vingt ans, il fut nommé répétiteur du professeur royal de mathématique pratique, l'abbé Bossut. En 1768, l'abbé Bossut devient examinateur pour l'admission et la sortie et Monge, tout en restant répétiteur, le supplée dans sa chaire. Le traitement de professeur était de trois mille livres, mais Monge continue de toucher les appointements de répétiteur, soit neuf cents livres. En 1770, à la mort de l'abbé Nollet, professeur royal de physique, Monge se voit conférer le titre de répétiteur et démonstrateur de physique et le supplée dans sa chaire. Il touche donc dix-huit cents livres. En 1772, il est titularisé dans ses emplois et devient professeur royal de mathématique pratique et de physique, toujours aux appointements de dix-huit cents livres. En 1776, il est devenu professeur royal de physique, de mathématique pratique, de chimie et d'histoire naturelle aux appointements de trois mille livres, qu'il ne dépassa jamais.

Quatre chaires, tout l'enseignement scientifique de l'école, le devoir d'être une encyclopédie vivante, et tout cela pour le traitement d'une chaire! L'Ecole de Mézières avait fait une brillante affaire en s'offrant à prix réduit les services d'un des plus grands savants du siècle, et ses administrateurs ont dû être fiers de leur habileté à tirer profit d'un jeune talent sans défense et sans protection. On ne s'étonne pas qu'à cette époque le commandant de l'école ait pris Monge en affection. Mais cela ne devait pas durer longtemps!

En 1780, à l'âge de trente-quatre ans, Monge fut élu membre adjoint de l'Académie des sciences, ce qui exigeait sa résidence à Paris pendant six mois au moins chaque année. La même année, le maréchal duc de Castries, ministre de la Marine, ami et protecteur de Monge depuis 1774, le fit nommer professeur d'hydrographie au Louvre. L'Ecole de Mézières lui conserva son traitement de trois mille livres et accepta qu'il se fît suppléer dans sa chaire de mathématiques.

Mais, en 1783, le mathématicien Bezout mourut. Le duc de Castries le remplaça par Monge, qui devint donc examinateur des gardes du pavillon, c'est-à-dire examinateur des élèves de la marine. C'est alors que les difficultés commencèrent. L'Ecole de Mézières crut que Monge allait abandonner ses chaires. Mais Monge désirait conserver son enseignement à Mézières, non pas tant pour le traitement, car il n'était pas intéressé, que pour pouvoir utiliser les laboratoires de l'école pour ses recherches expérimentales. A cette

époque, il est en effet devenu maître de forges, et le mathématicien s'efface derrière le physicien et le chimiste. Il demanda donc qu'on lui conservât son titre de professeur royal de physique avec le traitement de trois mille livres que touchait son prédécesseur Nollet. L'Ecole de Mézières aurait pu prendre en considération la générosité de Monge, son dévouement illimité, les immenses services qu'il avait rendus, et aussi le lustre et le prestige qu'un grand savant confère aux institutions auxquelles il accepte d'être agrégé. Il n'en fut rien, et un conflit aigu éclata qui prit la forme d'une guerre de rapports administratifs. On reprocha à Monge de ne pas « remplir son devoir avec l'assiduité et le zèle dont doit être animé un homme qui a quelque délicatesse », de commettre « une infraction manifeste à toutes sortes de devoirs sacrés », etc. Monge fut fidèlement soutenu par le maréchal de Castries, mais, excédé, il finit par accepter une pension de mille livres et quitta l'Ecole royale du génie de Mézières pour n'y plus revenir.

Arago raconte qu'au départ de Monge, un des officiers de l'école s'écria : « Il nous faut remplacer Monge par quelqu'un qui ne soit personne! » L'administration du néant! Quel bel idéal pour un administrateur! Et pourtant, qui songerait aujourd'hui à l'Ecole de Mézières si Monge n'y avait pas enseigné!

La délicatesse de Monge est incontestable. Bezout avait publié un célèbre traité de mathématiques dont la vente était assurée à cause de ses fonctions d'examinateur. Monge, devenu lui-même examinateur, se refusa à en publier un à son tour. Il voulait éviter que la veuve de son prédécesseur perdît le bénéfice de la vente de l'ouvrage de son défunt mari. Plus tard, Monge donnera gracieusement des leçons de mathématiques à des jeunes gens méritants, tels que Prony et Lacroix. Plus tard encore, il abandonnera son traitement en faveur des élèves nécessiteux de l'Ecole polytechnique.

Monge fit un premier voyage scientifique à Paris en 1771. Il entra en relations mathématiques avec Condorcet et d'Alembert. De cette époque date sa liaison avec un ami de Diderot, le mathématicien Vandermonde, qui aura un rôle politique important pendant la Révolution et possédera beaucoup d'influence sur Monge. L'année suivante, Monge est élu correspondant de l'Académie des sciences pour correspondre avec Bezout. En 1780, il est élu adjoint dans la classe de géométrie, c'est-à-dire membre de l'Académie des sciences, où il vient siéger.

L'activité mathématique de Monge est nettement coupée en deux par la Révolution. Mais son mariage a introduit une autre coupure. Car il affirme que dès 1779, c'est-à-dire deux ans après son mariage, il ne s'occupait plus que de physique. Cependant, il publiera encore d'importants travaux mathémathiques dans les collections de l'Académie, mais ce seront, semble-t-il, des mises au point de recherches antérieures. Après la Révolution, son activité mathématique est liée à l'existence de l'Ecole polytechnique et ses publications s'échelonnent de 1795 à 1816, mais elles ne feront guère que développer les idées et les découvertes de sa jeunesse.

☆

La grandeur de Monge comme mathématicien résulte de son œuvre de géomètre et d'analyste.

Il fut un grand géomètre parce qu'il a édifié les fondements de la géométrie infinitésimale, dont les développements ultérieurs devaient atteindre une puissante majesté au XIX^e^ siècle.

Si sa création de la géométrie descriptive fut une œuvre mineure, il faut, pour être juste, noter qu'elle fut l'origine d'un important mouvement d'idées au XIX^e^ siècle, celui de l'édification de la géométrie projective.

Monge fut un grand analyste parce qu'il créa la théorie des équations aux dérivées partielles du second ordre. On sait qu'elles sont fondamentales

dans nombre de recherches de géométrie infinitésimale. Mais surtout, elles dominent toute la physique mathématique.

Monge est donc un créateur d'idées nouvelles. Il est un de ces hommes dont la pensée a ajouté à cet immense patrimoine de l'humanité, lentement accumulé depuis d'innombrables générations et qui s'appelle la science. Le rayonnement de sa pensée a animé et vivifié de très grands travaux et n'a pas fini d'être fécond.

Monge est l'initiateur de l'application de l'analyse mathématique à la géométrie des courbes et des surfaces. Il prend son inspiration dans les travaux des praticiens et conjugue avec bonheur l'habileté d'un tailleur de pierres à celle d'un mathématicien. Une surface digne d'intérêt n'est pas pour lui une entité abstraite. Il sait y introduire un mouvement, une dialectique. Il s'intéresse avant tout à son mode de génération, comme il arrive dans l'activité du praticien. Dans le cas le plus simple, la surface sera engendrée par un contour rigide, idéalisation d'un outil. Une pareille surface résulte le plus souvent du déplacement d'une arête tranchante rectiligne : ce sera une surface réglée. Dans un cas particulier, lorsqu'une lame fine, étroite et plane intervient, on obtiendra une surface développable. A vrai dire, la notion même de surface développable est due à Euler, mais les détails à peu près complets de la théorie sont de Monge. Il montre qu'une surface développable est engendrée par les tangentes d'une courbe gauche qui est une arête de rebroussement sur la surface et il étend cette notion d'arête de rebroussement à des classes de surfaces plus générales. Les mêmes idées le conduisent à sa célèbre classification des surfaces usuelles en cylindres, cônes, conoïdes et surfaces de révolution, bien connue de tous nos candidats à l'Ecole polytechnique.

Les études de Monge sur les surfaces développables l'amenèrent à étudier les développantes et les développées des courbes gauches, puis les joints des voussoirs d'une voûte, et enfin la théorie des ombres. Monge montra qu'il existe une infinité de développées d'une courbe, toutes situées sur une surface développable sur laquelle elles sont des géodésiques, c'est-à-dire des lignes de chemin minimum. Plus tard, il fera construire par ses élèves de l'Ecole polytechnique un modèle déformable composé de fils s'enroulant sur une développable et dont le point commun engendre une développante de diverses développées. Dans le même ensemble d'idées, le roulement d'un plan sur une surface développable le conduira à la génération des surfaces moulures, auxquelles nous associons son nom : il suffit de supposer qu'un contour indéformable est tracé dans le plan mobile.

Une voûte est composée de voussoirs. La pratique exige que les joints soient perpendiculaires entre eux et soient des surfaces développables. Ayant posé le problème, Monge fut tout naturellement conduit, en 1769, à sa belle découverte des lignes de courbure des surfaces. Il donne leur équation différentielle dans un mémoire sur les déblais et les remblais de 1781.

Bien plus tard, après la Révolution, Monge s'intéressera à la meilleure forme à donner à la voûte d'une assemblée. Il estime qu'elle doit être un dôme ellipsoïdal, ce qui l'amène à déterminer les lignes de courbure des ellipsoïdes et à découvrir leurs ombilics. Il conseillait de suspendre des lustres aux ombilics et de placer l'orateur sous l'un d'eux. Il étudiera aussi la surface enveloppée par une sphère de rayon variable, surface qui devient une surface canal lorsque le rayon reste constant.

Nul moins que Monge ne pouvait tomber dans l'erreur d'établir une cloison étanche entre la géométrie dite pure et la géométrie d'analyse. Il considérait à juste titre que le mathématicien doit utiliser tous les moyens à sa disposition, et c'est ainsi que ses recherches sur des surfaces relativement simples le conduisirent de proche en proche à de belles et profondes études sur les équations aux dérivées partielles que l'on rencontre dans la théorie des surfaces. Ces équations sont maintenant universellement

nommées équations de Monge. Il introduisit la notion d'intégrale intermédiaire et montra qu'elle pouvait servir à réussir l'intégration de l'équation initiale. Les caractéristiques qu'il rencontra à cette occasion sont des entités géométriques intimement liées aux processus de génération des surfaces intégrales. Ce sont elles, au fond, qui lui permirent de réussir l'intégration. Bien plus tard, Rieman et Hugoniot devaient utiliser ces caractéristiques de Monge dans un important problème de balistique intérieure. Elles se montrent l'élément analytique fondamental dans la notion de propagation d'une perturbation par onde.

Toutes ces questions ont pour origine des considérations de géométrie matérielle, pourrait-on dire; toutes partent d'idées et de considérations très simples. Mais il fallait l'acuité de son imagination et son habileté consommée de grand géomètre pour passer des banales réalités de l'expérience quotidienne aux profondes théories de l'analyse.

Une œuvre géométrique mineure de Monge a eu une influence durable sur l'enseignement des mathématiques. Il a développé la géométrie analytique à trois dimensions, il en a systématisé l'exposition et a fait passer dans l'enseignement la théorie des quadriques. Les élèves des premières promotions de l'Ecole polytechnique en ont profité, et après eux les élèves des classes de mathématiques spéciales, qui, aujourd'hui encore, travaillent dans l'auréole de la pensée de Monge. Il fit notablement avancer la théorie des quadriques, découvrit la sphère qui porte son nom, la double génération circulaire des quadriques, le trièdre conjugué commun à deux quadriques concentriques, et ainsi de suite.

☆

Monge n'apparaît pas comme un savant académique et solitaire, satisfait de contempler les vérités mathématiques dans leur sereine beauté. Il n'est certes pas indifférent à la beauté, mais il n'a aucune sophistication métaphysique. Solidement campé sur le sein de notre mère la terre, les vertiges pascaliens lui sont étrangers. Il aime la science parce qu'il n'est pas d'autre connaissance valable, parce que c'est en elle qu'il voit la source des lumières, l'origine du progrès, le triomphe de la raison et le fondement des actes réussis. Son œuvre est celle d'un grand geomètre, mais l'intérêt qu'il voit dans la géométrie était moins philosophique que social, comme nous dirions aujourd'hui. La géométrie doit toujours être penétrée plus profondément et sans souci des applications, parce que, tôt ou tard, des applications se présenteront tout naturellement et qui seront utiles aux ingénieurs, aux architectes, aux constructeurs. Il aurait applaudi son disciple Hachette disant : « Les vérités mathématiques les plus abstraites sont des pierres d'attente qui doivent servir de base au système de nos connaissances physiques », et le rôle des mathématiques dans la physique récente ne l'aurait point surpris.

Le physicien, le chimiste et l'ingénieur

En 1777, Monge épousa la jeune veuve d'un maître de forges. Il en eut deux filles, qui, une vingtaine d'années plus tard, épousèrent deux conventionnels, Marey et Eschassériaux. Mme Monge apporta en dot à son mari une forge, une forêt, une petite fortune. Monge dut s'initier aux préoccupations d'un maître de forges. De cette époque date son intérêt pour la métallurgie. Par son mariage, Monge devient un représentant d'intérêts matériels. Il est devenu un bourgeois, un propriétaire, bien que sa propriété ne soit pas bien grande. On peut dire que c'est un bourgeois avec des antécédents prolétariens. Mais son comportement s'adapte sans peine à ses nouveaux intérêts.

Dépourvu de tout mysticisme, Monge avait une immense curiosité pour le monde matériel. Nous avons même vu que, jusque dans son activité de

mathématicien, les préoccupations d'ordre matériel dominaient sa pensée, tout au moins à l'origine de ses réflexions. Son enseignement de Mézières l'avait initié à la physique et à la chimie de son temps. Son habileté manuelle exceptionnelle le prédisposait à s'attaquer avec succès à des travaux expérimentaux. Son enseignement d'hydrographie au Louvre confirmait l'orientation de son esprit vers la physique. Sa fréquentation des grands physiciens de l'Académie, les mémoires que l'Académie le chargeait de rapporter et jusqu'à la mode qui était alors à la possession d'un cabinet de physique, tout cela contribua à le divertir des mathématiques. C'est cet ensemble d'influences concordantes qui transforma Monge en physicien expérimentateur, chimiste et métallurgiste, et ses tendances personnelles encourageaient cette transformation.

Sa distraction des mathématiques commença dès son mariage. On le voit s'engager dans la publication d'un dictionnaire de physique. Il visite deux fois le Creusot, va voir une fabrique de canons, une manufacture en Lorraine, les mines de la Grand-Combe. Il se constitue un cabinet de physique, achète des produits chimiques, spécule sur le phlogistique, élabore une théorie des explosifs. Et ce sont des recherches sur l'optique, la capillarité, les vibrations des verres, la météorologie, le gonflement des ballons à l'hydrogène et à l'oxyde de carbone, la synthèse de l'eau, la décomposition de l'acide carbonique par l'étincelle. Il connaît bien les méthodes de Lavoisier et effectue des pesées. Il écrit un traité de statique dont on retrouve des traces dans nos programmes d'enseignement. Il s'intéresse aux machines industrielles. Il écrit un mémoire sur la métallurgie du fer, l'affinage et la cémentation. Il étudie la fonderie et la verrerie. Il spécule sur l'origine de la vie; voici, d'après Lavoisier, quelles étaient ses idées sur le sujet :

La terre n'a pas toujours été peuplée d'êtres vivants, elle a été longtemps un désert inanimé dans lequel rien n'avait lieu, l'existence des végétaux a précédé de beaucoup l'existence des animaux, ou, au moins, la terre a été couverte d'arbres et de plantes avant que les mers fussent peuplées de coquillages.

Il établit des rapports académiques sur des mémoires portant sur le calcul des probabilités, les fonctions algébriques, la montée des eaux, le mouvement des rivières, la théorie des torrents, l'utilisation des marées, le remorquage des bateaux, le curetage des ports, le vol dans l'air, la poussée des vents, les essais de minerais, les moulins à grain et à sucre.

Chaque année, il fait une tournée en province pour les examens de la marine. Il entre en contact avec les milieux maritimes, qu'il apprend à bien connaître. Il organise des écoles de mathématiques et d'hydrographie dans les douze ports les plus importants du royaume. Une de ses tournées d'examens s'achève tout juste avant la prise de la Bastille. Mais il ne cessera ses fonctions d'examinateur qu'au moment où il deviendra ministre de la Marine, après quoi il ne les reprendra plus.

Il reste peu de chose de cette immense activité. A son actif de physicien, on peut citer l'explication des mirages, et encore ce travail ne fut-il fait que bien plus tard, lors de l'expédition d'Egypte.

On aura une idée de son habileté de chimiste en rappelant qu'il réussit la « plus belle expérience du siècle », comme on disait à l'époque : il découvrit la composition de l'eau. Malheureusement, il avait été distancé de quelques mois sans le savoir, et c'est pourquoi cette expérience s'appelle l'expérience de Cavendish et non pas celle de Monge.

Le résultat capital de ces travaux est que, en 1792, Monge se trouva en possession d'une formation complète d'ingénieur hors ligne et d'habile physicien et chimiste. Cela allait le transformer en grand métallurgiste et poudrier au service du Comité de salut public, et son pouvoir de création allait lui permettre de doter une France arriérée de procédés industriels nouveaux.

(A suivre.)

LE SOUVENIR DE GEORGES CHENNEVIERE

par René ARCOS

Août 1947. Nous célébrons le vingtième anniversaire de la mort de Chennevière. Il est mort le 21 août 1927. Le fils de Georges Chennevière, le poète André Chennevière, soldat de la Résistance, devait à son tour, à trente-quatre ans, dix-sept ans après la mort de son père jour pour jour, le 21 août 1944, être lâchement abattu dans la rue par un soldat allemand (1).

Les derniers poèmes de Georges Chennevière — je pense particulièrement à ceux qu'on a rassemblés dans ce volume qui a pour titre : *le Cycle des Fêtes* — parus pendant l'occupation, n'ont pas encore à ce jour franchi les limites d'un cercle assez restreint d'amis, de dévôts, de privilégiés. Nous ne demandons pas pour lui ce tapage qu'on a fait autour d'indigentes productions où la pauvreté le dispute à la prétention, l'emphase à la banalité et à l'insincérité. C'est ailleurs que sur les tréteaux de la publicité que se poursuit le destin de la poésie et de tout l'art en général. J'imagine le lent cheminement d'un large fleuve — en partie souterrain — dans le secret de la forêt nocturne, la coulée d'un fleuve solitaire et obstiné qui avance toujours, inlassablement, de découvertes en découvertes, et de conquêtes en conquêtes.

Je ne crois pas aux brusques ruptures, annonçant de nouveaux et sensationnels départs. Je fais peu de cas pour mon compte de tous ces manifestes fulgurants où l'on n'aperçoit finalement, si on y regarde de près, que démarquages, contrefaçons, déformations simiesques.

Il existe, à n'en pas douter, une continuité de création au delà de toute mode, de toute outrance, de toute déviation passagère de l'intelligence et des forces créatrices.

Georges Chennevière n'avait rien de commun avec ces soi-disant novateurs qui apparaissent dans l'arène littéraire à intervalles réguliers et dont le numéro est annoncé avec les mêmes procédés qu'au cirque ou au music-hall. Acclamés furieusement par un public restreint de snobs et de gobeurs toujours « bons comme la romaine », ils font trois ou quatre tours de piste à toute allure et disparaissent, à l'ordinaire, sans laisser la moindre trace.

---

(1) Rappelons qu'un recueil de poèmes d'André Chennevière, « 1940-1944 », a paru chez Corrêa en 1945, avec une préface de Georges Duhamel. Pol Gaillard en a rendu compte dans le numéro 2 de *la Pensée* (janvier-février-mars 1946), p. 121. (N.D.L.R.)

Chennevière n'a jamais employé qu'un langage connu, intelligible à tous, obéissant à des disciplines rigoureuses. Cela nous changeait des curieuses théories, comme celle sur les « mots en liberté », par exemple, que prônait aux environs de 1910 un poète transalpin célèbre pour ses cravates en queue de lion ou de panthère, je ne sais plus bien.

Chennevière connaissait à fond les ressources de son instrument qu'il s'était donné la peine d'étudier. Il avait pénétré les secrets du nombre et avait su se les assimiler. Tout cela constitue une originalité de bon aloi dans une époque où des poètes se flattent de mépriser les règles du langage et se targuent d'écrire avec l'intention, parfois nettement revendiquée, de ne rien exprimer.

Chennevière s'imposa à ses proches dès la parution de sa première œuvre : *le Printemps,* poème dramatique d'inspiration populaire. On y trouvait une fraîcheur, une grande simplicité qui était le contraire de la banalité, une quantité d'images nouvelles et de notations saisissantes :

L'air du matin est là
et il est là comme quelqu'un.....
.....

Les femmes semblent bien plus belles,
Mais on n'a presque plus envie de les aimer
et elles passent, comme si on les quittait.

Ces images, nées de notre vie à tous, de notre vie la plus quotidienne, on ne les oublie plus. Elles font désormais partie de nous, de notre richesse, de ce bien que nul ne pourra plus nous prendre :

Le matin est rose à présent,
Comme une main qu'on regarde à travers la lampe...

encore :

Tous ceux qui sont dehors en moi s'unissent.
Je suis le lien et la gerbe.

et enfin :

Les mots redeviennent simples et parfaits
et je m'appuie sur eux sans peur :
Il y a l'air, le ciel, l'eau, la mer et les champs.
Tous les objets sont naturels et innocents
et posés devant moi comme des vérités.
.....

Gloire à vous sur la terre, ô choses de la vie...

Aucune déformation systématique, rien d'imposé *a priori,* mais une spontanéité continuelle, jaillissant de l'être, sans effort, pure et puissante. On retrouve également dans les poèmes de Chennevière ces accents de cordialité fraternelle, ces élans généreux qui rappellent Walt Whitman. Mais la rudesse du grand poète américain est tempérée ici par une gravité contenue. Plus qu'un cri de passion, né de la force vitale la plus violente qu'on puisse imaginer, c'est une voix intérieure tendre, pressante, qui s'élève vers nous.

Après *le Printemps,* je ne l'oublie pas, Chennevière nous a aussi donné parfois des poèmes d'inspiration didactique. Il y exprimait ses colères, ses verdicts, sous une forme qui allait jusqu'à l'imprécation. Avec la même véhémence que la fille de Priam, il y annonçait, longtemps à l'avance, les terribles conflits que nous avons connus. Ainsi dans *Pamir,* poème écrit en 1920 par un homme qui n'appartenait à aucun parti politique :

J'annonce le noir combat, l'obscurcissement des cieux,
Un fourmillement de rats dans d'invisibles dédales,
Des grondements inouïs dans un mensonge de brume ;

Le ronflement des tambours, l'éclat des clairons voraces,
Et par delà le désert des villes et des campagnes,
Une naissance nouvelle, au son clair et triomphal

De la faucille dans l'herbe et du marteau sur l'enclume.

Esprit libre, toujours disponible pour la recherche de la vérité, hostile, naturellement, à tout enseignement, à toute connaissance dogmatiques, il n'était l'usager stupéfié d'aucune religion.

Intelligence de la plus large compréhension, il aimait les œuvres bien faites et saluait la beauté partout où il la rencontrait. Ainsi, il pouvait associer dans une même admiration des écrivains aussi différents qu'Emile Zola et Maurice Maeterlinck, des musiciens en apparence aussi éloignés l'un de l'autre qu'un Gustave Charpentier et un Claude Debussy.

Il n'eût pu se satisfaire d'une existence uniquement consacrée à l'art, d'une vie de tour d'ivoire, tranquille et retirée. Il entendait prendre sa part des luttes communes aux hommes de son temps, dont il partageait les souffrances et les aspirations. Il ne croyait qu'à l'homme. Il n'aimait vraiment que l'homme.

Homme, mon frère, écoute-moi bien : c'est à toi
Que je parle aujourd'hui, et toute cette joie
Que je trouve en creusant dans le fond de mon cœur,
Prends-la pour toi, car je te la donne, à toi seul.

Il eût pu devenir le plus grand poète populaire de notre temps.

ESQUISSE D'UN PLAN DE RECHERCHES POUR UNE MONOGRAPHIE DE COMMUNAUTÉ RURALE

par Albert SOBOUL

L'étude de la civilisation rurale, qui n'est elle-même qu'un des aspects, mais des plus importants, de la science de l'homme en société, ne saurait que gagner à l'établissement de bonnes monographies de communautés rurales. Encore faut-il préciser le programme et la méthode de semblables travaux, afin qu'ils puissent servir au progrès de ce genre d'études, et apporter leur contribution aux grandes synthèses toujours souhaitables. « Le progrès des études historiques tient, beaucoup plus qu'on se le figure, à l'art de dresser des questionnaires », a écrit G. Lefebvre [1]. Le propos des pages qui suivent n'est que de guider le chercheur dans ce domaine.

Le but de la monographie locale est de décrire certaines formes de l'activité humaine, en l'occurrence activité rurale, inscrites sur une portion du sol. Mais la monographie ne saurait être purement descriptive; elle doit encore poser un problème, tenter de l'élucider : elle veut être explicative. Le problème essentiel est évidemment celui de l'adaptation de l'activité humaine et de l'exploitation du sol aux diverses conditions du milieu : pourquoi telle solution a-t-elle été adoptée de préférence à telle autre ? Le principe d'explication ne saurait manifestement être celui d'un déterminisme mécanique, d'une fatalité issue des facteurs naturels; le jeu des facteurs historiques, sociaux... doit être aussi démonté. L'idéal de la monographie locale serait évidemment de ne rien laisser échapper qui puisse caractériser les diverses formes de l'activité rurale, et aider à les comprendre; mais il n'est point de travail complet; l'essentiel est de poser le problème, d'en montrer les perspectives, et de bien délimiter les lacunes de l'explication.

Le cadre de la monographie locale ne saurait être forcément administratif, canton ou commune; bien souvent les limites en sont artificielles. Il est souhaitable de prendre comme cadre géographique, une unité économique et humaine, dont les limites ne sont pas forcément celles des circonscriptions administratives; parfois le chercheur aura intérêt à tenter de délimiter lui-même la région, objet de son étude, à la lumière de critères tirés de l'économie ou de l'histoire.

Le but fixé, le cadre délimité, il est évident qu'à l'étude de ce type de civilisation rurale doivent tendre, dans un effort collectif, les diverses sciences de l'homme en société. La matière même des recherches, si ample, si variée, nécessite l'alliance de disciplines voisines, pour ne pas dire la collaboration de spécialistes. Dans une bonne organisation du travail scientifique, l'étude des civilisations rurales relèverait même de la compétence d'une équipe [2]. A défaut,

---

1. *Annales historiques de la Révolution française*, 1932, p. 470.
2. Sur cet aspect si important, voir dans la *Revue de synthèse*, t. XI, n° 1, février 1936, en particulier les articles de L. Febvre : « Les recherches collectives et l'avenir de l'histoire », p. 7; R. Maunier : « Recherches collectives dans l'ethnologie et le folklore », p. 15.

le chercheur doit emprunter ses hypothèses de recherches et ses procédés d'investigation à des disciplines aussi diverses que l'histoire, la géographie, l'ethnographie, le folklore, la linguistique, la toponymie, l'archéologie, la technologie..., pour ne citer que les plus nécessaires. A élucider tel aspect de la civilisation matérielle tendront l'étude des conditions météorologiques, de la nature du terrain, comme celle des traditions, des facteurs historiques et sociaux; pour bien des faits de folklore, s'affirme la nécessité d'une forte participation des méthodes historiques.

L'on ne saurait, en effet, concevoir la monographie locale comme une série de chapitres interchangeables, traitant chacun d'un aspect du problème, données de la géographie, données de l'histoire, données de l'ethnographie... Chacune de ces disciplines doit concourir à éclairer, selon son angle propre, les divers aspects du problème de l'activité humaine, et non se borner à l'apport des matériaux de compilation. A travers la multitude des faits, leur complexité, le chercheur suivra un fil conducteur, et tout en classant, décrivant, expliquant les divers phénomènes, en montrera les multiples liaisons. Ce fil conducteur sera le plus souvent le problème de l'adaptation de l'effort humain au milieu naturel. Les plans parcellaires, par exemple, ne sauraient être étudiés seulement en eux-mêmes et dans leurs rapports avec l'économie; on montrera aussi l'influence du relief, celle du sol sur la forme des champs; sur les plans parcellaires, le chercheur plaquera la carte du relief, celle des sols; confrontation d'où ne peuvent jaillir que de riches hypothèses de recherches.

Nécessité d'un fil conducteur dans la recherche, mais aussi nécessité pour le chercheur d'être guidé de haut, dans ses procédés d'investigation, par des synthèses hardies. Les monographies locales sont indispensables; mais elles sont vouées à la stérilité, si ne viennent les orienter dans un sens fructueux d'amples vues générales. On ne saurait plus maintenant analyser un terroir, en étudier la structure agraire, si ce n'est à la lumière de l'Introduction de M. Bloch à l'histoire rurale française, de l'Essai de R. Dion sur le paysage rural; « introduction », « essai », ces mots disent assez que ce ne sont là, pour l'instant, que des vues générales, que les études locales viendront infirmer ou confirmer, mais qu'elles ne peuvent ignorer. Il en va de même pour les travaux de A. Demangeon sur l'habitat et le peuplement rural. La monographie locale est indispensable à toute synthèse, but final du travail scientifique; elle doit fournir aux études générales un ensemble de faits bien établis, fondement des théories futures, sinon ces dernières risquent de s'édifier dans le vide, et d'éternellement se complaire aux mêmes vagues généralités. Et, inversement, les synthèses élargissent et vivifient les recherches locales.

Ainsi guidée et orientée, la monographie échappera plus aisément aux deux écueils qui la menacent : les généralités, comme l'érudition. Pour étudier un type bien circonscrit de civilisation rurale, il est inutile de se référer aux événements généraux; il suffit de puiser aux sources originales. Mais il faut se garder de l'érudition, indispensable instrument, non fin en soi. Parmi les détails locaux qu'il est nécessaire d'analyser, le talent est de choisir. Le détail ne vaut que par son apport au général, que comme matériau à une synthèse possible. Faire le choix entre l'utile et l'inutile, sans jamais perdre de vue le résultat final, à ce but concourent la connaissance des travaux d'ensemble, comme des autres études locales. Si la monographie se contente d'être une série de détails classés, elle sera inutilisable pour tout travail de synthèse. Pour qu'elle puisse porter quelque fruit, il est nécessaire qu'elle présente un minimum de détails bien choisis et bien établis, en raison de leur qualité seule, et qu'elle présente, au surplus, les conclusions qu'on en peut tirer.

Qui étudie un groupe humain restreint, se doit d'embrasser le passé et le présent dans la totalité de leurs aspects. D'où la nécessité pour ce chercheur d'avoir bien en mains des disciplines variées, dont les spécialistes ne possèdent

à l'ordinaire qu'une part; mais c'est par ces spécialistes, et à la lumière de leurs synthèses, de leurs travaux d'ensemble, qu'il se laissera guider pour n'être pas submergé dans la masse des détails locaux.

Il sera sans doute possible d'appréhender ainsi la réalité complexe dans son intégralité et de saisir dans toute sa richesse la vie profonde des hommes.

I. — LES FACTEURS PHYSIQUES DE L'ACTIVITE HUMAINE

Une étude de géographie physique est évidemment nécessaire comme introduction à toute monographie locale. Mais elle ne doit pas être entreprise pour elle-même, le but de la monographie étant essentiellement la description et l'explication d'un type de civilisation rurale. Il faut, de manière délibérée, réduire la géographie physique à ce qui est manifestement utile à l'intelligence des faits humains, comme l'entendait le fondateur de l'école géographique française, Vidal de La Blache. L'explication des conditions fixées par la nature à l'activité humaine doit être le seul but de l'étude des différents points de géographie physique, relief, climat, sol, végétation.

Situation. Il s'agit tout d'abord de définir la situation géographique de la région envisagée (limites, superficie, configuration générale), comme aussi sa situation administrative (canton, département).

Relief. Une rapide étude de la structure permettra de définir les formes du relief qu'il importe de préciser, afin de mieux dégager leur action sur le régime des eaux, le groupement de la population, les communications. Le relief et, par suite, l'exposition ont-ils une influence sur l'emplacement des champs ?

Documents graphiques. Reproduction de la carte géologique et de la carte d'état-major.

Climat. Ce chapitre comporte trois points essentiels : régime de la température, régime des vents, régime des pluies, sans que l'on perde jamais de vue, en les précisant, leur importance fondamentale pour la production agricole.

Hydrologie. Quel est le régime des eaux (sources, puits, rivières) ? Il faut préciser, en particulier, le débit des cours d'eau, la date de leurs crues et de leur étiage. Seront en même temps esquissées les répercussions du régime des eaux sur la vie humaine (répartition de l'habitat), et sur les diverses activités agricoles et artisanales (par exemple, les cours d'eau permettent-ils l'établissement de moulins ?).

Documents graphiques. Il sera intéressant de porter sur une même carte la répartition des points d'eau et celle des habitations, sans que l'on puisse d'ailleurs conclure de l'une à l'autre d'une manière mécanique.

Pédologie. L'étude des sols superficiels doit être faite avec une attention toute particulière, vu l'importance de ce facteur pour la production agricole. On précisera quelle est la nature des sols, quels sont les meilleurs et où ils se trouvent, quels sont les amendements que réclameraient les médiocres et les mauvais.

Documents graphiques. Essai d'une carte des sols (et non des couches géologiques) de la région étudiée, que l'on confrontera avec fruit avec une carte de la répartition des cultures.

Biogéographie. Il s'agit d'une rapide étude des espèces naturelles, dans leurs rapports avec l'agriculture et des diverses associations végétales (prairies, landes, bruyères, forêts). L'étude des forêts retiendra particulièrement l'attention : quelles sont les espèces dominantes, quelle est leur répartition, y a-t-il eu déboisement ou reboisement ?

II. — LES FACTEURS SOCIAUX DE L'ACTIVITÉ HUMAINE

Une fois fixés les cadres, une fois précisés les divers facteurs physiques de l'activité humaine, il importe d'envisager les solutions que les hommes appor-

tèrent, au cours de l'évolution historique, aux problèmes posés par l'exploitation du sol. Cette recherche sera fondée essentiellement sur le dépouillement des archives communales et départementales. Dans la mesure où les documents le permettront, on précisera les diverses caractéristiques de l'ancienne civilisation rurale et leur évolution : occupation du sol, structure agraire traditionnelle, évolution des cultures, évolution économique générale, évolution démographique.

A. — L'occupation du sol

Un des premiers problèmes à envisager et l'un des plus importants, est celui de l'occupation du sol. A l'élucider, doivent concourir des disciplines aussi diverses que l'archéologie et la toponymie.

L'organisation de la propriété foncière et du travail rural remontent, dans nos pays d'Europe occidentale, bien plus haut que les temps historiques. C'est du néolithique, 6000 ans environ avant notre ère, que datent la conquête du sol et son appropriation par les groupements humains qui, plus tard, formeront les peuples historiques, comme aussi la domestication des animaux et la sélection des plantes qui sont encore à la base de notre agriculture. Il est donc nécessaire de recourir aux données de l'archéologie pour préciser les origines du peuplement. Servent à dater les premiers établissements humains, les trouvailles archéologiques (haches, outils en pierre polie); et ceux de l'âge des métaux, les tombes à tumulus.

La toponymie sera, elle aussi, utilisée au profit de l'étude des origines de nos terroirs. Elle fournira d'importantes données à l'histoire du paysage agraire (par exemple, y a-t-il des arbres qui aient donné leur nom à des lieuxdits ?). Par rapport à l'histoire du peuplement et de l'occupation du sol, qui est le fondement nécessaire de toute enquête sur les sociétés rurales, la toponymie se présente comme un instrument d'investigation indispensable. Elle lui apportera essentiellement une série de données chronologiquement classées. Mais l'on ne peut conclure trop vite de l'âge du nom à celui de l'établissement qu'il désigne; il est nécessaire de critiquer les données de la toponymie, de les confronter avec celles de l'archéologie et de tous autres documents utilisables. « Les problèmes de peuplement sont si obscurs que seul un jeu de feux croisés semble capable d'y apporter un peu de lumière » ; et Marc Bloch de proclamer, après l'historien belge G. de Marez, la nécessité « d'un vaste système d'alliances entre les diverses disciplines » [1].

Au grand fait historique qu'est l'occupation du sol, est lié un autre aspect important de la civilisation rurale, la structure agraire.

B. — La structure agraire traditionnelle

La structure agraire de nos terroirs remonte aux premiers âges de l'humanité; mais ce serait s'en faire une image bien fausse que de la considérer comme immuable au cours des siècles. Son étude précise n'est possible qu'en recourant aux documents anciens, terriers, parcellaires, compoix, plans et cadastres. Ces documents se trouvent déposés soit dans les archives communales des localités envisagées, soit aux archives départementales dont elles dépendent, dans la série E (série E-seigneuries pour les terriers; pour les compoix, parcellaires et cadastres, série E-communes).

Il importe de préciser divers points qui tous contribuent à caractériser la structure agraire traditionnelle.

1. *Paysage rural et forme de champs*

Il convient tout d'abord de poser dans quelle grande catégorie agraire se place la région étudiée : paysage de campagne à champs ouverts et allongés de

1. M. Bloch : « Réflexions d'un historien sur quelques travaux de toponymie », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. VI, 1934, p. 252.

la France du Nord et de l'Est, paysage de bocage à champs enclos et irréguliers de la France de l'Ouest et du Centre, champs ouverts et irréguliers de la France méridionale. Ces diverses formes de champs, ces divers paysages, par les conséquences qu'ils entraînent pour l'exploitation du sol et la vie des communautés rurales, caractérisent fortement les diverses civilisations agraires.

Il est d'ailleurs nécessaire d'apporter quelques nuances à cette classification, qui ne peut être envisagée que comme un fil conducteur pour la recherche. Les facteurs historiques n'interviennent pas seuls en ce domaine. La forme des champs dépend aussi des conditions de terrain ou de la marche de l'occupation; si bien qu'un même terroir peut présenter divers types de champs. Les champs allongés caractérisent, en général, les fonds alluviaux et les plaines où le défrichement intial a été l'œuvre collective de la communauté rurale; sur les pentes, au contraire, les défrichements individuels entraînent l'existence de champs irréguliers. La forme des champs peut être enfin fonction des techniques agricoles : en pays de relief accidenté, les champs allongés dans le sens des courbes de niveau, souvent séparés entre eux par des « rideaux », sont nés de labours permanents; c'est à l'essartage et au travail à la houe que sont dus au contraire les champs plus élevés en altitude, et dont la grande dimension est dans le sens de la pente.

Il importe de préciser si le paysage rural a évolué : tel pays d'enclos était au XVIII[e] siècle une campagne découverte. Une pareille évolution n'est saisie que par la comparaison de plans parcellaires de l'ancien régime avec ceux du cadastre moderne, ou par un dépouillement minutieux des minutes notariales[1] (certains baux de ferme du XVIII[e] siècle comportent pour le fermier l'obligation de clore un certain nombre de champs pour la durée du bail).

Documents graphiques : Extraits du plan parcellaire d'ancien régime, s'il existe, à tout le moins du plan cadastral moderne.

Croquis du terroir, avec ses principales divisions (soles, quartiers), et la répartition des cultures, des bois, des pâtis, des communaux.

2. *Servitudes collectives*

Le régime des champs et le paysage rural sont étroitement liés à l'exercice des servitudes collectives. Aux régions de champs ouverts et allongés correspond un ensemble d'usages ruraux communautaires qui influe à son tour sur la psychologie collective des communautés paysannes. Ces servitudes collectives sont essentiellement au nombre de quatre :

La vaine pâture obligatoire, c'est-à-dire le droit pour tout membre de la communauté d'envoyer son bétail pâturer sur l'ensemble des champs de la communauté, après les récoltes enlevées.

Le libre parcours, c'est-à-dire la vaine pâture réciproque entre communautés voisines.

L'assolement forcé, c'est-à-dire l'obligation pour tous les membres de la communauté de pratiquer la même année la même culture sur la même portion du terroir (dénommée « sole » ou « saison », suivant les régions).

Le troupeau commun.

Ces pratiques communautaires, il importe de noter si elles existent encore, sinon depuis quand elles ont disparu. Si elles n'ont jamais été en usage, il est nécessaire de le dire nettement. Leur évolution historique sera saisie par le dépouillement des registres de délibération des communautés d'ancien régime (archives communales ou série E-communes des archives départementales), des papiers des justices seigneuriales (série B des archives départementales) qui fourniront une ample moisson sur la vie sociale des habitants, les procès qu'ils

1. On trouvera les minutes notariales soit dans les études mêmes des notaires, soit aux archives départementales (série E notaires).

soutenaient pour la défense de leurs droits collectifs, enfin, par l'étude des recueils d'usages locaux [1].

Ces recueils constituent de véritables codes coutumiers des campagnes, d'une valeur documentaire de tout premier ordre. Leur étude s'impose à qui s'occupe des usages communautaires comme des techniques agricoles. L'intérêt est encore plus grand lorsque l'on possède pour le même cadre régional (arrondissement ou département en général) plusieurs recueils successifs qui permettent de suivre l'évolution. Les premiers recueils d'usages locaux datent en général du milieu du XIXe siècle, époque à laquelle ils furent rédigés pour préciser certains points obscurs du code civil; ils décrivent à peu de choses près les usages en vigueur à la fin du XVIIIe siècle.

3. *Techniques agricoles*

Sur ce terroir défini par son paysage, la forme de ses champs, les servitudes qui lient ou non l'ensemble des habitants, les membres de la communauté ont apporté, depuis des temps immémoriaux, certaines solutions aux problèmes que posait l'exploitation de leurs terres. Ces solutions, il convient de les étudier et d'en dessiner l'évolution.

Et tout d'abord, l'outillage agricole. Quel est l'instrument aratoire traditionnel, la charrue ou l'araire ? Y a-t-il une liaison quelconque entre la forme des champs et l'instrument aratoire ? Quelle est la traction animale utilisée, chevaux ou bovins ? Quand l'outillage traditionnel s'est-il modernisé ? De quand date l'introduction du machinisme agricole ?

Ensuite, les pratiques culturales. Quel est l'assolement traditionnel, triennal (céréale d'hiver, céréale de printemps, jachère) comme dans la France du Nord et de l'Est, ou, comme dans la France méridionale, biennal (céréale, jachère) ? Quand cet assolement traditionnel s'est-il modifié par l'introduction des prairies artificielles dans le cycle ? La jachère morte existe-t-elle encore ? Sinon, depuis quand a-t-elle disparu ?

Là aussi de multiples facteurs interviennent qui motivent l'adoption de tel ou tel procédé; ainsi dans certaines régions, la lutte contre la mauvaise herbe et le chiendent a contribué à imposer la jachère et a influé sur le choix de l'outillage. Les techniques agricoles apparaissent finalement comme le résultat de multiples facteurs, parmi lesquels les physiques ne jouent pas toujours le premier rôle.

4. *Répartition de la propriété*

Ce point, d'une importance capitale pour l'étude de l'évolution sociale, sera mis au clair par un minutieux dépouillement des divers documents cadastraux de l'ancien régime et de l'époque moderne : parcellaires, compoix, plans du XVIIIe siècle déposés soit aux archives communales, soit aux archives départementales (série E-communes); état de sections, matrices cadastrales et plans parcellaires du « cadastre napoléonien » déposés soit aux archives communales, soit à la direction des contributions directes de chaque département; mêmes documents du cadastre actuellement en voie d'établissement, conservés dans les mêmes dépôts.

Il s'agit, d'après les données des documents cadastraux, de classer les diverses propriétés selon leur catégorie (par exemple, de 0 à 1 ha, de 1 à 5, de 5 à 10, de 10 à 40, de 40 à 100, enfin de plus de 100 ha), d'établir les pourcentages de surface qui reviennent à chaque catégorie, de suivre enfin l'évolution de cette

1. Voir sur ce point M. Bloch : « Les « usages locaux », documents historiques », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. V, 1933, p. 584. M. Bloch signale une *Bibliographie des usages locaux imprimés* (1907) due à M. Stern. Cette bibliographie, pour n'être pas au courant de la production récente, n'en rendra pas moins de grands services.

répartition grâce aux trois points de repère que fournissent, là où elles existent, les trois séries de documents cadastraux. Apparaîtront ainsi les formes dominantes de propriété au cours des deux derniers siècles, petite, moyenne ou grande, et se précisera l'émiettement ou la concentration de la propriété foncière.

Il importe d'étudier en même temps l'évolution du nombre des propriétaires et celle du nombre des parcelles, qui concourent à préciser cette notion de morcellement ou de concentration.

Pour achever de donner une idée exacte de la propriété foncière dans la région envisagée, les biens communaux ne doivent pas être oubliés. Leur état actuel mérite d'être décrit, comme aussi leur évolution historique; on précisera en particulier quels furent les luttes et les accords entre communautés et seigneurs à leurs propos, quel fut le résultat de l'application des lois révolutionnaires en matière de biens communaux.

Toujours à propos de la propriété foncière, on notera fortement quelle est la place de la Révolution dans son évolution. Il s'agit essentiellement de la question des biens nationaux, et de savoir à qui leur vente a profité. On dépouillera les documents de la série Q des archives départementales qui concernent les biens nationaux de première origine (biens ecclésiastiques sécularisés et vendus dès 1790) et ceux de seconde origine (biens confisqués aux émigrés et vendus à partir de 1792). Grâce à la vente de ces biens, la Révolution a étendu le domaine de la petite propriété et de la petite exploitation, mais non d'une manière aussi radicale que l'aurait désiré la majorité de la paysannerie. Par ailleurs, en libérant complètement la propriété, la Révolution a créé les conditions légales d'une agriculture moderne à forme commerciale et capitaliste; elle a rendu possible la concentration des terres qui s'esquissait déjà vers la fin de l'ancien régime, et qui allait reprendre au XIX^e^ siècle. Il est faux de croire que la Révolution a créé un abîme, au point de vue agraire, entre l'ancienne France et la nouvelle [1].

Documents graphiques : courbes d'évolution du nombre des propriétaires, de celui des parcelles, des diverses catégories de propriétés.

5. *Structure sociale*

Il est enfin un dernier point indispensable au tableau de la structure agraire traditionnelle, ou du moins telle qu'elle se présentait encore vers la fin du XVIII^e^ siècle, avant que la révolution économique vînt bouleverser les conditions de la production et la révolution politique celle des personnes : la structure sociale.

Quelle était la condition des personnes et celle des terres ? Avait-elle évolué depuis le moyen âge ? En quoi consistait la « seigneurie » ? Quelle était l'importance de la « réserve », domaine exploité directement par le seigneur, et celle des « censives », tenures données à cens aux paysans ? Quel était le poids des charges seigneuriales, cens, lods, banalités ? Quel était le poids de la dîme ? Les droits seigneuriaux ont-ils augmenté à la fin de l'ancien régime ? Y a-t-il eu une « réaction nobilière » qui a accru le poids de ces charges ?

Autant de questions importantes à élucider, si l'on veut avoir des civilisations rurales traditionnelles une image complète. Cette étude sera essentiellement fondée sur le dépouillement des terriers (déposés aux archives communales ou aux archives départementales, série E. — seigneuries), précieux documents qu'en son livre intitulé *la Pratique universelle des terriers*, de la Poix de Fréminville, vers la fin du XVIII^e^ siècle, définissait ainsi :

---

1. Voir G. LEFEBVRE : « Les études relatives à la répartition de la propriété et de l'exploitation foncières à la fin de l'ancien régime », dans la *Revue d'histoire moderne*, 1928, p. 103-130, et « La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, 1929, t. I, p. 506-523.

C'est un livre registre qui renferme les lois de la seigneurie et contient les usages, droits, prérogatives, privilèges, condition des personnes et des héritages..., dans lequel sont transcrites toutes les déclarations des censitaires [1].

C. — L'évolution des cultures

Pour ce problème, deux séries de documents sont à envisager : les documents cadastraux et les statistiques agricoles. Mais ces documents datent surtout du XIXe siècle. Pour préciser quelle était la situation de l'agriculture et la répartition des cultures sous l'ancien régime, en particulier au XVIIIe siècle, seront dépouillés les compoix, parcellaires et terriers qui donnent de précieuses indications sur ces points; mais leur élaboration nécessite un travail minutieux. Par ailleurs, la série C des archives départementales, qui comprend tous les documents des anciennes administrations provinciales (Intendance, subdélégations, élections), fournira, elle aussi, d'utiles renseignements. Vers la fin du XVIIIe siècle, des enquêtes d'ordre économique et social furent menées par les intendants, les Etats provinciaux ou les assemblées provinciales nouvellement instituées. L'importance de la série C varie beaucoup d'un département à l'autre; de toute façon, son dépouillement s'impose au chercheur soucieux de préciser la structure économique traditionnelle. Toutefois, les données recueillies seront soigneusement contrôlées et critiquées, les renseignements des administrations d'ancien régime étant souvent empreints d'un certain optimisme officiel.

Pour le XIXe siècle, les documents cadastraux sont une source précieuse. On accordera une importance toute particulière au cadastre par masse de cultures, qui fut dressé sous le Consulat pour un certain nombre de communes : ces plans ne reproduisent ni les limites des parcelles, ni celles des quartiers, mais donnent la répartition des cultures pour l'ensemble du terroir, image fidèle de ce qu'était l'agriculture à la fin du XVIIIe siècle. Le « cadastre napoléonien » et le cadastre contemporain donnent, en tête des matrices, la répartition des terres par nature de culture; on prendra garde cependant que la nomenclature employée varie grandement d'une région à l'autre, et du « cadastre napoléonien » au cadastre actuel; ici aussi, une critique attentive sera nécessaire. La comparaison de la répartition des cultures à ces dates différentes permettra de connaître l'évolution générale de l'agriculture pour les régions envisagées [2].

La source essentielle pour l'étude de l'évolution des cultures n'en reste pas moins l'ensemble des statistiques agricoles [3]. Cette série de documents présente un aspect varié et même quelque peu confus : statistique agricole proprement dite, *Bulletin de statistique et de législation comparée* du ministère des Finances qui fournit des renseignements sur les produits agricoles soumis à l'impôt (vins, cidres, tabacs), publications de l'administration de la guerre (en particulier sur le ravitaillement, l'élevage du cheval), statistiques forestières.

La statistique agricole proprement dite comprend deux séries : les statistiques décennales et les statistiques annuelles. Les résultats sont publiés dans la *Statistique générale de la France;* les documents de base sont conservés dans la série M des archives départementales.

Pour le XIXe siècle, sur la période antérieure à 1837, on utilisera les deux volumes de la *Statistique générale de la France,* intitulés *Archives statistiques de 1756 à 1835* et *Documents statistiques sur la France... de 1700 à 1836.* Les diverses statistiques décennales, publiées dans la *Statistique générale de la*

1. Voir *Annales d'histoire économique et sociale*, t. X, 1938, p. 302. « Ce que l'on peut trouver dans un terrier »; Gras et Rigault : « La seigneurie et le village d'Hauterive à la veille de la Révolution ». Les terriers fournissent aussi de précieux renseignements sur les progrès de l'occupation du sol.

2 Un bon exemple d'utilisation en ce sens des documents cadastraux est donné pour le Limousin par l'ouvrage de A. Perpillou : *Cartographie du paysage rural limousin : essai d'utilisation rationnelle de documents cadastraux* (I, commentaires; II, atlas).

3 Sur ce point important, voir R. Musset : « Les statistiques agricoles officielles françaises : étude critique », *Annales d'histoire économique et sociale*, t. V, 1933, p. 285.

France, sont celles de 1837-1839, de 1852, de 1862; celles de 1882 et de 1892 furent publiées par le ministère de l'Agriculture, sous le titre de *Résultats généraux de l'enquête décennale de...* Ces statistiques, dressées par un personnel improvisé, n'ont qu'une valeur médiocre. On ne les utilisera, pour les études d'agriculture locale, qu'avec la plus extrême prudence. R. Musset, qui a fait une étude critique de ces documents, remarque que, si l'on compare les chiffres des différentes statistiques, suivant le procédé habituel des monographies locales, on constate des progrès constants pour les diverses cultures de 1815 à 1837 et jusqu'en 1882, puis une décroissance. Or, l'année 1815 fut mauvaise; pour les années 1837, 1852, 1862, on a indiqué la production en « année moyenne », mais sans donner le procédé pour établir cette moyenne; quant à l'année 1882, elle fut exceptionnelle; il est donc difficile de comparer des données aussi hétérogènes.

Quant à la statistique agricole annuelle, elle suscitera une égale défiance; les renseignements en sont très peu sûrs, étant donnée la façon dont elle est établie. Les statistiques communales, qui servent de base à la statistique générale, dressées par les secrétaires de mairie, reproduisent le plus souvent les données de l'année précédente, en les modifiant au juger; et l'on remonte ainsi jusqu'à la statistique décennale de 1892.

Le chercheur ne doit donc utiliser la statistique agricole qu'avec la plus grande circonspection. R. Musset pose ces deux règles : ne jamais l'utiliser pour une faible superficie, se fier aux chiffres par communes et cantons étant parfaitement illusoire; ne pas croire que les moyennes de plusieurs années aient une plus grande valeur, deux séries d'années de même longueur n'étant pas immédiatement comparables (les circonstances du milieu, surtout celles du climat, ne le sont pas).

Les statistiques agricoles ne doivent jamais servir de fondement à un travail de portée locale : elles ne peuvent être employées que d'une manière critique et accessoirement, à côté d'autres documents qui permettent d'étudier de près les faits et de les établir d'une manière certaine :

> Elles ne sont qu'un moyen abrégé et commode, parce que chiffré et comme tel immédiatement expressif, de représentation. Mais le texte qui les encadre est essentiel. (R. Musset.)

L'esquisse de l'évolution des cultures sera complétée par l'historique des forêts et de l'exploitation forestière, dont on trouvera la matière dans la série C des archives départementales pour l'ancien régime, pour l'époque contemporaine dans la série P. Les principaux points à préciser sont les suivants : géographie de la forêt (limites, surfaces...), espèces, économie (exploitation, ventes, usage des bois...), régime juridique et administration, conditions juridiques et économiques des personnes qui vivent de la forêt (défricheurs, bûcherons...), droits seigneuriaux (chasse, garenne...), droits d'usage des communautés rurales.

D. — L'évolution économique générale

La vie de la communauté rurale n'est pas uniquement fondée sur l'agriculture. L'artisanat y est souvent important, quand ce n'est pas l'industrie rurale. D'autre part, le village ne vit pas en économie absolument fermée, il échange ses produits. Ce commerce, même embryonnaire, par les problèmes d'échange et de circulation qu'il pose, appelle deux séries d'études.

Tout d'abord, un problème de métrologie : « Ingrates seulement en apparence », les études métrologiques se révèlent des « instruments de sondage

capables de déceler quelques grands courants de civilisation » (M. Bloch) [1]. La première difficulté est d'établir la correspondance des mesures anciennes avec celles du système métrique; les recueils publiés sous le Consulat et l'Empire, pour chaque département, donnent cette indication. Mais ces mesures d'ancien régime, dont l'équivalence est indiquée avec quelque certitude, sont d'époque récente, la fin du XVIII[e] siècle. Or, les mesures ont beaucoup varié, pour une même région, et sous le même nom, du XIII[e] au XVIII[e] siècle; ici la difficulté est beaucoup plus grande d'établir si elles se sont transmises pareilles à elles-mêmes à travers les siècles, sinon dans quelle proportion elles ont varié. Il n'en reste pas moins que, pour toute monographie locale, s'impose une enquête sur les mesures; et si le cadre géographique est quelque peu étendu, une carte de répartition de ces mesures.

Le second problème à aborder à propos des échanges et de la circulation, est celui du prix, complément indispensable à toute étude économique et sociale. Il ne saurait être question de citer des prix d'une manière fragmentaire et à simple titre de curiosité, mais bien d'établir des moyennes. Pour qu'elles aient quelque sens, ces moyennes doivent présenter certaines garanties : que les prix soient empruntés à la même unité économique et non à des régions hétérogènes; que les produits, les objets, les biens dont les prix sont recueillis, soient comparables, ou du moins ne présentent pas d'inégalité trop sensible; « que les moyennes soient établies à l'aide d'une assez grande quantité d'éléments pour que le jeu de la loi des grands nombres enlève toute portée aux écarts dus au pur hasard » [2]. Grâce à ces moyennes, sera suivie l'évolution du mouvement des prix dont les répercussions se révèlent si importantes sur la vie des communautés rurales [3].

Afin de préciser l'évolution économique et sociale de ces communautés au XVIII[e] siècle, on ne négligera pas les documents d'origine ecclésiastique contenus dans les séries G (clergé séculier, en particulier cultes et fabriques) et H (clergé régulier) des archives départementales [4]. On y trouvera de multiples renseignements sur l'aspect économique de la vie des établissements hospitaliers, des monastères, des paroisses; les comptes laissés par les hôpitaux et les maladreries présentent un intérêt extrême; dans l'étude des communautés ecclésiastiques, il convient de considérer le problème du recrutement par classes sociales, par régions. Les registres de procès-verbaux des visites pastorales (série G) donneront en particulier une riche moisson.

Sur la fin du XVIII[e] siècle, un document de première importance doit être recherché, que l'on a quelque chance de trouver dans la série B des archives départementales : le cahier des doléances de la communauté, rédigé lors de l'élection des députés aux Etats généraux de 1789. Il peut fournir une foule de renseignements sur l'état économique, social, politique de la paysannerie à la veille de la Révolution; sa publication, s'il existe, doit accompagner toute monographie locale, avec les garanties critiques nécessaires. Il est indispensable, par exemple, de préciser la fréquentation aux assemblées électorales, en comparant le nombre des présents et celui des feux de la communauté, d'établir qui présidait l'assemblée, bourgeois, curé ou seigneur, si les rédacteurs se sont servis d'un modèle comme il en circula beaucoup...

Pour le XIX[e] siècle, l'attention du chercheur sera plus particulièrement retenue par le problème de l'effritement de l'ancien équilibre agricole sous l'influence

---

1. M. Bloch, à propos de l'ouvrage du Ct H. Naves : « Recherches sur les anciennes mesures agraires normandes », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. VI, 1934, p. 280.

2 M. Bloch : « La vie rurale : problème de jadis et de naguère », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. II, 1930, p. 96-120,

3. Sur ces problèmes et les questions de méthode qu'ils soulèvent, voir G. Lefebvre : « Le mouvement des prix et les origines de la Révolution française », dans les *Annales historiques de la Révolution française*, t. 14, 1937, p. 289.

4. Voir M. Bloch : « Un « vade-mecum » d'histoire locale », compte rendu de V. Carrière : *Introduction aux études d'histoire ecclésiastique locale*, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. VII, 1935, p. 401.

de la route, du chemin de fer, de l'usine; l'ancienne économie locale s'élargit alors au cadre régional; grâce aux nouveaux moyens de communication, les échanges s'amplifient, certaines cultures sont abandonnées. Ainsi, par suite de l'apparition de la grande minoterie, le moulin local disparaît en maintes régions de petite culture, entraînant l'abandon de la culture du blé nécessaire à la consommation familiale.

Documents graphiques : Afin de schématiser la vie de relation aux XIX^e^ et XX^e^ siècles, on dressera un croquis du développement du réseau routier, des chemins de fer, des lignes d'autobus, des liaisons postales, du réseau des banques...

E. — L'évolution démographique

Elle est relativement facile à suivre, grâce à l'existence, dans presque chaque commune, de la série des registres paroissiaux et de celle des registres d'état civil, de celle des dénombrements aux archives départementales.

Les registres paroissiaux, déposés soit aux archives communales, soit aux archives départementales (série E-communes) constituent l'ancien état civil tenu avant la Révolution par les curés. Certains remontent au milieu du XVI^e^ siècle, et se poursuivent, avec des lacunes plus ou moins importantes, jusqu'en 1792. Les curés transmirent alors leur pouvoir d'état civil aux maires (fin 1792); c'est à cette date que débute la collection des registres de l'état civil. Les tables décennales présentent un premier dépouillement des registres de l'état civil, et, à ce titre, retiendront l'attention des chercheurs.

Quant aux dénombrements, c'est dans la série C pour l'ancien régime, dans la série L pour l'époque révolutionnaire, pour la période contemporaine, enfin, dans la série M, qu'on les trouvera. Ils présentent évidemment une valeur très inégale suivant leur date. Ceux d'ancien régime sont moins des dénombrements que de simples évaluations que l'on n'utilisera qu'avec prudence; il en va souvent de même de ceux de la Révolution et de l'Empire. Il faut attendre la monarchie de Juillet pour que les dénombrements prennent une cadence régulière, tous les cinq ans, et soient établis avec plus de garantie. Depuis cette époque, la série des dénombrements quinquennaux offre une source de première importance pour l'étude de tous les problèmes démographiques.

Les registres paroissiaux et les registres d'état civil sont le reflet précis du mouvement de la population dans la paroisse d'abord, dans la commune ensuite : baptêmes (puis naissances), mariages, décès. Leur dépouillement permettra l'établissement de courbes démographiques. Mais l'on n'emploiera pas les données des registres paroissiaux sans les critiquer. Il est en effet difficile d'évaluer le chiffre exact des naissances sous l'ancien régime, du moins à l'aide des seuls registres de baptêmes : ceux-ci ne tiennent pas compte le plus souvent des enfants, assurément nombreux, qui mouraient très peu de temps après leur naissance. Cette omission est évidemment reportée sur les relevés que les curés envoyaient chaque année, vers la fin de l'ancien régime, à l'administration des intendants.

Il est une autre remarque qu'il importe de faire à propos de la population des communautés sous l'ancien régime. C'est un procédé courant, dans les recherches d'histoire locale, d'évaluer le nombre des habitants en multipliant le nombre des paroissiens par cinq, en supposant que chaque foyer comprend une moyenne de cinq personnes; mais l'on n'obtient ainsi qu'un total fort approximatif, puisqu'il n'est tenu compte ni des veufs, ni des célibataires, ni des domestiques. De même, il est impossible d'établir un rapport quelconque entre le nombre des maisons et celui des habitants.

Les coefficients qui peuvent permettre de reconstituer d'après un chiffre de détail fourni par les textes (nombre de ménages, de décès, de naissances) le chiffre global de la population, sont propres à un état de société donnée. Ils ne sauraient être imaginés de toute pièce, ni reçus tels quels, des statistiques d'aujourd'hui. Pour chaque époque

et région étudiées, ils doivent être établis d'après les documents du temps et du lieu. Là où la recherche est impossible, il n'y a qu'à suspendre le calcul (M. Bloch) [1].

Les dénombrements quinquennaux permettront de suivre avec une extrême précision, depuis le milieu du XIX[e] siècle, divers phénomènes démographiques : évolution de la population, évolution de la famille (le nombre de ménages, par rapport au chiffre total de la population, augmente-t-il ou non ?), évolution de l'habitat (le nombre des maisons augmente-t-il ou non ? Comparer l'évolution du nombre de maisons avec celle du nombre de ménages : y a-t-il « individualisation » de l'habitat ?), évolution de la population étrangère enfin (comparer cette évolution à celle de la population totale) [2].

A côté des renseignements d'ordre démographique, registres paroissiaux ou d'état civil et dénombrements quinquennaux par leurs listes nominatives, fournissent de multiples indications d'histoire sociale. Par eux, l'on connaîtra les diverses classes sociales de la paroisse d'ancien régime et de la commune contemporaine, la répartition des habitants par métiers. Il est possible de fonder sur ces documents une étude des noms de personnes fort utile pour l'histoire sociale.

Le choix même des noms de baptême, leur nature, leur fréquence relative sont autant de traits qui, convenablement interprétés, révèlent des courants de pensée ou de sentiment auxquels l'historien ne saurait rester indifférent [3].

Quant aux surnoms personnels ou familiaux d'origine géographique, ils reflètent, dans une certaine mesure, les mouvements de population.

Documents graphiques : courbes d'évolution des divers facteurs du mouvement démographique (naissances, mariages, décès), que l'on établira d'après les moyennes décennales; courbes d'évolution du chiffre de population, du nombre des étrangers, du nombre des maisons et de celui des ménages...

Il s'agit maintenant, après avoir dessiné à grands traits l'évolution économique et sociale de la communauté étudiée, d'en décrire tous les aspects actuels, rangés, pour plus de commodité, sous ces trois grandes rubriques : faits de production, faits de population, faits de civilisation.

III. — LES FAITS DE PRODUCTION

A. — *La production agricole*

Cultures : Céréales (froment, seigle, méteil, orge, avoine); tubercules et racines pommes de terre, topinambours, betteraves); plantes industrielles oléagineuses (colza, œillette), textiles (lin, chanvre), prairies artificielles et temporaires (trèfle, luzerne, sainfoin).

Prairies naturelles : Prés naturels, herbages, pâturages. Irrigue-t-on les prés ? Quand et comment ?

---

1. M. Bloch : « La vie rurale; problèmes de jadis et de naguère », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. II, 1930, p. 112.
Voir aussi M. Bloch : « La population en France au XIV[e] siècle : comment la connaître », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. III, 1931, p. 603, compte rendu de l'ouvrage de F. Lot : *l'Etat des paroisses et des feux de* 1328.

2. Pour la période contemporaine, il convient de tenir compte des pertes en hommes de la grande guerre, qui eurent une grande importance pour l'évolution économique et pour l'évolution démographique de nos communes rurales.

3. Voir M. Bloch : « Noms de personnes et histoire sociale » dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. IV, 1932, p. 67, compte rendu de l'ouvrage de K. Michaelson : *Etudes sur les noms de personnes français d'après les rôles de tailles parisiens* (il s'agit de rôles de 1292, 1296, 1300, 1313).

Les cultures arborescentes : Vignes, pommiers à cidre, arbres fruitiers.

Les cultures maraîchères.

Les bois et forêts : Statistiques forestières, essences, reboisement (condition, méthode).

Il convient pour tous ces points de noter les superficies cultivées et les rendements moyens, quelles sont les pratiques culturales caractéristiques, quel est l'assolement habituellement usité, si la culture présente un aspect intensif ou extensif, quel emploi les cultivateurs font des engrais, des machines agricoles. On notera, tout particulièrement, la proportion des cultures, des prairies et des forêts.

B. — *L'élevage* [1]

Les animaux : Chevaux, mulets, ânes, bovins, ovins, porcs, chèvres; animaux de basse-cour.

Les produits animaux : Produits de boucherie, produits de laiterie, œufs, laine.

On pourra faire de chaque espèce une étude statistique et zootechnique : quels sont les effectifs, les races, comment nourrit-on le bétail l'hiver, laisse-t-on les animaux au dehors et à partir de quelle époque ? On précisera le commerce que l'on en fait.

C. — *La production artisanale et les échanges*

Artisanat : Existe-t-il encore de l'artisanat rural (filage, tissage, poterie, saboterie) ? Quelle est son importance ? Quel est son rôle dans l'économie locale ?

Foires et marchés : Sur quels marchés se vendent les produits agricoles, les animaux ? Il sera bon de donner ici une étude détaillée des foires établies dans le village étudié, ou de celles que fréquentent les habitants.

Documents graphiques : Croquis géographique des foires de la région, avec indication des moyens de communication.

D. — *L'économie rurale* [2]

La propriété foncière : Définition et répartition de la grande, moyenne et petite propriété (d'après les documents cadastraux), composition habituelle des domaines, morcellement et remembrement de la propriété, transmission de la propriété et régime successoral.

L'exploitation agricole : Définition et répartition des grandes, moyennes et petites exploitations; les modes de faire-valoir : le faire-valoir direct, la régie, le fermage (les conditions et la durée des baux, la valeur locative des terres), le métayage (ses conditions; a-t-il tendance à disparaître ou non ?).

L'exploitation agricole se définit par l'étendue du sol qui est travaillé par le même agriculteur. Elle porte, suivant le pays, des noms différents : ferme, métairie, domaine, mas, borde... Il est évident que, souvent, l'étude de l'exploitation agricole ne saurait se dissocier de celle de la propriété, lorsque le cultivateur exploite les terres dont il est, en tout ou en partie, propriétaire.

Les différents points suivants méritent d'être élucidés :

Les terres qui composent les exploitations sont-elles groupées ou morcelées ? Dans quelle proportion ?

En cas de groupement, quelles en sont les raisons ? Y a-t-il tendance à constituer des exploitations d'un seul tenant ?

---

1. Pour une étude de l'élevage dans les pays de montagne, voir : Ph. Arbos : « Questionnaire pour l'étude de la vie pastorale en montagne », dans la *Revue géographique alpine*, t. X, 1922, p. 489-494.

2. Sur ces points, voir : A. Demangeon : « Enquête sur la structure agraire de la France, Questionnaire », dans les *Annales de géographie*, n° 257, 15 septembre 1936.

Quelles sont les raisons du morcellement ? Est-il dû au partage des héritages ? Est-ce parce que chaque exploitation a intérêt à posséder des champs dans les divers quartiers du terroir ? Dans le cas d'une exploitation à champs dispersés, quelle est la position de la maison par rapport à l'ensemble des terres exploitées?

La question du remembrement : est-il souhaitable ? est-il réalisable ?

Après avoir esquissé le régime de l'exploitation pour l'ensemble de la région envisagée, il sera utile de faire la monographie d'une exploitation de chaque type, en essayant d'en suivre l'évolution depuis le début du XIXe siècle ou avant même, si les documents le permettent.

Documents graphiques : Extraits de plans cadastraux pour illustrer la consistance territoriale des exploitations.

IV. — LES FAITS DE POPULATION

Deux séries de faits humains méritent d'être étudiés sous cette rubrique : la structure démographique actuelle de la région objet de la monographie, le mode de groupement de la population et de l'habitat.

A. — *La structure démographique*

Les documents de base de cette étude sont essentiellement les registres d'état civil les plus récents et les tables décennales correspondantes, les derniers démembrements quinquennaux, en particulier leurs précieuses listes nominatives (archives communales ou série M des archives départementales).

Le chercheur s'attachera à définir, par des statistiques précises, le mouvement de la population (nombre de naissances, de mariages, de décès, âge moyen de la population, « pyramide » des âges), son importance actuelle (nombre d'individus, de familles, d'étrangers), la structure de la famille (comparaison du nombre des maisons et de celui des familles, chiffre moyen d'individus et d'enfants par famille), répartition de la population par profession.

Une attention toute particulière sera portée à la question de la main-d'œuvre agricole (son importance, sa répartition suivant les emplois, son origine); sans oublier la main-d'œuvre saisonnière (son importance, son origine, ses mouvements périodiques).

Enfin, une enquête sera ouverte sur les étrangers, et leur rôle économique, comme sur leurs modes de vie et leurs possibilités d'assimilation [1] :

Les conditions sociales : le nombre des étrangers, leur nationalité, le nombre des naturalisés. Quelle est la nationalité de ceux qui sont propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers agricoles ? Les ouvriers agricoles sont-ils installés à demeure ? Ou bien sont-ils des saisonniers ou des frontaliers ?

Le rôle économique : les étrangers ont-ils introduit de nouvelles cultures, de nouvelles pratiques culturales, un nouveau matériel agricole ? L'immigration a-t-elle entraîné le défrichement de certaines terres ? Y a-t-il concurrence entre travailleurs français et travailleurs étrangers ? Quels sont les salaires respectifs ?

Les questions de l'assimilation : Comment les étrangers réagissent-ils ? Leur assimilation nécessite-t-elle une longue période d'adaptation ? Ont-ils des organisations à eux (syndicats, coopératives, écoles)? Quels sont leurs rapports avec les Français (relations, mariages mixtes)?

B. — *Le groupement de la population : le problème de l'habitat rural* [2].

Cette étude comprend la recherche des origines et des causes de l'agglomération ou de la dispersion des habitations rurales, celle de l'influence des condi-

1. Voir : A. Demangeon : « Enquête sur les étrangers dans l'agriculture française, Questionnaire », dans les *Annales de géographie*, n° 257, 15 septembre 1936.
2. Voir : A. Demangeon : « Questionnaire sur l'habitat rural », dans les *Annales de géographie*, t. XXXV, 1926, p. 289-292.

tions naturelles, économiques et sociales. A élucider ces problèmes complexes, doivent concourir l'ensemble des disciplines historiques et géographiques.

Le degré de concentration ou de dispersion sera d'abord établi grâce aux listes nominatives des dénombrements quinquennaux qui classent la population d'après sa répartition géographique (bourgs, hameaux, fermes isolées), et à l'étude de la carte d'état major. On cherchera ensuite quelles sont les origines des divers types de groupements.

Influences des conditions naturelles : de la topographie, de la nature du sol, de la végétation, des ressources en eau.

Influences des conditions sociales : du peuplement (y a-t il un facteur ethnique ?), de la seigneurie (dans certaines régions, l'existence d'une maison féodale puissante a contribué à maintenir la concentration de l'habitat), des ordres religieux (l'habitat s'est groupé autour de certains grands monastères; des ordres à tendance érémitique, comme celui de Cîteaux, ont répandu le mode d'occupation par granges isolées), de l'évolution de famille et de sa structure juridique (l'histoire de l'habitat ne saurait être dissociée de celle de la famille).

Parmi les procédés d'investigation, on accordera une place à l'étude des noms de famille : dans certains villages, presque toute la population se répartit entre quelques patronymes; ailleurs, au contraire, ils sont beaucoup plus nombreux; ces différences reflètent dans une certaine mesure la structure de l'habitat; la recherche pourrait être poussée dans le passé, grâce à l'analyse des registres paroissiaux d'ancien régime. L'étude de l'ancienne structure familiale éclairera l'origine de maints hameaux actuels: ainsi les «communautés taisibles », si nombreuses au Moyen âge, dans le centre de la France en particulier, ont donné naissance à des hameaux lorsqu'elles se sont dissoutes, ses membres restant sur place et désirant désormais posséder chacun leur maison.

On constate que le nombre des maisons augmente depuis le XVIII[e] siècle dans des proportions plus fortes que la population : l'évolution des mœurs, l'action des lois ont favorisé la dissolution des vieilles communautés familiales qui réunissaient dans une même demeure plusieurs ménages et plusieurs générations.

Influences des conditions économiques : y a-t-il une relation entre les modes d'habitat et la structure agraire ? La grande propriété ou la grande exploitation favorisent-elles la concentration ou la dispersion de l'habitat ?

L'habitat concentré est un fait très ancien imposé par une agriculture intensive, à tendances communautaires. L'habitat isolé est tantôt un fait ancien propre aux régions qui n'avaient pas adopté ce mode d'agriculture, tantôt un fait récent qui peut provenir d'une colonisation à tendances individualistes ou bien d'un remembrement méthodique [1].

On essaiera de voir si tel stade de l'évolution économique ou l'orientation de la production agricole vers la culture des céréales ou vers l'élevage, conduisent à telle forme d'habitat.

On ne doit pas perdre de vue que les faits de groupement ont à leur tour une répercussion sur d'autres faits de géographie humaine : l'habitat influe-t-il sur l'économie rurale, sur les procédés de culture, sur l'organisation sociale, sur les relations des hommes entre eux, leurs mœurs, leur psychologie collective, bref sur l'ensemble de la civilisation rurale ?

Documents graphiques : croquis géographiques de la densité de population de la région étudiée, reproduction de la carte d'état major, reproduction du plan des agglomérations d'après les plans cadastraux. A. Demangeon a tenté un classement des villages d'après leur forme (villages longs, villages massés, villages en étoile)[2].

---

1. A. Demangeon : « De l'influence des régimes agraires sur les modes de l'habitat dans l'Europe occidentale », dans : *Problèmes de géographie humaine*, p. 153-158.
A Demangeon : « Type de peuplement rural en France », dans : *Problèmes de géographie humaine*, p. 289-310.

V. — LES FAITS DE CIVILISATION

L'on distinguera les faits de civilisation matérielle et les faits de civilisation proprement dite.

A. — *Les faits de civilisation matérielle*

L'habitation rurale.

Pour reprendre les indications de A. Demangeon, l'étude de l'habitation rurale doit comprendre deux séries de recherches, l'une d'ordre externe, l'autre d'ordre interne, consacrées l'une à l'architecture, l'autre au plan de l'habitation.

Architecture de l'habitation : les matériaux, le toit (sa forme, ses matériaux), les ouvertures, la décoration, l'orientation.

Plan de l'habitation :

L'idée fondamentale doit être de chercher, dans la vie même de celui qui l'occupe, les raisons de la disposition de l'habitation. L'habitation est le reflet d'un mode de vie, lequel dépend lui-même des conditions économiques et sociales de la population agricole [1].

Pour guider la recherche et comme fil conducteur, on pourra adopter, sans oublier toutes les nuances que son auteur lui-même y a apportées par la suite, la distinction faite par A. Demangeon entre la maison-bloc, dans laquelle tout se trouve sous le même toit, dans un seul bâtiment (maison à terre, maison en hauteur), et la maison-cour qui se compose de plusieurs bâtiments ordonnés autour d'une cour (maison à cour fermée, maison à cour ouverte) [2].

Documents graphiques : On rassemblera tous les documents susceptibles de donner une représentation concrète et exacte de l'habitation, documents sans lesquels l'enquête manquerait de précision : photographies, dessins, plans cotés...

Le mobilier.

Les objets domestiques.

L'alimentation [3] *:* Quand mange-t-on (horaire des repas) ? Où mange-t-on (les repas hors de la maison, les repas à la maison) ? Les coutumes, les superstitions; le matériel employé. Ce que l'on mange : les menus typiques, les aliments de base; comment conserve-t-on les denrées ? La cuisine : son matériel (bois, charbon de bois), sa préparation, le « fond de cuisine » (beurre, huile), les condiments, les recettes des jours de fête.

Cette recherche sur l'alimentation empruntera des éléments au folklore comme à la géographie humaine (carte des ressources animales et végétales). Jean Brunhes n'a-t-il pas proposé à cette discipline de débuter par la détermination des « besoins essentiels » de l'humanité : nourriture, vêture, logis ?

B. — *Les faits de civilisation proprement dite*

Toponymie et onomastique locales : Noms des lieuxdits et des écarts; noms de famille, prénoms courants.

Lexicologie locale : Il peut être fort intéressant d'établir un répertoire complet de tous les mots du parler local, classés d'après un ordre raisonné (la matière inanimée, les végétaux et les animaux; l'homme; les vêtements, les mots se rapportant à la famille et à la parenté, aux maladies et à la mort, à la maison et

1. A. Demangeon : « Enquête sur l'habitation rurale en France, Questionnaire », dans les *Annales de géographie*, nº 257, 15 septembre 1936.

2. A. Demangeon : « Essai d'une classification des maisons rurales » ; et « L'habitation rurale en France : essai de classification de principaux types », dans *Problèmes de géographie humaine*, p. 230-235 et p. 261-287.

3. Voir les instructions pour l'Enquête nº 3 de la commission des recherches collectives, l'alimentation populaire quotidienne.

à son contenu, aux travaux de la ferme, à l'outillage agricole)[1]. C'est tout un inventaire de la vie matérielle, de l'activité et de la psychologie paysannes qui peut être ainsi dressé.

Folklore : Usages, fêtes locales, jeux, danses; littérature orale, contes et légendes; cultes et saints locaux; croyances et traditions.

Ici aussi, le chercheur aura intérêt à emprunter à diverses disciplines ses procédés d'investigation. Les documents d'ancien régime (en particulier les comptes rendus des visites pastorales, déposées dans la série G des archives départementales) éclairent bien des traits du folklore actuel, bien des institutions villageoises, bien des cérémonies populaires qui ne sont plus que des survivances.

Le folkloriste s'attache à l'étude des vestiges, des institutions et des cérémonies, là où elles apparaissent encore. Il ne saurait le faire à la lumière de notre état social actuel; bien souvent c'est avec les recherches d'histoire locale que doit être mise en rapport l'analyse folklorique de telle forme d'association populaire, de tel rituel paysan. Remarquons d'ailleurs que, d'une manière réciproque, l'historien peut parfaire sa connaissance de la société paysanne de l'ancienne France, lorsque viennent à lui manquer les documents écrits, par l'étude des souvenirs des groupements traditionnels des communautés rurales. Dans ces recherches aussi, l'alliance des diverses disciplines de la science de l'homme en société ne saurait être que féconde[2].

☆

Au terme de cette rapide esquisse, il nous paraît nécessaire de souligner encore l'esprit qui doit présider à ces recherches. L'histoire locale n'est que matière à simple curiosité, à érudition pure, si elle n'apporte pas sa contribution à l'histoire générale, en particulier à l'explication de l'évolution sociale et politique. De même, les faits économiques locaux ne sauraient être envisagés ici seulement en eux-mêmes, mais par leurs conséquences sociales et politiques; sinon, l'enquête risque de demeurer vaine et sans but.

L'érudit local ne doit pas perdre de vue que l'objet de son étude, c'est l'homme. Il ne doit pas s'arrêter aux conditions ou aux facteurs de l'histoire. Son étude risquerait alors de n'être qu'un cadre, un cadre vide, d'où l'homme serait absent.

---

1. On pourra s'inspirer du livre de J. Lhermet : *Contribution à la lexicologie du dialecte aurillacois;* Compte rendu par L. Febvre, dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. V, 1933, p. 307.

2 Voir sur ce point A. Varagnac : « Le folklore et l'étude des anciennes institutions villageoises », dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, t. VII, 1935, p. 307.

Pour l'étude du folklore, se reporter aux publications du Musée national des arts et traditions populaires : *Atlas folklorique de la France*, questionnaire n° 1; Le *Calendrier traditionnel*. Enquête C 2; R. Maunier : *Questionnaire de folklore juridique*.

LA NEUTRALITÉ IRLANDAISE 1939-1945

par Jean-Pierre MOLINIER

Dans l'immense conflit qui vient de ravager le monde et qui a mis fin à la puissance militaire du fascisme, des Etats, tout comme des hommes, ont décidé de ne point s'engager. Parmi ceux-ci a figuré l'Irlande, dont le statut d'Etat indépendant ne remonte qu'à une vingtaine d'années. On peut dire que la neutralité irlandaise a été son premier acte important de puissance souveraine dans la politique mondiale — le premier qui ait éveillé l'attention du monde sur ce pays.

L'Irlande est, en effet, peu connue des Européens; peu se sentent tentés de visiter cette île éloignée — et encore moins d'y séjourner longtemps. Sa faible importance économique contribue encore à nous la faire ignorer. Seuls, les hasards de la guerre ont fait que l'auteur, au cours d'un long séjour, a acquis quelques connaissances de ce pays.

Si c'est en période de crise que les Etats, tout comme les hommes, se révèlent le plus complètement, leur passé historique seul peut expliquer les réactions violentes et décisives que l'on observe alors. Et c'est précisément parce que l'on méconnaît le passé de l'Irlande que l'on a mal compris le sens de sa déclaration de neutralité et sa véritable attitude pendant la guerre. Car, il faut le dire tout de suite, la neutralité irlandaise n'a pas été une neutralité proallemande; en fait, elle lui a permis d'aider l'Angleterre plus efficacement peut-être qu'une prise de position dans son camp.

☆

Sans faire un précis de l'histoire irlandaise depuis la conquête d'Henri II, il faut retenir certains faits indispensables. L'Irlande est certes à l'origine un pays gaëlique, de race et de langue; la survivance de certains dialectes dans des régions éloignées en est encore la meilleure preuve. Mais, pendant plus de 700 ans, l'Irlande a vécu sous la domination britannique. Pour celui qui connaît la puissante influence exercée par l'Anglais sur les pays qu'il occupe, il n'y aura rien d'étonnant à ce que l'Irlande soit devenue un pays de langue, d'esprit et de mœurs britanniques. Seule, la religion catholique de l'Irlande résista et elle est à l'heure actuelle la force dominante du pays. Pendant toute la période de mainmise anglaise sur le pays, le sentiment national resta vivement éveillé et se traduisit par de nombreuses révoltes. L'Irlande est une île, et rien n'est plus propre à développer un nationalisme intransigeant qu'une frontière maritime. Jamais les Irlandais, dans la grande masse de la population, ne purent tolérer d'être traités en sujets par des hommes venus du dehors — alors que lentement et à leur insu, ils devenaient par ailleurs semblables à leurs vainqueurs. Et cela définit encore l'Irlandais de nos jours : il n'acceptera sous aucun prétexte que l'Anglais vienne faire la loi chez lui, mais sur toute autre question, il parlera, pensera, agira comme un Anglais.

Deuxième fait, à mettre en balance avec cette assimilation : l'ignorance profonde où sont les Irlandais de l'Europe continentale, de ses habitants et de ses problèmes. Rares sont les Irlandais qui franchissent les deux mers qui les séparent de l'Europe : du monde extérieur ils ne connaissent que l'Angleterre — ou l'Amérique — mais de toute manière un pays anglo-saxon. Or, tous ceux qui connaissent les Anglo-Saxons savent bien les irréductibles différences qui les séparent de l'Europe continentale et qui se traduisent par une conception tout autre de l'existence et des rapports entre humains. Les Irlandais ne connaissent jamais dans les affaires mondiales que le point de vue anglo-saxon et n'ont ni la capacité ni le désir d'en comprendre un autre. Car l'Irlandais joint à son ignorance de l'Europe une indifférence totale, sentiments qui à eux deux n'ont pas de peine à engendrer le mépris. Nous retrouvons là un trait britannique bien connu, le mépris *a priori* de tout ce qui est étranger.

Ces quelques points rendent déjà mieux compte de l'histoire contemporaine irlandaise depuis la rébellion de 1916, qui est véritablement le premier épisode de la guerre d'indépendance.

En pleine guerre, à Pâques 1916, un groupe de révolutionnaires décida de frapper un grand coup à Dublin même, pour réveiller le sentiment national qui semblait s'affaiblir. Leur révolte fut écrasée par les Anglais — d'ailleurs dans l'indifférence générale. Mais ceux-ci commirent la maladresse insigne de faire de ces hommes des héros en les fusillant. Il n'en fallut pas plus pour décider tout le pays à secouer le joug des Anglais. A partir de 1919 et jusqu'en 1921, l'Irlande fut le théâtre d'une guerre de maquis où les Anglais se conduisirent d'une manière honteuse, pillant, incendiant, torturant, massacrant. Ils durent toutefois céder devant la réprobation universelle que soulevait leur conduite et traitèrent, en la personne de Lloyd George, avec l'Irlande. C'est le fameux traité du 6 décembre 1921.

Ce traité est encore la pierre d'achoppement des relations anglo-irlandaises. Il instaurait la séparation de l'Irlande en 2 zones, l'une, l'Irlande du Nord, composée de 6 des 9 comtés d'Ulster, était incorporée au Royaume-Uni; l'autre, l'Etat libre d'Irlande, comprenait les 26 comtés restants.

L'Irlande du Nord, dont la capitale est Belfast, forme depuis le XVII[e] siècle une entité bien à part. Peuplée surtout d'Ecossais qui s'y installèrent après avoir évincé les Irlandais, la religion dominante, sinon par le nombre, du moins par l'importance et la puissance de ses sectateurs, y est le protestantisme presbytérien, calvinisme rigide. C'est également la région la plus industrialisée de l'Irlande, et bien que n'ayant ni charbon ni fer, c'est un centre métallurgique important; ses chantiers navals sont très réputés, et l'industrie textile y est développée. Comme toutes les matières premières viennent d'Angleterre, les liens économiques avec celle-ci sont très forts. La crainte de se voir dépossédées par les catholiques et les intérêts financiers font que les classes dirigeantes du Nord ont toujours joué la carte anglaise et protesté de leur « loyauté » envers l'île-sœur. Le traité a consacré cet état de choses.

Pour l'Etat libre, la solution fut plus nuancée et l'Angleterre ne lui accorda qu'une autonomie partielle. Elle lui reconnut un Parlement et une autonomie intérieure presque totale. Mais le chef du gouvernement devait prêter serment à la personne du roi d'Angleterre, les représentants de l'Etat libre seraient accrédités par le roi et, en cas de guerre, les ports, routes et chemins de fer retomberaient sous contrôle britannique. C'était somme toute le statut de Dominion et non l'indépendance.

Dans ces conditions, deux partis se créèrent dans l'Etat libre : ceux qui acceptaient le traité, comme un gros progrès sur la situation antérieure et le meilleur qu'ils pussent obtenir, et ceux qui refusaient d'accepter une paix de

compromis et surtout refusaient d'admettre le partage de l'Irlande en deux. Le premier parti, de beaucoup le plus nombreux, avait pour chef W. Cosgrave; le deuxième parti avait pour chef E. de Valera. Cette différence d'opinions suscita une guerre civile qui se prolongea jusqu'en avril 1923, date à laquelle force resta au nombre et au bon sens. Cette guerre fit peu de morts, mais fut très féroce, et creusa, entre Irlandais, un fossé profond qui est loin d'être encore comblé.

W. Cosgrave prit alors la tête du gouvernement jusqu'en 1932. Sa tâche n'était pas aisée : il s'agissait de faire de l'Etat libre un Etat viable, d'étayer sur de solides réalités le sentiment national, et de consacrer en fait l'indépendance du pays. Ce pays comptait environ trois millions d'âmes, avait une agriculture pauvre, et sa richesse principale était l'élevage. Pour augmenter les ressources du pays, Cosgrave fit venir des techniciens — nécessairement étrangers — qui dotèrent l'Irlande de stations hydro-électriques, de fruiteries et usines assimilées, de raffineries qui permirent rapidement à l'Irlande de suffire à ses besoins en sucre, et de petites manufactures de tissage et de confection. L'élevage du porc passa au niveau industriel. Le but lointain et rêvé était de faire de l'Etat libre un Etat autarcique, but illusoire, vu l'absence presque totale de fer et de charbon. Pour fortifier le sentiment national, le gouvernement fit des efforts pour restaurer l'irlandais, disparu depuis 1830, comme langue nationale. Tout l'enseignement primaire devait se faire au moyen de cette langue; de fortes récompenses étaient promises à ceux qui la parleraient. Ces efforts furent vains, l'ensemble de la population n'y prit aucun intérêt.

Pour donner un gouvernement à son pays, Cosgrave ne sut mieux faire que de prolonger le système administratif établi par les Anglais. Les chefs changèrent, le système resta le même. La libération irlandaise eut lieu uniquement sur le plan national; sur le plan social, elle ne marqua aucun progrès, et la rentrée en scène de l'Eglise catholique comme puissance politique ne fit rien pour améliorer la situation. Le pays fut gouverné par des réactionnaires — et cela pratiquement sans aucune opposition de gauche. Dans un pays aussi peu industrialisé, et soumis encore naguère à une domination extérieure, il n'y avait pas de prolétariat à proprement parler. La masse des travailleurs agricoles ne désirait qu'une chose, posséder chacun un lopin de terre qui avait appartenu aux Anglais; cela fut fait et ils n'en demandèrent pas plus. Leur misère continua pourtant à être grande, mais le prêtre tout-puissant était là pour leur dire que, malheureux en ce monde, ils seraient heureux dans l'autre. Comme, pour la majorité des Irlandais, le monde futur est plus réel que le monde présent, le véritable instinct révolutionnaire n'est pas près de se développer. Et pourtant les conditions semblent bien de nature à le faire naître : l'Irlande n'est un pays pauvre que pour les travailleurs de la campagne et de la ville; les possédants mènent une vie aisée; leurs ressources, tant celles des hommes d'affaires que des nombreux intermédiaires et distributeurs, sont considérables; la bourgeoisie, solide et bien assise, est là-bas une réalité. Il est impossible, à qui ne l'a pas vue, de se faire une idée de la misère du peuple, des conditions dans lesquelles il vit. Un seul détail : les statistiques officielles de l'habitat mentionnent une colonne pour la catégorie : « 14 habitants et plus par pièce » ! Et pourtant nulle trace de révolte : ces malheureux sont sûrs d'acheter par leurs souffrances et leur résignation leur bonheur éternel. C'est en vérité un peuple facile à gouverner.

En 1932, le chef du gouvernement changea : le parti de Cosgrave perdit aux élections la première place qui passa au parti de M. de Valera, le même qui avait refusé d'accepter le traité. Il prêta toutefois serment au roi d'Angleterre, mais aussitôt après déclara ce serment contraint et sans valeur. Il proclama que son but était de réunir l'ensemble du pays sous son gouvernement, qu'il n'accepterait jamais la frontière arbitraire, créée par les Anglais, entre deux parties de son pays. Et quoiqu'en treize ans de pouvoir il n'ait pas réussi, rien ne permet de dire qu'il ait renoncé à son projet.

En politique intérieure, de Valera continua l'œuvre de Cosgrave, en intensifiant l'aspect autarcique et isolationniste de sa politique. Il traita avec l'Angleterre une affaire d'importance : il racheta en bonne et due forme, dans un marché sanctionné par l'amirauté, les bases navales irlandaises que l'Angleterre avait gardées pour elle dans le traité de 1921 — et cela en 1938. Il promulgua également la Constitution de 1938 dans laquelle il dit que l'Irlande (Eire) est un Etat « souverain, indépendant et démocratique » et où ce même Etat ne reconnaît plus aucun lien avec la couronne. Décision unilatérale que les Anglais n'ont jamais acceptée : ils considèrent toujours l'Irlande comme un Dominion.

☆

Vint la guerre. L'Irlande déclara sa neutralité qui fut votée à la quasi-unanimité au Parlement, A aucun moment de la guerre, cette neutralité ne fut mise en question. Plusieurs raisons dictèrent cette attitude.

La plus profonde fut que les affaires de l'Europe n'intéressaient pas les Irlandais. Leur ignorance totale et leur indifférence à la menace du fascisme leur dicta leur conduite. De Valera déclara que sa mission était d'épargner à son peuple les douleurs de la guerre et que seule une agression directe le ferait entrer dans le conflit. De plus, par cette décision, l'Irlande affichait son indépendance en ne suivant pas l'Angleterre — ce qui d'ailleurs eût été le droit de n'importe quel Dominion. Le souvenir encore récent de la guerre d'indépendance rendait la neutralité très agréable aux Irlandais, qui envisageaient sans déplaisir de voir l'Angleterre dans une situation difficile, sans pour cela imaginer de la voir battue. Car les Anglais, après tout, étaient semblables à eux; les Allemands, par contre, étaient une de ces peuplades lointaines qui habitaient un continent inconnu; jamais il n'y eut de doute au sujet du côté où allaient leurs sympathies — sauf quelques rares fanatiques, pro-allemands par anglobritannisme absolu.

La défaite de la France fut, en soi, accueillie avec indifférence ou avec dédain. Mais pour la première fois les Irlandais comprirent que la guerre se rapprochait de chez eux, et que la défaite maintenant possible de l'Angleterre entraînerait nécessairement la leur. Toutefois, ils ne revinrent pas sur leur neutralité; le désir de rester indépendants fut le plus fort, et d'ailleurs à ce moment-là l'Angleterre n'aurait pas été en mesure de les aider. Ils firent des préparatifs méritoires pour défendre leur pays et s'efforcèrent d'aider l'Angleterre dans la mesure du possible. Le ravitaillement et les hommes affluèrent en Angleterre, ces derniers pour les usines et les armées. Il est intéressant de constater que l'Irlande neutre envoya proportionnellement plus d'hommes aux forces anglaises que l'Irlande du Nord belligérante, mais exemptée de conscription.

Ce modus vivendi continua jusqu'à la fin de la guerre. Il y eut deux périodes de tension toutefois. Quand le dur hiver de 1940-1941 fut passé, une violente campagne de presse se déchaîna dans les journaux anglais, réclamant à grands cris les bases navales que l'Angleterre avait cédées à l'Irlande en 1938. Cette demande était incompatible avec la souveraineté irlandaise et ne fut jamais présentée officiellement. Toutefois, la campagne de presse souleva en Irlande une violente indignation, et l'on fit remarquer à juste titre que l'Irlande du Nord constituait une base avancée excellente et plus que suffisante. Ce fut d'ailleurs là, à Derry et à Belfast, que débarquèrent les premiers contingents américains. A ce propos, De Valera, qui ne transige pas avec ses principes et qui estime que l'Irlande du Nord fait partie de son pays et n'en est séparée que par la force, éleva une protestation contre cette violation de sa neutralité. Le deuxième incident eut lieu bien plus tard quand les Etats-Unis et l'Angleterre demandèrent à l'Irlande, en 1944, de fermer la légation allemande et le consulat japonais, qui, disaient-ils, étaient des centres d'espionnage. Cette demande fut

naturellement rejetée. Il faut d'ailleurs dire qu'aucun cas précis n'a jamais pu être relevé dans ce domaine.

L'Irlande appliqua avec la dernière rigueur les conventions régissant la neutralité en temps de guerre. Elle internait également les aviateurs anglais et allemands forcés d'atterrir sur son territoire; aucun navire de guerre ne reçut d'elle la moindre aide, et une surveillance stricte était exercée sur les agissements de tous les étrangers. La presse publiait tous les communiqués, mais ne devait faire aucun commentaire : la censure à cet égard était impitoyable. Aucun film de guerre ne devait être projeté. Tout cela avait d'ailleurs un curieux effet : la guerre resta pour les Irlandais un sujet de spéculation abstraite, quelque chose d'étranger. Matériellement peu atteinte, l'Irlande n'a pas moralement été touchée par la guerre. Son niveau de vie est resté le même et sa conception de l'univers n'a pas été modifiée. A l'heure actuelle, elle ne reconnaît toujours pas l'existence de l'U.R.S.S. — sans laquelle elle se serait brutalement réveillée au contact des réalités. C'est peut-être un des faits les plus curieux de ces dernières années qu'un pays qui n'est pas à plus de 500 kilomètres de Brest ait été si totalement, de fait et d'esprit, étranger à un conflit qui a mis en cause tout ce pourquoi nous vivons. Et ce fait seul donne toute la mesure du pays. Pour explicable qu'ait été son attitude, et quelque fondée qu'elle ait pu paraître à ses habitants, l'Irlande n'en a pas moins perdu le droit de travailler à la création d'un monde nouveau né de la guerre : comme Salazar, comme Franco, de Valera a vu se fermer devant lui la porte de l'Organisation des Nations Unies.

Janvier 1947.

P. S. : PAQUES 1947 OU LA NEUTRALITE INUTILE

Pendant les deux années qui se sont écoulées depuis l'armistice, aucun développement sensationnel ne s'est marqué en Irlande. M. de Valera est toujours au pouvoir, appuyé sur une confortable majorité, et aucun événement d'une portée sociale quelconque n'est venu secouer la torpeur de l'île de plus en plus assoupie. Toutefois il s'est opéré dans l'atmosphère du pays un changement sensible. La situation matérielle empire rapidement et les Irlandais ne se sentent plus privilégiés comme pendant la guerre. Matériellement, le manque le plus grave est celui du charbon : il ne circule à la lettre *aucun* train de voyageurs dans le pays, on ne peut que se déplacer par cars et encore sont-ils ridiculement insuffisants. L'essence ne manque pas, mais on ne peut se procurer de nouveaux véhicules. Dublin n'a de gaz que 5 heures par jour et il a failli s'en voir priver entièrement. La production de bière de l'usine Guiness a baissé de 50 %, ce qui est une catastrophe pour le pays.

Du point de vue alimentaire, la viande est toujours abondante, mais le beurre est rare, 50 grammes par semaine, et il n'est pas possible de s'en procurer en dehors des rations. La monotonie de la nourriture est encore augmentée par l'absence des produits importés. Comme l'hiver a été très rude, et suivi de graves inondations, la récolte sera presque entièrement compromise et l'avenir se révèle comme des plus sombres. L'Irlande en effet a beau être une des nations créditrices du monde, elle ne peut payer ses achats qu'en sterling, monnaie dépréciée aux yeux de ses principaux fournisseurs, les Américains. Comme elle n'a presque rien à exporter, elle peut difficilement acheter au dehors, et le commerce avec l'extérieur est des plus réduits.

Mais plus pénible encore que leurs difficultés matérielles est la déconvenue morale subie par les Irlandais. En dernière analyse leur neutralité devait surtout sauvegarder leur bien-être et ils constatent qu'ils sont à la fois déconsidérés et plus pauvres, et cela sans espoir d'amélioration. La réaction « A quoi nous a servi notre neutralité ? » est la réaction générale, et la vue de l'Angleterre en

proie aux pires difficultés n'est qu'un piètre réconfort. Il règne sur le pays une atmosphère de découragement que les pays éprouvés par la guerre et l'occupation ne connaissent point, partagés qu'ils sont entre la soif de reconstruire, la joie de la liberté retrouvée et la révolte devant les menaces dressées contre leur épanouissement.

Pour oublier leurs difficultés présentes, les Irlandais envisagent — certains avec espoir — un troisième conflit mondial entre les U. S. A. et l'U. R.S. S.; ils le considèrent comme certain et imminent et supputent les chances d'une nouvelle neutralité. Ils ne croient pas d'ailleurs pouvoir la conserver et ils songent à retirer tous les avantages possibles d'une entrée en guerre aux côtés des U.S.A. — tels que la restitution de l'Irlande du Nord. Voilà les chimères où se complaisent des hommes aigris et désœuvrés, qui apprennent à leurs dépens qu'il n'est pas toujours profitable d'essayer de bâtir sa prospérité au milieu du malheur des autres.

Juin 1947.

TROIS INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

Victor RENELLE, R.-H. FOURNIER, Michel PONTREMOLI

par L. LAVALLEE

Nous n'avons pas pour habitude de pleurer nos morts, mais nous tenons à mettre en relief leurs vies, parfois si courtes, mais si pleines, si bien remplies.

Nous voulons retracer des existences modestes, simples, exemplaires.

Nous voulons qu'à la lecture de ces lignes provenant de nos morts ou de leurs proches compagnons, chacun de nos lecteurs puisse penser que lui aussi était capable — et serait capable, le cas échéant — de refaire la route de nos grands camarades.

Il ne s'agit pas ici de héros abstraits, inimitables, mais de volontaires lucides, ayant calmement, en toute sérénité d'esprit, accompli chaque jour, au milieu des pires difficultés, un combat obscur, commencé au moment où le découragement et l'avachissement étaient la loi du plus grand nombre.

Il étaient avec nous, dans les bureaux d'étude, dans les écoles, à l'atelier...

Ils restent avec nous, et leurs exemples inspireront les promotions montantes des combattants libres.

☆

Le 22 octobre 1941, vingt-sept courageux militants syndicalistes et communistes tombaient à Châteaubriant.

A l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, notre condisciple Suzanne Renelle attendait la libération prochaine de son père.

Hélas! dans la longue liste des martyrs figurait Victor Renelle.

Arrêté depuis le 5 octobre 1940 par la police de l'« Etat français », il avait commencé *dès le premier jour de l'occupation* la lutte pour la libération nationale.

... Diplômé de l'Ecole de physique et de chimie, ingénieur de grande valeur et, lui aussi, militant syndicaliste... Comme tant d'autres, il eût pu se contenter des joies que procure l'exercice de la profession et limiter son ambition à accéder aux plus hautes fonctions.

Il voyait plus grand.

Son sens de la justice, sa claire raison lui montrant le problème social, sa connaissance des milieux ouvriers l'amenèrent, dès 1936, à une époque où il y avait plus que du mérite à franchir ce pas, à entrer à la Confédération générale du travail.

La guerre qu'il avait vu venir et voulu prévenir n'atténua pas son ardeur, ni ne ralentit son activité.

La défaite et l'occupation le confirmèrent dans ses convictions : dès le début, il comprit — ce que la douloureuse et glorieuse expérience de quatre années de lutte devait vérifier avec éclat — que la classe ouvrière serait l'âme de la Résistance et, avec elle, il commença l'action.

...En le désignant à ses bourreaux, Pucheu voulut sans doute frapper l'intelligence française, mais en même temps un des promoteurs de l'union des ouvriers et des ingénieurs, ce cauchemar de tous les trublions.

(Roger PASCRÉ, secrétaire général du Cartel confédéral des ingénieurs.)

La stupeur d'abord, l'indignation ensuite, la volonté de lutter enfin furent la réponse du peuple de France et des meilleurs intellectuels aux massacres de Châteaubriant et Bordeaux.

Victor Renelle, dans son ultime message, traçait lui aussi la perspective à suivre par toutes les couches de travailleurs du pays :

La place des ingénieurs et des cadres est aujourd'hui dans les rangs de la classe ouvrière pour redonner à la France prospérité et grandeur, comme elle le fut hier pour lui rendre sa liberté.

Nous ne saurions rien ajouter à ces paroles d'un combattant, qui nous dictent notre devoir.

☆

Robert-Henri Fournier naquit le 10 novembre 1917 à Aix-en-Provence.

Entré à l'Ecole nationale des arts et métiers de Paris en 1935, je devais le rencontrer pour la première et dernière fois en août 1936, à Paris.

Militants de la section syndicale des élèves des E. N. A. M., nous devions longtemps correspondre pour coordonner nos efforts, afin de faire pénétrer parmi les Gadz'Arts les idées démocratiques en plein essor (1936-1938).

De la même promotion, nous quittâmes nos écoles — lui Paris, moi Angers — en cette atmosphère lourde de la fin de 1938.

Il ne fut pas dupe de la drôle de guerre, et son action contre les Daladier et Cie lui valut d'être arrêté dans la ligne Maginot. Il est déjà à la Santé.

Mais 1940, l'exode, l'évasion.

Août le retrouve à Paris, au combat.

La police de Pétain l'arrête à nouveau : dix mois de prison à Poissy.

Fournier est membre du Parti communiste français : il fait honneur à la France et à son parti. Il porte témoignage — parmi des dizaines de milliers d'autres — que les communistes n'ont pas attendu juin 1941 pour se battre.

En août 1941, il est libéré : il poursuit la lutte.

La difficile année 1942, un peu avant le grand tournant de la guerre, verra sa troisième et dernière arrestation. En avril de cette année, avec son amie et sa sœur, il est à nouveau arrêté par cette innommable « police française ».

Fait caractéristique de l'époque, Henri devait se marier dans la prison, et son fils naquit entre les sombres murs de Fresnes.

L'enfant fut sauvé, et dans une lettre du papa à des amis catholiques, nous pouvons voir combien ce militant chevronné alliait la tendresse à la fermeté idéologique :

...Je voulais vous écrire surtout pour vous dire ma gratitude pour les secours que vous portez à notre petit Claude, malgré les très grandes difficultés résultant de l'invasion de notre pays. Je n'oublie pas Mlle Hoffet. Dites-lui que l'offre qu'elle fit de prendre notre bonhomme fut la surprise la plus heureuse de toute notre existence dans les geôles de l'ennemi. Ce fut, et c'est pour Ninette [sa femme] et pour moi, le plus chaud rayon venu ranimer la confiance en notre pays meurtri.

C'est pour nous la certitude que notre combat ne fut pas vain, *que l'union de la nation contre l'envahisseur est faite, c'est la certitude du salut pour notre France.*

Notre impatience de reprendre la lutte n'en est que plus grande, nous avons hâte d'être en mesure de prendre la part qui nous revient des sacrifices que consentent nos héroïques frères de l'Est — dont cinq millions sont morts déjà pour l'indépendance de leur patrie et de la nôtre. Notre reconnaissance envers eux est infinie. C'est grâce à eux que nous deviendrons libres.

Mais nous savons aussi que *le salut de notre pays ne peut venir seulement de l'extérieur, quel qu'il soit ;* il ne sera l'œuvre que des Français eux-mêmes. *L'attentisme sous toutes ses formes sert l'ennemi,* et c'est nous-mêmes, tout de suite, qui

Michel PONTRÉMOLI

Robert-Henri FOURNIER

Victor RENELLE

devons chasser l'ennemi, châtier les traîtres. (Lettre à Georgette X..., le 26 novembre 1943.)

Des juges français du sinistre tribunal d'Etat l'avaient condamné à dix ans de travaux forcés.

Mais s'il aspirait à recouvrer la liberté indispensable à la lutte active, il n'en poursuivait pas moins de sa cellule le travail de conviction idéologique et d'explication pour sa correspondante.

Nous nous souvenons tous combien ces lettres qui sortaient des prisons, qui passaient de mains en mains, nous fortifiaient dans nos convictions et constituaient le plus cher encouragement pour vaincre les mille difficultés de la lutte clandestine.

Le cas de conscience posé par le prétendu choix entre le Parti et la famille est abordé par Fournier en ces termes :

...Il faut vous expliquer plus concrètement, Georgette. Vous m'écrivez : « que votre attitude à venir ne soit pas dictée seulement par le but que vous poursuivez, qu'elle le soit avant tout par votre cœur, en pensant aux vôtres avant tout ! »

Mais croyez-moi, Georgette, c'est justement parce que je pense aux miens « avant tout » que j'ai milité et que je militerai encore s'il m'est donné de le faire.

J'ai milité pour lutter contre cette guerre, dont les miens, de même que vos chers parents, risquaient d'être victimes. J'ai milité pour lutter contre l'exploitation du capital dont les miens, les premiers, sont les victimes.

Actuellement, nous luttons pour la libération de la France, condition *sine qua non* de la liberté des miens. Nous luttons contre les fascistes de Berlin et de Vichy qui veulent imposer aux miens un régime de honte, de terreur, de misère.

Mon père a travaillé vingt-cinq ans dans l'espoir légitime de se reposer après et de jouir de sa retraite. Or le voici en fait frustré de sa retraite. Qui la lui rendra, si nous ne luttons pas pour chasser les parasites du pouvoir ?

Nous vivons une période où la neutralité est un leurre. Qui ne dit mot consent. Qui laisse faire est complice. *Qui ne lutte pas pratiquement contre les Allemands, aide les Allemands.*

Et c'est parce que je pense aux miens avant tout, c'est parce que je veux les voir jouir librement dans la paix de leur retraite légitimement gagnée que je continuerai la lutte autant qu'il se pourra.

Toute autre attitude serait lâche et contraire aux intérêts des miens en premier lieu.

Si vous aviez la lucidité des conditions de vie qui nous seraient imposées si les fascistes gagnaient, si vous aviez cette compréhension-là comme nous l'avons, vous ne diriez plus que militer, c'est sacrifier sa famille. C'est le contraire qui est vrai. (Lettre à Georgette X..., le 19 juin 1942.)

Ces explications si humaines, si simples, s'adressaient à une catholique fervente. Elles lui montraient comment le militant communiste agissait par connaissance et non par fanatisme, par certitude et non par foi. C'est cette philosophie du matérialisme dialectique, si calomniée, volontairement défigurée ou « revisée », qui faisait de nos camarades, à travers leurs chaînes, les forteresses et les camps, les symboles pour notre époque de la lutte séculaire entre les forces de progrès et de réaction.

Fournier, déporté à Mauthausen, puis à Gusen I et Gusen II, poursuivait l'éducation de ses camarades, l'organisation du Parti, la solidarité, et pensait toujours aux siens.

Très affaibli malgré l'aide de tous ses camarades, il donne encore, le 5 mai 1945, son nom et son adresse.

Robert n'est pas revenu...

☆

Michel Pontrémoli était né à Paris le 20 février 1908. Après avoir fait ses études secondaires aux lycées Janson et Condorcet, il fut étudiant à l'Ecole des sciences politiques et reçu n° 1 comme auditeur au Conseil d'Etat (promotion 1932).

Il devait s'y signaler par ses sentences arbitrales au sujet des contrats collectifs et de la procédure à suivre pour le licenciement des délégués ouvriers en vue de la protection légale de ces derniers (sentence arbitrale du 14 avril 1937, dans l'affaire Vitrix), sentence qui fit dès lors jurisprudence.

Septembre 1939 le voit refuser les galons d'officier auxquels il avait droit, et c'est comme simple soldat qu'il fut secrétaire d'état-major au quartier général du général Requin, à Janville, près Nancy. Admis à Saumur, on le retrouve comme aspirant au train des équipages et envoyé en mai 1940 en Tunisie.

Démobilisé en septembre 1940, il revint en France et rejoignit le Conseil d'Etat, qui siégeait à Royat.

En décembre 1940, il va à Marseille, où sa compétence juridique fait de lui un conseiller écouté; mais ses occupations comme juriste ne l'empêchent pas de penser à la nécessaire résistance; par l'intermédiaire de l'avocat Hadje (fusillé peu après), il est remis en relation avec G. Marrane, qu'il avait déjà rencontré; dès lors, et jusqu'à l'arrivée des Allemands en zone Sud (novembre 1942), il s'occupe de l'organisation du Front national, dont il est secrétaire adjoint, il effectue de fréquents voyages dans toute la zone pour recueillir des fonds.

Après l'arrivée des Allemands à Marseille, il se rend à Lyon, où il retrouve Georges Marrane :

...Pontrémoli a travaillé avec moi dans la Résistance depuis 1941. Il était plus particulièrement attaché à l'organisation de la Résistance dans les cadres industriels et fut le meilleur animateur de l'Union des cadres industriels de France. (1)

Il a organisé le freinage et le sabotage de la production en faveur de l'ennemi et s'est préoccupé de plus de la fabrication d'armes pour les F.T.P. et les F.F.I. (grenades, crève-pneus).

Arrêté à Marseille à une date dont je ne me souviens plus, il a été incarcéré à la prison d'Aix d'où il réussit à s'évader ; quelques jours après son évasion, j'ai repris contact avec lui et, *sans la moindre hésitation, il a recommencé* la lutte contre l'ennemi. (G. Marrane, 31-12-46.)

En effet, c'était le 12 mars 1944 que, dénoncé, il était pris à Marseille, écroué à Aix. Mais averti de son transfert à Nîmes pour jugement, il organise avant son départ, avec son évasion, celle d'une vingtaine de ses camarades, mettant à profit le passage souterrain reliant la prison au palais de justice. Il rejoint Lyon.

Le 10 juillet 1944, il avait une série de rendez-vous. M. Mosnier, directeur de la Régie Berliet, nous dit :

Je fus le premier à constater sa disparition, ayant rendez-vous avec lui à 8 heures du matin dans un quartier de Lyon situé sur la rive gauche du Rhône.

Un immense coup de filet venant d'être donné par les autorités d'occupation avec la police de Vichy, il fut dans l'obligation de franchir le barrage policier pour venir au rendez-vous qu'il avait avec moi ; il fut certainement arrêté au passage. Nous n'avons plus eu aucune nouvelle. Nous ignorons s'il fut déporté ou fusillé dans la région lyonnaise.

En effet, malgré toutes les recherches entreprises depuis ce moment, on perd sa trace; les correspondances ne parvenaient plus; le débarquement en zone Sud avait eu lieu; le Rhône était infranchissable. Personne ne l'a plus revu...

---

(1) U.C.I.F.C., devenue aujourd'hui l'U.N.I.T.E.C.

☆

Jacques Woog, Max Barel (1), Victor Renelle, R.-H. Fournier, Pontrémoli, tant d'autres, ont justifié la proclamation lancée en juillet 1940, sur le sol de France, par Maurice Thorez et J. Duclos au nom du Parti communiste français.

La France encore toute sanglante veut vivre libre et indépendante.

Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves.

La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé.

La France, au passé si glorieux, ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prêts à toutes les besognes.

C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de la libération nationale et sociale.

Et c'est autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage que peut se constituer le front de la liberté, de l'indépendance et de la renaissance de la France.

Ils ont montré par leur lutte que la faillite de 1940 était celle de la classe bourgeoise décadente, nullement celle du peuple de ce pays.

Ils font honneur à la France, à leur Parti, et aussi à ces grandes écoles dont ils sortaient.

Leur message s'adresse en particulier à ces couches d'ingénieurs en mal de considération perdue, oscillants entre le grand patronat et la classe ouvrière.

Que ceux-ci comprennent le sens profond, *toujours d'actualité*, de la proclamation de juillet 1940.

Qu'ils réfléchissent aux lettres de V. Renelle, de Fournier, à l'exemple de leurs compagnons :

Fidélité à leurs modestes origines;

Union avec le peuple travailleur de France;

Mise de la technique au service de la nation.

---

(1) Voir *la Pensée*, n° 10, janvier-février 1947, pages 79-81.

La vie de l'esprit à travers le monde

LA LOGIQUE DE MA VIE...

Une lettre de Théodore DREISER

La lettre que nous publions ici a été écrite par Théodore Dreiser peu de temps avant sa mort (survenue le 28 décembre 1945). Il avait alors soixante-quatorze ans. A l'époque où cette lettre fut rendue publique, l'ensemble de la presse américaine (à de rares exceptions près) l'ignora complètement. Si nous en donnons aujourd'hui la traduction au lecteur français, c'est que nous croyons que cette profession de foi de celui qui fut le pionnier du roman américain moderne présente un intérêt vital et une signification profonde pour maint intellectuel, qu'il soit Français ou Américain. Autour de cette lettre, à la fois émouvante et noble, tout commentaire serait d'ailleurs superflu.

☆

A W. Z. Foster
New-York, N. Y.

Hollywood, Californie
20 juillet 1945

Cher monsieur Foster,

Je vous écris pour vous faire part de mon désir de devenir membre du Parti communiste américain.

Cette requête a ses racines dans les convictions qui sont miennes depuis longtemps et que les années ont renforcées et approfondies. J'ai toujours cru intensément que le peuple, et avant tout les travailleurs — des Etats-Unis et du monde entier — étaient les gardiens de leur destinée et les créateurs de leur avenir. J'ai tenté de vivre selon cette croyance, de l'habiller de mots et de symboles, de fouiller sa pleine signification dans la vie des hommes et des femmes.

Il me semble que cette foi dans le peuple est la simple et profonde réalité qui a subi l'épreuve et la preuve de la crise mondiale actuelle. Le fascisme a raillé cette foi, en proclamant la mort des droits humains et de la dignité humaine, en cherchant à voler au peuple sa foi en lui-même pour pouvoir mieux le faire travailler à son propre esclavage et à sa dégradation.

Mais les peuples démocratiques montrèrent quel pouvoir résidait en leur unité, et, dans leur victoire, un rôle gigantesque fut joué par le pays qui, dans son accession au socialisme, a donné le plus bel exemple dans l'histoire de la grandeur des réalisations à laquelle peut parvenir un peuple libre qui a foi en lui-même et dans toutes les forces progressives de l'humanité: l'Union soviétique. L'alliance de notre pays avec la grande Union soviétique est un des fruits les plus précieux de la lutte que nous avons menée côte à côte, et elle ne saurait se relâcher sans grave danger pour l'Amérique elle-même.

Dans le monde entier, les communistes ont joué un rôle essentiel dans l'établissement de l'unité qui assure aujourd'hui la défaite du fascisme. Leurs voix furent

les premières à dénoncer la mise en marche de l'appareil d'agression en Chine, en Ethiopie et en Espagne.

Le docteur Norman Bethune, le grand pionnier qui sauva tant de blessés de guerre grâce à sa technique des stocks sanguins [*utilisés pour les transfusions*], mourut en Chine en aidant les peuples libres de ce pays à résister aux hordes japonaises, des années avant que les pays démocratiques ne vinssent à leur secours. Sa dernière volonté fut qu'on fît savoir qu'il était, depuis de nombreuses années, communiste.

Des mouvements clandestins, dans l'Europe torturée, des communistes surgirent qui prirent la tête de la lutte contre la terreur et l'oppression militaire tentaculaire. Tito, de Yougoslavie, conquit l'admiration du monde pour la façon dont il conduisit son peuple à la victoire. Le nom de Staline est cher à tous les peuples libres de la terre. Mao Tse-Tung et Chou En-Lai ont maintenu vivace en Chine l'esprit de démocratie et d'unité au cours de ces années où les forces de division ont déchiré ce pays.

Aux Etats-Unis, j'estime que les communistes ont contribué à approfondir notre compréhension de l'héritage de liberté américaine comme guide pour l'action présente. Pendant les années où le fascisme préparait sa conquête du monde, les communistes américains ont lutté pour rassembler le peuple américain contre le fascisme. Ils voyaient le danger et proposaient le remède. La théorie marxiste leur permettait de jeter une lumière crue sur les véritables origines économiques et sociales du fascisme; le marxisme leur apportait aussi une compréhension scientifique du pouvoir de la classe ouvrière comme force historique capable de mobiliser l'intelligence, la puissance et l'héroïsme nécessaires pour détruire le fascisme, sauver l'humanité et continuer la lutte pour frayer la voie à un nouveau progrès.

Plus de 11.000 communistes prennent aujourd'hui part au combat, en qualité de membres des forces armées de notre pays. [*Nous rappelons au lecteur que la lettre de Théodore Dreiser est écrite en juillet 1945.*] Qu'ils aient servi avec honneur et patriotisme est attesté par les plus hautes autorités de l'armée elle-même.

On reconnaît de plus en plus volontiers dans notre pays que les communistes constituent dans notre nation un élément vital et constructif, et que l'unité d'une nation et la démocratie d'une nation sont dangereusement affaiblies à partir du moment où elle exclut de son sein les communistes. Le fait que le ministère de la Guerre ait renoncé à toute discrimination entre communistes et non communistes en matière de promotion est symbolique de cette reconnaissance. Un manifeste signé par un grand nombre d'Américains bien connus souligne à ce propos que « l'armée a apparemment pris cette position en considérant les excellents états de service des communistes et des prétendus communistes, dont un grand nombre a été cité à l'ordre de l'armée pour vaillance et dont un grand nombre est mort au front ».

Il me semble que cela devrait discréditer complètement une des armes idéologiques de l'arsenal fasciste qui désoriente la vie politique du pays et déshonore sa vie intellectuelle — et qui consiste à « manger du communiste ». Le préjugé (purement sentimental) contre tout ce qui est justement ou injustement étiqueté « communisme » est absurde autant que dangereux en politique. Les concessions à l'anticommunisme sont encore plus démoralisantes dans les domaines de la science, de l'art et de la culture. Si nos penseurs et nos créateurs veulent remplir leurs responsabilités envers la culture démocratique, ils doivent se libérer des craintes mesquines et des illusions qui empêchent d'ouvrir la discussion des idées sur le plan d'une intelligence adulte. Les nécessités de notre temps exigent que nous explorions et que nous utilisions de fond en comble le royaume de la connaissance humaine.

C'est pourquoi j'ai pris connaissance avec une satisfaction particulière de l'information selon laquelle des savants renommés tels que les physiciens

français Langevin et Joliot-Curie ont trouvé dans le Parti communiste, comme y avait déjà trouvé, il y a quelques années, le savant anglais Haldane, non seulement le désintéressement et le dévouement caractéristiques de la recherche scientifique, mais aussi la possibilité d'intégrer la solution scientifique des questions de leur domaine particulier à la solution scientifique des problèmes de la société.

Je suis aussi profondément bouleversé d'apprendre que des artistes et des écrivains dévoués à la cause du peuple, tels que l'Espagnol Pablo Picasso et le Français Louis Aragon, ont rejoint les rangs du Parti communiste, qui compte aussi, parmi ses notabilités culturelles, le grand romancier danois Martin Anderson Nexo et le dramaturge irlandais Sean O'Casey.

Les années historiques que nous venons de vivre ont affermi ma conviction qu'un accroissement des adhésions au Parti communiste renforcera le peuple américain, qui, aux côtés des forces antifascistes du monde entier, lutte pour l'extirpation définitive du fascisme et la réalisation de meilleures conditions de démocratie mondiale, de progrès économique et de libre culture. La croyance en la grandeur et la dignité de l'homme a été le principe directeur de ma vie et de mon œuvre. La logique de ma vie et de mon œuvre me conduit par conséquent à adresser mon adhésion au Parti communiste.

Sincèrement,

Théodore DREISER.

☆

Dans le numéro 17 *des* Temps modernes, *Sartre commence son article par ces mots :* « Si vous voulez vous engager, écrit un jeune imbécile, qu'attendez-vous pour vous inscrire au Parti communiste? »

A soixante-quatorze ans, T. Dreiser, sans tapage, simplement, déclare que la « logique de sa vie et de son œuvre » *le conduit à adhérer au Parti communiste et il en appelle aux intellectuels* « responsables » *pour qu'ils se décident à engager enfin la discussion* « sur le plan de l'intelligence adulte » *et non avec des arguments puérils qui sont autant d'insultes. Je pose alors la question à Sartre : considère-t-il* aussi *Théodore Dreiser comme un* « jeune imbécile »?

Jean KANAPA.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

MATHÉMATIQUES

LA FIN DE L'EMPIRISME BORÉLIEN

par Gaston CASANOVA

Dans un livre qu'il vient de consacrer aux *Paradoxes de l'infini*, M. Borel expose certains problèmes mathématiques et, malgré le scepticisme qu'il exprime envers la portée philosophique de la mathématique, il est inévitablement conduit à décider de la nature et de la valeur de cette science. Pour M. Borel, elle n'est qu'une « pure création de l'esprit humain » et elle ne saurait prétendre nous renseigner « sur la nature intime des choses ». D'ailleurs, elle n'est pas « une science de la nature » et elle a « le privilège de pouvoir choisir librement certains axiomes ». Quant aux mathématiciens, ce ne sont pas des « utilitaires ». Seule les guide « la recherche désintéressée du vrai et du beau », ainsi que « le plaisir esthétique que procure la belle ordonnance des constructions logiques ». Ici, la philosophie de M. Borel surmonte allègrement sa première contradiction, car si les constructions mathématiques sont essentiellement logiques, comment peut-on consacrer un livre à étudier leurs paradoxes? La logique serait-elle devenue la science du paradoxe?

Il y a plus. Comment expliquer que ces constructions logiques, pures créations de l'esprit humain, puissent s'appliquer à l'univers sensible, c'est-à-dire au réel géométrique et physique? C'est, nous répond M. Borel, un mystère : « ces constructions logiques se sont révélées en accord mystérieux avec l'univers sensible » et il y a là « un miracle constamment renouvelé depuis des siècles ». Libre choix, pure création de l'esprit, recherche du beau, accord mystérieux, miracle constamment renouvelé : voilà une Conception des mathématiques qui est vraiment Immaculée!

La pensée idéaliste qui met tout sens dessus dessous et qui veut construire le monde réel avec des schémas logiques, au lieu de construire les schémas logiques avec le monde réel, a véritablement des jaillissements inattendus, car, il y a à peine un demi-siècle, lorsque la théorie des ensembles infinis révéla des points de vue divergents parmi les mathématiciens les plus éminents, M. Borel dirigea ses critiques contre les conceptions purement verbales des mathématiques, contre les édifices logiques construits sans aucun rapport avec la réalité, et il s'affirma convaincu que les progrès mêmes des mathématiques apporteraient à ces divergences une solution de fait qui entraînerait l'accord unanime des mathématiciens. Cette confiance dans les solutions positives de la science s'est transformée, en moins d'un demi-siècle, en un émerveillement naïf devant l'« accord mystérieux » des produits de notre cerveau avec le reste de l'univers sensible. L'idéalisme d'un Dühring, que Frédéric Engels a rendu célèbre en le réfutant victorieusement, n'avait pas besoin de ce renfort inespéré.

Si les mathématiciens se sentent volontiers attirés par les conceptions

idéalistes, c'est évidemment en raison du caractère particulièrement abstrait de leur science qui est la plus abstraite des sciences de la nature, mais c'est aussi, très souvent, parce qu'ils n'ont pas pris conscience de la nature dialectique et non exclusivement logique du raisonnement mathématique, et cette ignorance de la dialectique les conduit parfois à de singulières méprises dont M. Borel va lui-même nous fournir un excellent exemple. Les mathématiciens, comme le dit très heureusement M. Borel, ont conquis l'infini en ce sens qu'ils l'ont intégré dans leurs raisonnements et dépouillé du même coup de son mystère. Le calcul différentiel et intégral est le premier résultat de cette conquête dont l'histoire met bien en évidence le caractère dialectique.

Considérons l'exemple simple donné par M. Borel. Soit la fonction $y = x^2$. Donnons à x un accroissement h. Il en résulte pour y un accroissement k tel que $y + k = (x + h)^2$, c'est-à-dire tel que $k = 2hx + h^2$. En divisant cette dernière égalité par h, on obtient $\frac{k}{h} = 2x + h$. M. Borel écrit à la page 69 de son livre que cette expression du rapport $\frac{k}{h}$ est exacte quel que soit h. Cette affirmation est inexacte, car le rapport $\frac{k}{h}$ est obtenu en divisant k par h, opération qui n'a aucun sens si h est nul. Car, lorsque h est nul, k l'est également, puisque $k = 2hx + h^2$ et le rapport $\frac{k}{h}$ vaut alors $\frac{0}{0}$, c'est-à-dire qu'il n'a aucun sens précis, puisque tout nombre multiplié par zéro est égal à zéro. Or, Newton affirme qu'il faut, pour obtenir la dérivée, considérer le rapport des quantités k et h au moment même où elles cessent d'être des quantités, c'est-à-dire attribuer au rapport $\frac{k}{h}$ la valeur $2x$ obtenue en faisant $h = o$ dans l'égalité $\frac{k}{h} = 2x + h$, qui, pour cette valeur de h, n'a précisément aucun sens exact.

Telle est la contradiction, le « paradoxe » qui se présente inévitablement dans le moindre calcul de dérivation. Le philosophe Berkeley, contemporain de Newton, insiste sur ces difficultés, et les discussions sur les principes du calcul différentiel se poursuivent durant tout le XVIII[e] siècle. En 1797, Lazare Carnot, après Lagrange, imagine pour désarmer les critiques la théorie célèbre des erreurs compensées. Cependant, les mathématiciens différentient et intègrent parce que le calcul conduit toujours à des résultats qui s'avèrent exacts lorsque l'on peut les soumettre au contrôle de l'expérience. Non seulement il est possible de retrouver beaucoup plus rapidement, grâce aux nouvelles méthodes, les résultats déjà connus sur la mesure des longueurs, des surfaces et des volumes, mais les théories mécaniques et physiques qui utilisent le calcul infinitésimal se révèlent en accord avec les faits. Condamner, par conséquent, le nouveau calcul ainsi justifié par ses applications pratiques, au nom des seules exigences de la logique, c'eût été faire obstacle au développement de la science, mais, dans la mesure même où ce calcul se montrait efficace, il devenait indispensable de surmonter la contradiction qu'il impliquait et de parvenir à une définition non contradictoire de la dérivée, qui pouvait seule permettre le développement de l'analyse mathématique sur des bases inattaquables. Les mathématiciens y parviennent au XIX[e] siècle en introduisant la notion de limite. Ils remarquent que la différence $\frac{k}{h} - 2x$, qui est égale à h pour tout h différent de zéro, peut être rendue

en valeur absolue aussi petite que l'on veut, en choisissant h, non nul, mais aussi petit que l'on veut en valeur absolue. Ils disent que $\frac{k}{h} - 2x$ a pour limite zéro lorsque h tend vers zéro, ou encore que $\frac{k}{h}$ a pour limite $2x$ lorsque h tend vers zéro, et ils appellent dérivée de la fonction $y = x^2$ cette limite $2x$ du rapport $\frac{k}{h}$. Telle est l'opération mathématique de passage à la limite. Les mathématiciens assimilent de façon si complète cette nouvelle opération qu'ils en oublient son origine dialectique. Ils en arrivent à dire, comme M. Borel, que le rapport $\frac{k}{h}$ a toujours une valeur bien déterminée, ce qui est inexact au sens de la théorie de la division et ne devient correct qu'au sens du calcul des limites, lorsque la limite existe. Ainsi, cette conquête de l'infini n'est que le dépassement dialectique d'un paradoxe.

Mais d'où vient la légitimité de cette notion de limite? Est-elle plus belle que la notion de quotient? Est-ce notre sens esthétique qui nous la fait apprécier à sa juste valeur? Comment ne pas tenir compte de sa longue élaboration historique? En vérité, elle n'est justifiée que par son accord avec les résultats du calcul différentiel qui sont antérieurs à sa propre création et que par les possibilités nouvelles qu'elle offre à la recherche mathématique. Et cependant, avant que cette notion de limite eût été élaborée, il aurait été antiscientifique de rejeter le calcul des dérivées parce qu'il impliquait une contradiction, car il était légitimé par les considérations utilitaires dont M. Borel paraît aujourd'hui faire si peu de cas.

Les fondateurs du calcul infinitésimal ont ainsi conquis l'infini dénombrable dont l'image la plus simple nous est fournie par la suite naturelle des entiers. C'est à la conquête de cet infini que M. Borel veut réduire définitivement le développement de la science mathématique, en lui déniant le droit de raisonner valablement sur les infinis de puissance supérieure que la théorie des ensembles a introduits. Il utilise dans ce but les « paradoxes » qui doivent justifier sa méfiance envers les nombres ordinaux transfinis de Cantor et l'axiome du choix de Zermelo. Mais il se trouve que les paradoxes de l'infini ne distinguent pas entre le dénombrable et le non dénombrable et qu'avant de pouvoir invoquer ces paradoxes contre les théories des ensembles que l'on appelle idéalistes, M. Borel rencontre chez lui, c'est-à-dire dans la théorie des ensembles dénombrables, un paradoxe dit de Richard, qu'il lui faut réfuter.

Ce paradoxe s'introduit dans l'étude de la totalité des nombres, chacun d'entre eux étant défini sans ambiguïté par un nombre fini de mots et de signes. Si l'on considère que cette totalité est définie en tant que totalité, le raisonnement de Richard prouve seulement que cette totalité n'est pas dénombrable; ce qui n'est pas surprenant puisque la totalité envisagée contient tous les nombres introduits en mathématiques, car jamais personne ne pourra raisonner sur un nombre que l'on ne saurait définir autrement que par une infinité de mots et de signes. Si l'on considère, par contre, que la totalité que l'on vient d'envisager n'est définie que si l'on a défini les uns après les autres les éléments qui la constituent, cette totalité est dénombrable, mais elle exige, pour être définie en tant que totalité, que tous ses éléments soient définis, c'est-à-dire une infinité de mots et de signes. Dès lors, le nombre de Richard, qui n'est défini que lorsque la totalité est définie, ne peut lui appartenir puisque sa définition exige la

définition de tous les termes de la totalité, c'est-à-dire une infinité de mots et de signes, et il n'y a pas de paradoxe. Mais ce dernier point de vue conduit à nier l'existence d'ensembles de puissance supérieure au dénombrable et, par conséquent, à nier l'existence du continu, qui ne représente en effet pour M. Borel qu'une notion purement « négative ». Mais si tous les ensembles sont dénombrables, que deviennent les ensembles mesurables B de mesure non nulle que M. Borel a longuement étudiés? Ainsi, M. Borel et les mathématiciens dits empiristes qui se rallient plus ou moins à ses conceptions ont été conduits eux-mêmes à dépasser les bornes qu'ils avaient cru s'assigner. L'étude des ensembles analytiques et des ensembles projectifs a montré que, suivant le mot de Lebesgue, l'analyse ne portait pas en elle-même un principe de limitation (1).

C'est pourquoi les raisonnements que M. Borel développe longuement pour prouver la contradiction de l'axiome du choix ne sont guère convaincants. Il en résulte seulement que les ensembles que l'on peut envisager sur une sphère ne sont pas nécessairement mesurables et qu'il ne peut, par conséquent, être question de leur appliquer le calcul des probabilités continues qui suppose la mesure.

En présence du développement pris par les théories dites idéalistes des ensembles, M. Borel admet le libre choix dans la nature des axiomes (à vous, Jean-Paul Sartre!) et préfère ainsi abandonner ce qui faisait la substance de sa position philosophique plutôt que de modifier sa position mathématique. Il n'est plus question de garder le contact avec le réel, d'empêcher que la science, selon le mot de N. Lusin, ne devienne trop fantastique.

Seul, le matérialisme dialectique peut sauvegarder à la fois ce qu'il y a de valable dans l'empirisme mathématique et dans l'idéalisme mathématique, parce qu'il est capable de dépasser les bornes de la première en prévenant les divagations de la seconde.

---

(1) Le lecteur qui désire approfondir ces questions trouvera dans *Mathématiques et matérialisme dialectique,* qui paraîtra prochainement, les compléments indispensables.

CHRONIQUE PHILOSOPHIQUE

A PROPOS DE QUATRE ESSAIS DE PSYCHANALYSE

par Philippe MALRIEU

Jung, dans un recueil d'articles récents qu'il a intitulé l'*Homme à la découverte de son âme* [1], a voulu présenter une somme de son système au public français. Dès les premières pages, il attaque « l'esprit du temps », cette religion de la matière qui pousse les modernes à édifier une psychologie sans âme, à chercher dans la physique le modèle de toute méthode, à abandonner Dieu et l'esprit comme principes explicatifs. Il justifie d'abord son point de vue par des remarques agnostiques :

> La matière nous est tout aussi inconnue que l'esprit. Nous ne savons rien des choses dernières. Seul cet aveu nous restitue notre équilibre (p. 9).

Mais comme il arrive souvent, l'agnosticisme n'est qu'un écran derrière lequel se dissimule l'idéalisme, et il avoue ensuite :

> Tout ce dont nous prenons connaissance n'est fait que de matériaux psychiques. La psyché est l'entité réelle au suprême degré, puisqu'elle est la seule immédiate (p.24).

L'âme, voilà la réalité, à la fois nature et esprit, qui fournit au psychologue « le principe explicatif unique » dont il a besoin, au praticien le moyen de soigner la personnalité totale. Nous sommes en pleine métaphysique.

Nous ne saurions oublier pourtant l'apport réel de Jung à la psychologie, qui est ici rappelé : sa méthode d'exploration de l'inconscient par les expériences d'association, sa caractérologie, l'assouplissement qu'il a apporté à la théorie des rêves de Freud. C'est son analyse du rêve qui constitue la partie la plus intéressante de l'*Homme à la découverte de son âme*. Il trouve en lui le moyen de « faire surgir... le problème fondamental d'un individu », il est le signal d'alarme. Il se forme comme compensation à nos fonctions refoulées — que ce soit la tendance sexuelle, ou que ce soit aussi la vie corporelle, la vie imaginative, la vie morale... Il peut être beaucoup plus que la satisfaction d'un désir : un remords, une fantaisie, un avertissement, etc... Nos fonctions refoulées constituent ce que Jung nomme la « situation de l'inconscient » : c'est d'elle que le rêve est chargé de nous donner « une représentation spontanée et symbolique », il nous indique ce que nous devons faire pour libérer les fonctions mutilées.

L'interprétation du rêve devient plus ardue que chez Freud : car Jung ne possède pas de symbolique figée [2], les images prennent des sens différents suivant la situation de l'inconscient des sujets, il faut confronter leurs rêves avec leur vie consciente pour comprendre quelles sont les fonctions auxquelles ils apportent une compensation imaginaire. Mais elle est plus féconde.

---

1. Aux Editions du Mont-Blanc, Genève.
2. Si du moins nous faisons abstraction du symbolisme collectif.

Cependant, cette théorie repose sur les mêmes postulats, à peu de choses près, que la théorie freudienne. Le plus frappant d'entre eux consiste à affirmer l'existence d'un inconscient qui dans sa nature profonde est conçu sur le modèle de la conscience. Il y a longtemps déjà que Politzer avait dénoncé ce défaut chez Freud [1]. Chez Jung il n'en va pas autrement. Pour lui le moi se relie au monde par les phénomènes de conscience, irrationnels comme la sensation et l'intuition incommunicables, rationnels comme la pensée et le sentiment. Au-dessous de ce moi se situe l'inconscient. Or, il est constitué, comme chez Freud, de phénomènes de conscience inconscients : ce sont, d'une part, les souvenirs, les « dispositions latentes à réagir », les affects (inconscient personnel), qui sont tout simplement des états de conscience obscurcis; d'autre part, ce sont les « idées créatrices » de l'inconscient collectif : il s'agit des archétypes, images originelles, innées, qui ont été acquises par les êtres préhistoriques dont nous descendons et qui reviennent parfois à notre conscience, dans les rêves ou dans les légendes, pour nous rappeler à notre destin. Dans sa structure, l'inconscient collectif est, comme l'autre, constitué par du conscient qui s'ignore, et le passage sur le plan de la conscience ne fait qu'éclairer ce qui était caché, il ne le transforme pas. Le sens de cette théorie est clair, elle permet d'éviter l'étude précise des conditions organiques et sociales de la prise de conscience, elle les remplace par un inconscient qui est déjà en lui-même de nature spirituelle. Ainsi conçue, la psychanalyse n'est qu'un procédé pour voiler le rôle du corps dans la vie psychologique.

Cette théorie dénote déjà une méthode substantialiste (l'esprit ne saurait naître d'autre chose que de lui-même), qui se manifeste encore plus nettement dans la théorie des complexes. « Ces réseaux de tendances associées », selon la définition de Charles Baudouin (complexes du sevrage, de castration, d'Œdipe, etc...) constituent une des découvertes les plus importantes de la psychanalyse. Jung les conçoit comme des entités psychiques douées d'autonomie, qui « vont et viennent suivant leur bon plaisir » (p. 176), comme des démons — qu'il n'hésite pas à appeler au secours pour expliquer les « folies » hitlériennes (qu'on se souvienne de son interview dans les *Lettres françaises*). S'il en est ainsi, c'est qu'à ses yeux la psyché contient une quantité d'énergie à peu près stable, qui tantôt se porte sur le moi conscient, et tantôt sur un complexe : le moi d'ailleurs n'est qu'un complexe entre autres. Jung parvient ainsi non seulement à faire de l'âme une chose qui existe par elle-même, mais à multiplier les substances en nous. On ne peut s'empêcher de penser à une monadologie d'un nouveau genre — qui a d'ailleurs le même résultat que la première : l'âme est un système clos et le monde n'a pas d'influence véritable sur elle.

La psychanalyse semblait devoir rompre avec la psychologie des facultés ; Jung les restaure toutes : sensation, raisonnement, mémoire, affectivité et volonté — la volonté dont il déclare :

> Elle est un antique bien culturel dont la naissance coïncide au fond avec l'apparition de la culture : c'est pourquoi il est manifestement insensé de vouloir inculquer de la culture aux nègres.

Sont également réhabilités le principe de l'immortalité de l'âme, celui de la supériorité de la nature animale qui

> accomplit la volonté du créateur tandis que nous cherchons toujours à biaiser avec elle.

Pour expliquer ces reculs, on pense tout de suite à une influence des conceptions sociales. Un philosophe ne saurait se détacher des croyances de sa classe, il crée les notions qui permettent de les sauvegarder. C'est le cas pour Jung : sa critique de la crise contemporaine tient en quelques formules

1. *Critique des fondements de la psychologie*, p. 205-6.

nietzschéennes accommodées de christianisme. L'individualisme excessif qui a débuté à la Renaissance a provoqué un « rebondissement compensateur vers l'homme collectif ». « Un danger majeur pour l'homme émane de la masse ». Aux individus d'élite d'aller à contre-courant en s'appuyant sur leur monde intérieur (p. 65). Cette appréciation subjective de la crise émane-t-elle de la psychologie de Jung ? Nullement, puisqu'on la trouve chez quantité de penseurs étrangers à la psychanalyse. Au contraire, Jung a dû être poussé à infléchir les notions de la psychanalyse afin de les harmoniser avec la philosophie réactionnaire de notre temps.

☆

Ce point de vue pourtant est certainement insuffisant : ce n'est pas Jung, c'est le mouvement pychanalytique dans son ensemble qui est prisonnier d'une philosophie préscientifique.

Un des apports les plus précieux de la psychanalyse consiste dans sa théorie des images. Ribot — Ch. Baudouin nous le rappelle dans son *Introduction à l'analyse des rêves* [1] — avait vu le rôle que joue l'affectivité dans les associations d'images, mais il n'avait pas étudié avec la précision de Freud les phénomènes de condensation, de surdétermination, de déplacement des images, qui conditionnent le symbolisme du rêve. Mais la supériorité de la psychanalyse réside dans la seule description, car elle ne cherche pas à résoudre le problème, qu'avait posé Ribot, de l'origine de l'image. Elle suppose que nos tendances vont puiser dans le stock des images inconscientes celles qui leur conviennent, elle ne se demande pas comment ces images se forment : sont-elles des résidus de comportement moteur ? Quels sont leurs rapports avec l'imitation ou le langage ? Comment se réactivent-elles ? Ces problèmes n'intéressent pas la psychanalyse qui prend les images toutes faites, telles que les lui révèle l'introspection. Elle les prend comme un matériau donné, étudie leurs combinaisons, mais non leur genèse.

La notion d'inconscient permet, là encore, de passer sous silence les conditions physiologiques et sociales des faits de conscience. La notion de tendance remplit la même fonction. Sur elle, Charles Baudouin, dans l'*Ame et l'Action* [2], bâtit toute une philosophie psychologique. Par une série de rapprochements habiles, il s'efforce de montrer que l'inconscient n'est qu'un autre nom de notions plus familières : instincts, mœurs, tendances.

> Par la notion de tendances, dit-il aussi, pour peu qu'elle soit suffisamment élaborée, la psychologie de l'introspection et celle de l'observation externe se rejoignent.

Car elle a comme la psyché de Jung un aspect physique et un aspect conscient, elle précède et prolonge le désir, après s'être un instant confondue avec lui.

Ch. Baudouin procède par annexions successives : c'est ainsi qu'il assimile la notion du comportement à celle d'inconscient. On ne voit pas bien l'avantage; car si le comportement offre prise à une étude descriptive et causale, on ne peut en dire autant de l'inconscient. L'assimilation reste d'ailleurs problématique, si du moins nous acceptons la définition que Ch. Baudouin nous donne de l'inconscient : il est, affirme Ch. Baudouin dès le premier chapitre,

> un acte qui présente tous les caractères essentiels de l'acte conscient, excepté un, justement la conscience (p. 22).

En est-il ainsi des comportements ? N'est-il pas vrai au contraire qu'il y a entre certains actes inconscients (la plupart des automatismes), et les actes intentionnels une différence de structure qui fait penser que « la » conscience

---

1 et 2. Même éditeur.

n'est pas un éclairage projeté sur le comportement, mais l'expression d'un remaniement du comportement ? Il peut paraître étrange que ce soit le matérialisme dialectique qui sur ce point soit obligé de défendre les caractères spécifiques de la conscience, et qu'une théorie spiritualiste se trouve au bord de l'épiphénoménisme; mais cela n'a rien d'étonnant : à faire agir une âme dans tous les domaines, on méconnaît l'originalité de la conscience — et en particulier de la conscience humaine, née de la société. De même, on ne peut admettre sans réserve l'assimilation de la pensée primitive et de la pensée inconsciente : l'inconscient moderne, parce qu'il coexiste avec des conduites rationnelles, ne peut se borner à être « une survivance de la pensée primitive » ; il est à la fois plus riche et plus régressif.

La méthode habituelle de Ch. Baudouin est, on le voit, de nature classificatoire : grouper « les actions analogues en tendances, (les) tendances en complexes » (p. 111), et de là passer à des hypothèses sur l'origine des complexes, telle est à ses yeux la tâche du psychologue. On ne saurait mieux indiquer que l'origine de la notion de tendance se trouve dans la préoccupation de classer les conduites, et non dans le souci, le seul vraiment scientifique, de chercher leurs conditions. Sur ce point, Baudouin est, dans l'ensemble, fidèle à la psychanalyse qui, en dépit des apparences, se contente de classer plutôt que d'expliquer, et reste ainsi dans la ligne des psychologies de l'introspection. Si, en définitive, la notion d'inconscient psychologique ou de tendance permet de sauver l'âme — et se trouve adoptée à ce titre par les psychologues spiritualistes — la raison s'en trouve dans le fait que la psychanalyse — ou toute « psychologie des tendances » — reste tributaire de la méthode introspective et descriptive, tributaire du langage. (Ce n'est pas par hasard sans doute que Ch. Baudouin veut laisser la psychologie à la Faculté des lettres.)

Nous ne nions d'ailleurs pas que l'on puisse par une telle méthode arriver à des résultats appréciables.

Dans sa *Psychanalyse de Victor Hugo* [1], Ch. Baudouin nous donne un ensemble intéressant des services qu'elle peut rendre. Ce livre est bâti sur une formule de l'*Ame et l'Action :*

> Une tendance est une fonction à deux variables, V_x et O, V représentant le verbe (l'acte) et O l'objet... La tendance nous apparaît sous une forme où V a la valeur V^1 (hostilité) et où O a la valeur O^1 (père)... V^1 restant fixe... pourra se détourner sur le frère (V^1 O^4), sur Dieu (V^1 O^5)... (Ou bien) l'objet reste fixe et le verbe change (V^2O^1, V^3O^1), etc. (P. 106-107.)

Dans l'enfance de V. Hugo, Baudouin découvre une haine du père, qui apparaît sous les espèces de la haine de Bonaparte (*Odes*), de Napoléon III, des princes, des papes... Son amour de la mère se traduit par son panthéisme. Mais, en vertu du phénomène d'ambivalence, le père haï est aussi admiré, et le père idéal apparaît sous des traits divers — comme Dieu personnel, héros, mage, liberté, lumière... Le surmoi ainsi constitué refoule l'amour de la nature, découvre ses monstres, sa fatalité, ses ombres. Les antithèses hugoliennes sont issues de la lutte du surmoi contre la haine primitive du père et de ce qu'il représente : il en résulte une recherche de la punition, qui se trouve satisfaite lorsque la mort de sa fille, puis l'exil librement accepté viennent purifier Hugo, libérer ses tendances actives en lui faisant découvrir la révolution, la liberté.

1. Même éditeur.

Ch. Baudouin nous paraît avoir souligné un complexe réel de Hugo, et son analyse a plus de profondeur que beaucoup d'explications littéraires. Mais il est trop simple d'affirmer que le complexe œdipien puisse inspirer toute l'œuvre de Hugo. A tout le moins faudrait-il expliquer comment le père passe du pôle négatif au pôle positif. En réalité, ce renversement, qui correspond en gros à celui de ses opinions politiques, semble dépendre des influences sociales, et montre que la vie d'un homme n'est pas exclusivement déterminée par le jeu des tendances, que l'homme n'est pas une monade de complexes. C'est le problème du mécanisme de la sublimation qui se trouve posé : n'est-elle due qu'à une structure ambivalente, ou faut-il faire jouer un rôle essentiel aux facteurs externes ?

Si l'on adopte la première solution, voici comment par exemple s'expliquera le ton des *Châtiments :*

Ne regrettons pas, dit Ch. Baudouin, les excès de ces invectives, si c'est à ce prix que Hugo a pu détourner de soi la violence exagérée d'un surmoi très sévère, et le danger d'une de ces névroses de caractère masochiste où bien des âmes ont sombré (237).

Napoléon III sauvant V. Hugo en lui offrant un autre ennemi que lui-même, voilà qui est assez inattendu ! Comme il est étrange de ne voir dans « l'effort de Hugo pour racheter les misérables » qu'un moyen d'assurer « la victoire de l'amour sur les tendances narcistes ou... destructives-sadiques » ! La psychanalyse fait de l'individu le centre de tous les problèmes ; en réalité les contradictions qui sont en lui n'émanent pas seulement de lui, ou de sa vie d'enfant, mais aussi de la société dont il fait partie. Les difficultés de la vie familiale et amoureuse de Hugo, ses échecs à l'Académie et dans la vie politique — qu'il est significatif de ne pas voir évoqués dans cette psychanalyse — sont le témoignage d'un désaccord entre l'homme et la société, bientôt ressenti comme le résultat d'une contradiction sociale, que le peuple, guidé par les mages, pourra résoudre. De bonne heure, il sent la force et la sagesse du peuple (qu'on relise par exemple *Rêveries d'un passant,* datées de mai 1830). Il s'identifie sentimentalement à lui — non sans méconnaître sa valeur politique, puisqu'il voit en lui plutôt une force de la nature qu'un instrument libérateur. Vouloir expliquer cette identification par la technique psychanalytique, sans tenir compte des contacts de Hugo avec certains grands, certains prêtres, certains riches, c'est mutiler sa personnalité. La psychanalyse ne rendra les services qu'elle peut rendre qu'à partir du moment où elle saisira que l'homme dépend de sa société dans les problèmes qu'il se pose et les solutions qu'il adopte [1].

Mais pour qu'il en soit ainsi, il faudrait que le psychologue fasse la critique de ses propres opinions sociales, afin de voir dans quelle mesure elles risquent de lui cacher les faits qui lui déplaisent. Le psychanalyste comprendrait alors d'où procède son refoulement du social.

Les grands événements de l'histoire du monde, dit Jung, sont au fond d'une insignifiance profonde. Seule est essentielle, en dernière analyse, la vie subjective de l'individu [2]... Ce que l'on attend, ce sont de grands programmes politiques et économiques (précisément ce qui a toujours enlisé les peuples !) ; c'est pourquoi parler des portes cachées du rêve et du monde intérieur rend un son si grotesque [3].

Ce subjectivisme définit la maladie de cette catégorie de penseurs écrasés par l'ampleur des événements sociaux et leur impuissance de solitaires, qui ne

1. Il n'est pas jusqu'aux complexes de l'enfant qui ne dépendent de la société où il vit. C'est ce que Freud lui-même admettait (*Introduction à la psychanalyse,* p. 379), et ce que Malinowski a prouvé pour les primitifs. Une psychanalyse asociale est inconcevable.
2. L'*Homme à la découverte...,* p. 56.
3. *Id.,* p. 65.

comprennent pas qu'il faut se lier au peuple pour résoudre les problèmes de notre temps. Il se retrouve, mais exacerbé, dans l'existentialisme : car tandis que le psychanalyste garde le contact avec la science et ne rompt pas franchement, même chez Jung, avec le déterminisme, l'existentialisme, lui, consacre cette rupture pour assurer à l'individu un semblant de liberté. Si bien que l'on peut affirmer qu'il est le signe d'un approfondissement du désarroi de l'intellectuel qui n'est que cela, et le recul de l'influence de la psychanalyse sur la pensée contemporaine n'est pas en lui-même la marque d'une guérison de notre époque, loin de là. Mais elle était déjà une philosophie de crise — tant par sa méthode délibérément unilatérale, exclusive de considérations physiologiques ou sociales, que par son orientation vers le prophétisme (comme disait Freud à propos de Jung) et vers la métapsychologie.

CHRONIQUE POLITIQUE

LE CONGRÈS DE STRASBOURG ET LA VIE INTELLECTUELLE

par Georges COGNIOT

La roue a tourné, l'histoire a progressé, le rôle de la classe ouvrière et de son parti ne fait que commencer.

C'est par ces paroles que Maurice Thorez, le 28 juin, dans son discours de clôture du XI[e] congrès national du Parti communiste français, appréciait l'importance des assises qui s'achevaient à Strasbourg.

Et de fait, rarement congrès politique suscita davantage l'attention, celle des amis comme celle des adversaires. Il serait superflu d'insister sur les répercussions des délibérations et des décisions du congrès en pleine période de glissement à droite, dans une situation politique instable, caractérisée par un ensemble de mesures gouvernementales d'ordre économique et financier aussi injustes qu'inefficaces. Mais la polémique philosophique a pris elle-même une grande ampleur à l'occasion du congrès ; on se rappelle par exemple les efforts de Léon Blum pour se dégager des démonstrations aussi rigoureuses que sévères par lesquelles Maurice Thorez a établi le divorce total du leader socialiste d'avec la pensée marxiste, la méthode du rationalisme moderne et de la science. Le discours de Laurent Casanova sur les problèmes de la culture a suscité, chez les journalistes de *Combat* et d'autres feuilles, le furieux dépit du tricheur démasqué. L'ardente exhortation qu'André Marty a adressée aux communistes pour qu'ils se dévouent à la réforme démocratique de l'enseignement, aux intérêts de la science et des étudiants, a éveillé un écho qui persistera, des enthousiasmes qui seront féconds.

Maurice Thorez dénonce le « complot contre l'intelligence »

Longuement, Maurice Thorez a parlé au congrès du « complot contre l'intelligence ». Il a fixé l'attention sur la pression grandissante que la réaction exerce aussi sur le front de la bataille des idées. Il a dit :

Les oligarchies financières ne peuvent maintenir leur domination qu'en pervertissant l'esprit, qu'en le réduisant à l'impuissance par le culte de l'individualisme et par l'anarchie intellectuelle. Vichy avait excellé à ce jeu antifrançais. Tout ce qui avait été notre gloire et notre honneur fut piétiné, sali, tourné en dérision par les vils complices d'Hitler. On enseignait à la jeunesse la délectation morose de la défaite ; on lui prêchait le repentir de fautes qui n'étaient pas les siennes On s'efforçait de lui faire oublier 150 années d'histoire française. On faisait l'apologie d'un paternalisme qui prétendait nous ramener aux corporations du moyen âge. C'était le régime de l'obscurantisme. L'Eglise redevenait une institution d'Etat.

Vichy a été balayé, mais les trusts n'ont pas abandonné la partie. Ils font propager par leurs idéologues le défaitisme économique et intellectuel, la corruption morale, la désertion civique. Ils applaudissent et récompensent leurs « penseurs angoissés »

qui disent à la jeunesse que « l'homme est irrémédiablement pourri », que « la vie n'a aucun sens », qu'elle est inutile, absurde. On voudrait faire croire que les esthètes décadents et autres existentialistes représentent l'esprit français, quand ils ne sont que l'expression de la décomposition idéologique de la bourgeoisie.

En philosophie, en littérature, les forces de réaction essayent de se dresser contre le vieil optimisme conquérant et français, qui va de Descartes à Paul Langevin, et qui exalte la dignité humaine, la raison et la liberté.

Maurice Thorez a pris l'exemple du Finistère pour illustrer la campagne forcenée des puissances de réaction contre l'enseignement laïque ; il a montré le danger d'une telle situation pour l'avenir de la République et pour l'unité de la France. Et il a conclu en glorifiant le rationalisme :

Nous qui sommes les représentants authentiques de l'intérêt national, nous les héritiers légitimes de ces générations de travailleurs manuels et intellectuels qui ont fait la grandeur et la force de la France, nous, communistes, qui nous réclamons du matérialisme dialectique, nous continuons la tradition rationaliste et matérialiste des grands encyclopédistes du XVIII[e] siècle. Nous dénonçons tout ce qui viole, mutile et rabaisse l'homme. Nous défendons les idées progressives ; nous préconisons une littérature résolument optimiste, tournée vers l'avenir, exaltant l'effort, la solidarité, la marche vers une société meilleure, qui est à bâtir de nos mains et que nous bâtirons.

Aux intellectuels désorientés, égarés dans le dédale des interrogations, nous apportons des certitudes, des possibilités de développement illimitées. Nous les appelons à se détourner des faux problèmes de l'individualisme, du pessimisme, de l'esthétisme décadent et à donner un sens à leur vie en la liant à la vie des autres. Nous les appelons à puiser, dans un contact vivifiant avec les masses populaires, l'élan et la force qui permettent les œuvres durables. Nous leur offrons l'exemple des Péri, des Politzer, des Jacques Decour, des Solomon, de chacun de ces héros immortels dont Paul Eluard a dit qu'au moment du supplice

Le jour se leva pour lui.

Eluard répondait à Maurice Thorez, sur-le-champ, en composant, sur le bureau même de la présidence du congrès, un de ses plus beaux poèmes.

Et chacun des délégués qui, avant de venir à Strasbourg, avaient eu l'occasion de se préoccuper des questions intellectuelles, sentait, comme Paul Eluard, la vérité profonde et pathétique des avertissements et des exhortations de Maurice Thorez.

La défense de la pensée française

Quand, par exemple, Maurice Thorez constatait la liaison entre l'audace de la réaction française et la pression grandissante exercée sur notre pays par la réaction internationale, tous les auditeurs familiarisés avec les problèmes de l'école et de la pensée songeaient aux innombrables infiltrations du dehors qui s'opèrent présentement dans notre enseignement et notre vie intellectuelle. Laurent Casanova devait y insister à son tour.

Il n'est que trop vrai qu'à l'heure actuelle, des puissances étrangères tentent un effort soigneusement organisé et soutenu par des moyens financiers considérables pour faire pénétrer leur influence dans les écoles françaises, tant publiques que privées. Elles destinent des cours de vacances au personnel enseignant de l'Europe occidentale et de la Scandinavie, en réservant une grande place à nos compatriotes ; les frais de séjour sont tellement bas que nulle part ailleurs les membres de l'enseignement ne pourraient trouver, pour leurs vacances, des conditions aussi favorables. Toutes les semaines, ces mêmes puissances organisent des expositions de propagande dans une dizaine de nos écoles du deuxième degré. Elles font projeter des films. Elles s'efforcent d'étendre leur influence même dans les collèges du travail de la C.G.T. Des livres nombreux, qui ne brillent pas par le souci de l'objectivité et de l'exactitude, répandent une admiration, très souvent imméritée, pour le système d'enseignement anglo-saxon, et il faut malheureusement constater que, jusque dans le Bulletin officiel du

ministère de l'Éducation nationale, cette propagande, déguisée sous les pieuses couleurs du rapprochement international, trouve un appui efficace.

On constate par là combien le congrès du Parti communiste a eu raison de dénoncer le complot contre l'intelligence française, élément d'une plus vaste conjuration : celle qui abolirait, si elle réussissait, l'indépendance de la nation.

De très larges milieux universitaires et intellectuels se rendent compte, de plus en plus clairement, de la gravité de ce sournois péril. On en a eu notamment la preuve au cours de la réception offerte le samedi 28 juin, dans les bâtiments de l'Université, aux membres de l'enseignement présents au congrès, par l'Union française universitaire de Strasbourg. En l'absence du recteur et du doyen de la Faculté des lettres, que les examens empêchaient d'assister comme ils l'eussent voulu à cet amical entretien, M. Frappier, professeur à la Faculté des sciences et président de la section de l'U.F.U., souhaita la bienvenue à ses hôtes, entouré par M. Max Aron, professeur à la Faculté de médecine et président de l'Union nationale des intellectuels de Strasbourg ; par M. Terroine, sous-directeur du Centre national de la recherche scientifique ; par M. Sadron, professeur à la Faculté des sciences et président de la Ligue de l'enseignement, et par de nombreuses autres personnalités; ce n'est sans doute pas par hasard qu'il insista sur les préoccupations des professeurs patriotes d'Alsace : il montra comment la faiblesse des crédits accordés à l'Université de Strasbourg — pourtant favorisée par rapport à beaucoup d'autres ! — la conduit à la ruine et risque de déprécier la France aux yeux tant de la population locale que des nations d'Europe centrale et orientale, avides pourtant de remplacer l'influence universitaire et scientifique de l'Allemagne par celle de la France.

Le porte-parole des congressistes invités par l'U.F.U. ne surprit personne en insistant sur les pressions internationales criminelles qui s'exercent déjà pour la constitution d'un Etat rhénan-danubien qui, englobant l'Alsace, constituerait, du Palatinat à l'Autriche, la monarchie catholique et réactionnaire que certains rêvent d'implanter au cœur de l'Europe.

L'opinion universitaire est manifestement sévère à Strasbourg pour la gestion du ministère de l'Education nationale, et il faut avouer qu'il paraît difficile de lui donner tort.

Au cours d'une conférence de presse organisée le 16 juin au Centre de documentation de Strasbourg. un membre du conseil de l'Université pouvait rappeler la gravité de la concurrence que Strasbourg doit soutenir avec ses rivales d'outre-Rhin. L'Université de Tubingue travaille dans des conditions plus favorables que celle de Strasbourg. A Darmstadt, qui était en ruines, l'Ecole technique supérieure est ressuscitée. A Heidelberg vient d'avoir lieu un congrès de 500 chimistes allemands. Les Américains font l'impossible pour aider ces trois établissements d'enseignement supérieur.

Strasbourg aurait à jouer un rôle d'autant plus grand que dans certaines de ses Facultés on compte un quart ou un cinquième d'étudiants étrangers. Et pourtant les laboratoires de science et de médecine sont souvent dans une situation déficiente. La Bibliothèque nationale et universitaire a beaucoup souffert : pendant la guerre, une partie de ses livres a été déposée dans les forts, d'autres ont été emportés outre-Rhin, d'autres évacués à Hochfelden, puis mis à l'abri à Barr au moment des combats. Un grand nombre de ces livres, environ 300.000, ont été ou endommagés ou détruits, notamment les deux tiers des ouvrages médicaux et une bonne partie des thèses de doctorat. La création de cinq postes de bibliothécaires, demandée lors de la libération, n'a pas eu lieu.

Une aide financière avait été promise à certains étudiants étrangers qui suivent les cours de l'Université de Strasbourg : jusqu'à présent, elle n'a pas été versée.

Dès maintenant, les professeurs de Strasbourg sont obligés de refuser, faute de matériel, les étudiants étrangers qui voudraient se former sous leur autorité.

L'appel à la lutte pour l'avenir heureux

C'était un congrès tout brillant de jeunesse, et André Marty appela la jeunesse à l'effort pour un avenir heureux. Après avoir insisté sur la préparation professionnelle, qui donne la possibilité d'acquérir un bon métier, il montra, dans l'accès à l'instruction, une des aspirations les plus profondes des adolescents des classes pauvres. Statut de l'apprentissage et projet de la C.G.T. en la matière, nécessité de former à la ville des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés, sans lesquels la France ne se relèvera pas, et de développer parallèlement les foyers ruraux et les écoles saisonnières pour la jeunesse paysanne : tels furent ses thèmes ; puis il en arriva au grand problème de la réforme démocratique de l'enseignement.

On lira son discours. Pour nous, nous voudrions ici, non le résumer ou le paraphraser, mais en souligner l'importance pour le corps enseignant.

La réforme démocratique de l'enseignement prend tout son sens si on la replace dans le cadre des efforts qui peuvent permettre le passage à une démocratie de type nouveau.

Maurice Thorez, en mainte occasion, a étudié ce problème. Les nationalisations, en particulier, sont susceptibles d'influer sur le développement non seulement économique, mais politique du pays, sur son évolution de l'égalité juridique purement formelle, caractéristique de la société telle que nous la connaissons, à des étapes nouvelles, marquant elles-mêmes la transition à une égalité vraie entre les hommes avec des possibilités identiques pour tous de développement de la personne et de culture harmonieuse.

Cette égale possibilité de développement intellectuel n'a pas existé jusqu'ici. Les portes de l'école secondaire et de l'Université sont encore, en règle générale, fermées aux fils et aux filles des simples gens du peuple; ce n'est pas, sauf exception, la capacité d'un enfant qui décide de la longueur et du développement de ses études, c'est la situation de fortune de ses parents.

Pour la réforme démocratique de l'enseignement

L'inégalité des enfants devant l'instruction contribue à nous rappeler qu'il nous reste toujours à accomplir le long et difficile passage de la démocratie formelle à la démocratie sociale, à la véritable démocratie de la majorité du peuple. Et s'il est vrai que la lutte contre les trusts, contre la structure oligarchique de la société est le fondement même de toute action pour le progrès des lumières et pour la réforme intellectuelle, nous savons aussi qu'à leur tour les efforts tentés pour hâter ce progrès des lumières et des conditions morales de civilisation peuvent réagir sur le progrès des conditions économiques et sociales, sur l'évolution des rapports matériels entre les classes. C'est pourquoi le congrès a attribué toute sa valeur à la lutte pour l'âme de la jeunesse et du peuple, pour l'élimination des éléments réactionnaires de la tradition et de la vie spirituelles, pour la réorganisation de l'enseignement et la reconnaissance des droits de l'enfance populaire.

Un discours comme celui d'André Marty proclame bien haut qu'il est utile et nécessaire de se battre pour mettre un terme à la structure dualiste de notre école, à la séparation qui existe entre la formation des grandes masses du peuple et celle des enfants des couches privilégiées. Le congrès a appelé à l'effort pour démocratiser l'enseignement.

Il s'agit de réformer, avec l'enseignement, la conception même du rôle de la culture. La prétendue supériorité de culture des fausses élites a toujours servi à protéger le privilège social ; elle tenait lieu de *barrière* et de *niveau* (Goblot) : barrière contre les hommes du peuple, niveau dont l'accès était jalousement gardé. Ceux qui avaient pu se donner une culture plus ou moins sérieuse parce qu'ils étaient riches passaient pour avoir, au contraire, mérité leur

richesse par leur culture, et cette mystification convenait merveilleusement à leurs intérêts.

Laurent Casanova contre la culture, article de luxe

Malgré l'heureuse démocratisation des mœurs de notre peuple, si on le compare à d'autres, malgré les conquêtes indéniables de l'esprit républicain dans ce pays, l'éducation ainsi comprise avait gardé beaucoup de son autorité usurpée, et cela jusqu'à la dernière guerre. On révérait l'homme des trusts parce qu'il avait à la fois des airs cultivés et le diplôme d'une grande école. Mais la guerre est venue. La guerre a mis en lumière la trahison des fausses élites, la faillite de l'ancienne culture. De même que la France d'après guerre — Laurent Casanova l'a montré dans un exposé d'une rare profondeur — ne peut plus admettre que l'art et la littérature soient traités comme des articles de luxe, comme des expressions de la nature aristocratique de certains individus, de même la culture ne peut plus être, aux mains de quelques-uns, un moyen de rehausser et de défendre le rang privilégié qu'ils occupent dans la société ; la culture doit devenir le bien de tout le peuple, et la plus haute culture un droit pour tous les jeunes gens d'élite, indépendamment de leur origine sociale et de leur situation financière. Le congrès inscrit sur son drapeau un droit égal à la culture pour tous les enfants et tous les jeunes gens de capacité égale, sans distinction de fortune.

Ainsi, les mêmes forces de la société, qui sont en lutte sur le terrain économique et politique, s'affrontent avec non moins d'âpreté sur le terrain de l'école.

Il s'agit de savoir si les types rétrogrades d'organisation scolaire et les vieux préjugés sur la culture, utiles les uns et les autres aux fausses élites pour se maintenir en place, subsisteront malgré la faillite évidente de ces élites, de leur morale et de leur conception du monde, au cours de la grande épreuve que fut la guerre contre le fascisme pour l'indépendance nationale. La démocratie restera-t-elle, en matière d'enseignement comme en d'autres domaines, une idée spécieuse ou, au contraire, quelque chose sera-t-il changé ici et ailleurs ?

Appui au projet de la commission Langevin !

Après la Libération, on a annoncé ce changement, et la direction de l'œuvre de transformation de l'enseignement, de rénovation nationale et démocratique de l'école a été confiée successivement à deux communistes : Paul Langevin, Henri Wallon. C'est l'honneur du Parti communiste, qui avait dès 1943 présenté aux groupements de résistance l'*Esquisse d'une politique française de l'enseignement,* que ses militants aient été appelés aux plus hautes responsabilités dans le sein de la commission instituée pour la réforme de l'enseignement.

Dans ce domaine aussi, quand on cherche des réalisateurs, des bâtisseurs, des hommes de gouvernement, on trouve surtout des communistes !

La réforme de l'enseignement, dont les commissaires ont achevé la préparation, dont ils viennent de remettre le projet au ministre, ils l'ont conçue comme un moyen d'avancer réellement sur les voies de la démocratie nouvelle. A son tour, le congrès de Strasbourg a entendu appeler les instituteurs de France et tous les membres de l'enseignement à donner le plein de leur effort dans le grand combat qui commence. Et on peut être certain que les maîtres d'école — eux qui furent à la fin du siècle dernier au premier rang des fondateurs, des soldats de la République — se conduiront aujourd'hui en artisans et en champions de la démocratie nouvelle, fidèles à leur passé d'efforts et de lutte, liés à leur peuple, enthousiasmés par leur mission, conscients d'occuper un des secteurs principaux dans la bataille contre la réaction.

Quel est l'objectif ? C'est ce qu'on appelle l'école unique. Il y a presque trente ans que, dans certains milieux, dans certains partis, on prononce des discours et on vote des résolutions de congrès en faveur de l'école unique. Mais

de 1919 à 1939, les partis au gouvernement ont été incapables d'aller au-delà des phrases et des résolutions. L'école est restée, après comme avant 1918, une institution à double face, un instrument employé pour scinder la jeune génération en deux groupes, avec une différence radicale dans la durée, le contenu, la nature des études selon que l'enfant appartenait à l'un ou à l'autre des deux grands groupes de la société.

L'enseignement a contribué, après comme avant, à reproduire et à perpétuer les antagonismes sociaux au lieu de travailler à l'unité politique et morale de la société et de favoriser la marche à la démocratie.

Au contraire, la réforme scolaire pour laquelle les hommes de progrès combattent réagira dialectiquement, dans une certaine mesure, sur l'économie elle-même et les rapports des classes. L'école nouvelle, née des besoins d'un monde qui commence, au milieu des luttes et des difficultés, à se transformer, peut devenir à son tour force efficace de l'évolution sociale.

L'école publique que l'opinion démocratique revendique sera la même pour tous les enfants ; elle sera commune à tous, riches et pauvres, de l'âge de six ans à l'âge de quinze ans, bien qu'à partir de onze ans l'enseignement commence à être différencié — mais différencié selon *les aptitudes* de chaque enfant.

Grâce à la communauté d'enseignement, l'école garantira l'unité et la solidarité de la nation. Deuxième avantage pour la collectivité : tous les enfants ayant approximativement les mêmes chances au départ, il ne restera plus de talent en sommeil ; le gaspillage des ressources humaines cesse. On rend possible une sélection objective et sérieuse des mieux doués pour leur faire suivre des études plus poussées ; on permet une orientation méthodique des aptitudes, dans quelque couche sociale qu'elles se manifestent. En modifiant la composition de la population scolaire aux degrés supérieurs de l'enseignement, on modifie, par voie de conséquence, le recrutement des professions dites supérieures.

L'ancienne école secondaire, qui commence dès l'âge de onze ans pour un petit nombre d'enfants privilégiés, et pour eux seuls, disparaîtra sous sa forme traditionnelle. Mais la nouvelle école consacrée aux études surtout théoriques pour adolescents de quinze à dix-huit ans, ne recevra plus que des jeunes gens particulièrement doués pour l'activité intellectuelle. D'où la certitude d'atteindre un niveau beaucoup plus haut que celui de l'ancienne école secondaire avec son recrutement sans homogénéité qualitative.

Du coup, le recrutement de l'Université s'améliore : on y accédera aussi par l'enseignement professionnel et technique, réforme dont les premiers jalons ont été posés par la création toute récente du baccalauréat de l'enseignement technique sur l'initiative du directeur éclairé qu'est Le Rolland.

L'enseignement professionnel, selon les réformateurs, n'est plus une préparation étroite au métier : il dispense une culture générale substantielle, qui affirme la dignité de cette forme d'éducation. La préparation au travail productif s'associe à cette culture orientée vers la vie sociale. La formation professionnelle, dès lors qu'elle est comprise comme une préparation de l'adolescent à coopérer à l'œuvre sociale, est, au même titre que tout autre secteur de l'instruction publique, dépositaire et créatrice de valeurs de civilisation.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les réformes qu'on propose d'apporter à la structure de l'enseignement.

Réhabiliter l'éducation !

Mais pour que l'école joue son rôle dans la lutte pour la démocratie nouvelle, il faut aussi modifier profondément le contenu de l'enseignement.

L'école, disait Paul Langevin, fait faire à l'élève l'apprentissage de la vie sociale et singulièrement de la vie démocratique

En d'autres termes. l'enseignement public, qui est laïque, c'est-à-dire neutre

entre les doctrines religieuses ou philosophiques, ne saurait être neutre en politique. Paul Bert en était déjà persuadé.

L'école n'est pas muette sur les grands problèmes du choix entre la démocratie et le fascisme (ou le pouvoir personnel). L'école ne se borne pas à *instruire,* comme Vichy l'en accusait pour mieux la diminuer et la discréditer. L'école donne, avec l'instruction, *l'éducation.* Il est remarquable qu'aujourd'hui, ce soit le syndicat général de l'éducation nationale, affilié à la Confédération française des travailleurs chrétiens, qui prétende que l'école doit donner seulement l'instruction et que la laïcité comporte la neutralité politique. On comprend qu'il s'agit pour ces bons apôtres de laisser l'éducation à l'Eglise ! En réalité, l'enseignement est chargé de la noble mission de concourir à rendre impossible tout retour au fascisme, au pouvoir personnel et de contribuer à assurer l'indépendance nationale. Il cultive méthodiquement l'esprit civique, l'amour de la liberté et de l'indépendance nationale, l'énergie, le sens de la responsabilité de l'homme dans la société et de l'enracinement dans la vie du peuple, la haine des guerres de conquête et d'oppression, la haine du racisme. Il forme la personne humaine en sorte qu'elle humanise la vie sociale. De là découle la nécessité de contacts vivants entre l'école et son milieu, en particulier le besoin d'une collaboration avec les syndicats ouvriers, surtout pour la section pratique de l'enseignement.

L'école s'ouvre sur la vie sociale, largement et non par la petite porte : par exemple, des comités de parents d'élèves formés en dehors des syndicats et des masses, comme certains ont tenté de les mettre sur pied dans la Seine, ne sont très certainement qu'une caricature des institutions désirables.

Pour une formation rationaliste

Persuadé, selon la remarque de Paul Bert, qu'il existe une relation naturelle entre la méconnaissance des lois dans la nature physique et leur méconnaissance dans le domaine de la vie sociale, autrement dit que la soumission à l'irrationnel et la résignation au pouvoir arbitraire vont de pair, l'enseignement vise à donner une explication scientifique de tous les faits, qu'ils soient de nature physico-chimique ou de nature économico-sociale.

L'enseignement accorde la première place au développement de l'intelligence, à l'effort proprement intellectuel, qui sont l'essence de la vraie culture scientifique de l'homme moderne, ainsi que le rappelait en mai dernier l'important congrès des humanités scientifiques réuni sous la présidence de F. Joliot-Curie.

Seulement ensuite viennent la formation morale, l'éducation esthétique, enfin la culture physique, jointe elle-même à la pratique des travaux manuels dont la valeur est irremplaçable non seulement du point de vue du développement des qualités d'adresse, de soin, de goût ou du point de vue des connaissances technologiques et de l'histoire de la civilisation, mais encore et surtout en tant qu'ils donnent à l'enfant et à l'adolescent la compréhension du travail socialement utile.

André Marty a appelé au renouvellement des méthodes. Il s'agit d'obtenir des hommes qu'ils sachent se décider lucidement, s'orienter par la force du jugement, en personnes pensantes et responsables. On les formera par les méthodes d'observation comparative, de contrôle expérimental et de raisonnement causal.

Les citoyens doivent être exercés à faire preuve d'esprit critique, à penser scientifiquement. L'esprit de la science doit pénétrer l'enseignement, des connaissances positives bien contrôlées et authentiques doivent donner la compréhension des lois auxquelles obéit le développement de la nature et de la société.

Le maître, par conséquent, ne s'efface pas, contrairement à ce que recommande la pédagogie dilettante et nihiliste actuellement en honneur jusque dans des cercles ministériels amis de la démagogie, qui méritent d'être condamnés avec autant d'énergie que les fauteurs de l'anarchie intellectuelle et de l'esthétisme décadent, justement fustigés par Laurent Casanova.

En grand nombre, directeurs d'écoles normales, professeurs, inspecteurs, se confiant à cette tendance officielle, ne donnent plus de formation théorique et laissent les jeunes maîtres faire, comme on dit, leur apprentissage sur le tas.

Ce système peut conduire aux pires résultats.

Nous disons nettement : il faut que le maître enseigne et que l'élève apprenne.

Nous soutenons la nécessité d'un enseignement scientifique et rationnel, et non pas idéaliste et fantaisiste.

Afin de donner à l'adulte lui-même les connaissances sérieuses dont il a besoin, un très ample et très profond effort est tenté par *l'Encyclopédie de la Renaissance française*, dont les premiers fascicules vont paraître à bref délai sous la direction de Marcel Prenant.

Pour que l'école vive

Pour remplir toutes ces tâches, il est nécessaire de relever considérablement la dotation budgétaire et en particulier la condition économique du personnel enseignant. Le statut des fonctionnaires, le reclassement doivent devenir des réalités. On ne peut tolérer qu'au lieu des 27 milliards nécessaires pour satisfaire très modestement aux besoins des fonctionnaires, le gouvernement n'accorde que 15 milliards — dont 6 sont au surplus destinés aux suppléments de soldes d'un corps d'officiers pléthorique et de généraux cagoulards.

Le congrès de Strasbourg a appelé les communistes sur la brèche pour la défense du corps enseignant.

Il s'est placé à la pointe du combat pour la revalorisation de la fonction publique.

Premier degré de l'enseignement : ce sont les communistes qu'on trouve en tête de la lutte pour l'amélioration du recrutement et pour le relèvement de la situation des élèves maîtres. L'an dernier, il y avait, dans la plupart des départements, moins de candidats au concours d'entrée dans les écoles normales que d'élèves à recevoir. Aucune situation ne saurait être plus alarmante : en dévalorisant la fonction d'instituteur, on en tarit le recrutement, on laisse le champ libre à l'enseignement confessionnel. Les communistes ont toujours protesté avec la dernière énergie contre cette politique de catastrophe qu'aucune phrase démagogique des hommes en place ne saurait faire oublier. Surtout quand les crédits refusés pour l'école laïque sont consentis sans difficulté, par dizaines de millions, pour les rassemblements internationaux des organisations les plus réactionnaires de boys-scouts !

Deuxième degré : ce sont les communistes qui agissent pour le paiement des heures supplémentaires, contre le relèvement du maximum de service.

Troisième degré : le combat qui a été livré pour les crédits de fonctionnement des Universités et contre l'augmentation des droits universitaires, en plein accord avec le corps savant et avec l'Union nationale des étudiants, est dans toutes les mémoires.

Recherche scientifique : c'est grâce à Maurice Thorez que la coordination entre les différents ministères intéressés a été mise à l'ordre du jour.

Les communistes s'affirment comme les champions des droits de l'intelligence.

Ils veulent continuer, selon la grande tradition française, à répandre dans le peuple le respect de l'enseignement et de la culture.

Peuple et corps enseignant

Simultanément, parce que ce contact est la condition du relèvement matériel, ils appellent le corps enseignant et en particulier les instituteurs à se mêler aux masses des travailleurs et à puiser leur force dans le torrent inépuisable des énergies populaires.

A cet égard, on note une sensible amélioration par rapport à l'avant-guerre.

Avant 1939, les instituteurs soumis à l'influence des milieux vichyssois, des André Delmas et des Emery, se désintéressaient des œuvres scolaires et périscolaires. Ils proclamaient : « La classe, rien que la classe. » Ils recommandaient au corps enseignant un repliement prétentieux sur lui-même, la rupture avec les masses populaires.

Cette situation a changé du fait de la lutte contre l'envahisseur : un nombre très élevé d'instituteurs et de professeurs ont été francs-tireurs, ont eu l'expérience vivante du contact avec les masses.

Depuis, surtout chez les jeunes, on constate un retour à l'activité au sein du peuple. Les quatre cinquièmes des centres de formation prémilitaire qui existaient avaient été formés par des instituteurs. Les instituteurs se dévouent aux foyers ruraux ; ils jouent un grand rôle auprès des municipalités, dans les patronages, dans les grouupements d'enfants (*Vaillants*).

L'adversaire, cependant, n'a pas désarmé. Il développe des théories néo-munichoises. Sa thèse, c'est qu'il faut trouver dans l'enseignement même, et dans l'enseignement seul, une nouvelle mystique pour les instituteurs ; il faut élaborer à l'intérieur de la profession un corps de doctrine laïque ; en somme, l'éducation des éducateurs sera l'œuvre des éducateurs eux-mêmes !

Tel est le nouvel effort tenté pour renfermer le mouvement dans sa coquille et séparer à nouveau le personnel enseignant de son peuple.

Les instituteurs liés au peuple répondent que la « mystique laïque » n'existe pas : c'est l'esprit rationnel, la conception scientifique du monde qui sont une réalité, et c'est dans le peuple, dans le mouvement des masses (Laurent Casanova) que se forment ces valeurs des temps modernes, cette conception rationaliste et scientifique du développement du monde et de la société.

Comme Marx l'a déclaré, « l'éducateur a besoin lui-même d'être éduqué ». (*IIIe Thèse sur Feuerbach,* 1845).

L'école et la vie sont indissolubles : en toute autre situation l'école dépérit.

Le personnel enseignant, l'éducation elle-même et le monde du travail doivent prendre conscience de leur solidarité : aussi bien toute l'histoire de l'enseignement et de la politique scolaire la leur enseigne-t-elle.

Dans quelques mois sera célébré le centenaire des événements de 1848. Leur histoire enseigne que les triomphes et les débâcles de l'instruction publique n'ont pas leur cause dans la sphère propre de l'instruction publique ni dans l'univers de la pensée en général, mais dans le monde matériel des événements sociaux. Les projets progressifs de réforme de l'enseignement ont failli l'emporter de février à juin 1848, quand le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique montaient. Après l'écrasement de la classe ouvrière en juin, le ministre réformateur Hippolyte Carnot a été chassé, et la défaite accablante de l'émancipation des esprits, défaite enregistrée dans la loi Falloux, s'est produite comme une conséquence inéluctable de la défaite de la classe émancipatrice de la société, la classe la plus avancée, celle des prolétaires.

La cause de l'enseignement et des lumières, de la science et de la culture est solidaire des forces d'avant-garde de la société ; elle avance avec ces forces, elle recule avec elles.

Le mouvement pédagogique est lié au mouvement politique et on ne peut faire de progrès dans le domaine de l'éducation sans s'appuyer sur les éléments progressifs du milieu social.

Marx et Engels avaient dit vrai en 1847, dans le *Manifeste communiste,* en proclamant :

> Ce n'est pas une invention des communistes que cette action exercée par la société sur l'éducation.

La culture et l'humanisme ne triomphent que sous le signe du socialisme ; le personnel enseignant n'est à sa place qu'aux côtés du prolétariat, qui a pour mission, en alliance avec tous les travailleurs, de donner forme humaine au

milieu de l'homme, de transformer la société de façon à permettre à chacun une vie vraiment humaine. L'ami de Marx, Henri Heine, disait :

C'est un avantage incalculable pour le socialisme qu'il ait pour lui tous les grands esprits.

Il a pour lui tous les esprits justes, tous ceux que préoccupe l'avenir, tous ceux qui ont confiance dans l'humanité, et c'est pourquoi il gagne et il gagnera de plus en plus tous les éducateurs, ces faiseurs d'humanité. Le congrès de Strasbourg a puissamment servi la cause de ce rapprochement.

☆

Le beau discours de Laurent Casanova dont il est question plus haut a paru en une brochure, sous le titre : le Communisme, la Pensée et l'Art (*Editions du Parti communiste français, 44, rue Le Peletier, Paris-IX*e). *Nous en détachons quelques brefs passages caractéristiques sur le rôle des intellectuels dans la vie politique et leur véritable place dans la lutte pour la Renaissance française.*

... Dans les temps d'équilibre relatif, l'homme de pensée ou d'art peut se laisser convaincre que la recherche abstraite, le débat métaphysique, l'expérimentation personnelle ou l'invention technique sont les moyens décisifs de l'enrichissement culturel.

Mais quand le peuple s'ébranle, il n'est plus possible de s'y tromper, à la condition toutefois d'avoir l'esprit libre de routine.

Quand les peuples s'ébranlent, *l'origine des valeurs culturelles et les raisons de leurs progrès affleurent à proprement parler et de façon immédiatement perceptible du mouvement même des masses.*

Nous disons bien: l'origine des valeurs et la source de leurs progrès, car tout n'est pas fini bien sûr avec les mouvements élémentaires des masses.

Il reste encore à donner leur forme à ces valeurs, à les rendre plus claires...

Et les masses engagées dans le combat quotidien ont alors le droit de se tourner vers les hommes de la pensée et de l'art engagés avec elle ou qui suivent avec sympathie leur effort, pour leur dire :

Qu'allez-vous faire de cette matière neuve que nous offrons?

Il dépend aussi de vous que soient portées plus loin les raisons nouvelles que nous avançons.

Car c'est des hommes de la pensée et de l'art, des spécialistes eux-mêmes, que va dépendre en cet instant l'effort de rénovation possible des valeurs culturelles.

Ceci pour constater que les intellectuels qui viennent à la classe ouvrière avec mauvaise conscience, comme s'ils avaient honte d'être des intellectuels, ont tort.

... La classe ouvrière a besoin d'eux en tant que tels.

Or, il en est qui s'acharnent à répudier leur qualité, au lieu de la faire servir au combat général. Ils se jettent à corps perdu dans l'action militante et ne font plus rien d'autre. La mutilation qu'ils s'imposent est volontaire. Elle n'est jamais le fait du Parti, mais ils donnent à l'entendre par leur attitude.

La mutilation qu'ils s'imposent est réelle. Sans doute faut-il y voir la raison profonde de ce dogmatisme méprisant qu'ils affectent en réaction contre ce qui leur paraît être, chez les autres, préoccupations subalternes d'intellectuels hésitants; la raison profonde aussi de cette désinvolture avec laquelle ils traitent par la polémique les scrupules attardés ou les préjugés tenaces d'autres intellectuels.

Ils donnent l'impression de substituer l'esprit de dogme à l'esprit de principe, les procédés de la polémique aux méthodes de la libre recherche.

Et ils sont trop souvent absents de la bataille d'idées elle-même. Ils désertent de la sorte un secteur qu'ils peuvent seuls tenir sur le front de combat, ils privent la classe ouvrière d'armes qu'ils peuvent seuls lui donner. En fait, ils se détournent de leur fonction sociale...

... La classe ouvrière et son Parti, plutôt que de redouter quoi que ce soit du libre effort de la pensée, y aspirent au contraire comme la vie aspire à la lumière.

CHRONIQUES LITTÉRAIRES

I

LA LITTÉRATURE EXPRESSION DE LA SOCIÉTÉ

par Jean LARNAC

BIBLIOGRAPHIE. — Jean CASSOU : *Réflexions sur le commerce des hommes,* éd. du Sagittaire, 1947 ; Jacques de LACRETELLE : *le Pour et le contre,* éd. du Milieu du monde, Genève, 1946, deux vol. ; Charles PLISNIER : *Mères,* tome I, *Mes bien-aimés,* éd. Corrêa, 1946 ; Charles DU BOS : *le Dialogue avec André Gide,* éd. Corrêa, 1947; Louis MARLIO, de l'Institut : *Lionel,* éd. Flammarion, 1946; Roger GARAUDY : *le Huitième jour de la création,* éd. Hier et Aujourd'hui, 1947.

Contrairement à certains de nos écrivains les plus en vue, Jean Cassou ne considère pas la littérature comme un simple métier fondé sur l'étude des recettes les plus rares et la découverte de secrets intransmissibles. Le poème, la page ne constituent pas pour lui une fin en soi, mais une attitude devant la vie, un engagement, une promesse d'agir, le début de l'action.

Aussi certains critiques se sont-ils trouvés quelque peu désorientés devant ses *Réflexions sur le commerce des hommes.* Comment ! le poète qui, sans papier, sans plumes, composa en cellule ses plus beaux sonnets, l'humaniste travaillant, avec les animateurs de ce qu'on pourrait nommer la gauche littéraire, à nous libérer de toutes servitudes serait une sorte d'Alceste aspirant à « fuir dans un désert l'approche des humains » ? Valère, qui lui sert de truchement, se plaint que les hommes le harcèlent de leurs sollicitations : l'un veut obtenir un poste de gouverneur, l'autre espère accéder au grade de général, un troisième voudrait faire jouer une pièce ou éditer des poèmes... A lire ce petit volume, il semble qu'il n'y ait, dans la gent humaine, qu'opportunistes, arrivistes, ambitieux prêts à toutes les bassesses. Commissaire de la République lors de la Libération, Jean Cassou dut éconduire de nombreux mendiants à rosette, il vit plus d'un collaborateur devenu résistant s'étonner de n'être accueilli qu'avec défiance par les vrais artisans de la victoire. « Eh ! ce n'est pas lui qui a changé ; c'est le monde », explique l'ouvrier de la dernière heure à qui refuse de le comprendre.

Il sue à vous expliquer un jour le service que son emploi, sa maison, sa carrière, son talent peuvent rendre à la cause blanche, le lendemain à la cause bleue. Mais l'intérêt suprême est que son emploi, sa maison, sa carrière, son talent soient prospères. (P. 59.)

Oui, que de gens du bel air n'ont d'autre conception de la vie ! De cénacle en cénacle, d'antichambre en antichambre, ils promènent leur satisfaction béate et leurs petites ambitions, jugent les grands événements selon qu'ils peuvent favoriser ou ralentir leur carrière, n'ont point d'amis mais des appuis utiles. Inaccessibles à la peine des hommes, étrangers à la bataille pour la justice et la vérité, ils se contentent d'accumuler rubans, témoignages de satisfaction et titres de rente. Même parmi ceux qui applaudissent aux satires de Flaubert et de Niet-

zsche contre le philistin, trop de jeunes gens se laissent encore prendre à cet idéal. En sa jeunesse, Valère médita, lui aussi, de concentrer sur sa personne l'attention du monde et d'en accaparer les bienfaits. Maintenant, écœuré par les vanités, il ne rêve que d'échapper à l'admiration intéressée que lui montrent des gens parfaitement indifférents à son sort :

Je n'étais pas au monde ; je voulais être au monde, naître au monde, entrer dans le monde. Ce temps est venu et, aujourd'hui, je ne rêve plus que de m'effacer et de disparaître. (P. 62.)

Je voudrais rejoindre l'ombre chétive que j'étais. (*Ibid.*)

Au milieu des fastes de la dignité impériale, Marc-Aurèle sentit parfois le désir d'abdiquer pour s'adonner à l'étude et au culte de la vertu. Jamais cependant il n'abandonna ce qu'il considérait comme son devoir social. Jean-Jacques Rousseau lui-même ne déserta pas, quoi qu'en aient dit ses nombreux détracteurs. Tant qu'il put se croire utile, tant qu'il n'eut pas exposé à ses contemporains ses idées les plus hardies, il tint la plume, malgré la peine qu'il eut toujours à s'exprimer selon sa musique intérieure. Il attendit d'avoir flétri la propriété, cause de tous maux, édifié une pédagogie nouvelle, mis la vertu à la mode, fait aimer le juste et le vrai pour se replier sur lui-même et se livrer à la rumination des souvenirs ou à une rêverie sans objet.

Les hommes les plus dévoués connaissent le besoin de se reprendre. Après l'étape vient la pause nécessitée par la fatigue ; après la dispersion, le désir de concentration préparatoire à de nouveaux travaux. Le danger commence quand le repos se prolonge, quand les poisons facteurs de lassitude ne se dissolvent pas dans le silence et la paix, quand l'homme fait pour agir, pour aimer, pour discuter, imaginer, oser, se détourne de ses semblables, médite de « fuir, là-bas fuir » vers les édens où aucune présence ne lui imposera le moindre devoir. Les solitaires reclus dans les couvents, l'ours de Mme d'Epinay, Alfred de Vigny, Amiel, Alain Gerbault : combien d'êtres trop sensibles se sont laissé gagner par le goût de l'évasion ! Valère lui aussi en a subi l'attrait :

Valère a un vice : la solitude. C'est un vice inavouable, le vice par excellence. (P. 132.)

Comme Vigny, Valère n'imagine pas plus belle attitude que celle du loup qui « souffre et meurt sans parler ».

Peut-être notre fin suprême, celle à quoi tend notre devoir, est-elle dans un dur, total et contenu silence. (P. 128.)

Ainsi, dans ces réflexions où l'ironie se voile d'une douceur insidieuse, on décèle une lassitude profonde. Valère apparaît comme un écorché vif qui, semblable au Jean-Jacques des *Rêveries*, se détourne de son prochain afin de pouvoir continuer à l'aimer. Non seulement il s'est heurté à l'ambition sordide, mais il a senti chez quelques-uns de ses meilleurs amis une suspicion dont il souffre et qui l'empêche de penser librement. C'est que tout individu qui, répondant au vœu de Gide, cultive ce qu'il y a en lui de plus unique, se découvre fatalement hérétique vis-à-vis du groupe :

Un homme qui se permet de penser par lui-même est toujours incongru, même aux yeux de ceux qui pensent la même chose. (P. 102.)

On ne dénoncera jamais assez le goût de l'introspection, cette gangrène sociale. Sincère et probe, Valère a cru observer dans son cœur un sentiment secret :

à savoir qu'une part de lui-même échappait au social. Allons, ce sentiment, pourquoi serait-il seul à l'avoir constaté ? Il correspond à une réalité qui, sans doute, existe chez chacun. Mais lorsque les hommes se consacrent à leurs combinaisons sociales, ils n'en veulent pas tenir compte. La combinaison sociale les absorbe tout entiers, et ils prétendent l'imposer à la plénitude de l'univers. (P. 40-41.)

Ce sentiment qui émeut tant Valère, tout homme conscient et réfléchi l'a éprouvé. Mais est-il besoin de prendre l'attitude d'Hamlet — ce n'est pas, on l'imagine, celle de Jean Cassou — pour en parler ? Faut-il bâtir des tragédies cornéliennes sur le tiraillement entre l'égoïsme et l'altruisme, le goût du dévouement et celui du recueillement, l'appel social et l'appel intérieur ? Plutôt que d'attirer l'attention sur un fait bien connu, ne vaudrait-il pas mieux chercher la synthèse entre les tendances au repliement et les tendances à la communion ? Jean Cassou n'a pas voulu, ici, nous offrir des leçons. Cantonné dans le travail du moraliste qui amasse de petites remarques sur le comportement des marionnettes humaines, il s'est plu à les dépouiller de leurs parures, à ôter la jaquette du diplomate, la robe du juge, à découvrir le pau-

vre petit individu derrière le titre, la fonction, les médailles. Anatole France, dont la gloire n'avait pas émoussé la gouaille du gamin de Paris, se délectait à montrer les grands hommes en pyjama. C'est sans doute en lui-même que, pour avoir occupé de grands emplois, Cassou a étudié le personnage officiel et l'autre : le pauvre homme las qui ne fait rien ou qui dessine « des ronds et des bâtons sur son buvard ». Il lui plaît de penser que « la touche de l'inspiration » atteint le poète

lorsqu'il entend un air idiot au tournant de la rue, ou qu'il lit son journal, ou qu'il dort... A-t-il du génie dans ces moments-là, ou lorsqu'on le montre du doigt dans un salon ? Est-ce le même homme ? Et pourquoi ne se risquerait-on pas à imaginer qu'il souffre amèrement de cette division ? (P. 45.)

Cette division n'a commencé qu'à partir du moment où l'homme privé a donné naissance à l'homme public. Elle n'existait pas chez l'adolescent

négligé des femmes, malheureux en amour et en amitié, pauvre, à la recherche d'un emploi, maladroit, ridicule, gonflé de ressentiment et de songes creux. (P. 46.)

Aussi Valère souhaite-t-il parfois de se retrouver simple et nu, loin des rapaces prêts à utiliser n'importe qui pour rabattre leur gibier. Il y aurait cependant une autre solution, que Cassou n'ignore pas et dont Valère pourrait faire son profit : abandonner cette faune à elle-même, la laisser périr d'inanition en constituant une société où les notions de pauvre et de riche aient un sens profond, où le porion provoquerait l'admiration au même titre que le poète. Ne vaut-il pas mieux permettre à l'individu de travailler au mieux général, plutôt que de l'obliger à s'effacer devant le pire ?

Nouveau La Bruyère, Jean Cassou se défend contre les « clefs » dont on pourrait user pour forcer les retraites de Valère, de Lazare, de Cléante, d'Oronte, de Tristan, de Théophile... Ses remarques, nous assure-t-il, ont une valeur générale. Valère est lui et n'est pas lui :

Aussi bien ne veux-je désigner personne. Mais tous. Il s'agit du drame de l'un en face de tous... Et je veux espérer que cet un, c'est aussi bien vous que moi. (P. 75.)

Cependant, il serait difficile de ne pas voir, dans ce recueil de remarques aiguës, une confession — confession indirecte, car Jean Cassou répugne à l'épanchement : « Le présent petit livre... est la seule forme de journal intime que l'auteur ait cru bon de se permettre », lisons-nous dans la « prière d'insérer ».

♣

C'est un curieux bilan que Jacques de Lacretelle a voulu dresser dans le *Pour et le contre*. Bilan de sa génération ? Non, car ce long roman ne réserve nulle place au laboureur, à l'ajusteur, au mineur, au cordonnier, à l'épicier, rarement il y est fait allusion aux événements économiques, politiques, sociaux qui engendrèrent le bouleversement de l'Europe et du monde au XX^e^ siècle : Lacretelle ne s'intéresse qu'à sa classe et, dans cette classe, à un certain clan qui, s'étant détaché de l'Eglise traditionnelle, en a constitué une autre, très aristocratique, l'Eglise de l'art et de la littérature. Nous ne manquerons pas de documents pour faire suite à l'enquête de Proust sur la désagrégation du patriciat. Maurice Sachs, dont j'ai analysé le *Sabbat*, a peint ce qu'il y a de plus corrompu dans la jeunesse riche et désœuvrée qui se donna pour dieux André Gide et Cocteau ; prolongeant l'œuvre de Mauriac, l'auteur de *Mères*, Charles Plisnier, nous montre l'effondrement de l'armature morale et religieuse qui maintenait l'ordre dans les châteaux et les parcs ; Lacretelle enfin tente de ressusciter le temps où, autour de la N. R. F., gravitaient les Nathanaëls échappés à la tyrannie familiale pour suivre, par la porte étroite, l'auteur des *Nourritures terrestres*.

On me reprochera peut-être de présenter seulement aujourd'hui deux ouvrages dont le colophon porte le millésime de 1946 ; mais *le Pour et le contre* a peut-être mis plus de temps qu'il n'eût fallu pour venir de Suisse. Au demeurant, il est tant de périodiques spécialisés dans la chasse à l'actualité. Plutôt que d'effleurer le livre du jour que l'on oubliera demain, ne vaut-il pas mieux chercher, sur le rayon où ils ont mûri, ceux que l'historien des lettres peut considérer comme des témoignages ?

Le Pour et le contre : on connaissait déjà ce titre. Tout lettré se rappelle que Bernardin de Saint-Pierre s'en servit pour présenter un recueil de souvenirs, d'articles et d'études propres à définir sa pensée, son opinion, ses tendances. Mais n'importe qui n'est pas apte à se faire l'accusateur en même temps que l'avocat de soi-même et de ses amis. La satire de Lacretelle manque de mordant. Beaucoup plus qu'il ne s'accuse et n'accuse,

il nourrit par le souvenir sa nostalgie du passé.

Fils d'un diplomate, Olivier Lemaistre, son héros principal, ne nous découvre pas un monde aussi profondément contaminé que celui où Maurice Sachs prit le goût du vice. Il ne pénètre pas dans les « maisons » spécialisées que hantent les invertis ; son quartier général est au Fouquet, dont Guigui fait ainsi l'apologie :

Enfin, c'est bien simple, veux-tu me dire où l'on trouve à Londres un endroit comme ici où, à midi, tu peux venir t'asseoir avec la femme que tu aimes, commander ce que tu veux, donner tes paris au chasseur, où tu rigoles enfin, comme tu l'entends ? C'est ça, la vie.

Soit au Fouquet, soit au Bœuf sur le toit, soit même au Jockey où l'on nous introduit avec grand mystère, nous faisons connaissance avec des gens titrés, des viveurs, de petits intrigants acceptés pour leur bonne grâce, leur élégance vestimentaire, leur bonne humeur, tous prêts à n'importe quoi pour satisfaire leurs passions. Un Malebrèche, que l'on nous dit issu de la plus ancienne noblesse, épouse une fille afin de pouvoir hériter d'un oncle dont le testament spécifiait que son legs ne deviendrait effectif qu'au mariage de l'héritier. Olivier Lemaistre consent, pour cinquante mille francs, à vendre son nom à une jeune Américaine enceinte qu'il n'aura jamais vue que devant l'officier d'état civil. Les moralistes dénoncent la jeunesse d'aujourd'hui — une certaine jeunesse — plus occupée de trafics que de vertu ; après le traité de Versailles, la jeunesse dorée n'offrait pas plus bel exemple. Elle *inaugurait* avec respect un habit de chez o'Rossen, admirait sans réserve une cravate, mais elle se moquait de tout ce qui n'était pas son plaisir immédiat. Devenu romancier, comme son créateur auquel il ressemble par plus d'un trait, Olivier Lemaistre peint ainsi son époque :

Ce qui est neuf, ce sont toutes ces ruptures avec les mœurs d'il y a vingt ans... Ces couples qui se font et se défont dans l'espace de six mois... Cette ruée admise, presque licite, vers le plaisir... Ces femmes qui se mettent à boire et qui vont coucher en bande, le soir, sur les pelouses du Bois... En quel temps a-t-on vu ça ?... Et celle qui prétend avoir perdu ses bijoux, donnés pour sauver son amant... Et toutes ces choses de la vie sensuelle qui éclatent au grand jour... Passions entre femmes, ménages d'hommes... C'est une explosion sans exemple.

Mais il faudrait un Juvénal pour dénoncer les turpitudes d'une aristocratie sans emploi, pour suivre en ses dernières conséquences la pulvérisation des cadres moraux que le temps a vermoulus. S'il écrit avec aisance, Jacques de Lacretelle manque de maîtrise. Il cause, bavarde, conte des souvenirs, accumule les notations sans jamais nous passionner pour la grande aventure qu'est la décomposition d'une classe dirigeante.

Alors que la première partie de son ouvrage nous maintient dans les bars à la mode, la suite nous conduit dans les bureaux d'une revue qui ressemble fort à la *Nouvelle revue française* : la N.E.J. Nous la voyons se développer, s'adjoindre une maison d'éditions, agrandir ses bureaux, inaugurer un hôtel avec terrasse qui évoque celui de la rue de Beaune, procurer de grands succès à ses auteurs favoris. Le roman que l'on eût pu intituler, non sans ironie, « Grandeur et misère du jeune mondain à l'époque du franc Poincaré » se double alors d'un autre : « Servitudes et grandeur littéraires ».

Lacretelle n'a pas osé présenter sous leur nom les confrères en compagnie de qui il fit carrière : il faut une belle audace pour dire tout haut ce que l'on pense tout bas, une audace qui n'est pas de mise dans le monde. Comme l'auteur des *Hommes de bonne volonté* et pour des raisons analogues, le mémorialiste de la N. E. J. a composé avec le réel. Il lui arrive de désigner un personnage connu par son prénom ; ainsi Marcellin Berthelot. Plus souvent, il prête à ses créatures des pensées si caractérisées, un comportement si typique que l'on se dit : mais c'est de Ravel qu'il s'agit ; ce Marcenat représente à coup sûr Gaston Gallimard ; c'est Roger Martin du Gard qui se cache derrière Malouin ; ce Ravenez ne peut être qu'André Malraux ; quant à Laume, s'il ne ressemble pas toujours au Gide que disséqua minutieusement Charles Du Bos dans son *Dialogue avec André Gide*, dont on vient de nous donner une réédition... Mais, au moment où l'identité paraît certaine, le romancier introduit un trait appartenant sans conteste à un personnage différent de celui auquel on pensait : il fallait brouiller les pistes.

Des lecteurs au tempérament de limier s'amuseront à en démêler le dessin. Jeux assez vains. Ce qui m'importe, c'est la peinture du milieu N. R. F., dont on sait qu'il joua un rôle primordial dans le développement de notre littérature jusqu'en 1940. Une certaine Mme Galea, voisine

et amie d'Olivier, le définit assez bien :

Ce sont des spécialistes de l'intelligence, qui oublient que la vie est un tout et que plus l'introspection est habile, plus on doit se soucier de faire l'harmonie en soi. (Tome I, p. 171.)

Il est curieux que ce soit justement un auteur de la N. R. F. qui dénonce ainsi l'atmosphère factice du cénacle. Mais, si l'on se réfère aux réflexions de Lemaistre, on peut croire que Lacretelle ne se sentit jamais en plein accord avec la maison. A mesure qu'il s'académisa, il vit les jeunes turcs se détourner de lui ; leurs drames n'étaient pas les siens, on le poussait inexorablement vers le passé. A cause de ces dissensions, son tableau ne manque pas de valeur. Sans jamais blâmer qui que ce soit, rien qu'en laissant parler ses amateurs de littérature pure et ses chercheurs d'absolu, il nous procure une sensation d'oppression. On ne respire pas, on étouffe dans ce milieu d'esthètes que l'on pourrait comparer à un bouillon de culture où s'accroît la virulence de monstrueux microbes nourris d'esthétique, de mondanités et d'ennui. A part Ravenez, composé de Malraux et de Dabit, à part aussi Malouin-Martin du Gard, qui donc se soucie, parmi ces maniaques, des efforts de l'homme pour surmonter les fatalités économiques et politiques ? La guerre de 1914, qui pourtant coupa la jeunesse d'Olivier, ne l'a même pas marqué. Lui qui passe pour l'un des moins littérateurs de la maison, il ne s'occupe que d'observer les gens parmi lesquels il vit pour « toucher le double fond des êtres et découvrir le secret de leur sensualité ». (II, p. 118.) Il faut vraiment être intoxiqué par le poison littéraire pour s'intéresser à ce roman où Lacretelle a enclos toute son expérience intellectuelle et sentimentale. On y bavarde inlassablement, on y désire, on y aime, on y gémit de se voir délaissé, on y tient surtout l'action dans le plus parfait mépris ; cette réflexion d'Olivier sur son confrère Destoile, hypostase de Drieu La Rochelle, permet d'en juger :

Destoile, peut-être, n'a plus grand-chose à dire. Alors il se jette dans l'action. (II, p. 205.)

En tant que roman d'analyse, *le Pour et le contre* ne nous offre qu'un récit sans grande originalité des tentatives amoureuses d'Olivier qui finit, à la manière du Jallez des *Hommes de bonne volonté,* par se laisser prendre aux charmes d'une jeune fille. En tant que roman romanesque, il emprunte au feuilleton ses pires procédés et notamment son dénouement mélodramatique. Mais il demeure en tant que chronique des milieux littéraires et mondains, du traité de Versailles à la débâcle.

***

Premier tome d'une série de romans groupés par Charles Plisnier sous le titre de *Mères, Mes bien-aimés* répond mieux à ce que l'on attend d'un roman. Quelle que soit l'indifférence que l'on professe à l'égard du milieu où il nous entraîne, quelle que soit notre lassitude devant ces drames de la grande bourgeoisie bien pensante qui occupèrent François Mauriac après Paul Bourget, on ne lit pas sans émotion ce récit qui prend son unité dans le lieu où il se déroule, le château des Estivandier, et aussi dans le fait que la mort de Mme Estivandier, qui constituera le dénouement, est attendue dès la première page. Autour de la malade, présentée comme une sainte d'une admirable lucidité, grand maître de psychologie qui devine les secrets, force aux confidences, accouche les âmes, que d'intrigues se nouent ! Le mari entretient dans son usine une veuve ruinée qui médite d'entrer en maîtresse au château quand la malade aura fini son temps ; en dépit de son snobisme, la fille, Corinne, rôde dans les bois à la recherche d'un amant, de bonne famille il est vrai, Daru, mais qui invective les riches, dénonce les mensonges, soulève les masques et vit pauvrement en cultivant un talent de Léon Bloy athée ; pour s'arracher à l'amour qu'il porte à sa mère, Bernard, timide et délicat, prend en vain maîtresse au village... Avec obstination, pendant que la moribonde agonise, chacun recherche puissance et volupté.

Non seulement pour Ruth, maîtresse de Bernard, et pour Corinne, mais pour toutes les femmes, même les plus « honnêtes », sauf bien entendu Mme Estivandier — encore que, dans son délire, elle en vienne à prononcer un nom que personne, dans son entourage, n'avait auparavant entendu — la vie tourne autour du sexe. Alors que ni Bernard, ni même Daru ne sont de vrais sensuels, toutes les femmes le sont ou le deviennent, et l'on pourrait voir là une conception chrétienne : pour qui croit à la fable de la tentation d'Eve par le démon, la luxure est femme. Si Marie-Dominique, dévouée à son mari comme à son enfant et chérie de la bonne malade, voit dans l'accou-

plement conjugal un monstrueux péché auquel elle voudrait se soustraire, c'est que, pour l'avoir trop souvent choyé lorsqu'il était enfant, elle aime Bernard d'un amour qui ne s'apparente plus à l'amour maternel. Quant à Corinne, l'amazone insoucieuse de ses devoirs d'épouse et de mère, avec quelle hardiesse elle s'est emparée de l'orgueilleux Daru, qu'elle convoitait depuis longtemps, lorsqu'elle a vu s'éveiller en lui la concupiscence !

Ah ! Julien, si, ce soir d'avril, je n'avais pas senti ton regard posé sur mes jambes croisées ! Je rougis comme une jeune fille surprise et une mollesse m'emplit, que je ne connaissais pas. Ce que mon intelligence n'avait pu faire, ni mon humilité, ni mon souci de toi, mon corps le faisait, un mouvement de mon corps. Là, tu étais vulnérable : il fallait donc te frapper au ventre. Je me moquai de ma vieille candeur. Cette fois, à nous deux, Julien ! Tu étais perdu puisque tu me trouvais désirable. Je me suis levée doucement. Doucement, j'ai marché vers la porte. Et tu m'as suivie. Tu t'es étendu dans la charmille, sur le banc de pierre. J'ai touché ton sexe. « Putain ! » disais-tu. Je me suis mise nue sous ma robe. Et je t'ai pris.

Alors que Lacretelle nous présente une aristocratie intoxiquée de littérature, c'est une aristocratie hantée par le désir sexuel que nous peint Charles Plisnier. La lecture occupe peu les hôtes du château Estivandier. Ils passent leurs jours à chercher le bonheur dans l'étreinte, à rêver de délivrances par la volupté, à se torturer pour s'être prêtés à des caresses qu'ils désapprouvent mais où leur chair a trouvé plaisir. Dans les bras de sa maîtresse, Bernard

se laissait porter jusqu'au bout de sa déchéance, de sa volupté. Quitte à se punir, après, de sa faiblesse, de sa trahison ; quitte à crier dans son cœur : « Maman, purifie-moi ! » Quitte à évoquer l'image de sa mère, à l'évoquer jusqu'à ce qu'elle lui apparût avec le visage de la compréhension, de la rémission, du pardon.

Déshabillant son petit garçon pour la toilette du soir, Marie-Dominique se débat contre la pensée qu'il va lui falloir, une fois de plus, subir les caresses conjugales :

Pourquoi me débattre ? Cette prostitution, je sais que je l'accepterai. Mais au moins que je reste une épouse ! Qu'on ne se serve pas de mon corps comme d'un objet hygiénique destiné à calmer le sang, d'un instrument dont on veut tirer seulement un son, une lueur ! Qu'on ne se retire pas de mon ventre au moment du plaisir, comme d'un cloaque ! Qu'on jouisse, mais en moi ! Qu'on me féconde ! Une bête, oui, je sais trop parfois que j'en suis une : mais que je sois alors vraiment une bête, qui reçoit la semence, s'emplit d'un être, le met au monde !

Jamais, comme aujourd'hui, les choses de la chair n'avaient tenu une place aussi grande dans la littérature. La pornographie même, je l'ai souligné ailleurs, devient à la mode. Mais il ne faudrait pas croire que Charles Plisnier s'apparente à Henry Miller ou à Raymond Guérin. Il n'oublie jamais les bonnes manières du monde qu'il décrit et où il se plaît, un monde où les époux ne délaissent le vouvoiement qu'à l'instant de la plus grande intimité. S'il n'abandonne pas ses couples au moment où s'achève le premier baiser, s'il les suit dans tous leurs gestes d'amants, s'il ne laisse rien ignorer de leur comportement sexuel, il a une manière à lui de tout dire sans employer aucun mot grossier. Les femmes « ouvrent leur corps » aux hommes ou les « retiennent » dans leur ventre, les hommes « se retirent »... Mais, tout en se gardant des indécences brutales auxquelles tânt de jeunes romanciers se complaisent, il nous fait vivre dans une atmosphère malsaine, vénéneuse, semblable à celle qu'évoquèrent nos vieux maîtres d'œuvre en sculptant, sur le tympan de nos cathédrales, entre Dieu le père et le démon, des diables forniquant avec des sorcières. Je ne sais plus qui a dit que, sans la religion, la sensualité perd toute saveur. A lire Plisnier, plus encore que Mauriac, il semble que l'assertion soit vraie. Le christianisme ajoute son piment à la lubricité. Il torture de remords et donne un plus haut prix au plaisir. Providence, tentation, volupté : Plisnier excelle à jouer des symphonies sur ces touches d'ivoire jauni. Il y montre même trop de maîtrise. Il sait préparer une scène capitale en la faisant d'abord imaginer par un des acteurs pour nous la conter ensuite d'une manière très différente. Il connaît l'art de renverser les situations : l'audacieuse Corinne du début, qui comptait vivre avec Daru « la femme et le pantin », apparaît aux dernières pages comme sa chose, son esclave... Au moment où Mauriac romancier se tait, Charles Plisnier prend sa place pour peindre, dans ses châteaux et ses parcs, une classe fière de ses cas de conscience, partagée entre les appels de la chair, la soumission aux

dernières bribes des dogmes religieux et les exigences de son intérêt.

Quand se déclencha la guerre de 1939, Olivier Lemaistre, alors en tournée de conférences aux Etats-Unis, se demanda, non sans angoisse, si n'allait pas disparaître le monde du Fouquet et de la N. E. J., si n'allait pas se dévaloriser l'œuvre littéraire à laquelle il s'était consacré. Il pressentait que des formes de vie, prises par lui et ses amis pour la fleur suprême de la civilisation, seraient fossilisées par le cataclysme. Ce pressentiment, que dut concevoir Lacretelle lors de la Libération quand il achevait son livre, semblait alors devoir se réaliser : une poésie était née de la Résistance qui ne ressemblait en rien à la poésie valéryenne ou surréaliste, un roman nouveau naissait qui accordait plus de part à l'action qu'à la méditation, qui replaçait l'homme dans le groupe, le faisait participer au travail économique, politique, social. Mais qui sait maintenant si cette littérature nouvelle va s'affirmer ? Un moment engagés, la plume à la main, dans la bataille, on voit des poètes, des essayistes, des romanciers faire amende honorable et revenir vers leurs vieux dieux : l'art pur, la poésie pure, la métaphysique pure. Croyant répondre aux vœux du public, des éditeurs osent offrir une place nouvelle à des écrivains dont la renommée sombra dans le mépris durant l'occupation. Pour lutter contre une certaine mévente, des libraires n'ont rien trouvé de mieux que de remplacer dans leurs vitrines les noms nouveaux par les grands noms d'entre deux guerres...

Il y a pourtant de belles œuvres à écrire, en usant d'une technique qui ne soit pas celle de Proust, de Gide ou de Valéry, en soutenant de toute la force de nos indignations et de nos espoirs l'expérience que cinq années de luttes et de misère nous ont procurée. L'une de ces œuvres, le roman de la résurrection française, a tenté Roger Garaudy. Il ne lui a peut-être pas donné l'ampleur qu'un tel sujet exigeait.

Le titre de l'ouvrage, *le Huitième jour de la création*, annonce une véritable épopée :

« Vous comprenez ? explique un personnage. La création n'est pas finie. Le septième jour, Dieu se retourna vers son œuvre et dit : « Cela est bien. » Et le huitième jour, l'homme a pris la succession de votre Dieu satisfait. Nous sommes en train de vivre ce huitième jour de la création. (P. 144.)

De cette épopée, Roger Garaudy a écrit trois chants : « Remous parmi les hommes », « les Vaincus » et « Terre des vivants ». Les deux premiers évoquent le désarroi d'après la Libération quand des patriotes, mal préparés aux tâches civiques et seulement exaltés par l'héroïsme, se retrouvèrent aux prises avec les petits problèmes quotidiens, virent s'effondrer l'unanimité nationale, se reconstituer les partis de division, se ranimer les querelles. Bien des jeunes gens, des enfants même, enflammés par l'exemple des Guynemer et des Guy Môquet, avaient joué leur vie pour satisfaire leur rêve de dévouement et de gloire. Ainsi ce *Lionel* dont Louis Marlio, son beau-père, s'est fait l'hagiographe, non sans déformer ses opinions d'ailleurs, car la générosité sociale de l'adolescent, telle qu'elle ressort d'une de ses lettres (p. 31), ne va guère avec l'affirmation péremptoire de Louis Marlio : « Il sait que le communisme n'est qu'une caricature de démocratie. » (P. 29.) Après les « veuves abusives », il faudrait parler des pères abusifs. Mais que devinrent ces bonnes volontés lorsque ayant échappé à la mort (ce ne fut pas le cas pour Lionel Mosséri), elles se crurent sans emploi ? Beaûcoup, ne croyant voir que désordre, impuissance, provocation, sombrèrent dans le découragement, le dégoût.

La formidable levée des hommes de l'été 1944, écrit Garaudy (p. 58), qui apportait à l'armée l'esprit de l'an II, on l'effrite dans les vieilles casernes. Chaque jour, on limoge un Hoche ou un Marceau, chaque jour un petit Bara rentre chez lui le désespoir au cœur. Les journaux financiers racontent qu'on fabrique un milliard de billets par jour. Ceux qui les lisent, les maîtres d'hier, ceux de Munich et de Montoire, regardent avec le sourire monter la cote de leurs dollars, de leurs sterlings, de leurs immeubles, de leurs bijoux, de leurs entreprises. Ceux qui ne les lisent pas, et qui sont tout un peuple, ne comprennent pas qu'il suffise de travailler pour se ruiner.

Roger Garaudy avait le choix : ou développer en historien, en satirique, en rhéteur, le diptyque des « remous parmi les hommes » et des « vaincus », ou intégrer ses remarques dans une intrigue vivante. Il n'est pas sûr qu'il ait su choisir sa facture. Dans les deux premières parties de son livre, les personnages passent et disparaissent avant

qu'on ait eu le temps de faire leur connaissance; on se demande où l'aède veut en venir, on attend qu'il commence son récit. Mais l'intérêt s'éveille, puissant, avec la « Terre des vivants », qui constitue une véritable nouvelle, avec son introduction, son intrigue et sa catastrophe. Le sujet en est grandiose : la bonne volonté des travailleurs dépourvus de capitaux réussira-t-elle à remettre en marche la verrerie ouvrière d'Albi ? Parce que Garaudy a su mêler au drame collectif le drame individuel, on se passionne pour cette entreprise. L'ingénieur Paul Vérin et l'ouvrière Pauline Claverie y travaillent chacun à sa manière, l'un pour le plaisir d'accomplir une tâche en apparence impossible, l'autre parce qu'elle a foi en l'homme. Peu à peu l'enthousiasme de Pauline se communique à l'ingénieur, provoque l'amour dans un cœur las. Si bien que l'allumage du premier four prend une allure épique. A la manière des romanciers soviétiques, Roger Garaudy fait du four en construction un être vivant que l'on choie, que l'on nourrit de feu en surveillant avec des soins attentifs la montée de la température qui, trop soudaine, pourrait anéantir le labeur de tous. Et même le sacrifice consenti par Pauline à la cause commune — la main engagée dans un engrenage, elle n'arrête pas immédiatement le mécanisme de peur de faire tout sauter — on l'accepte comme un élément nécessaire du récit, tellement l'ardeur collective s'est communiquée à nous. Il y a à mon sens, dans ce troisième chant du *Huitième jour de la création*, la matière d'une grande œuvre.

II

ROMANS POLICIERS ET ROMANS POPULAIRES

par René MAUBLANC

Si l'on appelle romans populaires ceux qui s'adressent à un très large public et veulent être lus de tous, même des gens qui n'ont qu'une culture élémentaire, je pense que nous devons leur accorder une attention particulière, car ils peuvent constituer un moyen très puissant pour fausser, tromper, empoisonner l'opinion publique, par les idées qu'ils répandent, et pour altérer et corrompre le goût public, par la grossièreté et l'incorrection de leur forme. Parmi ces romans populaires, il faut encore mettre à part les romans policiers, dont l'attrait est indéniable, même sur un public cultivé.

Pour les mêmes raisons, nous devons essayer d'opposer à une littérature détestable, de forme et de fond, des œuvres correctes et saines et, si possible, de belles œuvres. A ceux qui objecteraient qu'il est impossible de faire une œuvre littérairement valable dans ces genres réputés inférieurs, il est facile de répondre en citant *les Misérables* ou *les Trois Mousquetaires* et ces premiers chefs-d'œuvre du roman policier que sont *Double assassinat dans la rue Morgue, le Scarabée d'or* et *la Lettre volée*.

Il n'est donc point déplacé, dans notre revue vouée d'ordinaire à des sujets plus austères, d'examiner, du double point de vue littéraire et social, quelques romans policiers et romans populaires récemment édités. (1)

⁂

Voici la collection « la Cagoule » qui fait paraître depuis deux ans, à raison de deux ouvrages par mois, « une sélection des meilleures œuvres des maîtres du roman policier ». Je me garderai de porter un jugement d'ensemble sur la collec-

(1) Est-il nécessaire de rappeler que Karl Marx, conscient des dangers d'un roman populaire trop habile (et d'ailleurs remarquable) a cru devoir soumettre à une critique impitoyable *les Mystères de Paris*, d'Eugène Sue ?

tion, n'ayant pas le loisir ni le goût de suivre une si abondante production. Mais les œuvres que j'ai pu lire ne m'ont point donné de bien grandes satisfactions.

Le meilleur, parce que le moins prétentieux, des trois livres de cette collection dont je puis parler en connaissance de cause, s'appelle *l'Etreinte de la peur* (1). Le titre n'est point particulièrement justifié, car le livre n'est pas terrifiant ; mais il est de lecture agréable et l'intérêt se maintient à peu près jusqu'au bout (quoique, comme dans la plupart des romans policiers, le début soit bien supérieur à la fin).

L'astuce de l'auteur consiste à présenter comme sympathiques et respectables les plus abominables fripouilles qui se révèleront plus loin comme les criminels. Mais comme les personnages présentés comme suspects sont eux-mêmes de moralité fort douteuse, on évolue constamment dans un monde pourri, pittoresque, mais peu ragoûtant. Le seul personnage honnête est le policier, mais il apparaît comme un imbécile, qui s'égare continuellement sur de fausses pistes et se laisse manœuvrer par l'assassin et ses complices. Cela du moins nous change agréablement du type traditionnel du détective génial et donne au roman un tour ironique assez plaisant.

On peut même, avec un peu de complaisance, voir dans ce livre une satire d'une certaine aristocratie internationale déclassée, d'aventuriers titrés aux moyens d'existence douteux, dont la réalité est incontestable.

⁂

La Dame d'onze heures (2) est l'histoire ténébreuse du crime d'un fou (les fous se portent beaucoup en ce moment, dans le roman comme au théâtre). Après l'assassinat mystérieux d'un jeune homme, on arrête le père de celui-ci ; un ami de la victime, fils du juge d'instruction chargé de l'affaire, entreprend de débrouiller l'énigme, à la fois pour venger la mémoire de son ami et parce qu'il est amoureux de la sœur de celui-ci. Comme tout bon héros de roman policier, il a son moyen personnel de faire naître l'éclair de génie qui lui permettra de découvrir le coupable :

Puis il plongea dans sa baignoire, et se mit à réfléchir dans ce lieu préféré de ses méditations. Nulle part, il ne pensait aussi clair que dans l'eau, où la détente du corps contribue à la précision de l'esprit (p. 36).

Il est donc naturel qu'après un certain nombre de bains il mette la main sur le dangereux monomane qui a assassiné son ami. Mais au lieu de le livrer à la justice, comme on l'attendrait, il le conduit dans la clinique d'un admirable docteur qui se fait fort, grâce à la « chirurgie microscopique », de lui enlever ses dispositions meurtrières :

La chirurgie microscopique doit permettre sur l'homme des interventions jadis inaccessibles. En retirant aux individus, selon leur hérédité cellulaire, quelques microns de matière grise, on supprimerait les risques de guerre, la jalousie, le besoin de parler pour ne rien dire, bref toutes les plaies du monde (p. 126).

D'ailleurs, le roman s'achève sur l'échec du génial chirurgien :

Car il fallait intervenir trop profondément dans les éléments essentiels de l'homme pour y détruire, après des millénaires d'atavisme, l'instinct primitif du meurtre (p. 154).

On voit assez par là la qualité de l'invention et la crédibilité de l'œuvre. Mais celle-ci ne prend tout son sens que par la qualité des personnages. Le plus sympathique d'entre eux est en effet le malheureux père, faussement accusé du meurtre de son fils et qu'un effroyable concours de circonstances empêche de révéler son innocence et oblige à garder le silence. Ce héros magnanime, d'une « générosité proverbiale » (p. 139), est un directeur de journal qui crée à son profit le trust de la presse et se force à mener une vie de forçat pour faire « le bonheur de milliers d'êtres » (p. 10). On ne s'étonnera donc pas que l'arrestation d'un homme si puissant, qui a mené d' « énergiques campagnes contre les terroristes » et dénoncé « les déprédations de la pègre étrangère » qui « a choisi notre territoire pour théâtre des crimes internationaux » (p 41), satisfasse le gouvernement — l'action se passe en 1937 — qui s'oppose à sa mise en liberté provisoire et promet « les plus hautes récompenses » au juge d'instruction s'il parvient à prouver sa culpabilité, car « l'occasion était des plus belles de se débarrasser d'un gêneur » (p. 105).

La Dame d'onze heures : un médiocre roman policier à la gloire du trust de la

(1) Joseph-Louis SANCIAUME : *l'Etreinte de la peur*. Paris, éditions La Bruyère, 1946.

(2) Pierre APESTEGUY, grand prix du roman d'aventures : *la Dame d'onze heures*. Paris, éditions La Bruyère, 1946.

presse. (On s'étonne seulement qu'il n'ait pas paru chez Hachette.)

Quant à la valeur littéraire de ce livre, on en jugera par quelques citations :

La loyauté, la générosité, la noblesse de caractère de Gérard Pescara [*le directeur de journal en question*], proverbiales, justifiées par une solide réputation de « clarté » dans sa vie publique et privée, n'étaient pas de vains mots. Non, cet être d'exception ne s'était pas, à l'exemple de tant d'autres, forgé un masque d'apparat, derrière lequel fermentait le levain d'une faute inavouable (p. 28).

Le corps des sapeurs-pompiers d'Avesnes, aidé de la population, recherchait le corps (p. 151).

Pourtant, sans qu'ils eussent encore échangé des propos essentiels, il se créait entre les deux hommes, par intuition, un impondérable qui participait à l'affaire (p. 124).

L'adolescence venue, il n'avait pu envisager sa vie d'homme autrement que comme le prolongement logique, impérissable, d'une aurore blonde hors de laquelle il n'existait plus de raison d'être pour lui (p. 36).

Lorsque, âgée de dix ans à peine, musicienne déjà étonnante, elle ouvrait les yeux admiratifs de son ami sur les merveilles de l'art, il avait enfoui sa tête dans le buisson de blé de sa chevelure, et respiré à même cette soie éparse, la senteur fauve qui lui sembla le parfum surnaturel de la musique (p. 37).

***

Le Mort du Vendredi saint (1) est incontestablement de qualité supérieure ; il n'est pas pour autant moins tendancieux.

Le livre est écrit à peu près correctement, avec un minimum de fautes de français ; il utilise, sans originalité mais avec quelque adresse, les procédés les plus éprouvés du genre ; les fausses pistes de rigueur se succèdent adroitement et jusqu'aux dernières pages l'intérêt se maintient. Mais à quoi l'auteur veut-il aboutir ? Il ne s'agit plus ici de l'apologie du grand capitaliste bienfaiteur de l'humanité contre les politiciens haineux et jaloux ; il s'agit de l'apologie de la foi religieuse — n'importe laquelle, mais de préférence la catholique — contre le « matérialisme sordide » des athées.

Voici l'histoire : à Marseille, tous les ans, de 1929 à 1934, le jour du Vendredi saint, une personnalité de la ville est assassinée de façon théâtrale et mystérieuse par un inconnu qui se présente comme le « vengeur de Dieu » ; l'enquête menée par le commissaire de police Levert finira par faire découvrir la coupable, une folle — encore ! — mais sans pouvoir empêcher le meurtre d'une sixième victime, l'évêque de Marseille lui-même, frappé en pleine cathédrale.

Il y a donc six victimes. Quatre sont présentées comme des hommes dignes de tous les respects : un premier grand rabbin, « un bien digne homme » (p. 21), un pasteur, « très aimable et charitable » (p. 23), « un homme intègre » (p. 26), un second grand rabbin, « un honnête homme » (p. 32), enfin l'évêque, « ce saint homme » (p. 90). Les deux autres sont d'abominables gredins : un journaliste d'extrême-gauche qui « a fait une campagne vraiment ignoble contre le pape, contre les évêques, contre l'Eglise et même contre les catholiques les plus marquants » (p. 27), et surtout un franc-maçon, « un sale petit crapulard » (p. 21), naturellement juif oriental et riche à millions, nommé Gorzianovitch, contre qui l'auteur s'acharne :

Il ne se mêlait pas de politique par lui-même, mais il était toujours là pour commanditer les candidats de l'extrême-gauche, les antimilitaristes, les antinationaux, les bouffeurs-de-curés ; pour payer des banquets ou les faire payer par ses comités (ce qui revenait au même), afin de fêter les anniversaires sinistres pour la France. Ce vilain petit homme chafouin qui, avec l'armée, se faisait une fortune, ne cessait de foncer (*sic*) sur ceux qui la vilipendaient (p. 18).

Rouquin, comme de juste, et satyre par-dessus le marché (p. 20 et 151) : on l'aurait parié ! D'ailleurs exemple typique d'un milieu pourri :

Pour le meurtrier de Gorzianovitch, dit Gorzi, vous savez ce qui en est des Loges. Le Rouquin, une fois mort, ne représentait pour elles plus grand-chose et même plus rien du tout. En faisant les enquêtes, on soulevait trop de vilaines choses, on remuait trop d'eau trouble. La *Loge de la Coopération pacifique* n'avait pas intérêt à ce que l'on mit le nez de trop près dans ses histoires ; bientôt le mot d'ordre fut : « *Laissez tomber !* »

On retrouve d'ailleurs plus loin un autre franc-maçon, successeur de l'assassiné, et la horde des « libres penseurs », des « tenants des Loges » (p. 72), qui s'opposent par leur lâcheté (« le petit homme blême de peur et claquant des dents », p. 73) et leur esprit de haine à la gran-

(1) Jean-Toussaint SAMAT, grand prix du roman d'aventures : *le Mort du Vendredi-saint*. Même collection.

deur d'âme et au courage de l'évêque et du rabbin.

Mais l'intrigue veut qu'on soupçonne de cette cascade d'assassinats un autre évêque, coadjuteur de l'évêque de Marseille, et sa sœur. Un lecteur attentif ne peut pas croire un instant à la valeur de ces accusations : car Mgr de Mertaumont est « une admirable figure qui semble sortir des plus rudes temps de l'Eglise » (p. 27), un « digne prélat » dont on admire la « vie ascétique » (p. 144) ; quant à sa sœur, au moment même où les charges s'accumulent contre elle, le commissaire « ne peut faire autrement que de l'admirer » (p. 123), et le juge est « subjugué en quelque sorte par la forte personnalité irradiant de la criminelle assise en face de lui » (p. 125). On s'aperçoit vite, d'ailleurs, que si le frère et la sœur ont d'abord accumulé les mensonges — les pieux mensonges — et se sont ensuite accusés eux-mêmes de meurtres qu'ils n'ont pas commis, c'est par « esprit de sacrifice et amour fraternel » (p. 132), car il n'y a rien de plus beau que de soustraire un criminel à la justice des hommes (ou de cacher des miliciens dans des couvents).

Par bonheur, l'enquête est menée par un policier qui est un bon catholique :

M. Levert fit alors une chose qui lui sera certainement comptée au jour du Jugement dernier : il s'agenouilla devant le maître-autel, joignit les mains et, inclinant la tête sur sa poitrine, il adressa à Dieu une courte, mais fervente prière.

Le commissaire central, voyant son collaborateur s'agenouiller et se mettre en prières, envoya délibérément promener tout respect humain, compréhensible peut-être chez un haut fonctionnaire de la Troisième République (*sic*), s'agenouilla à son tour et s'abîma dans une prière. Ce que voyant faire leur chef, bon nombre de policiers de tous grades et de tous rangs, qui se trouvaient là, s'agenouillèrent aussi et inclinèrent dévotement la tête sur leur poitrine (p. 96-97).

Tout cela est très édifiant, mais il reste une difficulté. Il faut bien un auteur aux meurtres du Vendredi saint, et cet auteur ne peut être que dans l'entourage immédiat du saint coadjuteur et de sa digne sœur. C'est en effet leur propre nièce. Il est vrai qu'elle est folle, mais la présence de cette folle dans une famille si respectable n'en constitue pas moins une manière de scandale.

Il faut attendre les dernières pages pour avoir la clé de l'énigme. La nièce du coadjuteur est, en effet, le fruit d'une mésalliance. Elle est la fille d'un capitaine de l'armée d'Afrique et d'une roturière, chanteuse de café-concert, dont le père et la mère, eux-mêmes acteurs de café-concert algérien, sont morts alcooliques (p. 156-157). Tout s'explique : ces meurtres abominables, dont les méchants libres penseurs accusaient le fanatisme religieux, n'a qu'une cause : « l'absinthe... »

Le roman se termine par cette petite phrase :

Dans son coin d'ombre, M. Levert se signa.

Car toute erreur judiciaire est écartée quand les policiers ont de la religion...

⁂

Au sortir de cette littérature fâcheusement commerciale et niaisement réactionnaire, c'est évidemment un réconfort que de lire l'amusante parodie du roman policier qu'a publiée André Wurmser (1). On y retrouve, pastichés avec esprit, tous les artifices du genre, dans une intrigue aux multiples rebondissements, et tous les cadavres désirables s'y succèdent de la façon la plus ingénieuse. Je recommande particulièrement les épigraphes de chaque chapitre, où se manifeste l'humour lettré de l'auteur. Le thème de l'œuvre (c'est celui dont on découvre le premier le cadavre qui est l'assassin de tous les autres) donnait à sa fantaisie l'occasion de variations inattendues.

Mais ce divertissement ne s'adresse qu'à un public choisi et restreint. Je doute qu'il puisse être goûté par ceux qui se passionnent au *Mort du Vendredi saint*. Je pense même que Wurmser aurait pu, sans lui rien faire perdre de sa qualité, le rendre plus accessible, moins ésotérique : le début et la fin, en particulier, me semblent montrer une volonté délibérée de dérouter le lecteur par des exercices de virtuosité (un peu analogues à ceux de certains films américains, comme *Citizen Kane*) auxquels, pour ma part, je me refuse à souscrire. Dans cet humour tendu et glacé, le lecteur n'a plus seulement l'impression que l'auteur le convie à se moquer avec lui des procédés usés du roman policier ; il a plutôt l'impression que l'auteur veut se payer sa tête et lui faire la leçon, et cette impression lui est assez désagréable.

(1) André WURMSER : *l'Assassin est mort le 1er*. Collection Œdipe. Paris 1946, éditions Paul Dupont.

L'assassin est mort le 1er, œuvre d'un parfait écrivain, d'un fin lettré, d'un humoriste subtil, manque un peu trop de bonne grâce et de bonne humeur pour prendre place dans la littérature populaire. Aussi bien ne peut-on en faire grief à l'auteur, car ce n'est manifestement point ce qu'il s'est proposé.

⁂

Tout au contraire, Jean-Charles Varennes a l'ambition légitime d'intéresser le plus large public à des récits qui ne fassent de concessions ni au mauvais goût ni aux propagandes réactionnaires. J'ai déjà rendu compte ici de son premier essai, *les Trois nièces de tante Agathe* (1), qui ne manquait point de qualités. Deux autres ouvrages montrent aujourd'hui les progrès de ce jeune instituteur de Montluçon, que j'ai plaisir à recommander à ses collègues lecteurs de *la Pensée*.

Les Fiancés du Creux-Chaud (2) valent moins par leur sujet, — un assez quelconque roman d'amour entre deux très jeunes gens — que par l'évocation directe et vécue de la vie dans un petit village de la Creuse. Tout le côté sentimental de l'œuvre, qui remplit sa seconde moitié, est sans doute traité honnêtement, mais ne frappe ni par son originalité ni par sa vraisemblance : le sacrifice de cette jeune fille qui, atteinte de tuberculose pendant que son fiancé fait son service militaire, préfère lui cacher qu'elle a dû se faire soigner dans un sanatorium et lui laisse croire qu'elle s'est détachée de lui pour que, si elle doit mourir, il en ait moins de regret, l'auteur n'a pas su, je crois, lui donner une authenticité suffisante ; et les conversations des deux fiancés n'échappent pas autant qu'on le voudrait à la banalité et à la fadeur.

Mais il y a heureusement autre chose dans ce livre, surtout dans les cent premières pages, où nous est contée la jeunesse de l'héroïne, fille d'un pauvre métayer, assez bien douée pour qu'après son certificat d'études sa maîtresse lui fasse passer l'examen des bourses et qu'elle entre à l'école primaire supérieure. Au moment même où elle passe brillamment le concours d'entrée à l'école normale, une scarlatine l'arrête ; puis la mort brutale de son père, par accident, et la misère qui en résulte la forcent à renoncer à ses études et à se placer comme servante dans une ferme (3). Les sentiments de la petite fille, qui retombe dans la pire condition du travail manuel le plus ingrat après avoir connu les joies de l'instruction, ceux aussi des habitants du village, leur hostilité sourde à l'égard de l'enfant intelligente qui prétendait échapper à l'ignorance et à l'abrutissement, les caractères des paysannes, du patron, du propriétaire foncier, et aussi les paysages creusois, et la vie de la ferme, tout cela est décrit simplement mais avec force et précision. Le meilleur éloge que j'en puisse faire est de dire que certaines pages évoquent cet inoubliable roman paysan, un des plus beaux livres parus à ma connaissance en ces dernières années, *les Champs de Moë*, de Léon Moussinac (4). Elles n'en ont point sans doute l'âpre poésie ni la puissance d'évocation, mais elles sont aussi bien plus accessibles et peuvent faire comprendre à un plus large public la condition misérable du prolétariat agricole.

Emouvantes aussi sont la lutte de la jeune fille contre la maladie qui la ronge, ses alternatives d'abandon et d'espoir, et sa guérison finale, grâce à l'amitié d'une de ses compagnes, qui lui rend confiance en elle-même, grâce surtout à sa volonté obstinée de retrouver son fiancé et de l'épouser. (5)

Au demeurant, un livre imparfait, un peu naïf, mais plein de fraîcheur et d'une bien sympathique sincérité.

⁂

Il y a aussi de bonnes choses dans le nouveau « roman de la bonne humeur » du même auteur : *le Secret du moine* (6). L'intention de pasticher le roman policier

(1) Aux éditions Crépin-Leblond, à Moulins. Voir *la Pensée*, n° 7, avril-mai-juin 1947, p. 152.

(2) Les Editions du Beffroi, Moulins, 1945.

(3) Il est intéressant de noter que ce drame est analogue à celui qu'évoque le conte de Georges Cogniot, *le Parapluie*, dont je parle plus loin.

(4) Paris, la Bibliothèque française, 1945. — Je profite avec joie de l'occasion de signaler ce livre, qui aurait dû faire ici depuis longtemps l'objet d'un compte rendu détaillé.

(5) Je tiens de l'auteur qu'un éditeur parisien aurait volontiers publié son roman, à condition que la fin en fût modifiée ; l'héroïne, au lieu de puiser la force de guérir dans des sentiments comme l'amour et l'amitié, aurait demandé secours à la religion et reçu de Dieu la récompense de la guérison et du bonheur. Il a préféré éditer son livre en province, ce dont on ne saurait trop le féliciter.

(6) Crépin-Leblond, éditeur, Moulins, 1947.

est ici manifeste, comme dans le livre d'André Wurmser dont j'ai parlé plus haut ; et si la parodie est ici moins subtile et moins littéraire, elle a souvent de la verve et une estimable bonne grâce.

Je ne suis pas sûr que Jean-Charles Varennes ait eu raison d'entremêler à son intrigue une histoire assez fumeuse, qu'il semble parfois prendre au sérieux, de médium capable de déplacer les objets à distance, ainsi qu'un récit moyenâgeux qui vient se juxtaposer de façon bien hasardeuse à l'aventure contemporaine. Il aurait avantage à être encore plus sévère avec lui-même et à se défier de sa facilité.

Mais il reste, dans ce livre comme dans les précédents, un observateur goguenard de sa province natale. Les personnages de sa petite ville du Centre sont campés de façon amusante, et l'idée même du roman : cette espèce de vent de folie qui agite brusquement, au passage d'un étranger énigmatique et séduisant, les fantoches réunis pour la belote quotidienne, la vieille fille sentimentale, le notaire égaré par la lecture des romans policiers et le pharmacien inventeur méconnu, est parfaitement valable.

Jean-Charles Varennes croit évidemment qu'une peinture ironique de destins médiocres et de réalités familières peut intéresser le public des romans populaires autant que l'évocation fantaisiste d'une « haute société » idéalisée : il a tout à fait raison. Je regrette seulement que sa satire reste un peu anodine. Le roman populaire, lorsqu'il dépeint la vie de ceux mêmes qui vont le lire, doit leur faire sentir ce qu'elle a de mauvais, d'injuste ou d'insupportable, comme ce qu'elle contient en puissance de beauté, de justice et de bonheur ; il peut et doit orienter leurs espoirs et leurs efforts. Je sais que c'est l'ambition de Jean-Charles Varennes ; j'espère qu'elle apparaîtra plus nettement dans ses prochains romans, que nous pouvons attendre avec sympathie et confiance.

POLÉMIQUES

I

LA VIE OUVRIÈRE SOUS LE SECOND EMPIRE

Le gros volume que M. G. Duveau a publié sous ce titre[1] est sans doute un précieux recueil de renseignements pour l'histoire des mœurs ouvrières et même de l'industrie sous le second Empire. C'est le type du volume à mettre en fiches, ce n'est pas la synthèse que nous espérions. Il pêche essentiellement par des conceptions d'ensemble qui faussent la portée de cette masse de faits accumulés par l'auteur au cours de douze années de recherches, dit une élogieuse préface de M. Edouard Dolléans. Je me bornerai à relever ici quelques-unes des idées fondamentales qui gouvernent ce livre et le rendent discutable.

☆

Le socialisme impérial. — L'introduction de la *Vie ouvrière sous le second Empire* est en réalité un chapitre préliminaire d'histoire politique. Dès la page 47, je relève une référence qui paraîtra surprenante au lecteur de 1947; elle concerne un historien nazi, Karl Bremer, qui publia en 1938 un livre sur Napoléon dont le titre est suggestif : *Der sozialistische Kaiser, l'Empereur socialiste.* En voici le thème résumé par M. G. Duveau :

Louis Bonaparte, cherchant à expulser de la scène de l'histoire la lutte des classes et le verbalisme parlementaire pour élaborer un troisième pouvoir, un nouvel Empire, où l'ouvrier, devenu soldat de l'industrie, ne serait plus un exploité, mais un camarade fier, fait aux yeux de Bremer figure de précurseur.

On s'étonne qu'un historien sérieux ait versé, même avec réticence, dans la thèse qui fait de Napoléon III un empereur socialiste. Car si le régime du second Empire peut être considéré comme une lointaine préface du national-socialisme (compte tenu des différences d'époque), d'aucune manière il ne peut être confondu avec le socialisme tout court.

Voyons, en effet, les preuves que M. Duveau apporte du socialisme impérial. Aucune trace dans l'analyse de l'*Extinction du paupérisme*[2] que l'on trouve aux p. 49 à 51, si ce n'est cette phrase bien vague : « la classe ouvrière ne possède rien, il faut la rendre propriétaire ». Aucune trace, non plus, dans les réalisations du second Empire citées par M. G. Duveau : le corps des prudhommes, la plus hardie des créations impériales, était simplement chargé d'arbitrer les différends entre patrons et ouvriers et d'assurer ainsi la « pacification sociale ». C'est tout.

M. G. Duveau n'en oppose pas moins (p. 391 par ex.) le « socialisme d'Etat dont rêve confusément l'Empereur » et l'« esprit orléaniste » de son entourage qui veut « que l'Etat fasse son métier de gendarme ». Mais cette opposition dont il n'existe pas de preuve tangible est une mystification intéressée propagée par le gouvernement impérial lui-même pour désarmer l'opposition. Le socialisme impérial est tout simplement le paternalisme inhérent aux régimes autoritaires; il n'est nullement incompatible avec le métier de gendarme auquel le second Empire s'entendait fort bien. De même que les patrons sociaux cités par M. Duveau, l'empereur protégeait les ouvriers pour les mieux surveiller. Ce n'est pas du socialisme. Au surplus, il eût

1. Georges Duveau : *la Vie ouvrière sous le second Empire*, Collection « la Suite des temps », Paris, Gallimard, 1946.

2. Brochure écrite par Louis-Napoléon en 1844, quand il était prisonnier au fort de Ham après l'échec du débarquement de Boulogne.

été étonnant que la bourgeoisie dont l'Empire était l'œuvre acceptât un régime qui fît du socialisme autrement qu'en trompe l'œil !

☆

L'artisan. — Nul ne saurait reprocher à M. Duveau ses sympathies pour l'artisan du second Empire; ce dernier est intelligent et généreux quand il n'est pas écrasé par la misère; prompt à l'action, ouvert aux idées neuves, il introduit en France l'Internationale ouvrière dès 1864. Mais n'est-il pas symptomatique aussi que le gouvernement impérial, soucieux d'apaiser l'hostilité populaire qui n'avait pas désarmé, ait cherché des complices non parmi les ouvriers de la grande industrie, mais parmi les artisans parisiens ? Cette prédilection suspecte s'explique par la supériorité contestable que M. G. Duveau prête aux artisans du second Empire.

...Ils examinent, dit-il, les problèmes que pose la grande industrie, mais d'assez loin; ils vivent un peu en marge de l'évolution capitaliste, ce qui leur permet, peut-être, de l'étudier avec une relative objectivité (p. 546).

C'est justement dans cet éloignement que réside leur faiblesse; échappant à la domination directe du grand capitalisme, l'artisan saisit mal le caractère inéluctable de la lutte des classes, car l'adversaire se dérobe; il se prend à rêver d'un impossible retour au passé et fait dévier le mouvement ouvrier vers la recherche utopique de solutions corporatives, mutuellistes, qu'il croit susceptibles de préserver son indépendance; enfin, individualiste retardataire, il ne comprend pas encore la puissance des masses.

Cependant, M. G. Duveau rend aussi hommage à l'artisan d'une culture plus soignée que celle des ouvriers de la grande industrie : Varlin, un des leaders de l'Internationale ouvrière, apprend le latin, les artisans sont nombreux aux cours du soir (p. 457); d'une manière générale

l'ouvrier qui travaille dans de petits ateliers, veille... très soigneusement sur ses enfants. Il est plus méthodique, plus précautionneux que son camarade de la grande usine et, s'il tient à ne pas être accablé par une famille trop nombreuse, c'est — nous l'avons vu — pour que ses enfants puissent justement bénéficier d'une éducation et d'une instruction solides.

Cet appétit de culture, assurément touchant, était dans l'ensemble maigrement satisfait.

M. G. Duveau prête en outre au métier lui-même de l'artisan une valeur éducative propre.

Même quand il a fréquenté l'école dans son enfance, l'ouvrier qui est au service de grandes compagnies... ne fait appel à ses connaissances que dans de rares occasions; il exerce une activité d'ordre mécanique qui engourdit son cerveau. Il n'en est pas de même pour l'ouvrier bonnetier ou passementier travaillant, soit à domicile, soit dans de petits ateliers; ce type d'ouvrier, pour organiser son existence, utilise un certain nombre de connaissances élémentaires; il doit réfléchir à la gestion de ses affaires, tenir de petits comptes (p. 437).

Je ne saurais mieux faire que transcrire, en réponse, un extrait de *Misère de la philosophie* rédigé par Marx à l'adresse de Proudhon, car il s'applique parfaitement à M. G. Duveau.

Ce qui caractérise la division du travail dans l'intérieur de la société moderne, c'est qu'elle engendre les spécialités, les espèces et avec elles l'idiotisme du métier... Ce qui caractérise la division du travail dans l'atelier automatique, c'est que le travail y a perdu tout caractère de spécialité. *Mais du moment que tout développement spécial cesse, le besoin d'universalité, la tendance vers un développement intégral de l'individu commence à se faire sentir.* (K. Marx : *Misère de la philosophie*, p. 113, Editions sociales, Paris.)

Cette tendance à l'universalité sans laquelle toute culture est stérile, M. Duveau ne la reconnaît pas à l'ouvrier d'usine :

Le métallurgiste qui travaille au Creusot est plutôt un homme de Schneider... (p. 226). Il n'est pas douteux que le développement même de certaines manufactures ait simplifié l'idéologie d'un grand nombre d'ouvriers parisiens.

Je ne crois pas abusif de rapprocher les deux citations ci-dessus de la suivante :

Dans les dernières années du règne de Napoléon III, le débardeur ou le mécanicien de la Villette l'emporte sur le bronzier du Temple, le blanquiste sur le proudhonien.

Dans la pensée de M. Duveau, le blanquisme est donc une simplification issue des cerveaux plus frustes. Le paragraphe qui fait suite à la citation précédente oppose d'ailleurs les petits ateliers « nourris de traditions idéologiques nuancées » aux faubourgs industriels où « la revendication sociale se présente avec des contours plus simples. »

Ce n'est pas à la somme de lectures qu'on doit juger la valeur d'une culture, mais à son efficacité. Or, pendant le second Empire les proudhoniens qui étaient à la tête de la section française de l'Internationale n'ont obtenu aucune amélioration substantielle de la condition ouvrière[1]; alors que l'opposition au besoin insurrectionnelle des blanquistes parisiens contribua plus que toute autre à ébranler le régime impérial, soutien des capitalistes de l'époque.

☆

L'équipe. — En réalité, si M. G. Duveau méprise les réactions sommaires des ouvriers du second Empire, à savoir les grèves, c'est qu'il ne croit pas au caractère inéluctable de la lutte des classes ni à sa pleine efficacité : « La grande production capitaliste, écrit-il, agit dans deux sens contradictoires. Tantôt elle sépare, tantôt elle rapproche les classes sociales » (p. 412-413). La « différenciation » des classes seule est un fait tangible, l'antagonisme est seulement un sentiment qui peut être modifié par des sentiments contraires, « nuancé » par la culture. M. G. Duveau est persuadé que les artisans furent à la tête du mouvement ouvrier sous le second Empire, non parce qu'ils étaient nombreux et opprimés, ni même, bien sûr, parce qu'ils furent secrètement appuyés par le gouvernement, mais seulement à cause de leur plus grande sagesse. Sa conclusion : s'il est aujourd'hui impossible de revenir aux vieux métiers, il faut recréer la mentalité artisanale à l'intérieur de la grande industrie. Il nous propose donc l'« équipe ».

Hyacinthe Dubreuil[2], dit-il, a vu dans les petites équipes ouvrières, le moyen de sortir de l'impasse où s'est engagée l'économie moderne. Les équipes diminuent dans une très large proportion les méfaits qu'entraîne le gigantisme de l'industrie contemporaine Mais, constituées *en accord avec les patrons* et disposant d'un outillage perfectionné, elles évitent le double péril de l'anarchie dans la production et de la médiocrité technique. *Elles font pénétrer dans la grande industrie l'esprit coopératif;* elles concilient trois ordres d'exigences : celles de la dignité ouvrière, celles de la justice sociale, celles du progrès économique (p. 267-268).

Et voilà ! le malheur est que les équipes ouvrières n'ont pas eu sous le second Empire le rôle que leur prête M. G. Duveau; loin d'être une manifestation de l'esprit coopératif, elles ont constitué alors le premier effort des ouvriers pour rompre leur isolement devant le patronat, à une époque où les syndicats étaient interdits. Effort bien imparfait d'ailleurs, car les chefs d'entreprise opposaient naturellement les équipes les unes aux autres (cf. p. 264). L'"insuffisance de ces associations résidait justement dans leur petitesse; si les ouvriers y revenaient aujourd'hui, ils perdraient le bénéfice de la solidarité qui unit l'ensemble de la classe ouvrière et retrouveraient les mêmes compétitions que jadis.

Nous connaissons fort bien les équipes de M. Georges Duveau : sous le vocable de corporatisme, elles ont fait faillite de l'Italie au Portugal — sans oublier Vichy. C'est une solution faussement conciliatrice; elle ne fait pas disparaître l'antagonisme des classes.

☆

D'où viennent donc les étranges appréciations de M. G. Duveau ? Non pas en droite ligne des faits, car la documentation de cet historien consciencieux dément souvent ses propres conclusions; elle l'oblige à des retours en arrière, à des reprises et même à de véritables tête à queue. La vérité est que M. G. Duveau a eu de mauvais maîtres à penser. La plupart de ses conclusions pourraient être contresignées Proudhon; et même leurs manières se ressemblent; Proudhon aussi fut coutumier de ces retours sur lui-même auxquels l'obligeait l'incertitude de sa méthode.

Quelques rapprochements suffiront à esquisser la filiation. Proudhon a cru ou tout au moins écrit que le régime impérial pouvait « satisfaire les justes exigences du prolétariat sans blesser les droits acquis de la classe bourgeoise » (*Correspondance,* t. VII, p. 357, en date du 12 janvier 1853, un an après le coup d'Etat, quand les illusions auraient dû être dissipées). Il pensait, avant M. G. Duveau, que

la machine ou l'atelier, après avoir *dégradé* le travailleur en lui donnant un maître, achève son avilissement en le faisant déchoir du rang d'artisan à celui de manœuvre (PROUDHON : *Philosophie de la misère,* t. I).

1. Ils obtinrent bien le droit de grève, mais avec de telles restrictions !
2. Réformiste contemporain.

Allant plus loin que l'ose M. G. Duveau, il condamnait la grève comme contraire « à la nécessité de l'ordre établi » (cité par MARX, *Misère de la philosophie*, p. 132). Et s'il n'a pas nommé l'équipe, Proudhon a lui aussi cherché « la recomposition qui efface les inconvénients de la division (du travail), tout en conservant ses effets utiles » (*Philos. de la Misère*, t. 1er, p. 97) [1].

Passe encore que les artisans du second Empire aient été séduits par Proudhon, à une époque singulièrement complexe où le métier gardait quelque semblant d'indépendance auprès de l'industrie grandissante. De telles illusions ne sont plus permises aujourd'hui; si la bourgeoisie décadente reprend à son compte une idéologie individualiste visiblement dépassée par les faits, ce ne peut être que l'effet d'un aveuglement volontaire, le désir de noyer l'action ouvrière dans les sables. Mais il lui faut des arguments, des arguments solides, d'apparence scientifique. Il est donc nécessaire de lui opposer des faits indiscutables. L'histoire ne doit pas être une raison fallacieuse au service d'une cause perdue, sous peine d'être frappée d'une dégénérescence précoce et de retourner à la rhétorique, d'où elle vient.

JEANNE GAILLARD.

II

JUSTICE ET VÉRITÉ CHEZ LES BONS PÈRES

Après François Mauriac, le R. P. d'Ouince ne craint pas de prendre très nettement la défense, dans les *Etudes* (2), des religieux condamnés pour avoir *accueilli momentanément* ou *aidé activement* des collaborateurs poursuivis par la justice...

Cela ne saurait nous étonner. Le même devoir de charité chrétienne qui obligeait en 1941 le R. P. Merklen, éditorialiste de *la Croix*, à conseiller au maréchal Pétain de *sévères répressions*, à lui demander de *tirer le glaive et d'exercer son pouvoir de justice* contre la *gangrène* communiste (3) (comment ces conseils ont été entendus, nous ne le savons que trop), ce même devoir de charité chrétienne contraint évidemment aujourd'hui le même R. P. Merklen, le R. P. d'Ouince et leurs pareils à protéger le plus possible les pauvres collaborateurs contre la justice de la France libérée!...

Lorsqu'il s'agit sous l'occupation de tuer des communistes coupables de défendre la patrie et la liberté, *l'Eglise, qui a horreur de verser le sang, a toujours reconnu ce droit à la société temporelle*, écrit le R. P. Merklen; autrement dit, comme les monstrueux évêques espagnols de la guerre civile et de l'Inquisition, il absout d'avance les bourreaux, il les encourage, il les bénit! Mais lorsqu'il s'agit, dans la France libérée, de punir les réactionnaires coupables d'avoir trahi leur pays et collaboré à l'esclavage hitlérien, alors tout change : *une légalité injuste appelle irrésistiblement une miséricorde illégale, mais légitime et authentique*, écrit le R. P. d'Ouince! Cela devient un devoir de conscience de sauver les traîtres...

Car pour ces religieux, n'est-ce pas, les tribunaux de Pétain et d'Hitler exerçaient *le droit légitime de la société temporelle à donner la mort* — mais les tribunaux de la France libre, au contraire, n'exercent qu'une *fausse justice* corrompue par une *intrusion manifeste de la politique*.

---

1. On trouvera toutes ces citations dans *Misère de la Philosophie*, de MARX, accompagnées d'une brillante réfutation.

(2) Avril 1947, p. 80 et suiv.

(3) La *Croix* du 9-9-41. Et la *Croix* continue de paraître aujourd'hui!

Tel est bien, en effet, le fond de la question lorsqu'on le dégage de l'hypocrisie des textes, des dissertations morales sur le droit d'asile : les régimes fascistes de Pétain, de Franco, de Salazar sont les régimes chéris de l'Eglise, ils ont le droit de tuer les opposants, surtout les communistes; les régimes démocratiques de l'Union soviétique, de Pologne, de Yougoslavie, même de France sont des régimes honnis de l'Eglise, ils n'ont pas droit de punir les traîtres les plus dangereux.

Pour essayer de retourner en faveur de ces traîtres et de leurs protecteurs l'opinion publique scandalisée, un jésuite qu'on pouvait croire jusqu'ici personnellement intègre n'a pas craint de se déshonorer aux yeux de tous dans une lettre au président du Conseil par une calomnie d'autant plus ignoble qu'elle est plus volontaire et plus perfide. Le R. P. Riquet n'ose évidemment pas dire en face que la résistance des communistes a commencé seulement le 22 juin 1941; il sait bien que c'est faux, qu'on pourrait le forcer à rectifier. Pour ne citer ici que deux des plus illustres collaborateurs de cette revue, il ne peut pas ne pas savoir, informé comme il est, que le physicien communiste Jacques Solomon, fusillé par les nazis, a fondé l'*Université libre* et organisé la résistance de l'enseignement dès la rentrée scolaire de 1940, que le philosophe communiste Georges Politzer, fusillé par les nazis, a publié clandestinement, dès 1940, son pamphlet *Sang et Or* contre le discours de Rosenberg à la Chambre des députés, — Le R. P. Riquet connaît ces deux faits historiques incontestables et quantité d'autres, il sait qu'il va mentir; alors il emploie exprès une phrase négative et allusive qui dans les termes mêmes ne profère pas ouvertement la calomnie, mais dont l'effet a été soigneusement calculé pour salir tous les militants du parti le plus haï de l'Eglise :

Cette campagne ignoble ne fera pas de moi un cagoulard, j'ai horreur du ridicule, ni le collaborateur servile d'une puissance étrangère ; je ne suis pas de ceux qui ont attendu le 22 juin 1941 pour prendre les armes contre l'Allemagne, ou la libération de Paris pour entrer dans la résistance.

Sans doute le R. P. Riquet s'est-il résolu à cette calomnie en détournant son intention du mal qu'il commettait pour ne penser qu'à la plus grande gloire de Dieu et de l'Eglise, conformément à la méthode de ses maîtres casuistes! Avec bonne ou mauvaise intention d'ailleurs,

ce n'est qu'un péché véniel de calomnier et d'imposer de faux crimes pour ruiner de créance ceux qui parlent mal de nous, nous assurent les thèses jésuites de Louvain citées par Pascal dans sa quinzième Provinciale. *Quidni non nisi veniale sit, detrahentis auctoritatem magnam, tibi noxiam falso crimine elidere?*

Et nous pouvons hélas! redire ici au R. P. Riquet, mot pour mot, les terribles accusations de Pascal :

Mentiris impudentissime... Votre intention, mon Père, est de mentir et de calomnier et c'est avec connaissance et avec dessein que vous imposez à vos ennemis des crimes dont vous savez qu'ils sont innocents, parce que vous croyez le pouvoir faire sans déchoir de l'état de grâce.

La calomnie et le mensonge sont si patents que le R. P. Riquet, tout de même, en a eu honte, qu'il a essayé de les rattraper. Dans un tract publié ultérieurement par les éditions Spes, il ajoute à la phrase que nous avons citée, en note, la « restriction » suivante qui, en fait, la contredit totalement :

Cette allusion à un fait historique indiscutable ne méconnait aucunement le courage et le patriotisme d'un Gabriel Péri, d'un Guy Moquet et de mes camarades communistes de Mauthausen, RESISTANTS DEPUIS 1940, auxquels j'ai si souvent et publiquement rendu hommage.

Ce fait historique indiscutable dont parle le R. P. Riquet ne peut être ici que l'entrée en guerre de l'U. R. S. S., et la phrase : *Je ne suis pas de ceux qui, le 22 juin 41...*, etc, ne signifie plus alors que : « *Je ne suis pas un citoyen soviétique!* » On s'en doutait assez, ce n'était pas la peine de le dire si l'on n'avait pas une idée derrière la tête.

Mais le texte primitif de la lettre *tel qu'il a été publié* (1) ne comportait pas cette note, je le répète. *L'Aube, Combat, la Croix, l'Epoque, le Monde,* les affiches collées sur tous les murs de France *la citent « intégralement »* selon l'expression des *Etudes* (2), et ils ne donnent pas la note! Le R. P. d'Ouince lui-même, qui écrit son article bien plus tard et connaît certainement cette note, ne la cite pas non plus, tellement il est évident que malgré l'expression « prendre les armes », elle détruit tout l'effet savamment agencé de la calomnie originale.

Voilà les procédés auxquels s'abaissent des prêtres qui osent, à l'exemple de tel spiritualiste, accuser ensuite les communistes de *dégrader l'esprit humain,* qui osent écrire noir sur blanc des phrases aussi fausses et aussi grotesques que celles-ci :

Les intellectuels qui se donnent à la synthèse marxiste et qui réfléchissent ne font pas de difficulté pour avouer que leur engagement communiste est une vraie mort pour l'esprit (3) (*sic*).

On peut bien s'étonner après cela, naïvement, de la *déchristianisation* française, sentir vaguement que *les chrétiens et le clergé sont en partie responsables de cette déchristianisation,* déplorer que nous soyons *dans un état d'irréligion sociale presque totale* (4), comment pourrait-il en être autrement? Comment la religion de la très grande majorité des chrétiens dirigeants ne dégoûterait-elle pas les honnêtes gens? (5)

Un communiste ne peut que suspecter notre sincérité,

écrit le R. P. Beirnaert (6). Oui, et ce n'est pas seulement pour des raisons théoriques, comme il le croit, c'est parce que l'expérience de tous les jours l'y oblige.

POL GAILLARD.

III

L'HUMANISME A L'OMBRE DE LA " CROIX "

Les docteurs E. et H. Biancani, qui signent la chronique médicale du journal *la Croix,* publient depuis un an une revue destinée au corps médical,

(1) Le R. P. Riquet n'a pas protesté contre cette publication, c'est donc qu'elle était conforme à ses intentions.

(2) Page 83.

(3 et 4) Robert ROUQUETTE : « Evangélisation 1947 », *Etudes,* p. 243.

(5) Et parmi eux les chrétiens aussi, naturellement. Voici ce que peut arriver à écrire, dans une *Lettre ouverte aux catholiques anonymes* (publiée hors commerce aux frais de l'auteur, car aucun journal clérical n'acceptait de la reproduire), l'écrivain Robert Morel, critique littéraire du *Témoignage chrétien* : « J'en arriverais à avoir honte d'être un membre de cette chrétienté pourrissante dont les éléments sont plus disposés à la haine, au mensonge, à la partialité, au reniement, à la prospérité temporelle, à tout ce qui les flatte, qu'au respect de Dieu en la vérité et la justice; j'en arriverais à avoir honte d'être catholique si j'ignorais finalement quel mystère entoure cette ignominie qui de tout temps humilie jusqu'à la Croix, si j'ignorais Jésus-Christ, le calvaire et la Croix. »

(6) *Etudes,* p. 263.

qu'ils intitulent *Connaître* et qu'ils présentent sous le signe de l'humanisme médical.

A la lecture des six numéros parus, on s'aperçoit très rapidement qu'il s'agit en réalité, sous le couvert d'un éclectisme qui ne peut tromper que quelques naïfs, d'un prolongement, dans les milieux médicaux, de l'offensive contre le rationalisme et le progrès social. Evidemment, les éditeurs sont obligés, à côté des éditoriaux nettement orientés, de faire une place à des articles techniques, qui, eux, ne prêtent pas à discussion et sont destinés à faire avaler le reste. C'est déjà un signe de faiblesse que de ne pas combattre à visage découvert.

La médecine vient de faire, ces dernières années, de retentissants progrès, aussi bien dans le domaine de la recherche, où, s'assimilant les méthodes des sciences exactes, elle est en train de devenir une discipline scientifique, que dans le domaine de son organisation sociale, où le droit à la santé pour chaque citoyen tend à devenir une réalité. Mais les rédacteurs de *Connaître,* qui se défendent pourtant d'être existentialistes, ne voient partout qu'inquiétude, angoisse et mystère. Ils traduisent l'angoisse d'une classe condamnée par l'histoire, parce qu'elle entrave aujourd'hui le progrès de l'humanité, et voudraient l'ériger en angoisse de l'homme. Et ce ne sont pas les arguments sclérosés contre le scientisme et le mécanisme qui peuvent remplacer une discussion loyale sur les principes du matérialisme dialectique, véritable conception scientifique du monde et de la vie.

On retrouve cette orientation dans tous les éditoriaux et aussi dans de nombreux autres articles de ces cahiers d'un prétendu humanisme médical.

« La médecine et l'homme » dresse un raccourci de l'histoire de la médecine, qui, sans éliminer — ce serait vraiment par trop difficile — les méthodes scientifiques, explique que la médecine dispose aussi d'autres méthodes de connaissance, par exemple l'intuition bergsonienne :

> ...Il semble que dans un instantané, dans une saisie, dans une soudaine illumination, la présence réelle s'impose impérieusement à nous, il y a possession entière dès la prise de contact.
>
> La médecine emprunte aussi bien ces méthodes de tête... et cette autre voie où s'engage tout notre être, servi par ses puissances d'action, d'inclination, de sympathie, d'union et de charité.

Et la conclusion arrive :

> Le mécanisme a, d'ailleurs, subi une défaite certaine.

On essaye ainsi de rejeter sur le rationalisme scientifique les erreurs et les faiblesses d'un matérialisme mécaniste. On devrait pourtant savoir qu'il y a longtemps déjà les marxistes ont expliqué ce qu'était la dialectique. Et pour nous en tenir au domaine médical, si devant le progrès incessant des recherches la nécessité d'une synthèse s'impose, cette synthèse est en train de se faire, non pas sur la base du mysticisme et de l'irrationalisme, mais à la lumière du matérialisme dialectique.

« Familles, peuples et médecine » prend position contre « le naïf optimisme qui illumina le XIX^e^ siècle » pour nous informer que « l'homme a troublé l'ordre naturel ». La nature violentée se cabre et déchaîne en représailles des catastrophes gigantesques. Une telle argumentation évite évidemment de rechercher d'autres causes à la guerre et aux conflits sociaux. Bossuet avait déjà fourni une explication analogue, mais il semblait que les sciences historiques et la sociologie avaient, depuis, enregistré quelques progrès!

Et comme explication d'une prétendue biologie sociale : « le mal cosmique »,

« l'abîme qui se creuse entre la nature et nous, entre les autres et nous et, au dedans de nous-même, entre notre âme et notre chair ». Il est évident que, dans ces conditions, la situation actuelle ne peut apparaître que comme « un présent de délire et de destruction ». Et la conclusion : le médecin doit défendre la vie contre toutes les menaces, se dressant au besoin contre l'Etat (lisez : démocratique) et contre les entreprises (lisez : nationalisées). Drôle d'humanisme, ou plutôt vieille connaissance : changez d'abord l'homme, vous changerez ensuite la société.

« Masses, élites et médecine » parle du marxisme pour lui reprocher de diviniser les masses. A *Connaître,* on n'entre pas dans ces vues.

Nous ne refusons pas à la masse une puissance immense, quelque peu mystérieuse, plus démoniaque à vrai dire que divine, par son manque d'âme et de conscience, par tout ce poids de matière qu'elle traîne, par tout ce qu'elle comporte d'aveugle et d'implacable.

On ne pourrait mieux exprimer la peur des masses, en essayant de dresser les élites (traduisez dans ce contexte : les classes moyennes) contre le « mythe de la majorité » et la « religion du nombre ». Pour les rédacteurs des *Cahiers de l'humanisme médical,* les masses n'ont pas d'âme, voilà leur péché capital. Ils tentent ainsi d'esquiver par trop facilement le problème des rapports de classe, dominé par la place que les masses occupent dans le processus de production, et d'esquiver en même temps le problème de la nation et le rôle de plus en plus capital que la classe ouvrière y joue. On voit où une telle politique nous mène, même quand elle n'ose pas s'avouer. Et pourtant n'avoue-t-elle pas, en déclarant

observer les conditions de leur développement [des masses] afin, s'il est possible, de les éduquer et de les transformer. Non seulement de leur faire prendre conscience de leur existence, comme le prônent certains sociologues qui espèrent, insufflant ainsi une âme à ce corps, l'ennoblir ; c'est là une arme à double tranchant, la puissance de la masse devient alors formidable et se met le plus souvent au service de la mauvaise cause, de la volonté de puissance même.

Nous savons, et juin 1940 l'a prouvé une fois de plus, comment cette peur des masses se transforme en haine du peuple et aboutit à trahir la nation.

« Loisirs et médecine » reprend les arguments, déjà vieillots pourtant, contre le machinisme, en essayant, une fois de plus, d'esquiver le problème essentiel. Cependant, ce n'est pas le progrès industriel, libérant progressivement l'homme de l'emprise aveugle des forces de la nature, qui est cause du surmenage actuel des masses et de leur manque de loisirs, c'est l'organisation sociale basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Et à cela on ne remédiera pas en proposant le jardinage, ni la pêche ou la chasse, ni même les courses en montagne. Ni en regrettant que la virginité et la fraîcheur de la terre soient menacées dans leurs ultimes retraites : « ... car les masses se sont mis en tête de les rechercher. » Cela nous rappelle 1936 et le scandale des congés payés sur la Côte d'Azur.

D'ailleurs, qu'à cela ne tienne ! Jean Chevalier vous apprendra que : « ... nous ne pouvons omettre le rôle de la prière dans cette recherche de l'équilibre humain que permet le loisir », en citant l'Encyclique : « *Curicate christi compulsi...* »

Mais quand on veut jouer la carte éclectique, on ne peut tout de même pas faire semblant d'ignorer totalement le marxisme. Et alors on s'adresse à un « jeune philosophe communiste », auquel on demande, dans le cadre d'une

enquête sur les courants de pensée, un exposé sur le matérialisme dialectique. En général, quand on veut présenter une doctrine, on s'adresse à un de ses adeptes, susceptible de l'exposer, ou alors, on essaye de la combattre. Or, on nous présente, en réalité, une déformation grossière du marxisme, et ce ne sont pas quelques citations de Marx ou de Lénine qui peuvent donner le change.

Le « jeune philosophe » commence par affirmer que c'est la bourgeoisie qui a créé le marxisme et que

devant des ouvriers rebutés, attentifs, puis soudain passionnés, les marxistes se présentaient en doctrinaires étrangers, serviteurs d'un culte inconnu qui avait ses temples, ses iconoclastes, ses autodafés et même son « mystère » : la dialectique.

Le « jeune philosophe » soi-disant communiste ignore que le marxisme n'a pas été une création spontanée, qu'il a été l'aboutissement d'une synthèse féconde des données essentielles de la philosophie classique allemande, de l'économie politique anglaise, du socialisme utopique français. Le marxisme n'est pas une doctrine imposée au prolétariat, c'est la théorie générale du parti du prolétariat, et elle a pris forme à l'époque où le prolétariat se constituait en classe, car, comme le dit Marx, « l'histoire ne pose, en général, que les problèmes qu'elle peut résoudre ».

Le « jeune philosophe » nous présente ensuite le marxisme comme une théorie de la mort, comme un quelconque existentialisme. C'est présenter d'une singulière manière la conception scientifique du monde et de la vie, la théorie d'une classe sociale en pleine ascension, qui se pose comme tâche de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et de libérer toutes les sources de la vie.

Le « jeune philosophe » aggrave lourdement son cas en nous affirmant par la suite que « le marxisme dépasse dans son explication l'idéalisme et le matérialisme ». Il faut vraiment ignorer l'*a b c* du marxisme pour passer sous silence la célèbre définition d'Engels :

Ce monde matériel, perceptible par les sens, auquel nous appartenons nous-mêmes, est la seule réalité... (*Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande.*)

Le « jeune philosophe » soi-disant communiste continue à exposer le marxisme à sa manière en affirmant :

la lutte des classes n'est pas un fait. Elle est plutôt le sens de l'histoire et l'histoire peut perdre son sens.

Qu'est-ce que peut bien devenir une histoire qui perd son sens?

On comprend mieux le soi-disant marxiste de *Connaître* quand il donne comme référence, pour définir le sens de la doctrine,... André Breton!

☆

Ainsi, lutte contre le rationalisme et le progrès social et déformation grossière du matérialisme dialectique vont de pair. On est loin de défendre l'homme, de lui indiquer les voies de sa libération. On le mystifie, en essayant de détacher les couches moyennes de la classe ouvrière. C'est l'humanisme à l'ombre de *la Croix*.

VICTOR LAFITTE.

LES REVUES

DEMOCRATIE NOUVELLE

Démocratie nouvelle en est, en ce mois de mai, à son cinquième numéro. Il n'est pas trop tard pour signaler aux lecteurs de *la Pensée* l'intérêt très grand de cette jeune revue de politique étrangère, qui tient déjà une place importante pour l'étude des problèmes concernant les relations internationales.

Le but de la revue et son sens, Jacques Duclos s'en explique dans l'éditorial du numéro 1. *Démocratie nouvelle,* ce titre indique dès l'abord dans quel sens la rédaction de la revue entend examiner les divers aspects de la politique internationale. La deuxième guerre mondiale a été la guerre des peuples contre le fascisme. Mais malgré l'écrasement militaire du fascisme, il en subsiste encore comme des résidus, et la réaction se montre de plus en plus active. Dans ces conditions, ainsi que le souligne Jacques Duclos, la bataille entre la réaction et la démocratie, pour se manifester de façons différentes selon les pays et les circonstances, n'en est pas moins une des données fondamentales de la situation présente.

Dans tous les pays, les représentants les plus avancés des masses populaires et de la classe ouvrière sont apparus et demeurent toujours comme les meilleurs défenseurs de la liberté et des intérêts nationaux. De nouvelles méthodes d'action gouvernementale se sont développées en conséquence. Les communistes sont entrés dans divers gouvernements et ont donné une impulsion nouvelle à la défense des intérêts du peuple, de la démocratie et de l'indépendance nationale. De nombreux éléments de la petite bourgeoisie et des masses paysannes se sont tournés vers la classe ouvrière, à la grande colère des hommes de la réaction, mécontents et inquiets de voir des couches de plus en plus larges de la population prendre position pour les forces de la démocratie dont la classe ouvrière est l'avant-garde.

Ces importants changements politiques n'allaient pas sans de profondes modifications de la structure économique traditionnelle. Les nationalisations se sont multipliées dans diverses nations d'Europe ; elles constituent l'un des fondements essentiels de la démocratie nouvelle en voie de consolidation et de développement. C'est là ce qui explique en particulier l'acharnement des hommes de la réaction à remettre en question le principe même des nationalisations.

Une grandiose bataille domine donc le présent, où s'affrontent passé et avenir. La réaction, par tous les moyens, des intrigues politiques à la lutte armée, tente de reconquérir les positions perdues, de détruire, avant qu'elle s'affermisse définitivement, cette démocratie élargie et rénovée, vivante et populaire pour laquelle sont tombés des millions de combattants.

Dans ce combat incessant, *Démocratie nouvelle* prend résolument parti pour l'avenir.

***

Soulignons d'abord l'économie de chaque numéro qui débute par un éditorial ou Jacques Duclos fait le point : « Les forces de démocratie et les forces de réaction en lutte », n° 2 ; « Les agissements de la réaction internationale », n°3 ; « Pas de démocratie sans les communistes », n° 4 ; « Pas d'indépendance nationale sans les communistes », n° 5. Inutile d'insister plus longtemps sur l'importance de ces éditoriaux de Jacques Duclos, dont les titres constituent comme des mots d'ordre et qui définissent les règles d'action de tous les démocrates conscients.

Pierre Courtade, dans chaque numéro, analyse la situation internationale avec les qualités de finesse, de clarté et de brio qui lui sont habituelles : « Le départ de Byrnes et la paix », n° 1 ; « L'Allemagne a-t-elle perdu ou gagné la guerre ? », n° 2 ; « L'ouverture de la conférence de Moscou », n° 3 ; « La question allemande à la conférence de Moscou », n° 4.

La critique des livres est confiée à V. Leduc, non une critique superficielle,

mais en profondeur, et une critique constructive, qui sait dégager les grandes lignes et les grands problèmes, que ce soit à propos de l'*Essai sur l'antisoviétisme*, de Pierre Courtade (n° 2), du livre de Jean Bruhat (*Présentation de l'U.R.S.S.*) ou des tentatives infructueuses de James Burnham, professeur de philosophie à l'Université de New-York, pour « liquider » le marxisme (*l'Ere des organisateurs*, préface de Léon Blum).

Signalons enfin parmi ces rubriques régulières un memento mensuel des événements mondiaux et un panorama des revues étrangères.

⁂

Au cours de ces cinq premiers numéros, bien des problèmes ont déjà été abordés. Et d'abord les problèmes français.

Dès le premier numéro de la revue, Joanny Berlioz, dans un article sur « La lutte de la démocratie en France », posait les termes du problème essentiel de la politique française à l'heure actuelle : « Pour ou contre le jeu normal de la démocratie rendue à son sens plein. » Pour l'éclairer, il examinait les forces en présence qui pèsent sur l'évolution historique de notre pays, analysait leurs racines économiques et leur influence sur le contenu du pouvoir de l'Etat.

Pierre Cot poursuivait ensuite cet examen au cours de la période brève qui va des élections générales de novembre 1946 à la présentation du cabinet Ramadier devant l'Assemblée nationale, en janvier 1947 (« Une bataille pour la démocratie française », n° 2). Période importante, non pas tellement par les événements qui l'ont marquée, que parce qu'elle a correspondu à la mise en place de la Constitution, et parce qu'elle permet d'étudier, dans leur action, les forces politiques analysées par Berlioz. Pierre Cot établissait en conclusion le bilan de cette lutte. Les forces de progrès ont mis en place les institutions nouvelles. Mais, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la Libération, les puissances d'argent relèvent la tête, les hommes des trusts s'organisent, bien décidés à ne point se laisser déposséder de leurs privilèges sans combattre.

De cette contre-offensive de la réaction, l'aspect le plus spectaculaire est sans contredit la rentrée sur la scène politique du général de Gaulle et sa campagne de propagande pour « la restauration de l'indépendance et de l'autorité de l'Etat », formule sonore qui cache mal, comme le montre Pierre Hervé (« L'Etat selon de Gaulle », n° 4), les ambitions et les désirs effrénés de pouvoir personnel. En fait, c'est aux mains des dictateurs que le pouvoir est le plus précaire. Et quelle force, quelle stabilité que celles d'un gouvernement qui s'appuie franchement sur le peuple ! « La République n'est réellement forte, écrit Joanny Berlioz (« Le peuple, source du pouvoir fort », n° 5), que lorsque son gouvernement est investi de la confiance des masses laborieuses. » Si la réaction lutte avec tant d'âpreté contre la démocratisation de nos institutions, c'est que sa préoccupation essentielle demeure le maintien de la base économique sur laquelle s'érige encore le vieil Etat de classe de la grande bourgeoisie. Dans ce but, le peuple doit être gouverné, au lieu de gouverner lui-même.

De cette bataille où s'opposent les forces démocratiques et les forces de réaction, l'institution des comités d'entreprise, les nationalisations marquent comme les étapes. Les comités d'entreprise, créés par l'ordonnance du 22 février 1945 et la loi du 16 mai 1946, constituent une conquête démocratique. Benoît Frachon le marque fortement (n° 4). Signalons encore dans ce domaine l'étude de Jacques Pruja sur « La fonction publique et la démocratisation de l'Etat » (n° 5).

Ce n'est pas seulement du point de vue de l'opinion française que ces études sont entreprises. Etant donné la position de la France sur l'échiquier international, le monde entier s'intéresse à l'évolution de la politique française. Il importe à chacun de savoir si notre pays deviendra comme un poste avancé pour les entreprises antisoviétiques de la réaction internationale, ainsi que le rêvent certaines puissances économiques, ou si l'indépendance nationale sera maintenue et poursuivi ce grand effort de libération de la société moderne.

⁂

Si l'étude des problèmes français occupe une place importante, la plus grande part revient cependant aux questions étrangères. Il convient ici de souligner la qualité éminente des collaborateurs étrangers de *Démocratie nouvelle*, au premier rang desquels se range le maréchal Broz Tito ; signalons encore, au hasard des numéros, Adhikari, secrétaire du Parti communiste des Indes ; Velio Spano, député à l'Assemblée constituante italienne ; Vicente Uribe, membre du gouvernement espagnol ; Harry Pollitt,

secrétaire du Parti communiste anglais ; Léon Nicole, député au Grand Conseil de Genève ; Félix Coenen, membre du Sénat belge; Palme Dutt; Gheorghiu-Dej, ministre de l'Economie nationale de Roumanie...

La politique des pays impérialistes a a fait l'objet d'études importantes. Pierre Cot analyse les méthodes et les manifestations de « L'expansionnisme américain » (n° 5). Non qu'on soit là en présence d'un phénomène nouveau ; depuis le début du XIX[e] siècle, l'histoire des Etats-Unis est celle d'un pays en voie d'expansion continue. Mais des manifestations récentes de la politique américaine, dont la plus retentissante fut le discours prononcé par le président Truman le 12 mars dernier, ont fait soudain prendre conscience au monde, d'un état de choses qui risque de compromettre l'équilibre déjà précaire des relations internationales actuelles. Cette poussée impérialiste est comme un dérivatif aux graves problèmes intérieurs des Etats-Unis. (M. Magnien, « Perspectives américaines », n° 1.) La situation s'y caractérise par une grande confusion qui n'est que l'expression de l'instabilité économique et politique. Craintes devant les symptômes de crise, désir d'expansion, tendances réactionnaires véritablement fascistes, résistance encore dispersée des éléments démocratiques, tels sont les traits caractéristiques de la situation de l'Etat capitaliste le plus puissant au monde.

Tandis que le capitalisme américain s'engage résolument dans la voie d'un impérialisme agressif, l'Angleterre hésite entre deux politiques (« Le gouvernement travailliste et les nationalisations », par Harry Pollitt, n°3) : ou bien « renforcer l'influence de la classe ouvrière, afin d'obtenir des modifications radicales dans la politique du gouvernement travailliste et de la diriger dans la voie d'une réorganisation sociale et économique fondamentale à l'intérieur et vers une alliance avec les peuples progressistes à l'étranger » ; ou bien « la capitulation devant les monopoles, la continuité de la politique impérialiste des conservateurs qui fera perdre à la classe ouvrière son initiative et écrasera le progrès vers le socialisme sous le poids de la crise économique et d'une nouvelle guerre ». Et Harry Pollitt conclut : « La responsabilité de la Grande-Bretagne est immense dans le développement d'une politique positive et progressiste. »

On s'en rend compte, en particulier, en ce qui concerne la question coloniale. Palme Dutt analyse « La crise du système colonial britannique » (n° 4) et montre comment se pose, au lendemain de la victoire sur le fascisme, le problème colonial. L'impérialisme est affaibli sur le plan mondial ; les Empires coloniaux du Japon et de l'Italie ont disparu. Les immenses progrès accomplis par les forces démocratiques et progressistes dans tous les pays apportent une aide puissante au mouvement de libération des peuples coloniaux. L'Empire britannique n'échappe pas à ces faits ; une crise grave le secoue, aggravée encore par la continuation par M. Bevin de la politique impérialiste des conservateurs. L'effort nécessaire pour maintenir un quart du monde sous la domination impériale porte à l'économie de l'Angleterre et à ses ressources en hommes une atteinte qu'elle ne peut plus supporter. La situation des impérialistes anglais est d'autant plus difficile que les masses coloniales connaissent une puissante poussée révolutionnaire et réclament avec toujours plus de conscience la liberté et la démocratie. Que ce soit aux Indes (« Vers l'indépendance des Indes », par G. Adhikari, n° 5) ou dans le Proche-Orient (Farajallah Helou, « Le Proche-Orient arabe bouge », n° 2).

Ces problèmes qui assaillent l'Empire britannique, nous les retrouvons dans l'Union française, en Afrique comme en Asie. En Indochine, apparaissent de nombreux aspects de la lutte des autres peuples de l'Asie sud-orientale, et surtout une identité dans l'attitude et les procédés des adversaires de la libération des peuples coloniaux : emploi de la force, politique de division, prépondérance des intérêts des oligarchies colonialistes sur les principes de la démocratie et de la libre association. (M. Magnien, « L'Indochine dans le mouvement national libérateur des peuples d'Asie », n° 3.) En Afrique, Félix Houphouet (« Le Continent africain en marche », n° 2) nous décrit la lutte des peuples noirs pour la démocratie. Du 18 au 21 octobre 1940, sur les bords du Niger, à Bamako, s'est tenu le premier rassemblement populaire africain, qui a fixé les grandes lignes d'une politique progressiste : « Affirmer l'originalité africaine dans le cadre de l'Union française, réaliser l'unité d'action, rechercher les moyens propres à hâter l'émancipation humaine et sociale des peuples africains, mettre tout en œuvre pour consolider, maintenir et étendre les droits reconnus par la France républicaine et démocratique. »

Tandis que le monde capitaliste se débat dans ses contradictions, tandis que les forces populaires en lutte pour leur libération sont l'objet des attaques convergentes de tous les tenants de la réaction (voir en particulier l'article de R. Garaudy : « Le Vatican contre la démocratie », n° 4), une démocratie de type nouveau apparaît dans les pays que l'Armée rouge a libérés du fascisme. Les bases de cette nouvelle démocratie, le maréchal Tito les définit pour la Yougoslavie (n° 3) ; elles consistent dans la solution démocratique qui a été apportée à la question nationale, à la question ouvrière, à la question agraire. Les chemins vers un ordre social meilleur et plus juste ne sont pas partout les mêmes, souligne Tito. « Les conditions spécifiques et le caractère du développement intérieur dans chaque pays déterminent aussi les méthodes spécifiques pour atteindre et créer un système social meilleur dans chaque cas concret. »

L'étude des nouvelles démocraties populaires tient à juste titre une place importante dans la nouvelle revue. Jean Baby étudie au n° 1 : « La démocratie polonaise » ; au n° 5, Marcel Willard : « La démocratie populaire bulgare ». Les problèmes constitutionnels ont retenu particulièrement l'attention d'Etienne Fajon (« Le projet de Constitution de la République populaire bulgare », n° 1 ; « La Constitution yougoslave », n° 2).

Les nouvelles démocraties ne sont pas des démocraties formelles, mais réelles ; elles ne sont pas purement politiques ; elles ont de solides bases sociales et économiques ; les principaux moyens de production ont fait retour à la nation ; l'économie a été planifiée. Ces importants problèmes économiques sont étudiés par Jean Bruhat pour la Tchécoslovaquie (« Le plan de deux ans en Tchécoslovaquie », n° 1). « La Tchécoslovaquie n'est pas un Etat socialiste, remarque Jean Bruhat. Elle ne se présente pas comme telle. Sa structure économique, ni dans les villes, ni dans les campagnes, n'est celle d'une société socialiste. Mais la réalisation du plan biennal augmentera l'autorité des institutions démocratiques et sapera les bases économiques et sociales des ennemis de la démocratie et du progrès. Elle ouvrira la voie au socialisme. » Jean Baby arrive à la même conclusion, au terme d'un article d'une méthode très sûre (« Inflation et stabilisation en Hongrie », n° 4). Après avoir souligné le rôle du Parti communiste hongrois dans la réforme agraire, dans la stabilisation, dans la préparation d'un plan triennal de production, l'auteur écrit : « Si le parti des petits propriétaires sait se décider pour une politique nationale et pour une franche union avec les représentants des classes laborieuses, la stabilisation de la monnaie peut être pour la Hongrie le point de départ d'une marche rapide vers une démocratie indestructible. »

Cette démocratie indestructible qu'entendent édifier, chacun selon son génie national, les peuples d'Europe centrale, elle existe déjà en Union soviétique. Jean Bruhat nous en parle (« Elections et démocratie en U.R.S.S. », n° 3). « La démocratie soviétique, seul exemple actuel de démocratie socialiste, représente un progrès considérable dans l'histoire de la démocratie. C'est pour cette raison que le fascisme, l'ennemi fanatique de la démocratie, a porté le coup principal contre l'Union soviétique. »

⁂

Ce rapide panorama aura donné, je pense, une idée de la richesse du contenu des numéros de *Démocratie nouvelle*. Cette jeune revue apparaît dès maintenant comme un instrument indispensable à qui veut comprendre le monde actuel. Grâce à elle, les problèmes de politique étrangère sortent de cette région nébuleuse où les tenaient volontairement les adversaires de la démocratie, afin de mieux mystifier ou intoxiquer les peuples. Ils sont désormais placés à la portée de tous, en pleine lumière.

Soyons-en reconnaissants aux rédacteurs de *Démocratie nouvelle*.

Albert SOBOUL.

ESPRIT

Georges Mounin a publié dans le numéro d'avril 1947 un remarquable essai critique sur le thème de la solitude dans la littérature d'aujourd'hui. Son analyse, sensible et nuancée, épouse pour les comprendre les moindres réactions des écrivains principaux qu'il étudie, mais c'est pour mieux dégager aussitôt, guidé par la méthode dialectique, les pièges captieux où ils se sont tous laissé prendre plus ou moins volontairement :

Le point faible des rhétoriciens de la soli-

tude (Kierkegard, Rilke, Kafka, Blanchot), c'est que, doutant de tout (et quels tenaces, et quels prestigieux raisonneurs, tous ces ennemis de la raison), ils ne doutent jamais de leur solitude, des causes, de la signification, de la validité de leur sentiment de solitude. C'est leur absolu. Ils veulent que la solitude soit l'essence de l'homme : ils excluent d'avance, ils n'ont jamais imaginé qu'elle en soit un accident, un épisode, une contingence, une rature, une fatigue, une maladie peut-être... (Nous autres, au lieu de codifier ce sens de la solitude, nous l'étudions, nous nous demandons s'il y a plus de raison à nourrir en nous le sentiment de la solitude que celui de la communication. Nous nous demandons légitimement s'il ne serait pas au moins aussi valable de prendre n'importe quelle émotion, la joie surtout, pour en extraire une contre-métaphysique.)

Georges Mounin critique de façon nouvelle, précise et très forte, la conscience idéaliste :

Elle consiste à passer le plus clair de son temps à concevoir un univers matériel qui n'existerait pas... elle déplore perpétuellement que l'homme ne possède pas les propriétés que tous les idéalistes prêtent à Dieu... nous enferme dans une définition irréalisable de la connaissance, puis conclut que le monde est inconnaissable et que je suis vraiment tout seul !...

(Je ne puis naturellement citer ici que les conclusions de Mounin.)

Puis il passe à une démonstration positive ; il prouve par l'expérience, par celle des amants, des poètes (1) et des militants en particulier, que l'homme n'est pas seul :

Devant la vieille illusion de la communication, au lieu de réagir par le désespoir et la négation de la communication, il fallait s'apercevoir que la communion des hommes — et surtout la communion effective — était autre chose que ce qu'on avait longtemps cru, et notamment que, comme beaucoup d'autres choses, elle était sans doute autant qu'un présent, un avenir et un devenir de l'homme.

Le piège de la solitude était qu'on veuille en faire une essence, la donnée fondamentale d'une nature humaine inaltérable. Sartre, excellemment, dit que l'homme doit se créer sa propre essence, qu'il doit se faire. Mais il ne va jamais jusqu'à supposer que l'homme, en se faisant, parvienne à se défaire de sa solitude et de son angoisse. C'est l'écueil de toutes les dialectiques qui ne vont pas jusqu'au bout d'elles-mêmes : Hegel déduit de l'histoire du monde et de l'esprit humain la loi d'un devenir inextinguible ; puis il imagine un système qui clôt la spirale universelle à 1830, à l'Etat prussien, à l'homme du début du XIX^e^ siècle — le cerveau de Hegel est le cul-de-sac inattendu de la dialectique universelle. Les désespérés de l'ineffable — en France au moins ces temps-ci — souscrivent au mot de Ponge que l'homme est l'avenir de l'homme ; puis ils arrêtent l'avenir de l'homme à leur définition de la solitude et de l'angoisse et du désespoir.

A ces dogmes fixistes en dépit d'eux-mêmes, les poètes et l'expérience des hommes vivants répondent en communiquant déjà quelquefois ; ils essaient sans se lasser des formes toujours plus fines de communication des sensibilités. Au cœur des réunions véritables, sur les lisières de l'action, de l'amitié, de l'amour et du courage, l'opacité effective des êtres passe à la transparence : nous ne sommes pas toujours tout seuls, il n'y a pas lieu de désespérer. René Char a déjà raison, la pénétration plus avant, l'évasion dans son semblable, avec d'immenses perspectives de poésie, sera peut-être un jour possible.

⁂

Esprit publie également quelques statistiques établies, avant l'exclusion des communistes du gouvernement, par une commission officielle composée de fonctionnaires et de représentants syndicaux.

On va comprendre tout de suite pourquoi ces éléments essentiels d'appréciation n'ont été exposés et commentés jusqu'ici à peu près nulle part :

Le minimum vital, compte tenu de l'impossibilité de s'alimenter en ne s'approvisionnant qu'à la taxe, a été estimé de la manière suivante pour un célibataire vivant à Paris :

Alimentation	3.900	francs
Loyer	250	—
Chauffage-éclairage	450	—
Vêtements et linge	1.330	—
Entretien et ménage	620	—
Dépenses diverses	1.250	—
TOTAL	7.800	—

On sait que le gouvernement a décidé de ne retenir que le chiffre de 7.000 francs.

Le revenu national réparti a été estimé :

Pour 1938 à 387 milliards, dont 348 milliards de biens de consommation ;

Pour 1946 à 2.640 milliards, dont 2.426 milliards de bien de consommation.

Le problème important était de savoir comment ce revenu était réparti en 1938 et en 1946 :

(1) Tout le passage sur J.-J. Rousseau et René Char est admirable.

POURCENTAGES DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE REVENUS DANS LE TOTAL DES REVENUS RÉPARTIS

	1938	1946		
		1er semestre	2e semestre	année entière
Revenus des salaires.....	48.1	43	39.8	41.2
Revenus de l'épargne.....	15.8	5.9	4.5	5
Revenu de l'exploitation agricole.	12.1	12.6	15.7	14.4
Autres revenus.....	24	38.5	40	39.4

Les revenus des salariés comprennent les salaires industriels, commerciaux, agricoles, les traitements des fonctionnaires, les pensions, les retraites ainsi que les allocations familiales et aux vieux travailleurs.

Or ces salariés comprennent avec leur famille 60 % de la population française. Leur part dans le revenu déjà réparti, déjà trop faible en 1938, a considérablement diminué. Elle a même diminué après l'augmentation des 25 % de juillet. Ces revenus des salariés qui représentaient 53,4% des biens de consommation produits en 1938 ne représentent plus que 44,8 %. Le pouvoir d'achat des salariés a donc baissé de 20 % environ. Les revenus de l'épargne comprennent les intérêts des emprunts d'Etat et des obligations et les dividendes distribués par les sociétés. Ils se sont effondrés et il faut remarquer que cet effondrement affecte moins les « capitalistes » que tous les Français et en particulier les vieux qui se trouvent frustrés du revenu de leur épargne. Les revenus de l'exploitation agricole ont crû légèrement surtout dans le deuxième trimestre de 1946, par suite sans doute d'un retour à la liberté des prix dans beaucoup de secteurs.

Mais les autres revenus qui comprennent les revenus des intermédiaires de toute nature, des transporteurs, les profits non distribués des sociétés, les bénéfices personnels industriels et commerciaux, les revenus des professions libérales ont crû, eux, de plus de 50 % et ce chiffre se passe de commentaires.

Si l'on tient compte d'ailleurs des revenus réels et non plus seulement des revenus relatifs, c'est-à-dire si l'on évalue les revenus actuels en francs de 1938, on arrive aux pourcentages suivants :

	1938	1946
Revenus des salaires.	48,1	33,3
Revenus de l'épargne.	15,8	4,1
Revenus agricoles....	12,1	11,4
Autres revenus.....	24	31,6
TOTAL.....	100	80,4

Le revenu total des Français est égal à 80 % de celui de l'avant-guerre, mais celui des salariés n'est plus que de 69 %, tandis que celui des profiteurs des pudiques « autres revenus » est de 131 %.

Inutile de conclure.

⁂

André Rhimbaut nous met en garde contre la résurrection du fascisme ailleurs qu'en Allemagne :

La deuxième guerre mondiale n'a pas liquidé complètement le fascisme en Europe. Des possibilités de régénérescence ne sont pas exclues, mais cette évolution est particulièrement inquiétante aux Etats-Unis, d'autant que l'opinion ne va pas communément l'y chercher.

Il y a eu d'abord l'offensive contre le Parti communiste : instructions du président Truman pour l' «épuration » des administrations, proposition du ministre du Travail, M. Schwellenbach, pour la mise du Parti communiste hors la loi, obligation pour le Parti communiste, dans l'Etat de New-York, de communiquer la liste de tous ses membres, sous peine d'interdiction. Le tout accompagné d'une propagande anticommuniste effrénée, de provocations en tout genre et du

redoublement d'activité du fameux « comité pour l'investigation des activités antiaméricaines ».

Tout ceci était déjà grave, le communisme signifiant ici plus que lui-même. Tous les fascismes ont commencé par protester qu'ils n'en voulaient qu'aux « Rouges ». D'ailleurs, les réactionnaires américains ont rapidement laissé percer le bout de l'oreille.

L'action anticommuniste (par exemple les instructions sur l'épuration) a expressément englobé non seulement les membres du Parti, mais aussi les sympathisants. On comprend à quel arbitraire cette approximation ouvre la voie. Il y a plus : l'action anticommuniste a été suivie d'une action contre l'ensemble de la classe ouvrière américaine, sous forme d'offensive contre les syndicats.

Déjà l'été dernier, le patronat américain avait tenté d'obtenir la suppression de quelques-unes des dispositions principales de la législation élaborée dans le cadre du New Deal. Une majorité s'était trouvée à la Chambre pour voter un projet de loi dans ce sens. Mais le président y mit son veto. Cette fois, la nouvelle loi a été adoptée par 308 voix contre 107, soit une majorité supérieure aux deux tiers requis pour passer outre au veto du président.

Que cette loi soit mise en application telle quelle, ou qu'elle subisse des modifications après le vote par le Sénat d'un projet plus modéré sur certains points, le fait seul qu'elle ait été adoptée est significatif.

Il faut noter tout particulièrement les restrictions que la nouvelle loi oppose au droit de grève : interdiction par « injonction » du tribunal des grèves pouvant amener la « paralysie nationale » (la plupart des grandes grèves déclenchées depuis un an entrent dans cette catégorie), interdiction des grèves de solidarité, des grèves pour la reconnaissance d'un syndicat, interdiction des piquets de grève.

Différentes autres restrictions sont apportées à l'activité générale des syndicats, y compris la gestion de leurs fonds. Les contrats collectifs sont interdits pour l'ensemble d'une industrie. Enfin, il est prévu que les fonctionnaires des syndicats ne pourront pas être des communistes.

L'ensemble de ces dispositions donne une idée précise de la façon dont la classe dirigeante américaine entend défendre la fameuse « liberté d'entreprise » que le président Truman a placée dans un récent discours (6 mars) « plus haut que la paix ».

C'est Philip Murray, président du C.I.O., nullement suspect de sympathies procommunistes, qui a déclaré à propos de la loi en question qu'elle constitue « le premier pas vers le fascisme en Amérique ».

A part cela bien sûr, c'est le régime soviétique qu'on accuse d'être une dictature et qu'on ose comparer plus ou moins à l'Allemagne d'Hitler. Oublieuse de la Grèce, de la Turquie, de l'Iran, de la Chine,

la conscience américaine s'émeut lorsqu'il s'agit de l'U.R.S.S. et parle d'impérialisme, d'expansionnisme, de visées territoriales, oublieuse qu'elle est de cette période de l'histoire où le monde a semblé se liguer contre elle [l'U.R.S.S.]. Lorsque l'Europe dit « rideau de fer » (d'après une expression tirée textuellement d'un discours du Dr Goebbels), l'U.R.S.S. peut répondre « cordon sanitaire ? » Rien ne peut empêcher que la Russie ait gagné ses bases en Méditerranée, ni qu'elle ait le droit, à la place des bastions dressés contre elle par l'Europe de Versailles, de mettre des gouvernements plus conformes à ses espoirs, même si le régime de Mme Dragoiecheva n'est pas idolâtré des Bulgares [?] Comment la Russie se fierait-elle sans arrière-pensée à ces démocraties qui successivement l'ont mise au ban du monde civilisé, l'ont combattue sur tous les terrains en Extrême-Orient, ont laissé l'Allemagne se réarmer, l'Italie bâtir son empire, Franco prendre le pouvoir, et n'ont pas fini de lui reprocher la manœuvre par laquelle, en 1939, elle a évité de les suivre dans la fosse qu'elles avaient elles-mêmes creusée. (Chris Marker.)

D'*Esprit* encore, ces lignes à propos du congrès national du M.R.P. :

Le M.R.P. souffre d'une maladie qui atteint aussi la S.F.I.O. : incapacité à « centrer » une politique, qui, toute doctrine dehors, ne se laisse plus déterminer que par les soubresauts de l'événement — création en son sein de féodalités rivales, parmi lesquelles, malheureusement, celles qui détiennent la pure doctrine ne sont pas celles qui détiennent la puissance. La conséquence est évidente : dans les deux partis, la poursuite opiniâtre du but tend à faire place à des attaques plus faciles et rentables contre l'ennemi, la ligne politique le cède à des prises de position qui ne relèvent que de projets partiels, d'enthousiasmes épisodiques ou — hélas ! — de forces occultes dont les buts, eux, sont solides et permanents. Ainsi l'on ameute une opinion pour des valeurs qu'on ne se préoccupe pas de jauger, pour la défense de la liberté politique alors qu'on ignore quelle politique, pour la défense de la patrie alors qu'on disait il n'y a pas si longtemps que le patriotisme ne commande que dans la ligne du bon droit et de la vérité. Il y a, de l'énoncé de la doctrine à ces prises de

position périphériques, un vide énorme que le M.R.P. n'arrive pas à combler.

Les jeunes dirigeants de ce mouvement, qui sont souvent d'une authentique pureté, devraient tout faire pour mettre fin à une contradiction qui finirait par mériter le nom d'hypocrisie, pour arracher le M.R.P. aux ambiguïtés d'un néoradicalisme menaçant, aux fatalités mêmes qu'ils sont coupables de n'avoir pas conjurées, et le ramener obstinément à sa fidélité originelle. Ils y parviendraient peut-être au prix d'un effort inouï.

Pol GAILLARD.

ETUDES

D'un reportage très malveillant du père Bouningue sur la *Chine rouge,* quelques aveux du moins sont à retenir :

Presque tous les meilleurs auteurs chinois contemporains sont à sympathies communistes... (P. 169.)

La valeur du soldat communiste est reconnue par tous les observateurs. Discipline parfaite. Ni pillages, ni viols... Avant d'attaquer une place, les soldats tiennent conseil, le « deuxième classe » exprime son avis tout comme les capitaines. La tactique la meilleure est adoptée par vote, et son promoteur est élu commandant du coup de main à exécuter. Chacun reçoit un objectif et une mission précise ; il se fera tuer plutôt que de revenir sans atteindre son but. Pareille méthode est parfaitement adaptée aux guérillas communistes, qui évitent en général les chocs de masses.

Et ce rappel, sans aucune critique, mais au contraire plein d'admiration, pour l'attitude de Tchang Kaï-Chek en août 45 :

Par un de ces coups habiles qui lui sont familiers, le président Tchang décide que les Japonais vaincus continueront de se battre pour lui garder ses villes et ne les ouvrir qu'à ses troupes !

Mais Jacques Ayencourt, dans *Esprit* (mai 47), juge Tchang Kaï-Chek tel qu'il est :

Collaborateur et disciple de Sun Yat Sen, le fondateur de la République chinoise, il n'a cessé par la brutalité de ses méthodes, par les principes directeurs de sa politique, de trahir l'esprit même de celui dont il est le successeur et dont il se réclame constamment...

Sa politique se fait de plus en plus dictatoriale... mais durera-t-elle ? La situation, à l'intérieur du territoire surveillé par le Kuomintang, est fort trouble et il n'est pas exclu qu'elle empire. La révolte de Formose, chinoise depuis août 1946, le fait qu'une grande partie du territoire chinois échappe complètement au Kuomintang et qu'enfin, même dans le territoire qu'il contrôle, la domination effective du gouvernement est limitée et sans cesse menacée, l'impuissance totale du gouvernement en matière financière, le fait qu'il n'est pas toujours obéi par les gouverneurs régionaux, la vénalité qui est une institution universelle en Chine nationaliste, le fait que les étudiants, les futures élites sont généralement de tendance communiste, tout cela est cause que le gouvernement n'exerce le plus souvent qu'un pouvoir illusoire et que les mesures sévères de Tchang Kaï-Chek, la brutalité de sa politique, la répression policière ne sont même pas justifiées par les résultats.

La « Chine rouge », c'est l'espoir et le salut de toute la Chine !

Pol GAILLARD.

LA REVUE INTERNATIONALE

Il y a bien des années, la *Revue internationale* aurait pu se donner pour une revue « avancée », mais aujourd'hui, et ses lecteurs en furent rapidement désabusés, elle s'est constitué une doctrine dont les composantes, strictement utopistes d'ailleurs, ne manquent ni de pittoresque dans leur confusion, ni d'esprit rétrograde dans leurs antécédents... Que ce soit l'essai désespéré d'un Daniel Guérin (« *Vues sur la Révolution française* », n° 8) pour concilier les thèses de Trotski avec les nouvelles données du mouvement ouvrier contemporain, - l'amour éperdu pour un certain « existentialisme de gauche », tout aussi absurde que l'autre, ou bien encore les survivances d'une sociologie déjà ancienne, tout cela demeure vieillot, utopique, dépassé et ne peut guère attirer l'attention que d'hésitants et de rêveurs. Il va de soi que nous parlons ici du contenu, car, pour ce qu'il en est de la forme, la *Revue internationale* se présente, et particulièrement dans certains de ses articles économiques, comme une revue d'avant-

garde : mystification raffinée ou suprême contradiction, le fard n'en cache pas moins une vieille coquette.

Evidemment, l'une des composantes les plus « originales » de l'idéologie de cette revue est la tentative de conciliation de l'existentialisme et du marxisme, caractère qui s'affirmait d'ailleurs plus nettement encore dans les premiers numéros. C'est d'ailleurs la seule « chance » qui reste à l'existentialisme de garder un peu de vie, que d'engager un dialogue avec ce qu'il suppose être le marxisme. Sans doute, pour ce travail, la revue les *Temps modernes* semblait suffire. Mais la politique de la *Revue internationale* est sur ce point plus subtile ; elle consiste à confronter, avec une apparence d'objectivité, ce qui lui semble deux systèmes, à vider le marxisme de son contenu pratique pour espérer plus facilement l'absorber dans un « humanisme »... Combien, à cet égard, l'article d'Alex Barbon est significatif ! Etudiant, dans le numéro 8, ce qu'il appelle « la dialectique du capital », il en arrive à faire de la dialectique une simple « expérience mentale », au sens où l'on parle, par exemple, d'une évidence, « expérience mentale », chez Descartes, et détermine ainsi la méthode de Marx : « une méthode pour saisir les idées au niveau le plus élevé de l'exposé, et passer d'un concept abstrait à un concept moins abstrait ». Pour Barbon, la dialectique demeure sur le terrain de la qualité pure, elle est « essentiellement une méthode qualitative », et le passage à la quantité est, à tout prendre, un passage « à la limite », une issue provisoire, voire strictement possible. Cette dissolution de la dialectique, ce rétrécissement d'une méthode qui consiste précisément au contraire, en elle-même et par elle-même, en un passage de la quantité à la qualité, passage d'ailleurs réciproque, est une des conséquences de la confusion introduite dans les esprits par une méditation un peu trop « profonde », au sens que Politzer donnait à ce mot, sur l'existentialisme !

Dans le même esprit, dans le numéro 6 de la revue, Maurice Merleau-Ponty reprochait à Pierre Hervé de critiquer en Husserl, un Husserl dépassé, de défendre le marxisme au nom d'un scientisme et, à tout prendre, de « désavouer le marxisme et la culture philosophique ». Il est regrettable que le problème ne se pose pas dans les termes où Merleau-Ponty s'assure, avec quelque rapidité, de le placer. Il ne s'agit pas de répondre à Hervé que, définissant « pour son compte sa position », il le fait « en termes fort peu scientistes et passablement phénoménologiques » ; il s'agit de se demander quelle est la conséquence méthodologique de cette phénoménologie, « description du réel comme tel », et pour quelle raison elle est apparue précisément à notre époque et non dans une autre. A vrai dire, le problème n'est pas entre le scientisme et la culture philosophique, entre un raidissement de la pensée et une expansion de la pensée, il ne s'agit ici que bien peu de conflit entre attitudes plus ou moins valables ; il s'agit, dans la pensée de Merleau-Ponty, de chercher à déshonorer les positions de l'adversaire, en lui montrant que ces positions ne sont point les bonnes, et qu'il marche sur un terrain miné par l'ennemi. C'est le type même de la polémique, et il est assez plaisant de voir Merleau-Ponty défendre au fond un marxisme déguisé en phénoménologie. Et nous savons bien, de reste, que toute l'intelligence, qui est grande et féconde, de Merleau-Ponty consiste à retrouver dans le marxisme une phénoménologie husserlienne qui s'ignore.

Nous imaginons assez à quel léthargisme contemplatif l'on en arriverait pour peu que réussisse, en apparence, une telle manœuvre, et quelles conséquences pratiques pourrait avoir ce confusionnisme. L'on en viendrait très vite à une « forme nouvelle d'objecticité », dépouillée de tout caractère pratique, bref à ce que Henri Lefebvre, dans l'*Existentialisme*, appelle justement une « scolastique moderne ». L'on obtiendrait à peu près ce qui s'est produit au moyen âge avec l'aristotélisme, et la méthode marxiste organisée et militante deviendrait vite un sujet de discussion, ou bien un monologue solitaire ; l'on déduirait l'économique de positions absolues, subjectives ; l'on rechercherait, par un retour offensif de l'ontologisme, à retrouver la garantie d'une vérité qui ne serait plus qu'une apparence de vérité. Nous nous méfions de telles entreprises.

Par une voie de conséquence, qui reflète la contradiction sur laquelle repose la revue, le second aspect de son idéologie n'est plus tellement de confusionnisme existentialiste et marxiste, mais plutôt une fuite délibérée devant la science dialectique, un retour offensif du « matiérisme » historique dans son aspect le plus primaire.

C'est le cas de cet article de Daniel Guérin, où, s'appuyant sur les thèses de Trotski, dans lesquelles il voit un « approfondissement du marxisme », toujours

au sens où Politzer voyait dans la « profondeur » une complexion bourgeoise, il définit la Révolution de 89 comme une révolution « permanente » et voit en Babeuf l'achèvement et le stade suprême de la lutte des classes. Que Babeuf ait été un des ancêtres du communisme, c'est ce que nul ne songe à nier, et Garaudy, dans le numéro de décembre 1946 des *Cahiers du communisme,* rappelait fort justement que les « utopistes » avaient eu un rôle important dans le développement historique lui-même. Seulement, il nous est difficile de regarder l'action de Babeuf comme une résultante de la Révolution de 89, comme l'aboutissement logique du mouvement dialectique de l'histoire. Parti de la revendication agraire, le petit feudiste de Roye-en-Santerre ne se dégage de son anarchisme que peu à peu et sous l'influence des événements. C'est très tard, après la mort de Robespierre, qu'il réclame l'application de la Constitution de l'an II, Constitution démocratique, revendication politique précise, utile. Mais, comme d'autre part, il s'était enfermé dans un système d'idées utopiques, il ne pouvait pas encore concevoir séparément la réalité des deux actions. Et cette contradiction est historiquement celle-là même du développement de la société dans laquelle il vivait. Ce n'est pas la Révolution « qui se dépassait par la gauche », comme le dit Guérin, paraphrasant Trotski ; c'était l'inexistence du prolétariat en France qui détruisait Babeuf. Alors que la Révolution de 89 n'avait pas encore développé toutes ses conséquences pratiques, il était difficile à la classe ouvrière, non seulement de prendre conscience d'elle-même, mais encore d'exister véritablement comme classe organisée. Dès lors, tous les efforts de Babeuf ne pouvaient qu'être vains, et toute son action se développait à travers les cadres de la pensée bourgeoise, la ruinant peut-être, mais n'en sortant pas. Et c'est comme utopiste que nous aimons Babeuf, non point comme révolutionnaire, car nous réservons ce nom à Robespierre et à Saint-Just. Il est étrange qu'il faille rappeler en effet que le révolutionnaire est d'abord celui qui *objectivement* transforme la société de son temps. Et si nous voyons très clairement comment Robespierre a transformé la société de son époque, fût-ce au nom de l' « Etre suprême », nous ne voyons pas ce que Babeuf a changé, de son vivant, au cours de l'histoire. Babeuf est *devenu* révolutionnaire par son exemple et par sa mort, sa pensée a pris une allure révolutionnaire, quand le XIXe siècle et le socialisme scientifique eurent opéré leur critique et que l'objet d'un mouvement politique du prolétariat était devenu possible.

Certes, nous n'avons pris ici l'exemple de Guérin que pour modèle d'une attitude fort commune à cette revue, et l'on pourrait aussi bien citer les articles de Limon, où se retrouve cette notion utopique d'un progrès uniforme, non dialectique, cette description en bloc, « phénoménologique » sans doute, des idéologies prises dans leur ensemble ou regardées comme unilatéralement déterminantes. Nous ne pouvons toutefois conclure sans signaler les articles économiques de cette revue, « objectifs » eux aussi, aussi longtemps que l'on n'a pas compris qu'ils ne tendent à rien de moins qu'à montrer perfidement l'établissement progressif dans le monde d'une sorte de principe des vases communicants et que, continuant le marxisme, l'U.R.S.S., d'une part, les Etats capitalistes de l'autre en sont venus à un point d'égalité, de similitude, et que les seules différences ne sont que qualitatives, subjectives, intérieures à la conscience des hommes des deux systèmes. Cette idée réactionnaire d'une loi naturelle unique, universelle, tendant à sa limite à la saturation des divergences, conduit très objectivement à la pire des erreurs.

Il serait amusant de montrer aussi dans cette revue le peu de place que la pensée française y occupe. Parmi les poètes, nous ne relevons jamais que deux noms français, encore sont-ils assez discutables. Mais cette revue sans espérance est aussi sans confiance... Un jour, attaquant l'*Encyclopédie de la Renaissance française,* la *Revue internationale* lui reprochait l'étendue de ses perspectives et parlait d'une sorte de lâche renoncement. A vrai dire, on s'aperçoit que la classe des élites a perfectionné ses moyens de mystification et qu'elle s'efforce par tous les moyens d'attirer et de séduire les plus faibles d'esprit parmi les jeunes intellectuels français. Mais elle est attirante au même sens que Malraux donne au mot fascination. Fascinante comme l'irréalisable, l'impossible ! Fausse suffisance qu'une suffisance purement mentale ! Dangereuse utopie qu'une utopie rescapée dans un siècle qui ne les tolère plus, confusionnisme sclérosé dans l'impossible...

Jean AUGER-DUVIGNAUD.

LES TEMPS MODERNES

Les *Temps modernes* commencent à être sérieusement ennuyeux. Le numéro 14 inaugure un article en plusieurs tomaisons de S. de Beauvoir : *Pour une morale de l'ambiguïté*. S. de Beauvoir reprend, — une fois de plus — les thèmes de son *Pyrrhus et Cinéas*. Thèmes rebattus, mais qu'importe ! S. de Beauvoir est la moraliste de service de l'existentialisme. On remarquera simplement le glissement de vocabulaire qui a conduit de l'« absurde » à l'« ambigu » — mais qu'on ne s'y trompe pas : il s'agit toujours de la même ratiocination morale dont la conclusion est, au choix : « faites ce que vous voudrez, tout se vaut » ou « ne faites rien du tout, rien n'en vaut la peine ».

Par contre, on trouve dans le même numéro un document intéressant : c'est le témoignage qu'un élève de Heidegger, Karl Lœwith, apporte sur son maître et sur la philosophie de celui-ci. Lœwith tente de dévoiler les « implications politiques de la philosophie de l'existence chez Heidegger ». Or, aux yeux de l'élève de Heidegger *lui-même*, la philosophie de Heidegger menait (et a effectivement mené) Heidegger directement au nazisme militant. Ce document révèle un certain nombre de faits significatifs : Heidegger menant ses élèves en rangs serrés au bureau de vote pour s'assurer qu'ils voteraient tous « bien » — c'est-à-dire pour le Führer; Heidegger rédigeant (en un style inénarrable de prétention philosophique) un appel électoral en faveur de Hitler; Heidegger célébrant Schlageter et le « destin » national-socialiste du peuple allemand, etc... tous faits qui, Lœwith le montre (en des termes encore un peu trop heideggeriens malheureusement), sont *originellement impliqués* dans la philosophie même de Heidegger. De quoi faire réfléchir ceux que l'existentialisme tente. De quoi inquiéter aussi la rédaction des *Temps modernes* qui prévient prudemment que ce document appelle une « discussion » !

Le numéro 15 contient moins encore : J. Pouillon s'y amuse avec l' « internationalisme » et Etiemble déverse sa hargne de-ci de-là. Il est significatif que, à l'instar des magazines de cinéma qui, pour se vendre, publient régulièrement des photos émoustillantes, les *Temps modernes* s'attachent tout aussi régulièrement une espèce de « vidangeur » de l'existentialisme : ce fut Vian, dans le genre grotesque ; c'est maintenant Etiemble, dans le genre forcené.

J. KANAPA.

REVUES DE PROVINCE

A côté des grandes revues qui paraissent à Paris, il en est d'autres qui s'efforcent de maintenir le goût des lettres en province. Elles naissent et se développent — mais prospèrent-elles ? — à Toulouse, à Bordeaux. Toutes, ou presque, témoignent d'un effort dans le sens de la décentralisation artistique, thème banal et dont tout le monde parle, sans jamais dévisager franchement cette question, sans chercher à en saisir les conditions véritables, ni les moyens, ni la direction. Si bien que ces revues tiennent tantôt du bulletin paroissial et tantôt font figure de sous-produits. On serait tenté de dire que leur intérêt sociologique devance leur intérêt littéraire. Faute d'y découvrir une position lucide, en l'absence de toute clairvoyance sur les besoins qu'elles pourraient satisfaire, force nous est de les considérer comme des organes d'expression universelle; et ces publications n'y gagnent pas.

Les *Carrefours de culture humaniste* nous viennent de Toulouse. Bien sûr, cette livraison de septembre 46 fait écho à la disparition de Paul Valéry. Les deux textes qui s'y consacrent sont d'une pauvreté blâmable en la circonstance. L'esprit de la revue, il éclate dans une chronique de H. Charasson sur le livre de Van der Meersch : *Femmes à l'encan*. Je lis :

Oui, j'ai sangloté sur l'épaule d'un de mes fils (à qui j'ai donné ensuite à lire *Femmes à l'encan*) parce que je ne pouvais supporter l'idée que de telles turpitudes, de telles ignobles souffrances d'atteintes à la DIGNITÉ HUMAINE, aussi abjectes en somme que ce qu'on nous raconte de pire sur les camps de Belsen et de Dachau...

Savourez au passage le : « ...que ce *qu'on nous raconte* de pire... » Mais surtout ce rapprochement de la prostitution et de la déportation — venu du cœur, soit — est néanmoins une fausse assimilation qui permet les grossières erreurs de jugement, même si l'on unit l'une à l'autre sous le pavillon de la croisade pour la dignité humaine. Cela s'appelle d'un nom : c'est l'esprit faux. Avoir l'esprit faux, ce n'est pas un vice congénital. Si

l'on en veut l'explication, Mme H. Charasson, bien involontairement, nous la donne :

On a beau savoir que certaines choses existent, on ne s'en rend pas compte exactement, jusqu'à ce qu'un écrivain de talent, de par son talent même, vous fasse comprendre les faits.

Chaque mot compte, je crois. Le langage est dense à souhait, portant témoignage de l'isolement d'une bourgeoisie qui n'a aucun contact avec la réalité, qui ne « se rend pas compte exactement », sinon par le talent même de quelque écrivain. Qu'en serait-il, si cet écrivain n'était pas bien pensant ?

Je crois que le ton de cet aveu dépasse le cadre d'un scandale de la prostitution et donne la mesure de cette admirable culture humaniste, dont ces gens veulent faire profession en prenant la plume.

C'est à peu près selon le même processus qu'a été écrite la longue « Introduction à l'étude de la psychologie de Hitler », due à la compilation laborieuse du docteur Cordier. Qu'en espère-t-on déduire ? Que Hitler était un hystérique ? C'est bien possible. Qu'il détenait un pouvoir de fascination considérable ? Soit. Mais ce genre de travail, tant bien que mal échafaudé, entretient une curiosité malsaine et détourne les esprits d'une véritable compréhension des événements politiques. M. Cordier s'extasie sur le fait que Hitler ait « hypnotisé » à Dusseldorf six cents magnats de l'industrie. Il serait plus intéressant, semble-t-il, de comprendre pourquoi ces six cents magnats se sont donnés rendez-vous, de sang-froid, avant tout hypnotisme, pour écouter ou mettre à profit les fantaisies d'un hypnotiseur. Plus loin, notre scrutateur d'âme cherche une explication aux « voix » qu'entendait Hitler. C'était un malade, nous dit-on. Est-ce à dire que tous les complices d'Hitler, ceux qui ont été condamnés à Nuremberg et ceux qui n'ont pas été condamnés, entendaient aussi des voix, et les mêmes voix ? Allons ! Allons ! Vraiment, la politique vue par des yeux « humanistes » prend de curieux aspects.

⁂

Dans *Estuaires*, qui paraît à Bordeaux et dont le numéro 2 est d'août 46, un hommage à Max Jacob sous forme d'une réédition de quelques poèmes de Morven le Gaëlique.

Ces poèmes qui datent de 1927-28 ont été oubliés, nous dit Louis Emié, dans les commentaires parus dernièrement sur le poète assassiné pendant la guerre. Ajoutent-ils à la gloire de Max Jacob ? Assez peu. Ces romances naïves sont néanmoins d'une belle venue parfois, comme celle-ci :

J'ai rêvé la nuit d'une fille de fontaine
En robe de soie brillante comme la mer...

Remercions Louis Emié de nous les redire et de mettre l'accent sur une production très souvent omise de Max Jacob. C'est un caractère général de notre critique moderne, restée impressionniste, de laisser froidement de côté un aspect de l'œuvre d'un créateur ; soit que cet aspect apparaisse au monsieur critique comme une « facette » négligeable, un miroitement fortuit, soit encore parce que la vision critique n'a pas prise sur une totalité à dessein émiettée par l'explication. De toute manière, cela aboutit à une technique de la « mise entre parenthèses », par laquelle l'esprit critique se donne ses propres limites et subrepticement donne à l'œuvre ces limites mêmes qu'elle s'était attribuées. Par ce phénomène s'explique cette phrase qui, à proprement parler ne veut rien dire :

Une œuvre comme celle de Max déborde de tous côtés ses propres limites... (L. Emié.)

Plus loin, Luc Estang, rédacteur de *la Croix*, livre un chapitre d'une étude sur Bernanos : « Le combat spirituel dans les romans de Bernanos ». Un chrétien vu par un chrétien. De-ci de-là peut être perçu l'effort du critique pour ramener le romancier sur les hauteurs de la spiritualité. Ainsi, les faiblesses de la chair, les basses pensées que l'on nomme instincts sont-elles escamotées qui, pourtant, jouent, quelquefois même avec bonne humeur, dans les romans leur action dramatique. « Le vrai drame, dit Luc Estang, se joue au-dessus d'elle (la chair). » C'est à une vision de l'esprit sur des romans à beaucoup d'égards réalistes que l'on nous convie. Ou, encore, dans cette conclusion où il est dit à peu près que Bernanos peint le mal pour attirer sur le mal les audaces de la rédemption. Mais ce qui est frappant, c'est qu'il soit impossible de masquer l'omniprésence du diable dans l'âme de tous les personnages : la « démonologie » de Bernanos.

Au terme de ce chapitre, qui n'est lui-même qu'un fragment, Luc Estang souligne une question intéressante. On a dit que les romans de Bernanos tournaient autour du drame du confesseur. Cela est vrai, mais personne, je crois, n'avait attiré l'attention sur la contre-partie : la psychologie des pénitents moyens. Cette psy-

chologie serait intéressante à suivre. Les citations données par le critique indiquent assez l'allure générale.

Le curé de campagne. — Il y a une lente cristallisation, autour de la conscience, de menus mensonges, de subterfuges, d'équivoques... A force d'habitude et avec le temps, les moins subtils (des pénitents) finissent par se créer de toutes pièces un langage à eux, qui reste incroyablement abstrait...

Et l'on va ainsi beaucoup plus loin que la psychologie des pénitents moyens, dont il faudrait percer le « mystère », et à travers d'autres lieux et mauvais lieux, jusqu'à ce tertre du roman chrétien où évolue une sorte d'aristocratie du péché, des héros pour qui le combat de la foi n'est plus le combat du bon sens.

De Jarnac, en Charente, vient la *Tour de feu*, alias *Regains*. Le trait d'union par-dessus un silence de six ans, est tracé en trois mots : « Confiance dans l'homme ». Je soupçonne fort ce P. Bouju, qui manie de façon très remarquable les grands mots et le confusionnisme intégral, d'avoir rédigé le prospectus. Voici la fin :

...et que l'homme construise son règne véritable dans une société accordée aux plus généreuses visions des poètes...

Bon. Revenons maintenant au contenu de ce trait d'union dont je parlais plus haut et qui relate l'histoire d'une « conscience » de 39 à 46.

« Avant 39, c'était la Vie. » Regardez bien ce V majuscule. Il présente en raccourci toutes les illusions qu'on avait avant la guerre à *Regains*, et les regrets lyriques qu'on y a maintenant.

Même les bêtes étaient sauvées et les végétariens, déjà à la veille des temps nouveaux, interdisaient les abattoirs... L'espoir du monde avait un sens...

Est-il possible d'être aussi absurde ou aussi innocent !

Avant 39, c'était la Vie. Peut-être bien, mais seulement du côté de Jarnac, et encore à condition de ne jamais ouvrir un journal, de ne jamais tourner le bouton d'un poste de radio, fruit de la science et d'un progrès si blâmable, si vulgaire, à condition de tenir ses volets bien clos et de modeler la pâte plastique des boules Quies dans le cornet de ses oreilles, ou encore de s'être laissé prendre au « Message » de feu Giono, ce dont quelques-uns ont su un jour se mordre les doigts jusqu'au sang. La vie, c'était, en 1938, Munich, et justement l'espoir, là, n'avait plus de sens, la vie ne pouvait plus être « une religion de l'univers et de l'amour ». Et c'était aussi la vie, venant d'Espagne, les cris d'un peuple qu'on assassinait derrière les rideaux humanistes de la non-intervention. « Les végétariens, à la veille des temps nouveaux, interdisaient les abattoirs ! » C'était cela, *Regains*, une entreprise de frivolités, avec fausses fenêtres pour créer l'illusion de la profondeur.

Mais aujourd'hui, la *Tour de feu* ose avoir des regrets, ose ne pas comprendre que le « poids des rêves » que nous a offert Giono était une chaîne d'esclavage et l'offrande de ce beau plaisir de voir un jour, pacifiquement attendri, mourir des millions d'hommes dans les tortures.

Soyons sans illusion, dites-vous. Soit. Mais alors pourquoi se gargariser de formules et d'antithèses du genre : A la vision abjecte du monde, j'oppose la vision lyrique du monde ? On était lyrique déjà au Contadour. On y traçait des routes vers les banquets allemands. Comment se souvenir sans remords de ce lyrisme-là ? C'est le lyrisme de ceux qui, aujourd'hui, dans un prétendu Occident, clament à l'humanisme, et tolèrent que Franco continue sur l'Espagne ses razzias de vies humaines, et gardent à la pointe de l'Europe une graine de fascisme, d'un fascisme dont on connaît pourtant le visage. Cette attitude de lyrisme n'a que deux noms sur le plan de l'humanisme : inconscience ou cynisme. Elle en a d'autres, plus précis encore, dans l'histoire politique, économique et sociale de notre temps.

Je dois dire que les trois pages de René Lacôte qui ouvrent la *Tour de feu* me semblent plus compréhensives, traitant de la crise de la poésie. Peut-être est-ce le signe de deux tendances à l'intérieur de cette équipe ? Dans ce cas, il faudra attendre les prochaines livraisons pour savoir si la *Tour de feu* est un puéril château de cartes ou la revue de création poétique qu'elle a comme ambition d'être.

Jacques GAUCHERON.

L'ARCHE

La part des chroniques est la meilleure et la plus cohérente. L'*Arche* s'efforce de rendre compte de l'activité artistique de tous les domaines, y compris le cinéma et la musique qui, d'ordinaire, est escamotée en quelques ronds-de-phrases. Bien sûr, on peut regretter que M. Blanchot, souvent d'une grande pénétration à l'intérieur même de la position qu'il a adoptée, noie ses remarques sous des périodes qui ne sont guère que des exercices de souffle et « verbalise » à n'en plus finir.

Bien sûr aussi ne peut-on point s'attendre à ce que dans l'*Arche* soit prisée sans réticences toute œuvre qui n'est pas absolument de « bon ton », et le bon ton dans ce cas-là, c'est tout ce qui n'est pas entaché de pensée marxiste. Il est de « bon ton » de rompre quelques lances contre la *Pensée*, mais où les choses se corsent, c'est quand A. Patri rend hommage comme à un penseur à la plume à gages de M. Kœstler. Il est vrai, à sa décharge ou à sa charge comme l'on voudra, que l'éditeur de l'*Arche* est aussi un des éditeurs de cette plume dont je parlais. L'anticommunisme, ici comme là, fait commettre des bévues.

Qui rend compte d'une revue, au demeurant, aimerait trouver matière à son commentaire, en dehors des chroniques. Critique des critiques, le jeu pourrait ne plus finir. Mais, du côté des œuvres, quelle pauvreté ! De tout et de rien, un bazar ; et de bien des textes on se demande pourquoi ils furent sauvés du déluge. Et l'on ne sort guère de l'ennui qu'avec les « eaux-fortes » de Marcel Arland intitulées « Figures » (n° 22), « La conjuration » de René Char, où le poète tente des sortilèges à tout poète ordinairement refusés et entraîne son lecteur à voir à travers le scénario d'un ballet, à suivre à travers les mots une longue danse tragique (n° 22). D'un ouvrage à paraître, la *Crevette dans tous ses états*, Francis Ponge a extrait la prose pleine d'ironie, et moraliste, qu'il appelle « lieu de la salicoque » (n° 21). Mais pourquoi faut-il que, dans le même numéro, Pierre Reverdy, qui est un grand poète, en arrive, parlant des circonstances de la poésie, à ce sophisme abstrait : « L'homme est d'autant plus engagé que le poète l'est moins », qui ne repose que sur une arbitraire séparation de l'homme et du poète, sur un découpage fictif des moments, moment où le poète est homme sur la barricade, moment où il cesserait d'être homme pour se muer en poète. Car, enfin, il faudrait bien, quand on parle des circonstances de la poésie, se demander s'il est possible que le poème naisse seulement quand le poète est devant sa page blanche. Au contraire, lorsque prend forme un poème d'amour, par exemple, n'est-il pas vrai que la vibration qui s'harmonise a quelque chose à voir avec le beau temps qu'il faisait dans les yeux d'une femme, tout à l'heure ou autrefois présente et visible, souveraine ?

Jacques GAUCHERON.

FONTAINE

Dans le numéro 53 de *Fontaine*, à côté d'une bonne nouvelle de G.-E. Glancier, « le Prince », relevons une étude de Marcel Raymond sur Valéry : « Le drame dans la poésie ». Le critique met en lumière certain aspect nihiliste de la pensée du poète. Mais il ne fait qu'esquisser le rapprochement fructueux qu'il conviendrait de faire entre l'auteur du *Cimetière marin* et Lucrèce. Nous verrions aussi la nécessité d'une confrontation avec Vigny, et surtout avec Leconte de Lisle. L'étude de l'athéisme de Valéry reste à faire.

Relevons aussi une curieuse note de J. Benda. Le « philosophe », examinant le problème politique, bien qu'il mette dans le même sac le « doctrinaire du communisme » et celui d'Action française, opte cependant pour le communisme, mais avec une arrogance hautaine, et « encore qu'il ne se fasse pas d'illusions sur le simplisme de ses doctrines et la faiblesse de leur logique, qu'il les juge même nécessaires pour leur triomphe au temporel ».

Du haut de son Sirius spirituel, J. Benda n'a guère dû se pencher sur la richesse vivante de la dialectique marxiste. Certes, le marxisme n'est pas, comme l'hegelianisme, un absolu tout fait : il s'affirme en progressant, puisqu'il est méthode. Si Julien Benda se juge capable de lui apporter sa contribution, que ne s'y est-il encore essayé ? Nous laissera-t-il, au contraire, croire à l'impuissance congénitale du critique ? Et

ne voit-il pas que prétendre *a priori* que le marxisme est « simpliste », c'est faire de la propagande pour ceux qui veulent hypocritement le « dépasser » ?

J. VARLOOT.

EXISTENCES

Revue des étudiants du sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet

La revue *Existences* garde dans l'ensemble une haute tenue, grâce à des collaborations dévouées. Mais on y cède volontiers aux modes spiritualistes et on y joue à l'antiscientisme. C'est du moins l'impression que donne le numéro 38, où J. Pavillard insiste fortement sur les « limites » du transformisme et le réduit à une théorie toujours remise en question, qu'il oppose au « fait » de l'évolution. Dans un autre article, intitulé « L'enseignement par images symboliques », M. Caster fait le procès du rationalisme scientifique sous l'autorité de... Clément d'Alexandrie. La pensée incertaine de nos spiritualistes modernes cherche appui où elle peut, dans les systèmes fumeux des philosophes alexandrins comme dans les méthodes yoghi et dans le fakirisme de l'Inde.

Très intéressantes, au contraire, les pages de Marcel Frémiot sur la musique de plein air, dans laquelle il voit, d'accord avec Debussy, la musique de l'avenir, la musique des « masses ». Toute la technique en est à créer, mais M. Frémiot en pose les premiers jalons.

J. VARLOOT.

LES CAHIERS DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE

Publiés par l'Institut d'étude de l'économie soviétique, les cahiers sont une source de documents indispensables à ceux qui veulent se tenir au courant de la structure et des problèmes de l'économie soviétique. Ils comprennent des études originales, sur les prix, le crédit, l'agriculture, etc., des mises au point mensuelles sur la situation économique de l'U.R.S.S., des textes officiels (traités, plans, etc.) et une bibliographie classée.

Jean DRESCH.

FRANCE-ASIE (Saïgon)

Le sous-titre est *revue mensuelle de culture franco-asiatique*, éditée à Saïgon et dont le but est « la confrontation des diverses civilisations extrême-orientales — et particulièrement l'indochinoise » — avec celle de la France. Prose et poésie, chroniques et documents révèlent une assez large ouverture d'esprit et la prudence qui convient.

Jean DRESCH.

LES REVUES ÉTRANGÈRES

PHILOSOPHY AND PHENOMENOLOGICAL RESEARCH
(University of Buffalo, New-York)

La revue américaine *Philosophy and phenomenological Research* contient comme d'habitude, fort peu de choses intéressantes. Dans le numéro de septembre 1946, une courte revue des « Différents courants de la philosophie française contemporaine » par M. Gaston Berger omet purement et simplement de signaler le « courant philosophique » du matérialisme dialectique, pourtant si caractéristique de la situation philosophique française actuelle. On parle beaucoup de M. Blondel, de M. Le Senne et autres... Mais on n'accorde même pas une mention aux chercheurs marxistes !

Par contre, on peut lire dans le même numéro une très importante étude (traduite du russe) de Mikhaïl Lifshitz sur « Johann-Joachim Winckelmann et les trois époques de la Weltanschauung bourgeoise ». L'intérêt de l'étude réside en ce que l'auteur montre sur l'exemple de Winckelmann (auteur en 1764 d'une *Histoire de l'art de l'antiquité*) comment une classe, en l'occurence la bourgeoisie, utilise différemment l'héritage idéologique d'une œuvre, le « legs du passé », suivant qu'elle se trouve dans sa période ascendante, dans sa période de suprématie ou dans sa phase décadente. Car non seulement la bourgeoisie utilisa de diverses façons l'enseignement de Winckelmann et le comprit sous des angles différents suivant qu'elle se trouvait dans l'une de ces trois phases, mais encore, *à travers l'œuvre et l'attitude de Winckelmann,* elle modifia en trois temps sa propre attitude esthétique à l'égard du problème du classicisme et des canons de beauté antiques. On voit tout l'intérêt que peut avoir une telle étude pour l'histoire des idéologies. Il serait à souhaiter qu'on en entreprenne de similaires sur des auteurs et des œuvres plus saillants. Le thème en serait : Quelle a été l'histoire de l'influence de tel auteur ou quelle a été l'histoire de l'attitude que le public a prise à son égard ? On dévoilerait par là même le mécanisme de mystification idéologique des interprétations et des enseignements (officiels ou amateurs) des classes oppressives, et on montrerait comment la bourgeoisie « truque » l'histoire des idées.

Une information du professeur E. Nicol, de Mexico, intéressera le lecteur curieux de l'atmosphère philosophique à l'étranger. La voici : « L'historicisme est un des courants dominants de la philosophie espagnole (au Mexique) : ses sources principales sont Dilthey et Ortega y Gasset »... De quoi frémir !

Le numéro de décembre 1946 contient un *Symposium sur l'éducation philosophique,* où les auteurs se signalent par une phraséologie stérile et ergotante, et un extrait du *Leibniz* de M. Guéroult (à paraître en France), qui laisse penser que son ouvrage sera un bon travail universitaire.

Dans ses numéros plus récents, la revue ne s'améliore point. Alors qu'elle faisait jusqu'ici une certaine place aux études non phénoménologiques, seules intéressantes, voilà qu'elle se voue maintenant (mars 1947) entièrement à la phénoménologie et que, inévitablement, elle se remplit d'une scolastique indigeste. Parlerai-je au lecteur français des *Racines métaphysiques de la liberté* (H. Veatch) ou de la *Dualité dans la théologie thomiste* (A.-O. Lovejoy) ou de la *Question à l'affirmation* (S. Hook) ? Non, tout cela est bien trop ennuyeux. Le piquant est la façon dont tous ces dignes scoliastes entament des discussions passionnées et souvent acerbes sur des sujets totalement inintéressants. Pitoyable tableau d'une époque philosophique agonisante.

Dans une critique d'un récent livre de Russell, *Histoire de la philosophie occidentale et de ses rapports avec les circonstances politiques et sociales,* je trouve cette définition de la philosophie par Russell :

La philosophie, pour moi, est quelque chose d'intermédiaire entre la théologie et la

science. Comme la théologie, elle consiste en spéculations sur des questions inaccessibles jusqu'ici à la connaissance définie. Mais, comme la science, elle en appelle à la raison humaine plutôt qu'à l'autorité, que ce soit l'autorité de la tradition ou celle de la révélation. Toute connaissance définie, dirai-je, relève de la science ; tout dogme concernant ce qui dépasse le champ de la connaissance définie relève de la théologie. Mais, entre la théologie et la science, il y a un *no man's land* exposé aux attaques des deux côtés ; ce *no man's land* est le domaine de la philosophie.

En vérité, Russell définit excellemment *une* philosophie — la philosophie idéaliste traditionnelle — mais non pas *la* philosophie ; au contraire, le matérialisme dialectique, qui est la seule philosophie moderne valable, loin de s'appliquer à un *no man's land,* rend illusoire cette prise en sandwich, pour la raison bien simple qu'il défait définitivement son assaillant théologique... De plus, le matérialisme dialectique ne subit pas les « assauts » de la science parce qu'il a *précisément* détruit cette idée d'une science refermée sur elle-même et opposée à une philosophie dont les démarches procéderaient d'un esprit autre que l'esprit scientifique. Le matérialisme dialectique a réconcilié la science et la philosophie ; elles font bon ménage en son sein ; elles s'apportent aide et justification réciproques. Cela, Russell ne l'a pas compris, ou ne veut pas l'admettre.

Pas plus qu'il ne veut admettre la méthode du matérialisme historique. Il annonce en effet, par le titre même de son livre, qu'il veut considérer l'histoire de la philosophie occidentale dans ses rapports avec les *circonstances* politiques et sociales. Mais on remarquera tout de suite qu'il emploie (à dessein) le mot « circonstances » et non pas celui de « conditions ». D'ailleurs, il précise ainsi sa méthode :

Il y a causalité réciproque : les circonstances de la vie des hommes font beaucoup pour déterminer leur philosophie, mais, inversement, leur philosophie fait beaucoup pour déterminer les circonstances... [Mon propos] est d'exhiber la philosophie comme partie intégrante de la vie politique et sociale.

Soit, mais de deux choses l'une : ou l'on pose un facteur déterminant « en dernière instance » (comme dit Engels), et alors on peut effectivement *expliquer* et enseigner l'histoire d'une idéologie. Ou (comme Russell) on se refuse à « choisir » une cause déterminante, on affirme que tout est absolument dans tout, et alors on ne peut plus rien expliquer. Autrement dit, il est juste d'insister sur l'action réciproque des facteurs sociaux et des facteurs idéologiques ; mais on n'explique rien si l'on n'installe pas un de ces deux groupes de facteurs au rang de cause déterminante, au rang de « condition » et non plus seulement de « circonstance ».

Un important livre de Kantor vient de paraître que nous n'avons pas encore entre les mains : *Psychologie et Logique.* Il intéressera peut-être le lecteur de connaître la conclusion du compte rendu qu'en fait L. W. Beck :

A chaque problème, ce livre apporte son dû d'érudition et un point de vue critique. En tant que description de la psychologie du logicien et de son œuvre, il représente une contribution de valeur ; mais il serait à mon avis erroné de voir en lui une logique.

Enfin, la revue annonce la publication d'une série d'importants articles traduits du russe sur différents sujets, dont des sujets philosophiques ; nous les suivrons avec plaisir.

Jean KANAPA.

SCIENCE AND SOCIETY

Science and Society est tout l'opposé de *Philosophy and Phenomenological Research.* C'est une revue vivante, préoccupée de questions concrètes et actuelles, pleine de courage même. C'est ainsi que, dans son numéro d'hiver 1947, elle présente entre autres une étude de G. G. Olshausen, dont l'objet est le suivant :

En 1885, le juriste allemand R. Jhering publia un recueil dont l'un des chapitres porte le titre : « Riches et pauvres dans la procédure civile romaine ». Le thème général en était que la loi civile de la république romaine était conçue de telle sorte qu'un litige entre un homme riche (en général un patricien) et un homme pauvre (en général un plébéien) était toujours résolu en faveur de l'homme riche... Le favoritisme était latent. A la surface tout semblait majestueusement impartial. Mais si le mécanisme de l'action était examiné soigneusement, son souci d'égalité semblait revenir à décréter que, comme dit Anatole France, tout homme, riche ou pauvre, qui couche sous les ponts doit aller en pri-

son... [La question que nous posons ici est] : la loi américaine contemporaine peut-elle être examinée du même point de vue ? Et, dans l'affirmative, à quelle conclusion mène cette analyse ?

Du coup, Olshausen étudie, sous différentes rubriques et avec une documentation irréfutable (plusieurs centaines de cas cités), la procédure civile américaine et se trouve amené à conclure :

L'analyse de la procédure américaine conduit à la *même* conclusion que l'analyse faite par Jhering de la procédure romaine. La loi donne une apparence superficielle de majestueuse égalité, mais elle penche, en vérité, sa faveur du côté des gens « à l'aise » et est hostile au pauvre. La législation sociale chargée d'atténuer ces inégalités laisse encore beaucoup à désirer.

Il est à craindre qu'elle laisse encore plus à désirer depuis que les lois antisociales proposées par les députés et sénateurs réactionnaires des U. S. A. ont été adoptées.

Dans le même numéro, S. J. Patel se montre préoccupé d'établir un « pont » entre la théorie économique de Keynes et celle de Marx. Pourquoi ? Dans l'espoir que, sur ce pont, passeront les économistes « libéraux » qui rejoindront ainsi à pas prudents le marxisme. C'est se donner beaucoup de mal, un mal inutile. Car, d'une part, si les économistes « libéraux » voient d'un si bon œil le keynisme, S. J. Patel devrait bien comprendre que cela n'a qu'une raison : la profonde hostilité réelle de Keynes pour le marxisme ; ils ne sont si curieux de Keynes que parce qu'ils savent y trouver un antidote de choix au marxisme. D'autre part, et S. J. Patel le note tout le premier, il y a quand même deux points sur lesquels Marx et Keynes (et avec lui tous les économistes capitalistes) sont en désaccord définitif : ces deux points sont le rôle du système capitaliste dans l'évolution économique et le rôle de la lutte des classes. On avouera que ce sont là divergences sérieuses... Je regrette de n'avoir pas la place de les développer ici.

Dans une revue des revues marxistes européennes, G. Muratore note :

La vogue de l'existentialisme aujourd'hui est un grave symptôme de décadence et de réaction, un rappel mélancolique et peut-être sinistre des irrationalismes similaires de la première après-guerre.

Sur notre revue, *la Pensée*, Muratore dit :

La Pensée connaît une véritable dévotion de la part de ses milliers de lecteurs... *La Pensée* n'est pas un organe d'information, mais de réflexion, et elle a raison de persévérer dans cette voie. Elle a entrepris de couvrir un large champ de problèmes... en un mot de poursuivre la tradition encyclopédique de Diderot.

Citer les éloges qui suivent risquerait de faire rougir tout le comité de direction de notre revue... Muratore en distribue de tout aussi enthousiastes au *Modern Quarterly*, qui est un peu en Angleterre le pendant de *la Pensée* — et dont nous parlerons bientôt. Parlant du *Modern Quarterly*, il regrette toutefois avec raison un article de cette revue sur Keynes et dit à ce propos :

La valeur limitée du schéma de Keynes provient simplement de ce qu'il reflète *un* aspect de la théorie marxiste des crises.

Ce qui est le meilleur jugement qu'on ait porté sur cette question bien inutilement soulevée.

Jean KANAPA.

MAINSTREAM

Une très grande, très belle revue américaine est née cet hiver. Elle s'appelle *Mainstream*. Plutôt que philosophique, elle est d'ailleurs essentiellement littéraire au sens large ; disons : culturelle. Elle présente des textes littéraires d'une valeur étonnante. Alors que la plupart des revues américaines ne contiennent que des nouvelles et des poèmes d'une valeur très médiocre (même dans les revues réputées), *Mainstream* offre des morceaux de rare valeur. Deux numéros (hiver et printemps de 1947) en sont sortis.

L'éditorial du premier numéro apporte des précisions intéressantes sur « la Crise de la littérature américaine » :

Une désespérante crise de confiance en l'homme, dans la science, dans le progrès, se répand comme un cancer sur la littérature qui pose en principe que les relations sociales existantes sont éternelles. C'est une littérature convaincue de ce que chaque génération est condamnée à répéter les tragédies de la génération précédente. C'est une littérature chaque jour plus dominée par des images de violence absurde, de décadence et de mort.

Eugène O'Neill reflète cet état d'esprit

lorsqu'il suggère qu'il est peut-être temps pour l'humanité de retourner à la poussière et de donner aux fourmis l'occasion de construire un univers habitable.

W.-H. Auden, maintenant naturalisé américain, proclame que « le lion du Néant nous poursuit » et nous presse de nous abandonner avec lui dans les bras d'une assoupissante théologie de l'Amour empruntée au mystique danois Kierkegaard.

Sur un plan différent, les divertissements de masses — cinéma, radio, revues — offrent des caricatures d'évasions et de mystifications qui n'ont même plus le mérite de l'originalité. Systématiquement, cyniquement, ils écrasent l'intelligence et annihilent la sensibilité avec leurs rêves synthétiques...

L'esthétique du « siècle américain » trouve son porte-parole le plus explicite dans Henry Luce, dont la revue *Life* offre alternativement de grands éditoriaux littéraires et des éditoriaux politiques bien plus directs appelant à la guerre contre l'Union soviétique et à une politique de force envers les travailleurs américains...

L'art en Amérique ne se fera son chemin que dans la lutte consciente contre les forces sociales hostiles à l'art. Cette lutte est aujourd'hui la condition première, non seulement du progrès artistique, mais même de la *vie* artistique...

Une littérature vivante, à notre époque, ne peut être créée que par des écrivains qui s'identifient au peuple, qui s'identifient ou s'allient à la classe laborieuse, source principale du progrès démocratique et culturel. *Mainstream* ouvre ses pages à de tels écrivains.

C'est dire qu'elle a, à l'avance, toute notre sympathie. De cette belle revue, je donnerai quelques extraits dans un prochain numéro de *la Pensée*.

Jean KANAPA.

REVUE DES QUESTIONS SCIENTIFIQUES (Louvain, Janvier 1947)

La *Revue des questions scientifiques*, publiée depuis soixante ans par la Société scientifique de Bruxelles, devient l'organe commun de cette société et de l'Union catholique des scientifiques français.

Ce dernier organisme, fondé récemment à Paris, constitue la branche scientifique du « Centre catholique des intellectuels français ».

Il se propose de créer un centre de rencontres et de recherches pour l'étude des problèmes humains posés par les découvertes scientifiques ; d'assurer à la pensée scientifique la place qui lui revient dans la pensée chrétienne et promouvoir ce que l'on appelle aujourd'hui l'humanisme scientifique et chrétien ; de procurer aux hommes de science chrétiens des moyens d'information et d'expression.

Dans son préambule, la rédaction de la revue estime d'une part que le savant peut et doit décrire un phénomène ou exposer une théorie scientifique dans une totale indépendance à l'égard de ses opinions philosophique particulières, mais elle ne manque pas d'ajouter que les récents développements des sciences ont montré combien les problèmes humains se trouvent désormais étroitement liés au progrès de la science. Sa vision de l'univers, la signification qu'il accorde à l'évolution de celui-ci doivent nécessairement intervenir dans les jugements de valeur que le savant est amené à prononcer.

En fait, on trouve dans ce premier fascicule des articles présentant un intérêt exclusivement technique, comme celui de M. Eugène Mertens sur « les Applications de la chimie des grosses molécules à la fabrication des matières plastiques », et d'autres, dont l'intérêt n'est pas uniquement documentaire. La haute tenue scientifique de ceux-ci n'exclut nullement une interprétation philosophique assez opposée à celle qui est familière aux rédacteurs et aux lecteurs de *la Pensée*.

⁂

C'est ainsi que le remarquable article du père Teilhard de Chardin : « Une interprétation biologique plausible de l'histoire humaine : la formation de la Noosphère », comporte l'avertissement suivant :

Pour prévenir toute méprise, il est peut-être bon d'avertir que la synthèse générale, esquissée dans ces pages, ne prétend ni remplacer ni exclure l'explication théologique de la destinée humaine. Pas plus que la paléontologie ne supprime la création, pas plus que l'embryologie ne fait obstacle à la Cause première, la description de la Noosphère et son aboutissant biologique ne s'oppose à la Transcendance divine, ni à la Providence, ni à la Grâce, ni à l'Incarnation, ni à la Parousie finale. Tout au contraire. Pour qui consent à se placer dans la perspective indi-

quée par l'auteur, il est évident que le biologique conflue dans le théologique, et que l'Incarnation du Verbe apparaît, non pas comme un postulat scientifique — ce qui serait proprement absurde —, mais comme trouvant sa place, alpha et oméga mystérieux, dans tout le plan, humain et divin, de l'Univers.

Ayant décrit la naissance et la structure zoologique de la Noosphère (sphère terrestre de la substance pensante), son anatomie, sa physiologie, ses phases et son avenir, l'auteur se heurte à ce qu'il considère comme l'irremplaçable et l'incommunicable et dont il fait le refuge ultime et définitif de l'irrationnel.

Qu'est-ce à dire sinon que, pareille à ces orbites planétaires qui paraissent traverser notre système solaire sans s'y arrêter, la courbe de conscience, suivie dans le sens des complexités croissantes, perce les cadres expérimentaux du temps et de l'espace pour s'évader quelque part, vers un ultra-centre d'unification et de consistance où se trouve définitivement collecté, globalement et en détail, tout l'irremplaçable et l'incommunicable du monde ?

L'intrusion inévitable en biologie et la place, pour la science, du problème de Dieu...

Il y aurait donc une place, dans la science, pour le problème de Dieu ? Ce problème pourrait être posé dans le langage rationnel, dans le langage de la science ? Singulière assertion, et combien plus dangereuse pour les conceptions spiritualistes que pour les nôtres !

⁂

Un autre article, celui du docteur Maurice d'Halluin, professeur à la Faculté libre de médecine de Lille, intitulé « la Mort n'est pas ce que l'on croit », apporte une intéressante contribution expérimentale à l'étude de la mort apparente ou ralentissement de la vie, de la mort relative ou suspension de la vie et de la mort absolue ou impossibilité de la vie.

Ce domaine est l'un de ceux qui exigeraient le plus d'être explorés avec la sérénité d'un esprit libre de préjugés. L'auteur s'efforce consciencieusement d'accorder l'objectivité du savant et la foi du croyant et trébuche à chaque instant sur les faux problèmes :

Quand la reviviscence est devenue impossible, du fait de l'altération du plus grand nombre des cellules, l'âme continue-t-elle à animer les cellules saines ?

L'habitude des préoccupations étrangères à la science le porte à se demander si le mort, ramassé sur le champ de bataille durant l'hiver ou dans la crevasse d'un glacier, ne serait pas encore en état de mort relative au point d'être susceptible de recevoir les derniers sacrements et il trouve consolante la pensée que ces malheureux pourraient ainsi profiter *in extremis* des secours de la religion.

Comme il lui répugne de penser que l'âme s'en va de cellule en cellule, expulsée par le phénomène progressif de la décomposition, et qu'il lui est impossible de préciser le moment où l'on peut envisager la séparation de ladite âme et du corps, il se garde de formuler les intéressantes conclusions qu'une attitude matérialiste lui eût sans doute permis de dégager sans effort.

Ernest KAHANE.

POUR RENAITRE

(Brochure de l'Association pour le progrès intellectuel et artistique de la Wallonie (A.P.I.A.W., Liége)

L'A.P.I.A.W. est née, sous l'occupation, du soulèvement de la conscience wallonne contre le nazisme protecteur de la civilisation flamande : elle veut défendre et développer la culture belge de langue française, et pour cela ranimer la vie intellectuelle et artistique de la Wallonie.

L'intéressante brochure qu'elle publie communique « le résultat de ses premières prospections » ; elle est consacrée pour moitié à la question de l'enseignement.

L'enseignement du français pose un problème vital pour les Wallons. Dans les programmes d'avant 1939, il se voyait réserver moins d'heures que le latin, à peine autant que le flamand. L'A.P.I.A.W. réclame pour lui la place d'honneur, car il constitue pour les Wallons, habitués à leur dialecte, une langue étrangère, ou plutôt une langue de culture. Notons, si cela peut les consoler, qu'il en va de même encore dans les provinces françaises de la périphérie, et qu'en France comme en Belgique l'enseignement du français, confié à des spécialistes des langues classiques, n'est pas pris au sérieux dans les lycées autant qu'il le faudrait. Mais les dangers de cette carence sont

plus grands dans une région qui appartient à une autre unité politique : par exemple, la terminologie grammaticale imposée en Belgique interdit l'emploi des grammaires françaises publiées en France.

L'enseignement de l'histoire ne pose pas moins de problèmes. L'histoire officielle belge insiste sur les liens anciens qui unirent les différents pays de Belgique.

Mais, écrivait E. Halkin, c'est la République française qui amalgama nos principautés... et prépara, sans l'avoir voulu, la Belgique libre de 1830, réalité d'aboutissement mais non principe de base... Le peuple wallon doit la notion de son existence au réveil flamand... Le mouvement wallon est un réflexe de conservation.

L'A.P.I.A.W. réclame une histoire écrite du point de vue des provinces wallonnes.

La question scolaire se complique en Belgique du fait de l'existence d'un enseignement libre puissant et subventionné.

Chaque fois que le gouvernement belge décide d'allouer une certaine somme à ses deux Universités, il accorde automatiquement à chacune des deux Universités libres, et ce sans aucun contrôle administratif, les 6/10 de la même somme.

Ce qui n'empêche pas le public et les fondations étrangères de réserver leurs libéralités aux Universités libres, qu'ils croient sans subsides. De plus, les fonctionnaires flamands, de plus en plus nombreux dans l'Instruction publique, sortent pour la plupart de l'enseignement supérieur libre, et méconnaissent les besoins de l'Université de Liége, wallonne et officielle.

On a vu le ministre refuser à tel professeur liégeois les collaborateurs dont il avait besoin pour poursuivre son effort, sous prétexte que le même effort n'avait pas été fait à l'Université flamande ! On a vu le ministère refuser de nommer aux fonctions rétribuées d'agrégé de jeunes docteurs liégeois, sous prétexte qu'il ne s'était pas trouvé à Gand un même nombre de candidats méritant le même grade.

Tel est le beau régime auquel conduit le pluralisme scolaire.

Jean VARLOOT.

LES CAHIERS DU NORD (Charleroi, Belgique)

Le numéro 57 des *Cahiers du Nord* contient le texte intégral de *Polyxène*, tragédie de Roger Desaise. Tragédie à l'antique, mais écrite par un poète mal dégagé de l'influence symboliste. Son langage, s'il rappelle parfois Moréas, fait trop souvent songer au pire Stuart Merrill, au pire Maeterlinck. Néanmoins, certains accents qu'il trouve sont émouvants, et l'architecture de la pièce combine habilement et solidement une action empruntée à l'*Hécube* et aux *Troyennes* d'Euripide.

Le tome second des *Cahiers du Nord* pour 1946 forme un numéro spécial consacré à Albert Mockel. En face du grand Flamand Verhaeren, on oublie trop souvent d'évoquer le charmant poète symboliste que fut le Wallon Mockel. Il mérite amplement les hommages qui lui sont ici décernés : il a joué un rôle historiquement important en dirigeant dès 1886 la *Wallonie*, inspirée par Mallarmé, une des meilleures revues symbolistes ; il a soutenu le mouvement de culture wallonne sans défaillance ; et surtout ce fut un esprit exquis, un cœur délicat et un poète très estimable.

Jean VARLOOT.

LE JOURNAL DES POETES (Bruxelles)

Publiée à Bruxelles, cette revue a le courage de se consacrer exclusivement à la poésie. Il en faut, paraît-il, commercialement parlant. Au reste, le prix n'en est pas trop élevé. Malheureusement, la présentation de la revue s'en ressent : elle est très maigre, et les textes s'y accumulent bizarrement, pêle-mêle, comme dans les cadres du même nom, où se pressent les vieilles photos décolorées, les agrandissements et les instantanés sans aucune valeur artistique.

Trois pages consacrées à des poètes de vingt ans. A raison de cinq pour trois pages. Ce n'est pas de cette manière qu'on peut prendre contact avec le travail des très jeunes. La « manière » de ces textes oscille entre une volonté de profondeur et une volonté de désinvolture. Un effort pour gagner le « ton »

actuellement admis comme poétique. Cela sent l'usure. N'y aurait-il plus rien au-delà des formulaires ? Ah ! ces « langes de la nuit » et ces « miasmes de l'infini » ! Au long des deux colonnes, un assez grand nombre de poèmes, qui semblent avoir été piqués au hasard, un à un, dans l'œuvre de poètes quelconques (adjectif indéfini).

Une étude de P. Février sur Aygueparse. Etude datée : juillet 46; cela n'est pas indifférent. Il s'agissait pour le commentateur de retracer l'évolution d'un poète qui commença révolté libertaire et qui finit « loin des cris du forum et des vaines chicanes ». M. Février a raison de souligner la courbe ; elle est exemplaire. J'ai oublié de signaler que Aygueparse siège au conseil de rédaction de la revue. Cela ajoute du poids à la critique, puisque le poète a dû normalement la lire et, pour la publier, l'approuver. La courbe est exemplaire. Voulez-vous savoir comment on va de la révolte au désespoir, de l'ivresse à la solitude, de l'ivresse verbale à la médiocrité de « quelques phrases parfumées d'herbe folle et de feu de bois » ? Lisez Aygueparse.

Je voudrais citer toutes les phrases ; elles sont exquises. Après la poésie « qui s'identifie au geste large du lanceur de grenades », le poète « va travailler à la libération de ses anges et de ses démons ». Je donne les dates : la grenade en 1935, la libération des anges en 1938. Nous en sommes arrivés aux « valeurs poétiques éternelles ».

Et je me demande si cette apologie du détachement, écrite en 1946, n'avait pas pour seul but de placer un morceau de bravoure, servi en guise de conclusion, et qui débute ainsi :

Aygueparse ne donnera pas dans la fausse grandeur d'une certaine poésie dite « engagée » ou résistante,

et finira par une attaque contre Aragon et Eluard, à qui M. Février préfère Aygueparse. Voilà ce qu'on peut lire dans un mensuel de création et d'*information* poétiques.

Fausse grandeur de la poésie ? Où est la *vraie* grandeur ? Est-elle chez celui qui écrit *Poésie et vérité* 42 ou chez celui qui démissionne de sa vie d'homme pour un carré de choux et confie : « La poésie est une affaire personnelle entre la poésie et moi » ? Mais je ne veux pas par là établir une comparaison entre Paul Eluard et Aygueparse. Parce qu'il n'y a pas de commune mesure entre ce qui est la poésie et la rhétorique ou la vaticination creuse.

Une certaine poésie dite « engagée » ou « résistante » ? Il n'y a pas de « certaine » poésie. Il n'y a pas de poésie résistante. Il y a seulement que, de 1940 à 1944, la poésie était résistante, du moins celle qui mérite le nom de poésie, parce que c'était l'affaire des hommes conscients et des poètes dignes du nom de poètes de se sentir engagés à chanter la résistance, à y participer de toutes leurs forces. L'autre, la poésie qui n'était pas engagée dans le combat de l'homme contre ses bourreaux et ses assassins, celle qui se sentait libre pendant que les colonnes nazies massacraient et emprisonnaient, n'était ni résistante, ni engagée, ni poésie. Elle avait une seule liberté, celle de la mort. Il y a entre la poésie et cette chose qui n'est qu'une manière d'écrire par lignes inégales, la différence qui existe entre une langue morte et une langue vivante. Je me demande pourquoi les tenants de la poésie dite dégagée n'écrivent pas en latin. Cela n'est d'ailleurs qu'une comparaison.

Jacques GAUCHERON.

LABYRINTHE (Genève)

Labyrinthe apporte chaque mois sa riche collection de noms en vogue, de photographies admirables et de textes à sensation, propres à piquer la curiosité des lecteurs cultivés. Beaucoup d'art en somme dans ce journal mensuel de présentation soignée, tiré sur papier extra-blanc.

Comme dans un magasin d'antiquités, le regard est attiré par toutes sortes de choses menues, intéressantes souvent. Mais c'est de productions dernier cri que *Labyrinthe* trafique comme un brocanteur de l'actualité, et il a la grâce désuète de ces bibelots qu'on regarde, amusé, comme des témoignages d'époque (l'époque étant aussi souvent que possible celle d'un surréalisme attardé).

Un exemple navrant nous est fourni, dans un numéro déjà ancien (août 1946), par un article signé Paul Claudel, qui s'intitule : « Les mots ont une âme ». Les lettres aussi ont une âme, va nous dire M. Paul Claudel, et tout particuliè-

rement *la lettre M*. Et à propos de *cette lettre M*, notre poète va faire éclater toute une série de métaphores claudéliennes, comme on ferait éclater des pétards mouillés. La typographie n'en fait-elle pas, de *cette lettre M*, « un échancrement spirituel de l'horizon » ? Rimbaud avait bien un jour donné couleur aux voyelles. M. Claudel, lui, extirpe une à une leur âme, à tous les mots qui lui viennent à l'esprit et à la plume et dont la graphie comporte *la lettre M*. Ainsi mule : ce quadrupède qui, avec trois pattes, se contente d'une seule oreille (?) Le jeu peut durer indéfiniment ou presque. M. Claudel oublie un grand nombre de mots ; heureusement ! Voilà à quoi s'occupe et voilà la niaiserie qu'ose publier un grand poète de réputation mondiale. Le moins qu'on en puisse dire, c'est que le jeu serait inoffensif si l'article ne nous laissait, à sa fin, navrés et un peu honteux.

Jacques GAUCHERON.

LE MONDE FRANÇAIS (Paris-Montréal)

Numéro d'octobre, novembre et décembre 1946. Cette revue canadienne et française présente toujours la même variété d'articles. Les uns sont d'actualité et portent sur l'Italie, dont le comte Sforza retrace l'histoire depuis 1906 avec ses souvenirs ; sur les régions danubiennes, dont J.-F. Köver retrace l'évolution démocratique, du point de vue politique ; sur le Monténégro, avec des souvenirs de Henri Cambon ; sur l'Allemagne à propos de laquelle Robert d'Harcourt commente les sentences de Nuremberg, et S. Aberdam nous livre un portrait du Dr Schacht ; sur l'Amérique du Sud, enfin, dont Mgr Olivier Maurault et Emile Henriot nous font visiter les capitales, Buenos-Ayres, Montevideo et Rio. Mais il est aussi question de l'Union française, de son histoire (souvenirs de F. Charles-Roux sur Fez), ses finances (F.-Jenny-F. Herbette), les traversées automobiles sahariennes pendant la guerre (R. Combe), la langue française dans le monde (V. Bernard). Le *Monde français* est, en outre, une revue littéraire, publie des romans de Maurice Genevoix et des chroniques bien faites sur les lettres, le cinéma, la musique, les arts, le théâtre, les revues et les livres.

Jean DRESCH.

LES LIVRES

Etienne WOLFF : **les Changements de sexe.** Paris, Gallimard, Collection « L'Avenir de la Science », 1946.

La notion de sexe correspond à deux choses distinctes : le sexe génétique et le sexe génital. Le sexe génétique est inscrit dans le noyau de chaque cellule de l'organisme; il est caractérisé par la présence d'un ou deux chromosomes particuliers, appelés chromosomes X. Le sexe génital, ou phénotypique, est l'ensemble des organes ou caractères par lesquels l'organisme mâle diffère de l'organisme femelle : on distingue les caractères sexuels primaires ou essentiels (glandes génitales et conduits génitaux) et les caractères sexuels secondaires. Le sexe génital est le sexe apparent de l'individu; le sexe génétique est son sexe réel. Le sexe génétique est fixé au moment de la fécondation; le sexe phénotypique n'est acquis complètement que beaucoup plus tard, au moment de la puberté, à la suite d'un long déroulement de phénomènes. Ce déroulement peut parfois se faire d'une façon anormale et aboutir à des anomalies sexuelles, connues sous le nom général d'intersexualité.

Il est possible aujourd'hui de produire les phénomènes d'intersexualité par des procédés expérimentaux variés, physiologiques, chimiques, chirurgicaux et génétiques. Tous concourent à démontrer le rôle prépondérant des hormones génitales chez les vertébrés. Ce sont des espèces chimiques définies, des substances organiques appartenant au groupe des stérols. On connaît leur composition globale et leur formule développée, leurs propriétés physiques et chimiques; on peut les extraire à l'état de substances pures cristallisées; on peut en préparer certaines par synthèse. On a cru longtemps que ces hormones n'avaient d'action que sur les caractères sexuels secondaires, mais de nombreuses expériences — et l'auteur de ce livre a été le premier à en réaliser, en injectant les hormones à de très jeunes embryons d'oiseaux — ont montré qu'elles agissaient aussi sur les caractères sexuels primaires : avec leur aide, on arrive à détourner un embryon du sexe auquel le destinait sa formule chromosomique et à le pousser vers le sexe opposé. Dans certains cas, on est parvenu à un renversement presque total du sexe. Ce sont donc les hormones génitales qui donnent à un vertébré son apparence mâle ou femelle; c'est par elles que le sexe génétique commande au sexe génital. Les gènes sexuels contenus dans les chromosomes X sont les centres de réactions qui les élaborent.

C'est à l'exposé de toutes ces questions passionnantes, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique (c'est en effet tout le problème de l'obtention à volonté d'animaux mâles ou d'animaux femelles qui est en jeu) qu'est consacré le livre de M. Wolff. Ecrit en captivité, au camp d'Edelbach, en 1943, sa lecture est très attachante; le texte, écrit dans un style très clair, est illustré par de nombreuses figures dues à un compagnon de captivité de l'auteur, M. Doremus.

Pierre REY.

R. LEIBOVICI et GILBERT-DREYFUS : **les Thyroïdectomisés.** Paris, Doin et Cie, 1946, 1 vol. in-8, 110 pages.

Le présent volume est le premier d'une collection qui sera elle-même dirigée par les deux auteurs du nouvel ouvrage et qui paraîtra sous le titre « L'avenir des opérés ».

La science et l'autorité de R. Leibovici et de Gilbert-Dreyfus recommandent suffisamment au public médical, aux malades et aux esprits curieux une étude toujours claire de pensée et simple de style, qui rend magnifiquement témoignage des progrès de la technique chirurgicale, assistée d'une préparation médicale impeccable : une opération qui, il y a un quart de siècle à peine, faisait figure d'aventure exceptionnelle, grevée d'une lourde mortalité et dépourvue de certitude dans ses résultats, n'est-elle pas devenue aujourd'hui courante, bénigne et efficace, pourvu qu'elle soit convenablement conduite ?

Les monographies dont le commencement est livré au public ont été pour une grande part élaborées dans la clandestinité, alors que l'exercice et l'enseignement de la médecine étaient interdits par les nazis et leurs laquais vichyssois à certains de nos maîtres les plus éminents. Quelle fierté pour nous tous que ces volumes si riches de savoir et assurés d'un si déférent accueil dans les milieux compétents aient été conçus par des hommes qui, en ce temps-là, n'avaient à consacrer à la méditation de leur art que les loisirs que leur laissait leur participation au grand combat des Francs-Tireurs et Partisans français!

Aussi bien l'esprit de la Libération anime-t-il à jamais ces pages toutes brûlantes de l'amour du vrai, de la haine des charlatanismes, de la solidarité humaine avec ceux qui souffrent. Aux délicats qui feignent de ne pas comprendre quels peuvent être les rapports de l'objectivité scientifique et de la pensée démocratique, on recommande les premières lignes de l'*Introduction* de R. Leibovici et Gilbert-Dreyfus :

Il y a quelque vingt ans, un maître du bistouri constatait avec mélancolie : « La chirurgie s'est démocratisée. » Sans doute, regrettait-il les belles années du début de ce siècle, l'époque où plastronnaient dans les salons parisiens quelques chirurgiens grands seigneurs, roulant carrosse, où la chirurgie se limitait aux hernies, à l'appendicite et parfois à l'ovariotomie.

Cet heureux temps n'est plus... La chirurgie s'est répandue et s'est décentralisée...

Il en résulte que des millions d'opérés vivent aujourd'hui en France. C'est une catégorie de vivants, et éventuellement de patients, que l'on connaissait à peine en 1900. Et le médecin ne peut pas les traiter en ignorant le tournant capital que l'opération a marqué dans leur comportement. Ainsi naissent *une nouvelle clinique, une nouvelle pathologie* : la collection les étudiera. Avec le maximum de bonne foi, avec le maximum de sens des responsabilités professionnelles et sociales.

Elle prendra ainsi le contre-pied de l'« histoire complaisante et romancée » à laquelle certaines célébrités se laissent volontiers aller.

Evitons l'exemple de ces auteurs qui, interrogés sur une opération qu'ils préconisaient chaudement l'année précédente, se voient contraints de répondre avec désinvolture qu'ils ne la pratiquent plus aujourd'hui, car hormis leurs premiers cas, les seuls publiés, les résultats ont été fort mauvais.

Les noms de ces messieurs bien rentés, bien casés, bien pensants viendront d'eux-mêmes à l'esprit des lecteurs d'une *Introduction* qui restera, malgré sa brièveté, comme un manifeste de la nouvelle médecine, profondément honnête parce que profondément amie du peuple.

G. C.

Jean BRUHAT : **Présentation de l'U. R. S. S.** Paris, Edit. Jacques Vautrain, 1947, in-8, 290 p.

Que ma plume soit légère pour dire la valeur de ce nouvel ouvrage de notre ami Jean Bruhat !... Les lecteurs de *la Pensée* souriraient si je prétendais leur révéler les mérites de l'historien — pour ne rien dire du conférencier et du militant — qu'ils ont appris depuis longtemps à connaître et à apprécier.

J. Bruhat a déjà publié une brève mais substantielle *Histoire de l'U. R. S. S.* (Coll. *Que sais-je ?* Presses Universitaires). Pendant l'année scolaire 1945-1946, l'Institut d'Etudes Politiques l'avait

chargé d'une série de conférences destinées à présenter et à expliquer à un public d'étudiants l'organisation actuelle de l'Etat soviétique. Un éditeur avisé exprima, après lecture du manuscrit, le désir d'en assurer la diffusion imprimée. J. Bruhat a repris son texte, l'a étoffé, en a élargi les cadres, et aujourd'hui il nous donne cette *Présentation de l'U. R. S. S.*

Ce rappel des circonstances de la publication permet de définir le caractère de l'ouvrage : cette *présentation* est exactement une *explication*. Elle est destinée à tous ceux qui, déjà instruits des choses de l'U. R. S. S., ont le souci d'ajouter à leur connaissance la compréhension d'événements passés et de situations présentes, trop souvent dénaturés et faussés par de tendancieuses interprétations. Bruhat, qui voit clair, veut apporter, pour ses lecteurs, une juste lumière sur ce qu'on a, avec trop de complaisance, appelé l'*énigme russe*.

Il n'y a pas d'énigme russe : il y a précisément un pays neuf qui s'ordonne et se développe suivant des principes différents de ceux qu'ont employés, des siècles durant, les vieux Etats occidentaux.

L'U.R.S.S. n'est pas un pays comme les autres. Il convient donc de l'expliquer, et de l'expliquer en se référant à elle-même, à ses penseurs, à ses hommes d'Etat. Les conceptions de ses dirigeants sont marquées du sceau d'une doctrine qui a fait son apparition au XIX^e^ siècle et à laquelle Lénine, puis Staline ont donné un développement nouveau : le marxisme. Vouloir présenter l'U.R.S.S. sans parler du marxisme, c'est vouloir comprendre l'Angleterre libérale sans Adam Smith et Robespierre sans Rousseau.

Cette explication s'ordonne suivant cinq thèmes principaux :

Le pays et sa première histoire;

La Révolution et le rôle du parti bolchévik;

Les étapes de la construction du socialisme de 1917 à 1939;

La position de l'U. R. S. S. dans le monde, de 1917 à 1946;

L'Etat et le citoyen soviétiques.

Sur tous ces points, la préoccupation de l'auteur est constante : commenter pour éclairer et justifier, expliquer pour faire comprendre, susciter non une adhésion passive du lecteur, mais sa réflexion active fondée sur une exacte position des questions et la connaissance d'une complète argumentation.

A cet égard, *Présentation de l'U. R. S. S.* apparaît comme un précieux recueil de textes puisés aux meilleures sources de la pensée de Marx, de Lénine, de Staline. Bruhat n'hésite pas à faire état de textes littéraires, voire poétiques, pour mieux définir une atmosphère et nous communiquer la puissance d'un élan, la ferveur d'un enthousiasme. Il devient ainsi difficile, après lecture honnête, de continuer à se méprendre sur les intentions exactes des dirigeants soviétiques, sur leur comportement vrai, aussi bien dans les diverses phases de l'édification du socialisme que dans l'orientation de la politique extérieure de l'U. R. S. S. dans ses rapports avec les puissances étrangères.

M. Cholley, professeur à la Sorbonne, doyen de la Faculté des lettres de Paris, a écrit dans la préface :

J'ai lu l'ouvrage d'abord avec curiosité, puis avec un intérêt très vif et toujours accru. Et je suis sûr que telle sera aussi l'attitude du public.

Il faut aller plus loin et, à l'intérêt accru, ajouter le profit certain — profit pour la connaissance, profit pour le jugement. C'est pourquoi je risque un conseil à l'adresse de nos camarades directeurs et directrices d'écoles normales, d'écoles du second ou du premier degré, gérants de bibliothèques populaires ou syndicales, qui ont la charge de trouver pour leurs élèves et leurs adhérents des volumes riches de substance susceptibles de contribuer à l'enrichissement des esprits : placez *Présentation de l'U. R. S. S.* sur votre rayon « Histoire et Politique »; vos lecteurs vous en sauront gré.

Sylvain MOLINIER.

André Fichelle : **Géographie physique et économique de l'U. R. S. S.** Bibliothèque géographique, Editions Payot, un volume de 223 pages, Paris, 1946.

M. Fichelle, l'un des meilleurs spécialistes actuels des questions slaves, nous procure aujourd'hui un manuel fort commode et fort utile sur la géographie de l'U. R. S. S. Un aperçu assez rapide, en une cinquantaine de pages, de la géographie générale, sert d'introduction à une étude plus poussée de la géographie régionale, que complètent six chapitres de géographie économique. Telle est l'économie de l'ouvrage.

Aucun aspect essentiel n'est négligé. Regrettons peut-être simplement que l'étude des caractères généraux de l'économie soviétique soit menée rapidement, en une douzaine de pages. L'auteur trace dès l'abord, et à juste titre, comme un tableau antithétique de l'économie de l'ancienne Russie tzariste. Mais il ne souligne pas assez que cette antithèse est moins dans la forme que dans l'essence. Et c'est en petits caractères, au bas d'une page, que nous trouvons l'article 5 de la Constitution de 1936, qui pose les principes essentiels de l'économie soviétique :

> La base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établie à la suite de la liquidation du système capitaliste d'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production, et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est l'historique rapide de l'économie soviétique que nous trace l'auteur, plutôt que l'esquisse systématique de ses principes et de ses caractères originaux. Collectivisation, planification, liaison de l'économique et du politique, développement du rendement par l'essor de la recherche scientifique appliquée, par l'organisation rationnelle de l'exploitation, par la mobilisation des travailleurs grâce à l'émulation socialiste et à l'appel aux initiatives individuelles : l'auteur n'insiste peut-être pas assez sur ces points importants.

Regrettons aussi que la documentation statistique de l'ouvrage se borne, le plus souvent, à la période antérieure à la guerre. L'auteur s'en explique d'ailleurs dans quelques lignes d'introduction. Mais dans un domaine aussi mouvant que la géographie économique, pour un pays comme l'U. R. S. S., dont le rythme d'évolution est extrêmement rapide, il y a là un inconvénient : ce travail, dans certaines de ses parties, risque de vieillir vite.

L'ouvrage de M. Fichelle n'en constitue pas moins un bon instrument de travail, qui ne peut que rendre de très grands services.

Albert Soboul.

Pierre George : **Géographie économique et sociale de la France.** 1re édition, 1938, 272 p.; 2e édition, 1946, Paris, Editions *Hier et Aujourd'hui*, Collection « Civilisation française », 224 p. — Du même auteur : **Géographie sociale du monde.** Collection « Que sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France, 1946, 128 p.

Pierre George nous a donné, il y a quelque temps déjà, une seconde édition de sa *Géographie économique et sociale de la France*, parue en 1938.

Mais ce n'est point là une réédition simplement mise à jour. Désirant tracer comme le bilan critique des forces humaines et matérielles qui, au sortir de l'une des crises les plus graves de son histoire, peuvent servir à la renaissance de notre pays, l'auteur se garde de nous donner, des divers aspects régionaux et des formes d'activité économiques et sociales, une description statique. Le plan de l'ouvrage a donc été profondément modifié. Il nous offre non plus une série de chapitres régionaux, mais, après un rapide aperçu des conditions naturelles et humaines de l'économie française, un vaste triptyque de notre économie et de notre structure sociale (la France agricole,

la France industrielle et urbaine, l'activité commerciale).

Surtout, Pierre George (et c'est là que son livre sera particulièrement utile non seulement aux géographes, mais encore aux responsables de notre politique et de notre économie) abandonne le genre purement descriptif, donne une plus large place aux discussions et fait suivre sa critique des conclusions positives qui se dégagent de l'examen attentif et objectif des faits.

Il nous dit, dans une substantielle introduction, quelle est sa conception de la géographie, conception combien séduisante :

La géographie est de l'histoire qui se fait. Elle doit non seulement se pénétrer des éléments visibles de l'activité économique du moment, mais en définir les tendances à l'aide d'une claire intelligence des facteurs historiques décisifs. Ainsi elle sera non pas statique, mais dynamique : elle pourra prétendre apporter sa contribution de documents à la construction rationnelle de l'avenir... Il n'appartient pas à la géographie de fournir des solutions, mais d'indiquer ce que l'on peut exiger du pays et par quelles voies on bénéficiera au mieux des forces latentes... La géographie est, comme l'histoire, dont elle est l'aboutissement, science de gouvernement.

Signalons en particulier, de ce point de vue, l'intérêt de deux chapitres, consacrés l'un aux problèmes de l'agriculture française (p. 118), l'autre aux perspectives de l'industrie française (p. 182). L'auteur souligne à juste titre, en ce qui concerne notre agriculture, l'inconvénient majeur que présente l'extrême morcellement de la terre. Et il indique, avec beaucoup de nuances, les solutions : d'une part le remembrement, c'est-à-dire le regroupement des parcelles dispersées, qui n'est désirable « que dans la mesure où il ne risque pas de rompre l'équilibre des assolements et de certaines polycultures reposant sur l'exploitation de terres situées dans des conditions physiques différentes »; d'autre part la généralisation du système coopératif, la coopérative agricole permettant à la petite propriété de supporter la concurrence de la grande, à condition de n'être pas dénaturée dans son principe, pour ne devenir qu'une organisation commerciale au service des grands propriétaires. Dans la voie indiquée par Pierre George, je signalerai l'importance que prennent à l'heure actuelle les coopératives de machinisme agricole, dans l'Aude, dans les Charentes, dans la Moselle, par exemple (où plus de 50.000 hectares sont ainsi cultivés).

Sans insister plus avant sur l'intérêt immédiat et pratique du livre de Pierre George (il faut bien laisser au lecteur le plaisir de la découverte), il convient de marquer encore une autre nouveauté de cet ouvrage. L'auteur est l'un des premiers géographes à avoir annexé la géographie sociale à son domaine. Ne nous a-t-il pas donné depuis une rapide, mais évocatrice, *Géographie sociale du monde* ? Il y a là un domaine nouveau, d'une extrême richesse, aux frontières encore mal délimitées, qui commence pourtant à se définir par rapport à la géographie humaine. Nous ne pouvons mieux faire ici que de transcrire la définition que tente Pierre George lui-même :

Il s'agit d'une étude de l'homme, non comme producteur ou comme consommateur de récoltes ou de produits fabriqués, ce qui est le propre de la géographie économique, mais en tant que membre de collectivités vivantes, ayant chacune une organisation propre, un genre de vie particulier et occupant une place déterminée dans la hiérarchie des civilisations : l'aspect le plus humain de la géographie humaine. Plus simplement, il s'agit de procéder dans l'espace de la manière dont les historiens opèrent dans le temps. (*Géographie sociale du monde*, p. 5.)

On conçoit la difficulté de l'entreprise, et que le « géographe social » puisse se heurter au sociologue, à l'ethnographe, ou simplement au géographe humain (en particulier au géographe des genres de vie). Mais il n'est point dans le domaine scientifique de chasse gardée. La constitution de cette nouvelle discipline ne peut que contribuer aux progrès de cette science de l'homme en société, qui se cherche encore. La géographie sociale doit évidemment s'appuyer sur l'étude des faits économiques. Les classes sociales, la vie

sociale ont un contenu essentiellement économique, et leur étude ne peut se faire qu'en rapport avec l'organisation économique.

Au demeurant, la géographie sociale prouvera qu'elle existe, en multipliant les travaux dans le genre de ceux de Pierre George.

Albert SOBOUL.

Georges WELLERS : **De Drancy à Auschwitz.** Editions du Centre de documentation juive contemporaine, Paris, 1946.

L'auteur, qui est chargé de recherches au Centre national de la recherche scientifique, fut arrêté le 12 décembre 1941, interné à Compiègne, puis à Drancy, où il fit partie des « permanents » en qualité de mari d'« aryenne », déporté cependant à Auschwitz en juin 1944, ramené à Büchenwald en janvier 1945 devant l'avance soviétique et libéré par les Américains en avril de la même année.

Il dit dans sa préface :

> En écrivant ces pages, notre plus grand souci a été l'exactitude ; notre seule inspiration, le souvenir de nos malheureux camarades des camps ; notre unique souhait, que des événements aussi tristes et aussi dégradants ne puissent plus jamais se reproduire.

Outre ses souvenirs personnels, l'auteur a mis à contribution ceux des rarissimes survivants de cette longue persécution. Il a entrepris la rédaction de son ouvrage avec le souci explicite de l'exactitude et vraisemblablement avec le désir de l'objectivité.

Dans la première partie : *Drancy, prologue à Auschwitz,* il s'est fait l'historiographe du sinistre camp de Drancy, depuis son inauguration, le 20 août 1941, jusqu'à son ouverture à l'insurrection parisienne, le 17 août 1944. Les trois chapitres de cette première partie sont consacrés aux trois directions successives qui ont présidé aux destinées de ce camp et qui, si elles se distinguaient par un dosage différent de la brutalité, de l'hypocrisie et du cynisme, se ressemblaient par une même froide et inhumaine cruauté.

Le désir d'objectivité de M. Wellers est apparent au début de l'ouvrage, et son habitude de la rédaction des mémoires et des rapports scientifiques se manifeste notamment dans la description des locaux, des premières mesures antijuives, des premières rafles et même des premières exécutions. Mais un pareil ton ne pouvait être soutenu par un homme qui a assisté à tant de drames et qui, survivant, a conscience de ses devoirs envers tant de victimes. Aussi l'émotion, l'amertume, la révolte transparaissent-elles rapidement et gagnent-elles le lecteur au point de rendre presque insoutenable la description de certaines scènes, comme celle de l'arrivée, du séjour et de l'expédition à la mort des petits enfants séparés de leurs mères.

Si M. Wellers, qui décrit minutieusement, au milieu de toutes ses vicissitudes, la vie intérieure de Drancy, ne nous fait grâce d'aucun détail de l'attitude inhumaine des tortionnaires allemands et de la plupart de leurs valets français, il rend justice à quelques-uns de ceux-ci, moins endurcis. Il éclaire son récit par la description de gestes de solidarité entre internés, qui en accroissent le pathétique mais épargnent au lecteur l'impression d'irrémédiable désespoir que lui laisserait le seul tableau des bourreaux.

Cela est plus frappant encore dans la deuxième partie de l'ouvrage, consacrée à des « Souvenirs et évocations ». Nous voyons défiler devant nous quelques-uns des amis les plus chers de l'auteur, parmi les quelque cent cinquante disparus, à la mémoire desquels il dédie son travail. Il est loisible au lecteur de substituer à ceux dont parle M. Wellers ceux qu'il a lui-même connus parmi les 70.000 Juifs qui traversèrent Drancy pour aller vers la mort brutale des chambres à gaz et des fours crématoires ou vers la mort plus lente, mais plus misérable encore, des camps d'extermination. Combien, parmi tous ceux-là, étaient doués des mêmes qualités élevées, étaient capables d'ins-

pirer la même touchante compassion, pouvaient témoigner des mêmes sentiments sublimes que les amis évoqués par M. Wellers !

Que l'auteur ait progressivement quitté le ton de l'objectivité pure pour adopter celui d'une émotion contenue n'ôte rien à la valeur documentaire de son ouvrage. Ne restera-t-il pas impossible pendant de longues années de traiter froidement de tels sujets sans les trahir profondément ?

Il est indispensable de faire connaître de pareils documents, de faire partager les sentiments de révolte qu'ils suscitent, au plus grand nombre possible de lecteurs, en France et hors de France, et de les déterminer à une lutte impitoyable et vigilante contre tous ceux qui demeurent parmi les responsables de la plus effroyable hécatombe et de la plus formidable entreprise de dégradation de l'homme que l'histoire ait jamais connues.

Ernest KAHANE.

De l'Université aux camps de concentration. Témoignages strasbourgeois. Publications de la Faculté des Lettres, 1947, in-8, 550 p. Prix : 500 fr.

L'Université de Strasbourg, repliée à Clermont-Ferrand de 1939 à 1945, a été durement éprouvée par les nazis, après leur occupation de la « zone Sud ». Beaucoup de ses professeurs, étudiants et étudiantes ont été arrêtés, emprisonnés et déportés en divers camps de concentration et kommandos annexes, où un grand nombre ont péri dans des circonstances atroces. Au printemps de 1945, quand revinrent les survivants du grand drame, l'« Association des publications de la Faculté des Lettres » invita des représentants de divers bagnes à rédiger un rapport objectif et précis sur la vie qu'ils y avaient menée, en vue d'un grand recueil qui en fixerait et en diffuserait le souvenir. Ce travail collectif a été mené à bonne fin. Il se présente à nous sous la forme d'un beau et fort volume de 554 pages, qui fait le plus grand honneur à l'Association éditrice et à son imprimeur clermontois.

Le recueil se compose de 40 rapports, écrits par des professeurs, étudiants et étudiantes de diverses Facultés. Un double index, très minutieux, des noms de personnes et des noms de lieux et nationalités, permet de se renseigner aisément sur chaque déporté, sur chaque centre de déportation et sur chacun des pays mis à contribution. Il ne sera pas seulement utile aux parents, amis et camarades des universitaires strasbourgeois entraînés dans les enfers nazis, mais à tous ceux, et ils sont nombreux, dont quelque proche a eu le même sort, plus généralement à tous ceux qui voient là une ample matière à études multiples. Une carte inédite établie par le professeur Baulig associe aux noms des divers bagnes, dont la plupart étaient, avant ces dernières années, tout à fait inconnus, ceux des villes voisines sans lesquelles on ne pourrait les repérer. Une heureuse disposition permet de l'avoir sous les yeux tout en lisant chaque rapport.

Le livre, dans son ensemble, constitue une sorte de guide, qui nous en fait connaître l'organisation et le fonctionnement. Il s'ouvre sur les rafles successives organisées à partir de juin 1943 par la Gestapo en quête de gibier. Il nous montre les victimes entassées dans la caserne du « 92e », devenue une grande prison, où les geôliers leur donnent un avant-goût du sort qui les attend, puis à Compiègne-Royallieu, dans l'ancien « Centre médico-légal de l'armée », où se préparent les « transports ». Le docteur Francis Rohmer, de la clinique neurologique, nous entraîne avec lui dans « le convoi de la mort », parti le 2 juillet 1944 avec 2.521 détenus, dont 984 expirent en cours de route et dont 181 seulement réussiront à regagner la France. Le professeur Kirrmann, de la Faculté des sciences, nous promène à travers « Buchenwald la grande ville », où une population de vingt à trente mille déportés de toute nationalité est enserrée

dans un système de barbelés électrifiés à haute tension. Georges Straka décrit « l'arrivée » des bagnards et la rapide transformation d'honnêtes civils en un bétail humain soigneusement numéroté. D'autres nous font parcourir « l'infirmerie », qui « était là, dans l'esprit des SS, pour tuer, non pour guérir », les « laboratoires », où les détenus servaient de cobayes, le « block 61 », « le plus affreux cloaque qu'on puisse imaginer ». Nous voici, avec Jean Lassus, des Lettres, « au camp de Dachau », qui comptait, comme celui de Buchenwald, parmi les moins durs, et où cependant « chacun, à chaque instant, se demandait comment il éviterait d'être broyé », puis, avec Charles Sadron, des Sciences, « à l'usine de Dora », plus précisément à l'intérieur du « tunnel », trépidant et puant, où deux mille malheureux étaient mobilisés pour la confection des V1. Un étudiant, René Marx, fait revivre « une saison au Struthof », ce beau site vosgien, cher aux touristes, transformé en abattoir. D'autres évoquent des souvenirs hallucinants sur Mauthausen, sur Flossenburg, sur Stutthof, près Dantzig. Avec Hochenhauer, nous sommes « en rade de Lubeck », dans un « fond de cale » sans lumière, sans air, presque sans nourriture. Le docteur Albert Rohmer nous fait descendre avec lui à travers les sinistres couloirs de la mine de sel de Helmstedt. Cinq jeunes filles, dont une professeur de lycée, une secrétaire de Faculté et trois candidates à la licence, narrent leur lamentable odyssée, l'angoissante quarantaine à Ravensbrück, le dur labeur des usines lointaines, la marche forcée sans vivres et sans chaussures vers le charnier de Bergen-Belsen. Mais le comble de l'horreur est atteint au camp d'extermination d'Auschwitz et à ses annexes de Birkenau et de Monowitz, où quelques millions d'Israélites ont été froidement massacrés et dont les professeurs Klein et Waitz, de la Faculté de médecine, et le chirurgien strasbourgeois Robert Lévy nous décrivent l'organisation savamment meurtrière.

Le doyen Charles Hauter présente, en conclusion, des « réflexions d'un rescapé ». Quiconque aura suivi jusqu'au bout l'émouvant exposé de ces témoignages vécus sera, lui aussi, amené à réfléchir, et en des sens très divers. Ce livre n'est pas seulement un document historique de premier ordre. Comme le note l'avant-propos, des leçons de toute sorte s'en dégagent pour le psychologue en quête de mentalités exceptionnelles et de phénomènes morbides, pour le moraliste qu'intéressent les crises d'âme et les déviations de la conscience, pour le sociologue, qui peut saisir là, sur le vif, l'influence multiforme du groupe, pour tout esprit un peu ouvert aux questions de politique générale, qui se trouvera ainsi en mesure d'apprécier les dangers de certains programmes d'après leurs résultats.

Prosper ALFARIC.

PERTINAX : **les Fossoyeurs.** Tome I : *les Derniers Chefs de la IIIe République : Gamelin, Paul Reynaud, Daladier.* Paris, Ed. du Sagittaire, 1946, in-8, 332 p.

Voici dans la nouvelle édition française, imprimée à Paris, le premier tome de l'ouvrage en deux volumes publié à New-York en deux éditions successives, 1943 et 1945. Il contient le procès virulent, combien justifié, fait par Pertinax aux trois grands fossoyeurs de la IIIe République : Gamelin, Daladier, Reynaud. Du second volume, entièrement consacré à Pétain, René Maublanc a rendu compte au n° 4 de *la Pensée* (juillet-septembre 1945) ; il portait sur l'auteur et son talent de mémorialiste un jugement précis et pertinent qu'il faut rappeler :

Livre de journaliste, assez brillant souvent, qui semble fait d'une suite d'articles de quotidien ; mais 300 pages d'articles de journal, c'est un peu fatigant.

Nous ajoûterons pour notre part, écrivant deux ans après, que l'intérêt de l'œuvre s'est sensiblement émoussé. On en conçoit aisément la raison. En Pertinax parle tantôt un témoin direct, tantôt et plus souvent un confident qui rapporte

faits et propos vus et entendus par d'autres. Or, à cette heure, nous avons infiniment mieux, puisque les personnages qu'il met en cause ont pour la plupart publié des Mémoires, présenté des justifications, prononcé des plaidoyers. Nous pouvons lire les déclarations, les témoignages personnels, directs d'un Gamelin, d'un Reynaud, d'un Bonnet, voire d'un Laval fusillé. Comme Dame Histoire n'est pas encore en état d'établir pour le public une version satisfaisante de cette fin de régime, nous préférons, pour notre travail personnel de réflexion et d'interprétation historique, avoir recours aux sources plutôt qu'aux documents de seconde main.

D'autant que la déposition originale a une saveur propre que n'offrira jamais un témoignage secondaire. Pour nous en tenir au cas Gamelin, les cent pages que Pertinax lui consacre s'effacent en intérêt devant quelques-unes des formules que nous offrent les deux volumes *Servir* publiés par l'ex-généralissime. Après longue discussion, Pertinax prononce : « général incompétent, homme sans caractère ». Il suffit à Gamelin de se peindre d'un mot : « Moi-même, curieux d'histoire », et ce mot éclaire d'une lumière définitive le sombre drame de mai-juin 1940 : là où il fallait un second Foch, on avait placé un amateur d'histoire. Qu'on lise attentivement l'énorme fatras de ses Règlements, Ordonnances, Instructions, Directives, Rapports, Notes, Procès-verbaux des années 1930-1939, si complaisamment reproduits, et l'on y discernera l'histoire anticipée, écrite avec précision, minutie, mais d'avance, de l'inévitable défaite. Mieux encore : comme l'historien Gamelin n'a pas encore intégré dans sa pensée personnelle la réalité de l'écrasante poussée des divisions blindées nazies, il refait après coup l'histoire : « Si je n'avais pas été remplacé le 19 mai en fin d'après-midi, je comptais voir, le 20 au matin... », et, naturellement, il gagne la bataille, mais toujours après coup : « L'opération n'était pas, *a priori*, sans chance de réussite. »

Sans doute, on pourra objecter qu'il vaut souvent mieux s'en rapporter à un tiers désintéressé qu'à l'intéressé partial. Encore faudrait-il admettre que le témoignage de Pertinax se présente avec toute l'objectivité désirable. Or, si le persévérant rédacteur de l'ex-*Echo de Paris* (« J'ai écrit pendant trente ans dans une feuille de droite ») manifeste un patriotisme assuré, un sens national de bon aloi, il n'apparaît guère qu'il ait abandonné ses anciennes positions de politique intérieure, et le partisan se révèle encore sous la plume du mémorialiste. Quelle gêne pour l'auteur à évoquer les souvenirs du Front populaire! Quel silence éloquent sur l'action du Parti communiste contre la menace hitlérienne! Et parfois quelles arrière-pensées mesquines, comme en témoigne cette note de bas de page :

> Autre trait de Monzie : cet athée déteste les instituteurs primaires. Longtemps son département du Lot, où il faisait la pluie et le beau temps, fut, de toute la France, le seul à ne pas avoir d'école normale pour les former. Ce qui n'était pas, du reste, une perte. (P. 163.)

C'est dans ces préoccupations partisanes, je pense, qu'il faut trouver l'explication de la réserve extrême, disons le mot : de l'insuffisance flagrante, dont fait montre Pertinax dans l'analyse de la situation politique de la France, à propos de son étude sur Daladier. René Maublanc avait déjà justement marqué, touchant le second volume, combien peu le peuple français figure dans ce tableau d'histoire contemporaine. Dans ce tome premier, à part un rapide essai de définition du Parti radical, « dont la vie est un pénible balancement entre la droite et la gauche », et quelques lignes impertinentes sur les communistes, « dociles aux mots d'ordre de la IIIe Internationale », on chercherait en vain une explication raisonnée des luttes politiques et sociales qui remplissent les années 1934-1939. Pour avoir mis dans son récit trop d'individus, civils ou militaires, hommes ou femmes, vedettes ou comparses, Pertinax a négligé l'essentiel : le mouvement des idées, les oppositions de tendances, les élans populaires, les conflits idéologiques, sociaux et écono-

miques, qui constituent le fond de notre récente histoire. Plus grave encore : la France paraît dérouler en vase clos les épisodes de sa vie politique, et l'Abyssinie, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre paraissent étrangères à notre destinée. Aussi, quand, à propos de la guerre de Finlande, il faut définir le comportement de Daladier lancé à fond dans son aventure antisoviétique, Pertinax s'en tire par une berquinade : Daladier veut se servir de l'assistance à la Finlande pour reconstruire l'unanimité nationale. Evidemment, la drôle de guerre contre Hitler avait perdu tout sens national !

Ces réserves — sérieuses — faites, je déclare volontiers qu'on ne saurait avoir regret du long temps passé à lire les propos de Pertinax. Ce maître journaliste a si bien le talent de camper ses personnages, il met tant de verve à évoquer une atmosphère, à situer un moment historique, qu'on lui sait gré des nombreuses et utiles contributions qu'il apporte à notre connaissance d'une période dramatique entre toutes. L'histoire, la petite, mais aussi la grande, saura utiliser son témoignage, et pour ma part j'ai retenu pour mon dossier personnel quelques épisodes particulièrement suggestifs. En voici un dont on pourra goûter la saveur amère :

L'ambassadeur des Etats-Unis était arrivé au ministère de la Guerre à 7 h. 45 du soir [le 15 mai 1940]. Il y trouva Daladier à peine revenu d'une séance du comité de guerre. Le président avait confiance dans le cours de la bataille. Gamelin l'avait rassuré. Mais la sonnerie du téléphone retentit. Du donjon de Vincennes, le généralissime appelait le ministre. Celui-ci écoutait machinalement. Tout d'un coup, il s'écria : « Non, ce que vous me dites n'est pas possible ! Vous vous trompez ! Ce n'est pas possible ! » Gamelin lui avait appris qu'une colonne blindée allemande, ayant tout brisé sur son passage, croisait entre Rethel et Laon. Daladier était haletant. Il trouva la force de crier : « Il faut attaquer aussitôt ! — Attaquer ? Avec quoi ? Je n'ai plus assez de réserves. » D'assez longues explications suivirent. Elles se terminèrent sur ces mots du général : « Entre Laon et Paris, je ne dispose pas d'un seul corps de troupes. » Cependant, le visage de Daladier se contractait de plus en plus. « J'avais l'impression, raconte le témoin, qu'il diminuait à vue d'œil. » Le sinistre dialogue s'acheva sur cet échange de phrases : « Alors, c'est la destruction de l'armée française ! — Oui, c'est la destruction de l'armée française ! »

Ami lecteur, voyez et entendez : nous sommes bien au soir du 15 mai 1940, un jour dont le souvenir n'est pas près de sortir de la mémoire des Parisiens, et les deux interlocuteurs sont les deux grands responsables de notre préparation militaire. Aujourd'hui, Daladier, réélu, siège à l'Assemblée nationale, et Gamelin, retraité, écrit paisiblement ses Mémoires.

Sylvain MOLINIER.

CHAMINE : **Suite française. La conjuration d'Alger.** Paris, Albin Michel, nov. 1946, in-8, 445 p.

La bande publicitaire qui présente ce volume a beau annoncer : « Le premier livre d'histoire sur des événements dramatiques peu connus », force nous est de déclarer que ce n'est pas un livre d'histoire, qu'il est loin d'être le premier sur ce sujet — le débarquement anglo-américain à Alger le 8 novembre 1942 —, enfin que les événements dramatiques dont il traite sont plus connus, au moins de certains, que l'assure l'éditeur. C'est même la connaissance que nous en avons qui nous permet de présenter une ferme critique de *la Conjuration d'Alger*.

Nous ne refusons pas à M. Chamine écrivain l'aveu de l'agrément que nous avons pris à le lire, encore qu'on sente un peu trop dans ses pages le plaisir personnel, la satisfaction évidente qu'il éprouve à décrire et à raconter, à silhouetter ses personnages, à évoquer l'atmosphère colorée d'Alger. Mais c'est à l'historien que nous en avons.

Qu'il ne soit pas le premier à nous conter l'affaire d'Alger est suffisamment établi par la simple mention des deux volumes, pleins d'intérêt, qui dans l'année 1946 ont précédé celui de M. Chamine :

René Richard et Alain de Sérigny : *la Bissectrice de la guerre, Alger 8 novembre* 1942 (publié à Alger en avril 1946, éd. la Maison des livres) ;

Gabriel Esquer : 8 *novembre* 1942, *jour premier de la libération* (publié à Paris en mai 1946, éd. Charlot).

Sans remonter à l'article du colonel Jousse, paru dans la revue *Esprit* en janvier 1945, ou au récit si pittoresque de Mme Renée Pierre-Gosset : *Expédients provisoires, le coup d'Alger*, publié en 1945, qui nous avaient appris tant de choses, on pourra facilement noter l'identité d'information, parfois même d'inspiration, qui se marque dans le volume de MM. Richard et de Sérigny, par contre la contradiction dans l'interprétation des faits qu'apporte le volume de M. Esquer.

S'il était historien, M. Chamine pourrait-il écrire ceci, qui prête à sourire :

Je n'ai pas la prétention de donner l'état définitif de la vérité — on ne saurait l'établir tant que l'on n'aura pas accès aux archives américaines — mais le dernier état de la vérité. Faut-il ajouter qu'en écrivant ce récit je n'ai eu aucune préoccupation politique, mon incompétence répond de mon impartialité ? (P. 25.)

Est-il donc si peu averti du vocabulaire et des méthodes historiques qu'il ne puisse écrire simplement *dernière hypothèse, interprétation actuelle*, puisque de son propre aveu son information est loin d'être complète ? Qu'il sache donc que le mot *vérité* est redoutable pour un historien, et que, s'il se flatte d'apporter du nouveau, il aura déjà, dans le domaine des investigations où il s'est aventuré, grand mérite s'il peut simplement parler de *certitude*. Encore faudra-t-il écrire ce mot avec bonne foi et ne pas tailler et recoudre dans la *réalité des faits* pour en présenter une image quelque peu faussée par la perspective personnelle de l'auteur.

« Mon incompétence, dit M. Chamine [est-il sévère ou juste sur lui-même ?] répond de mon impartialité. » Mais il ne suffit pas de se dire impartial pour l'être, et M. Chamine, qui se dit historien, ne paraît pas se douter qu'il écrit en partisan. Or, il est partisan, et sans doute c'est son droit; mais alors qu'il se dise simplement *chroniqueur* et nous l'entendrons volontiers.

Il est partisan dans son titre même, *la Conjuration d'Alger*, qui ramène toute l'affaire aux initiatives et à l'action secrète du groupe des Cinq (Lemaigre-Dubreuil, Jean Rigault, Henri d'Astier de la Vigerie, Tarbé de Saint-Hardouin, Van Hecke), comme dans la dernière ligne du livre : « A Alger, le tour des amateurs et des héros est terminé. Le danger s'éloigne : voici venir le temps des professionnels », les héros étant les vichyssois, les ex-cagoulards, les royalistes, et les professionnels étant les résistants républicains.

Il est partisan dans la conception même de son ouvrage :

L'histoire de la libération de l'Afrique n'est pas l'histoire de la Résistance en Afrique et les deux sujets, quelque étonnant que cela puisse paraître, n'ont que peu de rapports. (P. 23.)

En suite de quoi l'auteur déclare que l'histoire de la Résistance « n'est pas son propos » et il ne retient pour l'histoire de la Libération que l'activité du groupe auquel il réserve sa sympathie.

Il est partisan dans le portrait qu'il fait des acteurs élus de son drame. On reste abasourdi, dès le premier chapitre, par la louange continue et excessive qu'il déverse sur Weygand :

Alors que tout, et même l'honneur, était perdu, Weygand maintient dans son empire la seule force sur quoi l'on pût bâtir : l'orgueil de notre race. (P. 30) L'Afrique du Nord a rarement connu une telle unité : Weygand représente la bonne conscience de tous. (P. 36.) On n'enseigne pas le patriotisme à Weygand. (P. 37.)

Mais on lit mieux entre les lignes quand, à propos de Lemaigre-Dubreuil, on relève cette défense :

On le dit cagoulard (il n'en aura pas entendu parler à temps), monarchiste (il n'aimerait guère un maître), manifestant du 6 février en tant que président de la Fédération des contribuables (il n'y est entré qu'en 1935). (P. 54.)

Pour d'Astier et Rigault, silence éloquent : on nous les présente comme

séduisants, inquiétants, machiavéliques, mais il ne nous est pas permis de savoir, ce que tout le monde savait en Afrique du Nord, qu'ils étaient fanatiquement royalistes.

Il est partisan encore quand il se porte garant de la neutralité politique de l'équipe et affirme son désintéressement :

L'équipe ne s'est jamais laissé guider que par des faits sans rien sacrifier à ses préférences politiques ou sentimentales. (P. 128.) Pour les dirigeants [du mouvement], la libération n'est pas un moyen mais une fin. Ils considèrent que le jour du débarquement leur rôle sera terminé. (P. 401.)

Or, nous savons qu'après la libération d'Alger le groupe des Cinq a adressé, le 4 décembre 1942, à M. Murphy, le conseiller d'ambassade américain, dont le rôle fut si grand à Alger, une lettre dans laquelle il déclarait notamment : « Nous avons voulu sauvegarder dans ce gouvernement la politique que nous avons adoptée de longue date. » Ce gouvernement était celui de l'amiral Darlan, dans lequel Jean Rigault détenait le secrétariat à l'Intérieur et à la Police, Tarbé de Saint-Hardouin le secrétariat aux relations extérieures, cependant que Lemaigre-Dubreuil était chargé de négociations à Washington. Et la politique de ce gouvernement, avec Darlan d'abord, puis sans Darlan, nous la connaissons bien; elle se résume ainsi : système de Vichy au nom du maréchal empêché, obstacle à la politique de Charles de Gaulle, élimination des éléments républicains et démocrates de l'Afrique du Nord. M. Chamine, dans sa *Suite française*, a arrêté son récit au lendemain du 8 novembre, mais il annonce un second volume, intitulé d'avance *Querelle des généraux*. Il peut être assuré que nous lirons avec curiosité la démonstration qu'il nous apportera de la pureté d'intentions et du désintéressement politique du groupe des Cinq dans la période novembre 1942-mai 1943.

Quand il ne parle pas des Cinq, ce qui se produit quelquefois, l'auteur s'avise qu'il doit fournir une réponse à quelques points d'interrogation que posent, pour ses lecteurs, des faits sensationnels de son histoire, par exemple la coïncidence de l'évasion du général Giraud avec la recherche américaine d'un chef militaire en Afrique du Nord, la présence de Darlan à Alger le jour du débarquement. La réponse est vite trouvée : « hasards favorables » dans le premier cas (p. 128), « curieux hasard » dans le second (p. 299). Et pour le cas où cette invocation du dieu hasard ne suffirait pas, on ajoute l'argument massue, la « preuve éclatante », savoir les déclarations de l'intéressé lui-même. Bonne application d'esprit critique, n'est-ce pas ? Mais le lecteur ignorera que, pour Giraud, l'évasion a été soigneusement préparée par les 2e et 3e bureaux de l'état-major, en liaison possible avec les services secrets anglais et américains, et que pour Darlan, s'il ignorait le jour exact du débarquement, il avait été cependant informé dès la fin octobre des projets américains par le général Juin, commandant des forces françaises de l'Algérie, mis lui-même dans la confidence par Murphy; il était en liaison étroite et personnelle avec l'Afrique du Nord par son homme de confiance l'amiral Fénard, installé à Alger; il avait même, semble-t-il, fait des offres de collaboration au groupe des Cinq.

Sachons nous résigner : M. Chamine ne nous a pas fourni le « dernier état de la vérité ». Mais pour le cas où la rédaction de son second volume ne serait pas terminée, suggérons-lui de méditer les lignes ci-après, écrites dans la préface de son 8 *novembre* 1942, *jour premier de la libération* par M. Esquer, historien de formation et de profession, administrateur de la Bibliothèque nationale d'Alger :

Ce que l'on doit exiger de l'historien, c'est qu'il possède cette discipline de l'esprit qui s'appelle l'objectivité, c'est-à-dire qu'il considère les faits en eux-mêmes, qu'il les prenne tels qu'ils sont ; qu'il n'élimine pas de parti pris ceux qui contrarient son point de vue ; qu'il n'écarte pas une opinion sans l'avoir confrontée avec les faits eux-mêmes ; qu'il cherche avant tout à établir loyalement la réalité. Tel est le rôle de l'histoire dont un

grand esprit, Henri Pirenne, a dit qu'elle n'avait à se subordonner ni aux partis, ni aux militaires, ni aux politiques.

Sylvain MOLINIER.

George MILLAR : **Un Anglais dans le maquis.** Paris, Ed. Médicis, 1946, in-12, 474 p.

Est-ce la couleur écarlate de la couverture qui indispose la gent courriériste littéraire ? Est-ce plus simplement le contenu de l'ouvrage qui le fait mettre sous le boisseau ? On parle peu de ce remarquable récit du temps du maquis. Et pourtant je ne crois pas m'avancer trop en assurant qu'il devrait avoir en librairie, toutes choses égales d'ailleurs, autant de retentissement qu'en eut sur l'écran l'admirable film *la Bataille du rail*.

C'est en effet une autre bataille du rail, bien réelle et dramatique à souhait, qu'a menée en France George Millar, en compagnie de cheminots et de jeunes gars du maquis. *Emile* (c'est le nom de guerre de l'auteur), capitaine de l'armée anglaise, est parachuté le 1er juin 1944 dans un secteur franc-comtois, à quelque sept kilomètres au nord de Besançon (zone de Vieilley, Rigney, Marchaux, Loulans), avec mission de saboter le trafic ferroviaire et d'entraver le plus possible les déplacements des forces allemandes. Il s'en acquitte heureusement, après avoir couru mille dangers, risqué maintes fois d'être capturé et vu la mort de bien près; il assiste en fin de compte à l'arrivée de la troisième armée américaine et à la débâcle de l'armée allemande, rentre en Angleterre et, en hommage « à tous les habitants de la Franche-Comté et spécialement à ceux qui vivent ou ont vécu dans la charmante et discrète vallée de l'Ognon », il écrit son livre d'aventures. On trouvera difficilement dans la littérature de la Résistance un récit aussi sobre, aussi sincère, aussi dépourvu de prétention, aussi empreint d'humanité, et cette discrétion, cette simplicité lui confèrent une grande valeur documentaire.

Le camarade cheminot qui le lira ne manquera pas sans doute de dresser la liste des exploits techniques réalisés par Emile et son quatuor français : Maurice, Philippe, le Frisé, le Pointu, et je crois volontiers qu'il en appréciera la qualité. Sauf omission, il trouvera :

La destruction à la dynamite du poste d'aiguillage de la gare de Mouchard;

L'attentat manqué contre le train fou;

La mise hors service des deux plaques tournantes du dépôt de locomotives de la gare de Besançon (soixante-trois locomotives immobilisées);

Le dynamitage de seize cœurs d'aiguilles à la sortie de cette gare;

Le déraillement de trois locomotives en gare de Rigney;

L'épisode cocasse de la collision de deux trains allemands chargés de douceurs et de bonbons, avec pillage par tous les gosses des environs;

L'épisode sensationnel de la grue de quarante-cinq tonnes;

L'attaque à main armée, mitrailleuses et « *bazooka* », d'un train de trente wagons-citernes;

La bataille contre le ravitaillement en eau de la gare de Besançon : destruction des pompes et réservoirs;

Enfin le déraillement monstre dans la tranchée de Miserey : quatre trains et une locomotive.

Les lecteurs de *la Pensée* en retiendront, pour leur part, le témoignage décisif, fourni par un combattant clandestin, sur le rôle primordial des communistes et particulièrement des F. T. P. dans la bataille et la victoire de la Résistance.

Venu d'Angleterre pour se battre en France, Emile déclare dès son premier contact avec le maquis : « Je n'ai pas d'idées politiques... Nous sommes des soldats; nous n'avons rien à voir avec la politique. » Mais le premier maquisard qu'il voit opérer est Georges, un communiste qu'on lui présente en ces termes :

C'est un de mes meilleurs agents ; je souhaite que beaucoup d'autres lui ressemblent. Lui et ses hommes sont de bons ouvriers,

en dépit du temps qu'ils perdent avec leur politique. (P. 90.)

La première opération de sabotage qu'il voit exécuter est conduite par Mathieu, communiste, chef d'un groupe de F. T. P. C'est de lui qu'il nous confie, après une chaude alerte :

Mathieu avait certainement risqué sa peau en venant nous chercher en voiture ; il aurait pu facilement s'échapper à pied ou se cacher dans le village parmi les autres Français. Nous lui devions la vie. (P. 123.)

A la date du 7 juin 1944, le lendemain du débarquement, nous lisons ce dialogue entre Albert, autre agent anglais chargé de la distribution des armes et explosifs parachutés, et le colonel Maurin, officier de carrière, chef des F. F. I. pour le Jura, la Haute-Saône, le Doubs :

Vous êtes en grand danger, dit le colonel, pourquoi ? Parce que vous travaillez avec les mauvais (entendez : les communistes)... Vous avez choisi le mauvais parti dès le début.

— Voulez-vous dire, mon colonel, que ces gens sont mauvais parce qu'ils ne travaillent pas pour vous ?

— Je veux dire que tout bon Français doit maintenant combattre en Français. S'il est communiste, qu'il laisse cela de côté pour le moment et combatte avec les F. F. I...

— Quiconque veut combattre et est en état de porter les armes sera équipé s'il ne tient qu'à moi, dit Albert. Car votre politique, je m'en moque ; une seule chose m'intéresse, le résultat et la façon de l'obtenir. Ici, dans cette partie de mon secteur, j'ai armé les communistes parce que ce sont les seuls que j'ai rencontrés... (P. 136.)

Voulez-vous connaître ce type de maquisard, le communiste franc-comtois ? Ils sont nombreux, ceux qu'Emile se plaît à nous peindre : on le sent si complètement conquis par leur allant, leur courage, leur simplicité. Voici Maurice :

Des quatre, c'était lui qui m'intéressait le plus. Il était plus âgé que les autres, portait de vingt-cinq à trente ans, et avait une famille à Besançon : sa femme était enceinte. Dans le civil, il était peintre en bâtiment et communiste. Mais il ne parlait jamais de tout cela. Dans l'armée, il avait servi avec le grade de sous-officier dans les « corps francs » ; il parlait souvent de sa vie à l'armée. Il était solide et simple. Il avait déjà laissé dans la bataille ses dents de devant. Leurs racines et quelques débris déchiquetés, étrangement blancs, se montraient quand il souriait, ce qui était fréquent. Les Allemands lui avaient cassé les dents à coups de marteau pour lui donner une leçon, après l'avoir surpris essayant de se livrer à un sabotage en gare de Besançon. (P. 208.)

Et plus tard :

Au maquis, de terribles nouvelles nous attendaient : Maurice et Philippe avaient été pris par les Allemands qui leur avaient dressé une embuscade... Je ne les revis jamais ; c'étaient deux de mes meilleurs hommes.

Nous connaissons aussi Jean, chef du maquis de Champoux : cheminot et communiste, il avait été un des chefs du Front populaire à Besançon et avait fait beaucoup pour organiser les débuts de la Résistance et pour encourager les jeunes. Mais c'est Painchaux, le communiste Painchaux, qui fut pour Emile « une vraie révélation ». « Son corps frêle recélait une énergie et une audace peu communes » ; il était surtout « un homme de valeur et un organisateur, chose très rare ». Spécialiste des coups durs, il ne reculait devant aucune entreprise. C'est lui qui arrête et exécute l'espion du pays, le traître à la solde de la Gestapo; qui fait enlever à Belfort, dans l'escorte même de Laval fuyant en Allemagne, deux miliciens du groupe de Darnand. Il se charge particulièrement de fournir au maquis tout le ravitaillement nécessaire : tabac, chaussures, essence, billets de banque, mais le tout pris dans les stocks de l'armée allemande.

Painchaux était un vrai magicien. Grâce à lui, il nous fut possible d'organiser le service des approvisionnements. Là où d'autres parlaient de kilos, lui parlait de chargements, de stocks. Il pouvait nous procurer du sucre, du riz, du gruyère, des pneus même et du chocolat par tonnes, et tout cela volé à l'ennemi. Tel un adroit prestidigitateur, il présentait toutes ces choses précieuses sans effort apparent ; pourtant ses coups étaient le résultat de plans soigneusement établis et exécutés. (P. 364.)

Je m'en voudrais de ne pas citer le chef de gare de Merey-Vieilley, communiste lui aussi :

Il était inappréciable pour moi, car, n'ayant plus grand-chose à faire (grâce à nos ex-

ploits), il passait la majeure partie de ses journées à écouter les conversations sur la ligne téléphonique du chemin de fer ; quand il devait s'absenter, il plaçait à l'écoute sa femme ou une de ses filles. Il savait à peu près tout ce qui regardait les chemins de fer. (P. 294.)

Bien sûr, il y a d'autres combattants que les communistes, et des combattants admirables, dans le maquis franc-comtois. Boulaya, le grand chef, est un type parfait de bourgeois libéral, évadé de sa routine quotidienne, et toujours sur route, sous bois, à l'affût. Nono, qui n'a pas vingt ans et qui veut être « avocat comme son père », voit son destin fauché par les balles allemandes à sa première expédition. Comment oublier désormais Georges Molle, « le roi des braconniers amateurs de la vallée de l'Ognon », l'insaisissable Georges, en alerte perpétuelle, aimant travailler seul, mais toujours disposé à donner un coup de main, le Français capable d'impressionner l'Anglais par son sang-froid imperturbable, capable surtout d'imposer sa volonté, de commander à Boulaya, à Emile, quand ils sont pris tous trois dans la souricière et condamnés, semble-t-il, à n'en pouvoir sortir. Et avec eux les paysans, les femmes, les jeunes filles, les gamins, le vrai peuple de nos campagnes françaises qui n'hésite jamais à donner un coup de main, porter un message, camoufler un stock, offrir un bon repas et mieux encore un abri sûr. On se prend à les aimer tous, comme les a aimés Emile.

Qu'est devenu George Millar, avant guerre journaliste à Londres ? Le gouvernement français l'a décoré de la Légion d'honneur et de la croix de guerre avec palme : juste récompense. Mais si d'aventure il lit ces lignes, qu'il sache que ses lecteurs lui en accordent une infiniment plus belle : la sympathie, la chaude amitié qu'il a fait naître dans leur cœur pour Emile et ses camarades. Pour ma part, j'ai rangé ce volume sur le rayon de ma bibliothèque où figurent ceux que j'appelle « mes bons compagnons ».

Sylvain MOLINIER.

A. THALAMAS : **les Origines de la société française.** Vichy-Paris, 1945, 278 p., gr. in-8.

Je voudrais pouvoir dire de ce livre le bien qu'en suggèrent *a priori* et l'intention exprimée par le titre et la préface, et la personne vénérable d'un auteur dont l'œuvre s'échelonne sur plus de cinquante ans, et que Vichy a frappé parce qu'il avait le malheur de n'être ni proallemand ni clérical. Mais qui aime bien châtie bien, et c'est justement en raison de la sympathie dont l'auteur peut bénéficier qu'il importe de mettre en garde contre les défauts de son livre.

Page 11, l'auteur nous dit que dans son ouvrage on ne trouvera « ni bibliographies complètes, ni références détaillées, ni polémiques. Tout cela, ajoute-t-il, est un travail que j'ai fait de mon mieux et en toute sincérité, mais je n'en dois que le résultat aux lecteurs auxquels je le soumets ». Il est impossible de laisser passer sans protestation une aussi étrange conception des devoirs de l'auteur; ce qui nous importe est beaucoup moins ce qu'il affirme que les preuves qu'il nous en donnerait. Je veux bien que, nous dit-il, ce livre soit moins d'érudition que de vulgarisation. Assurément, l'appareil critique peut être banni dans un manuel, ou un ouvrage pour grand public. La nature de celui-ci comporte cependant trop d'approfondissements pour entrer dans cette catégorie. Cela est si vrai qu'en fait l'auteur nous donne pas mal de notes et de références. Mais c'est là que je m'inquiète. Car les auteurs qu'il cite ne représentent qu'une si faible partie, et toujours la même, des travaux de base indispensables, et, à quelques exceptions près, une partie si démodée, qu'on n'a réellement pas l'impression que l'auteur, même pour son usage propre, ait connu, et de loin, tout ce qu'il aurait dû connaître.

Deux exemples entre des dizaines de ce retard sur l'état de la science. M. Thalamas attribue à la bataille de Poitiers, sur le développement de la cavalerie

franque, une influence qui est conforme à la théorie soutenue il y a plus d'un demi-siècle par Brünner entre autres, mais à laquelle aujourd'hui aucun historien averti ne croit plus. L'évolution qui, dans les armées européennes, donne le pas à la cavalerie (lourde, d'ailleurs, et bien différente de la cavalerie légère des Arabes) sur l'infanterie hier prédominante, remonte au Bas-Empire romain et à l'introduction de l'étrier par les Sarmates asiatiques au III[e] siècle; quel qu'en ait été le retentissement moral, la bataille de Poitiers, en elle-même fort peu de chose, n'a eu aucun rôle dans l'évolution militaire médiévale.

M. Thalamas, à la page voisine, considère que la thèse de Pirenne sur le rôle décisif de l'invasion musulmane dans l'évolution économique du moyen âge occidentale est incontestable et définitive. C'est ignorer qu'elle a cependant donné lieu à de multiples contestations. Si l'on admet communément que cette invasion a pu accentuer l'évolution antérieure, celle-ci avait, bien auparavant, commencé, et dans le même sens; et c'est en partie à cause de la rupture entre Occident et Orient et de la conversion du commerce byzantin vers l'Est asiatique que la conquête musulmane fut possible.

On supporterait ces erreurs de fait si du moins elles apparaissaient comme des phénomènes isolés dans un cadre général ferme. Malheureusement, les conceptions d'ensemble de M. Thalamas paraissent tout aussi flottantes. Je ne comprends rien à cette division qu'il nous propose entre, d'une part, l'histoire des hommes, d'autre part l'histoire de leurs actes, avec, par exemple, dans le premier groupe, une sociographie décrivant « la nature et la transformation des groupes sociaux divers » et, dans le second, l'histoire économique et l'histoire des coutumes, droit et mœurs.

Pratiquement, il aboutit à nous dire qu'il va nous faire une histoire des classes. Dessein assurément des plus dignes d'éloge et qui, s'il était réalisé selon une conception claire, serait, en dépit d'assez nombreux travaux préparatoires, d'une évidente utilité. Mais, en fait, dans le détail de son exposé et malgré des titres apparemment méthodiques, M. Thalamas nous met un peu de tout. Et cela ne surprendra qu'à demi si l'on se reporte aux définitions imprécises qu'il donne dans son introduction des notions de classe et de caste, et qui, pour autant qu'on puisse en tirer quelque chose, paraissent imbues de l'esprit solidariste dans lequel sans doute s'est formée sa jeunesse.

> On appelle classes les collectivités spéciales et organiques, c'est-à-dire les ensembles d'individus et de familles qui ont une vie économique et une fonction sociale analogue (p. 19). Les ensembles de familles analogues et habituellement solidaires : ce sont ces ensembles qu'on appelle les classes. [Les castes sont] des associations qui agissent socialement comme des classes (p. 22).

Et, dans le détail, tout le livre est rempli d'un vocabulaire aussi volontiers original et imprécis. Au total, si le lecteur peut se former une certaine idée de la vie domaniale et citadine, je le défie de retirer de ce livre aucune conception des origines proprement féodales, qui en sont cependant inséparables.

Je m'excuse envers l'auteur d'être obligé par le manque de place de ne pas suivre page à page son exposé. Je terminerai par l'indication d'une légère surprise, sur un autre plan : celle d'une évocation, au terme du résumé de notre évolution sociale récente (p. 27), des « messianismes judéo-soviétique et naziste ».

Claude CAHEN.

Léon MOUSSINAC : **l'Age ingrat du cinéma.** Paris, Sagittaire, 1946, in-8, 190 p.

Pour un recueil de textes de critique portant sur une aussi longue période (1920-1945), ce livre présente deux qualités rares, et très rarement associées : d'une part, tout en restant fidèle à sa pensée, l'auteur n'a jamais l'air de se répéter; d'autre part, quoique engagé dans une actualité passée, inconnue déjà

à toute une génération d'adultes, il ne nous semble pas étranger ni vieilli. Qualités en soi toutes négatives, mais qui sont la marque que Léon Moussinac avait quelque chose à dire, en chaque temps, d'assez neuf et d'assez important.

Il nous en donne la raison, en même temps qu'une juste analyse de son livre, quand il déclare que « ses notes reflètent la vie et les faits qui l'ont engagé, car il a toujours considéré la critique comme une action ». Dans la mesure où il est témoin, il ne se répète pas plus que la vie; dans la mesure où il est militant, il reste constamment attachant et actuel.

Témoignage sur une époque, ce livre l'est par son sujet comme par son style. Son sujet, ce sont les vingt-cinq ans de travail et de luttes qui constituent l'enfance du cinéma, durant lesquels « un art naît, se développe, découvre une à une ses lois propres », et qui aboutissent à une actuelle « crise de croissance ». Il les retrace sous la forme d'une série de mises au point sur de vastes sujets : « Naissance du cinéma » (1920-1924), « Cinéma, expression sociale » (1927), « Le cinéma soviétique » (1928), « Panoramique du cinéma » (1929), « L'âge ingrat du cinéma » (1930-1945). Ces mises au point ont pour principal défaut d'être très partielles : cela tient à la volonté de l'auteur de ne pas dresser de « palmarès », et surtout, naturellement, à ce que l'ensemble n'était pas concerté; c'est ainsi que la période actuelle est bien vite examinée, alors qu'elle nous intéresse particulièrement. Au moins n'ont-elle pas celui d'être statiques et impersonnelles : l'auteur s'efforce dans chaque période qu'il considère de dégager la perspective, de dessiner le sens de l'évolution du cinéma. Il le fait souvent avec bonheur, mais ses erreurs mêmes nous intéressent, comme lui, d'ailleurs, « pour ce qu'elles trouvent leur explication dans le temps même où il les a fixées » : par exemple, lorsqu'en 1920 il se faisait l'apôtre du film musical contre un possible film parlant, ou qu'en 1929 il s'apprêtait à enterrer le cinéma français déjà à demi colonisé par l'Amérique, c'est qu'il ne pouvait prévoir ni le bouleversement qu'amènerait le film sonore ni les circonstances qui ont permis la longue résistance des cinéastes français.

Quant au style des différents morceaux, il est assez révélateur du temps et du milieu. L'insupportable forme hachée, inarticulée et violemment ponctuée (n'en déplaise à René Maublanc, mieux vaut l'absence que l'excès de ponctuation) des pages qui s'adressent aux intellectuels de 1920 traduisent bien une forme du désarroi des « élites » après l'autre guerre, à laquelle nous ne sommes plus sensibles. Alors que la phrase large et posée d'une conférence populaire de 1933 semble tenir de son public sa force et sa simplicité. Les dernières pages, adressées de nouveau à des intellectuels, ne sont pas encore totalement libérées d'une malheureuse recherche qui torture la syntaxe; du moins — signe que les intellectuels entendent rompre leur isolement — cette recherche se fait-elle plus rare et plus discrète.

A travers cette diversité qui en fait l'intérêt historique, le livre de Léon Moussinac doit son unité profonde et un intérêt immédiat à ce que c'est une œuvre militante exemplaire d'un écrivain qui a su prendre sa place au combat pour la libération de l'homme et découvrir, seul presque avec Louis Delluc, un instrument de cette libération dans le cinéma naissant. Cela est d'abord sensible dans le ton passionné et mordant de tout l'ouvrage, qui marque à la fois l'amour que porte l'auteur au cinéma et son ardeur révolutionnaire. Les deux se tiennent, car,

> pour que le cinématographe se réalise, il faut le délivrer de la domination de l'argent. Qui fera cela ? Le système de production de l'économie socialiste. Et comme cette économie socialiste n'est possible que par les moyens révolutionnaires, attendons la révolution — ou préparons-la, selon le degré de notre courage ;

et inversement, au lendemain de la Révolution, Lénine pouvait déclarer :

> De tous les arts, le plus important pour la Russie, selon moi, c'est l'art cinématographique.

Naturellement, l'auteur est amené à opposer constamment, au seul point de vue cinématographique, régime capitaliste et régime soviétique : exploitants à la remorque de leur public et dirigeants soucieux d'éduquer le peuple; Amérique productrice de films standard soumis, sur le plan moral et politique, au « code Hays » et U. R. S. S., « seul pays où il arrive à la censure d'interdire un film pour insuffisance artistique »; cinéastes brimés et cinéastes libres de traduire leurs aspirations; effort désespéré, en face d'un cinéma mercantile, pour dresser un artificiel « cinéma d'avant-garde », et effort réaliste nourri de la Révolution.

Cela ne veut pas dire qu'il mène la lutte pour la libération du cinéma sur le terrain politique. Il la mène avant tout sur le terrain artistique, cherchant à dégager le cinéma de la littérature, à découvrir « ses lois propres » dans le rythme et la photogénie, à prévoir son évolution avec les progrès techniques possibles; témoin cette vigoureuse anticipation :

> Qu'on imagine donc qu'un chimiste, demain, crée le support idéal : solide, non rayable, ininflammable et bon marché. C'est, d'un coup, toutes les conditions matérielles de la production cinématographique remises en question, renversées — car correspondra immédiatement à cette invention la création par un mécanicien d'un appareil de projection pratique, également bon marché, susceptible d'être acquis par un très grand nombre de clubs, groupements, etc... Ce qui provoquera aussitôt, pour un film intéressant, le tirage et la mise en circulation d'un nombre de copies considérable, afin de satisfaire aux besoins d'une clientèle qui s'étendra dans le monde entier, soit qu'on achète directement des copies pour la formation d'une bibliothèque, un peu à la façon dont on achète actuellement des disques de phonographe, soit qu'on loue ces films à des cinémathèques privées ou publiques...

Une telle perspective peut faire sentir à la fois l'audace et le réalisme du livre.

Jean-Pierre KAHANE.

Georges SADOUL : **l'Invention du cinéma.** Paris, Denoël, 1946, in-8, 360 p.

Les lecteurs de *la Pensée* connaissent certainement la personnalité de Georges Sadoul; ils connaissent un peu aussi son livre, puisque, sous le titre « Les premiers pas du cinéma », ils en ont lu quelques extraits dans le second numéro de la revue. L'auteur, l'aperçu qu'ils ont du livre leur sont garants qu'ils trouveront dans *l'Invention du cinéma* une histoire passionnante et pleine d'enseignement, et non un simple travail d'érudition.

Pourtant, c'est l'intérêt documentaire de l'ouvrage qu'il faut d'abord souligner, et le travail de recherches qu'il a nécessité. La préhistoire du cinéma était un sujet neuf pour un historien, un domaine inexploré dont personne ne semblait soupçonner l'existence. Pas même Sadoul, qui prend soin de nous avertir qu'il y a été amené incidemment par le cours de ses travaux sur le cinéma, et contre ses idées préconçues :

> J'avais, en commençant cet ouvrage, l'intention, que je n'ai pas abandonnée, de résumer en 300 pages, 50 années de cinéma. J'ai d'abord étudié les origines, et les contradictions que j'ai rencontrées chez divers auteurs m'ont obligé de remonter aux sources... Lorsque j'ai entrepris mon étude, j'étais persuadé que Lumière était le seul inventeur du cinéma.

Le premier mérite du livre de Sadoul, c'est donc, au prix d'un travail difficile mené en partie pendant l'occupation, de combler ce vide, c'est de nous fournir des faits. Il suffit de le feuilleter, d'y voir les 143 schémas et reproductions de machines et de documents, d'y lire les très exactes descriptions de mécanismes, les centaines de noms d'inventeurs et d'industriels, d'appareils et de sociétés, pour savoir que c'est un puits d'informations et, dans son domaine, une véritable tentative encyclopédique. Peut-être arrive-t-il à Sadoul de forcer un peu la note, de s'amuser un peu trop à essayer de tout nous dire; je pense au chapitre qui porte le titre suggestif: « Les pionniers de 1895: W. Paul, Joly, Pathé, Grimoin-Samson et cinquante autres », et dont les huit pages ne sont pas bourrées de noms et de dates au point que l'auteur consente à nous taire le nom

du marchand de cigarettes des concessionnaires anglais d'Edison.

Mais ce jeu dangereux de la surcharge, dans un domaine ardu où le lecteur à tout à apprendre, rend d'autant plus remarquable la facilité avec laquelle on suit *l'Invention du cinéma*. Comme un roman, dit le prière-d'insérer. Je dirais plutôt comme un journal, où défile l'actualité scientifique et technique, avec les découvertes et les hommes du jour, les rivalités, les scandales, où des titres à effet accrochent l'œil — « Emile Reynaud fait sortir le théâtre optique d'une boîte à biscuits », « Edison, inventeur du film », « Edison, apprenti sorcier », « Louis Lumière triomphe à Paris » —, où justement foisonnent les détails, où aucune précision n'est superflue. Sadoul y déploie un art d'utiliser les minuties, de faire passer les explications techniques, d'exploiter les journaux contemporains, de faire pénétrer le lecteur dans l'intimité des personnages et des événements, qui est le propre des journalistes; encore devra-t-il éliminer de son livre, dès la prochaine édition, des coquilles et des négligences matérielles qu'il n'aurait pas acceptées dans un journal.

Et cependant on aurait tort de mettre l'attrait du livre sur le compte de la formation journalistique de Sadoul, comme l'excellence de sa documentation sur sa formation de technicien. L'art de « faire vivant », comme la maîtrise avec laquelle sont posés les problèmes techniques, tiennent essentiellement à la conception de l'histoire qui imprègne l'ouvrage, à la détermination que manifeste l'auteur dès la première page, en dressant un rapide tableau de l'Europe de 1830, de ne pas séparer l'invention du cinéma des circonstances économiques et sociales qui lui ont donné naissance. Ainsi, nous voyons se poser tout naturellement les questions techniques et s'animer les inventeurs à chaque tournant de la situation économique, s'agiter les exploitants pour découvrir un public dans la société qui les entoure. Et, en effet, la première partie, consacrée à « l'invention des appareils », nous montre les recherches d'analyse et de reconstitution du mouvement s'amorcer timidement avec les travaux de Plateau et le début de la photographie, se poursuivre dans un but strictement scientifique avec Marey, se cristalliser autour des magnats des chemins de fer, avec Muybridge, ou du trust de l'électricité, avec Edison, et, dès que l'essor de l'industrie chimique et photographique s'y prête, aboutir à la course aux appareils et aux brevets, où triomphe finalement Lumière; le lien très étroit qui unit les recherches techniques à l'ensemble de l'économie aurait d'ailleurs été plus apparent encore si Sadoul était passé moins rapidement, au risque de devoir exposer quelques mots de chimie, sur les découvertes photographiques qui ont conditionné les inventions mécaniques, et qui, à mon avis, ont droit à la même place dans une histoire de l'invention du cinéma. Dans la seconde partie, nous apercevons les diverses voies où s'engagent les premiers spectacles cinématographiques et les raisons de leur vogue inégale : les artistiques pantomimes lumineuses de Reynaud, qui passent comme une mode, simple attraction du Musée Grévin; les bandes animées que vont voir les « messieurs seuls », l'œil collé à un appareil à sous; les films de Lumière, qui doivent leur succès à

tout ce que leur bonhomie, leur confortable tranquillité pouvaient avoir de séduisant pour un public qui dépensait un franc pour vingt minutes de spectacle et qui se reconnaissait avec émotion sur l'écran, magnifié et transfiguré par le miracle de la projection animée, dans les calmes plaisirs que procure une parfaite réussite commerciale ou que vient apporter, à la fin d'une vie laborieuse, une retraite durement gagnée ou des rentes méritées,

et enfin les montages, les reconstitutions, les trucs qui depuis Méliès caractérisent le genre et qui vont faire du cinéma le septième art.

Nous attendons maintenant la suite de cette *Histoire générale du cinéma*, dont *l'Invention du cinéma* n'est que le pre-

mier volume. Faite dans le même esprit et avec le même talent, elle est assurée d'un grand succès.

Jean-Pierre KAHANE.

Henri TROYAT : **Pouchkine.** 2 vol. Paris, Albin Michel.

L'ouvrage de M. Henri Troyat est paru à un moment où, dans l'exaltation toute neuve encore de la paix retrouvée, et sous l'impression des triomphes de l'armée rouge, on pouvait s'attendre à un engouement nouveau du « grand public français » pour tout ce qui est russe. Ce moment — faut-il le dire — est bien passé, et ce livre, qui aurait pu, dans d'autres circonstances, jouer un rôle comparable à celui du *Roman russe* de Melchior de Vogüé, risque fort de rester, dans l'œuvre même de M. Henri Troyat, unique.

C'est dommage, en un sens. M. Troyat connaît la Russie, l'ancienne. Ou plutôt, il la retrouve, par intuition, par sympathie, à travers son héros; et l'image qu'il en donne, un peu superficielle, un peu impressionniste, nous restitue assez fidèlement l'atmosphère, attachante et surannée, des grands romans russes.

Tous ceux qui ont lu Tourgueniev, Gontcharov, Saltykov et Tolstoï suivront avec plaisir Pouchkine à Pétersbourg, à Moscou, en Bessarabie, au Caucase, ou dans sa propriété de Boldino. Ils retrouveront comme de vieilles connaissances les types de courtisans, de fonctionnaires, de gentilshommes campagnards...

M. Troyat s'est entouré d'un appareil considérable de pièces d'archives, d'extraits de correspondance, de témoignages de contemporains. Il a voulu faire œuvre historique honnête et sérieuse. Mais l'on sent trop bien que la réalité, si elle n'est jamais sciemment déformée ou ignorée, reste toujours un simple prétexte à interprétations psychologiques, à évocations essentiellement personnelles.

Ce n'est pas là un reproche : ce que le livre de M. Troyat perd en rigueur, en sûreté de reconstitution, il le gagne en attrait. M. Troyat a voulu éviter de faire œuvre d'érudition, de critique littéraire ou d'histoire pure. Il y a sans doute réussi. Il a aussi voulu éviter de verser dans la biographie romancée. Mais, qu'il le veuille ou non, son *Pouchkine* se lit surtout comme un roman. Un roman un peu lent et diffus, où l'intrigue se perd parfois dans les épisodes mineurs et les digressions érudites, où la physionomie du héros principal ne parvient jamais à se dégager avec un relief suffisant; un roman où l'on regrette souvent que l'art n'ait pas forcé la réalité, et que l'instinct du romancier ne l'ait pas emporté sur les scrupules de l'historien.

Les derniers chapitres auraient presque gagné, à cet égard, à être détachés de l'ensemble. Le duel et la mort de Pouchkine, les amours de la belle Nathalie et du fringant et inquiétant d'Antès y sont décrits d'une plume sensible, vivante, inspirée, qui atteint souvent à une réelle intensité dramatique. Amours chastement romanesques, nous dit-on, avec preuves érudites à l'appui, comme était, paraît-il, purement platonique le sentiment que portait à Mme Pouchkine l'empereur Nicolas.

C'est là surtout, craignons-nous, que l'auteur, dans un parti pris de nier formellement tout ce dont il n'existe pas — et pour cause — de preuve formelle, a pu passer à côté aussi bien de la vérité artistique de son sujet que de la réalité historique et humaine de ses personnages.

V. de LIPSKI.

René ZAZZO : **Intelligence et quotient d'âges.** Paris, Presses universitaires de France, 64 p.

Dans ce livre qui fait suite au *Devenir de l'intelligence*, R. Zazzo expose d'abord les conquêtes successives de la méthode des tests. Chaque progrès exige que soient surmontées les habitudes inconscientes qui frappaient de stérilité les nouvelles techniques, et c'est le plus souvent des préoccupations d'ordre pratique qui le

rendent possible. L'idée du test mental resta inféconde tant que Binet ne l'eut pas débarrassée de la prétention de connaître analytiquement les diverses facultés de l'individu : c'est son désir de comparer l'enfant normal et l'enfant malade qui l'a amené à définir, avec l'âge mental, les conduites moyennes des enfants d'un âge donné. Mais ce n'est pas Binet, prisonnier des habitudes scolaires, qui découvre la notion du quotient intellectuel; c'est elle pourtant qui permettra de dire si un sujet est en avance ou en retard, et de prédire s'il le restera...

Dans la deuxième partie du livre, R. Zazzo s'en prend à un certain nombre d'habitudes paralysantes du même genre. Les insuffisances du test de Binet et Simon, étalonné sur des anormaux, ont conduit une de leurs élèves à le rectifier. Mais elle l'a fait en supposant qu'un enfant normal de 15 ans n'avait que 12 ans d'intelligence, que le Q. I. normal pouvait être inférieur à 100, alors que par définition il doit être de 100. De là découle la nouvelle rectification de R. Zazzo, qui permettra à ceux qui utilisent le Binet-Simon de trouver immédiatement et l'âge mental et le quotient intellectuel (ou, comme il propose de l'appeler, le quotient d'âges, car ce n'est pas la quantité d'intelligence d'un sujet, c'est sa place parmi les enfants de son âge qu'on mesure).

Par ses divers tableaux comparatifs du Binet-Simon et des épreuves similaires (Burt, Terman), et surtout par ses tableaux rectificatifs, ce petit livre constitue un guide précieux. Regrettons pourtant qu'il ne contienne pas quelques indications pratiques sur le mode d'emploi du test.

Ceux qui dénigrent la méthode des tests trouveront ici le rappel succinct de quelques résultats importants qui peuvent être mis à son actif. Ils verront, par exemple, que le Q. I. des enfants nés de parents jeunes est en moyenne plus élevé, que la fécondité est statistiquement en raison inverse de l'intelligence, ou que l'on peut grâce aux tests prévoir le succès scolaire des enfants... Il importe sans doute de tenir compte des diverses difficultés qu'il y a à interpréter un test. Non seulement on ne saurait attribuer à l'individu le caractère de son groupe (à un nègre l'infériorité du Q. I. que présente la moyenne des nègres), mais il faut faire de nouvelles recherches pour déterminer les conditions du caractère moyen : l'infériorité des nègres a-t-elle une origine biologique ? N'est-elle pas due aux conditions de vie, ou au caractère des épreuves ? Mais c'est beaucoup de pouvoir poser ces problèmes en termes précis.

Clair, fait pour servir, frapper et faire réfléchir, cet ouvrage vient à son heure, à une heure où le désir d'utiliser les tests est de plus en plus répandu. Parmi les formules qu'il renferme, il en est une qui demande à être méditée : « La mesure de l'esprit s'opère par une mesure du temps. » N'est-ce pas que la vie de l'esprit consiste à utiliser le temps sous ses multiples aspects ?

Philippe MALRIEU.

Georges COGNIOT : **l'Evasion.** Récits. Paris, 1947, Editions Raisons d'être.

Il est bien inutile de présenter ici Georges Cogniot, fondateur de *la Pensée*, en 1939, avec Paul Langevin, et membre de son comité directeur. On apprécie dans chaque numéro l'ardeur, la verve et le bon sens de ses chroniques politiques, et la remarquable étude sur Proudhon parue dans nos numéros 9 et 10 (*le Centenaire de « Philosophie de la misère »*) donne la mesure de son talent comme historien des doctrines sociales. Le rédacteur en chef de l'*Humanité*, journaliste et polémiste mordant et dru, le député, rapporteur du budget de l'Education nationale, l'orateur puissant sont également bien connus. Certains peuvent encore vanter le professeur et le latiniste; mais ces multiples dons et ces multiples activités ne sauraient épuiser la vitalité de Cogniot. Voici qu'avec *l'Evasion* il nous fait découvrir en lui un excellent

conteur, en attendant qu'il consente à nous révéler le poète.

Mais qu'on ne s'attende pas à découvrir un autre Cogniot que celui qui nous est familier et que nous aimons bien; car il se met tout entier dans chacun de ses travaux, avec toutes ses contradictions, emporté et lucide, bourru et tendre, passionné et blagueur; et de même qu'on sent le lettré dans l'homme politique, on sent aussi le militant dans l'écrivain.

On ne s'étonnera donc pas de ne rien trouver dans son livre qui sente la littérature, au mauvais sens du mot. Aucun dilettantisme, aucune recherche formelle, aucune prétention, aucune concession aux snobismes de l'angoisse et du vice. Mais rien non plus qui ressemble à une démonstration ou à une prédication : rien que du réalisme, un récit sobre, sans commentaires ni fioritures. C'est du seul sujet et des faits nus que Cogniot attend que se dégagent les leçons.

Des dix nouvelles qui composent le recueil, sept se rapportent aux années 1940-1942. Trois seulement, les trois dernières, ne parlent pas des années sombres : ce sont de simples histoires paysannes, où Cogniot, fils de paysan, se meut à l'aise. Je goûte particulièrement la dernière, le *Parapluie*, un conte de six pages, si lourd de sens, si vrai, si poignant sous l'apparente insignifiance de l'anecdote.

Cette marque d'authenticité, on la trouve plus frappante encore dans les récits de la guerre et de l'occupation. Ce sont presque tous des épisodes directement vécus par l'auteur, qui s'y raconte sous des masques transparents. Le premier et le plus étendu, celui qui donne son titre à l'ouvrage, relate, avec de très légères transpositions, l'évasion de vingt détenus politiques, dans la nuit du 21 au 22 juin 1942, du camp de Royallieu, à Compiègne, sous la conduite de Cogniot lui-même. C'est un témoignage, à peine romancé, qu'il est impossible de lire sans émotion.

Je citerai encore, parmi ces nouvelles qui toutes ont leur sens et leur poids, *le Fermier des Grandes-Planches*, où les divers types d'Allemands que nous avons connus se silhouettent d'une façon hallucinante; *Au Ballon d'Alsace*, où des partisans protègent le passage à travers la frontière de prisonniers de guerre évadés. Mais j'insisterai sur la nouveauté des deux récits de l'année 40, sur laquelle nous n'avons guère encore de témoignages valables : *Ronde de nuit*, le capitaine noté comme communiste, espionné et menacé d'assassinat pendant cette « drôle de guerre » que Daladier et Gamelin faisaient non à Hitler, mais aux antifascistes français; et *le 20 juin*, la fin de la débâcle et l'annonce de l'armistice dans une unité combattante qui s'est repliée de la frontière de l'Est jusqu'au pays nantais. On ne peut lire ces deux récits, si sobres et si denses, sans ressentir de nouveau ce frémissement de rage et de honte qui nous saisissait il y a sept ans. Et le maire de ce village près d'Ancenis, qui s'inquiète de voir les soldats français installer leurs canons et répète sans répit : « Mais vous allez faire brûler nos vignes! Et dire qu'elles sont si belles! » (p. 152), me rappelle personnellement cet Angevin qui, quelques jours plus tôt, le 15 juin 1940, m'avait pris dans son auto, alors que je rejoignais ma famille en mon pays natal, et me disait avec un cynisme candide : « Nous ne sommes pas un pays frontière; nous n'avons pas l'habitude de voir la guerre chez nous; il est grand temps de capituler... »

En présentant le livre de Cogniot dans une excellente préface, Jean Fréville insiste justement sur le nombre et la qualité des contes et nouvelles dans la production littéraire actuelle :

> Le renouveau et l'épanouissement d'un genre si caractéristique du génie français s'expliquent par le rythme de l'époque, la multiplicité et la violence des événements (p. 5).

Il est bon, aujourd'hui que décline la mode des romans fleuves, d'en revenir à cette forme qui nous a donné, de Voltaire à Maupassant, quelques-uns des plus incontestables et des plus durables chefs-d'œuvre de la littérature française.

René MAUBLANC.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

A. Chevalier et J. Leroy : **les Fruits coloniaux.** Paris, Presses Universitaires de France. Collection « Que sais-je ? », 1946.

Les auteurs de ce petit ouvrage, qui ont pris part dans presque toutes nos colonies aux recherches faites sur les plantes à fruits et sur leur amélioration, et qui ont suivi depuis de longues années leurs progrès, ont tenté de résumer, aussi clairement que possible, ce que l'on sait sur les principaux fruits coloniaux, surtout en ce qui concerne leur production dans nos colonies et leur utilisation en France. Il ne s'agit pas de substituer ces fruits à ceux de France, mais, dans les mois de l'année où ces derniers sont rares, il est nécessaire de recourir à eux.

Alors que nous ne consommons encore que 15 à 20 kgs de fruits en France par an et par habitant, en Angleterre on en consomme 45 kgs, et aux Etats-Unis environ 80 kgs. Les hygiénistes estiment qu'il serait utile que la consommation soit de 300 grammes par jour pour un adulte, ce qui correspond à 100 kgs par an. La marge qui reste à franchir est donc encore grande. Le commerce des fruits exotiques est encore à ses débuts en France; il est à souhaiter qu'il se développe beaucoup : il reste une clientèle énorme à gagner dans notre pays même et surtout dans les pays d'Europe centrale et orientale.

On trouvera dans le livre de MM. Chevalier et Leroy des renseignements généraux sur l'origine et l'histoire des principales espèces de fruits coloniaux, sur leur valeur alimentaire, sur leur mode de consommation, ainsi que sur leur production et leur commerce dans le monde. Une série de chapitres spéciaux est consacrée à l'étude des principaux d'entre eux : figues, dattes, bananes, ananas, agrumes. Mais à côté de ces fruits maintenant bien connus, il en existe d'autres, au nom parfois étrange, qui mériteraient eux aussi d'être connus : les avocats, les mangues, les papayes, les litchis, les mangoustes, les goyaves, les anacardes, etc.

P. Rey.

Bernard Newman : **Balkans. Horizons d'hier et d'aujourd'hui.** Paris, Aux Portes de France, 1946, in-12, 395 p.

Neville Chamberlain s'exprimait en ces termes sur la Tchécoslovaquie : « Cette lointaine contrée dont nous savons si peu de choses. » Cette ignorance déconcertante des Britanniques sur les questions balkaniques déroute B. Newman lui-même, qui est Anglais et dont le livre que nous présentons a été traduit de l'anglais. Grâce au beau livre du regretté J. Ancel : *Manuel géographique de politique européenne*, tome I, le public français a une connaissance plus directe des Balkans; il aura néanmoins profit à lire l'ouvrage de Newman. Ce dernier a parcouru en tous sens les contrées balkaniques, en préférant les haltes chez les paysans et dans les auberges de villages à la fréquentation des milieux officiels; il nous fait ainsi pénétrer l'intimité des genres de vie de ces peuples : bulgares, roumains, yougoslaves, albanais, turcs; il nous fait surtout connaître le déroulement de leur histoire de 1920 à 1939 : le rôle d'un Pavelitch, d'un Stamboliiski, voire de Milaïhovitch et de Tito. Les faits sont exposés avec une clarté objective. Par contre, sur les Balkans de l'avenir, ses jugements sont infirmés par les faits.

R. Clozier.

Elie REYNIER : **Manuel des études vivaroises.** Collection « Les livrets d'études locales », Valence, Imprimeries réunies, 1942, in-12, 61 p.

Du même auteur : **Mines, métallurgie et voies ferrées de la région privadoise.** Aubenas, imprimerie Babauzit, 1943, in-8, 48 p.

Deux ouvrages de qualité, comme tout ce qu'écrit M. E. Reynier. Le premier est le répertoire critique des sources et documents imprimés pour servir à la connaissance du Vivarais, c'est-à-dire de l'Ardèche, département dans lequel se survit presque entier le *pagus* gaulois du Vivarais; toponymie, géographie, histoire, vie religieuse, intellectuelle, économique, toute une initiation à l'étude du Vivarais nous est excellemment présentée et illustrée de deux cartes (carte des diocèses, carte administrative du XVIII[e] siècle). On souhaiterait que tous les « pays » de France possèdent un aussi remarquable instrument d'étude.

Le second est une étude documentaire sur Privas et La Voulte; elle renseigne sur les faits économiques locaux, mais aussi les replace dans le cadre de l'histoire économique de la France, principalement dans la première partie du XIX[e] siècle.

R. CLOZIER.

L'Année ferroviaire 1947. Paris, Plon, 1947, in-8, 226 p., ill. et photos.

Cet ouvrage doit être accueilli avec sympathie, car il annonce une périodicité de publication destinée à tenir le public au courant des questions d'actualité ferroviaire.

Le présent volume traite de problèmes juridiques (« Transport et service public », par B. CHENOT), techniques (« Locomotives d'hier et d'aujourd'hui », par Y. LEGRAND), d'exploitation (« Le programme d'électrification de la S. N. C. F. », par R. DUGAS), de concurrence des transports (« Le chemin de fer et l'avion », par R. BRIEND). Il comprend en outre une importante documentation statistique.

Retenons les conclusions de B. Chenot :

La prépondérance du service public est indépendante de toutes les formes juridiques de l'exploitation du chemin de fer. Elle s'affirmait bien avant 1937, alors que l'exploitation relevait de plusieurs compagnies privées, aux intérêts parfois divergents. Elle a marqué dès l'origine le statut des cheminots, elle a formé leur conscience professionnelle. Voilà pourquoi le chemin de fer constitue pour une entreprise publique un milieu d'élection...

R. CLOZIER.

André RIBARD : **Histoire de France.** Paris, Ed. du Myrte, in-8, 480 p.

Voici un livre qui doit à l'Armée rouge son existence. André Ribard, désigné aux coups de la police de Vichy et de la Gestapo par son action militante d'avant guerre, surveillé, perquisitionné, arrêté, emprisonné, déporté à Oranienburg, libéré par la défaite allemande, mais abandonné moribond, fut recueilli, admirablement soigné, finalement sauvé par des soldats soviétiques. Avant sa déportation, il avait publié *la France : Histoire d'un peuple*, dont les Allemands ont détruit tous les exemplaires qu'ils ont pu trouver. Aujourd'hui, il nous donne une *Histoire de France* : c'est la juste et sereine réponse de l'esprit à la barbarie nazie.

C'est aussi un émouvant témoignage de confiance et d'espoir en l'avenir de notre pays. Car cette histoire d'un long passé devient, pour le lecteur séduit par le thème explicatif que l'auteur déroule de siècle en siècle, une claire interprétation d'un présent chargé d'inquiétude, en même temps qu'une réconfortante perspective des lendemains qui vont suivre.

Des origines gauloises à l'élection de Vincent Auriol, premier président de la IV[e] République, André Ribard nous fait participer, en le découpant à peine par quelques repères typographiques, au déroulement continu de la vie d'une nation tôt affirmée, au mouvement immense d'un peuple qui, en vingt siècles, a fait

la France. Qu'on n'imagine pas une histoire résumée, comme on en a déjà tant écrit, sèche et impersonnelle. C'est exactement une histoire condensée, nourrie de toute la substance politique, économique, sociale des siècles écoulés, et son grand mérite est de faire apparaître à travers la masse des faits, rapportés avec quelle richesse d'information et quelle sûreté de connaissances, le travail constant et sans cesse créateur des générations successives, la marche saccadée mais opiniâtre des hommes — bourgeois des villes et seigneurs des campagnes, travailleurs de la glèbe, artisans et prolétaires — qui portaient en eux le destin du pays. Ainsi se trouvent clairement reliés au passé de la nation les problèmes contemporains.

Sur les rayons de notre bibliothèque, l'ouvrage d'André Ribard ne supplantera pas la magistrale *Histoire de France* de la collection Lavisse, mais il trouvera sa place, sa juste place, à côté de l'*Histoire sincère de la nation française* du regretté Charles Seignobos. A coup sûr, nous aurons bien des occasions de méditer la lucide leçon qu'il nous apporte :

> Un grand peuple n'est humain qu'en étant intensément national ; il n'est grand que s'il dépasse sa nationalité (p. 189).

S. MOLINIER.

LISSAGARAY : **Histoire de la Commune.** Paris, Ed. Marcel Rivière, 1947, in-8, XXXII, 476 p.

Il faut savoir gré à la librairie Marcel Rivière d'avoir mis à la disposition du public une nouvelle édition de l'*Histoire de la Commune*, de Lissagaray. Publiée à Bruxelles dès 1876, entièrement refondue par l'auteur lors d'une seconde publication à Paris, en 1896, rééditée en 1929 avec une longue préface d'Amédée Dunois, cette œuvre poignante était devenue introuvable depuis plusieurs années. Or, sa valeur documentaire jointe à ses qualités littéraires en font vraiment un des classiques de notre littérature révolutionnaire.

Pour ma part, je n'ai pas oublié l'émotion profonde ressentie il y a quelque trente ans, lors d'une première lecture. Aujourd'hui, j'ai eu le même frémissement d'admiration pour l'élan, le courage des combattants parisiens, et d'indignation pour la férocité de la répression versaillaise. Mais deux impressions nouvelles sont venues s'y ajouter.

La première — amère — est la constatation que les nazis et la Gestapo, pour ne rien dire de Vichy, n'ont fait pendant les années d'occupation qu'ériger en système les traitements infâmes : tortures, déportations, exécutions, que les Versaillais avaient trouvés, si j'ose dire, d'inspiration en 1871.

La seconde — réconfortante — est l'évidence que Lénine, quand il écrivait *l'Etat et la Révolution*, avait, à travers Lissagaray et quelques autres écrivains-acteurs de la Commune, justement discerné les raisons de la lourde défaite du prolétariat parisien et en avait retiré les justes leçons qui lui permirent de forger l'instrument efficace de la Révolution russe, le Parti bolchévik.

Les lecteurs de 1947 ne manqueront pas de méditer ce propos de Lissagaray :

> Trois fois, le prolétariat français a fait la République pour les autres ; il est mûr pour la sienne. Les lumières qui lui manquaient autrefois ne jaillissent maintenant que de lui. La poignée de ses adversaires ne remue que des cendres, débris d'un monde antimoderne, antiéconomique, fort seulement de lois et d'administrations surannées. Qu'ils disparaissent et sera centuplée la production d'une France contrainte aujourd'hui à se consumer sur place (p. 393).

Car s'il est vrai que la IV^e^ République a été proclamée, il reste encore à la faire vraiment.

S. MOLINIER.

Louis CHARDIGNY : **les Maréchaux de Napoléon.** Paris, Flammarion, 1946, in-8, 325 p.

L'histoire des maréchaux de Napoléon est le triomphe de la biographie — une biographie généralement admirative. Pour rompre une tradition quelque peu péri-

mée, M. Chardigny a voulu considérer le corps des maréchaux dans son ensemble et présenter sous le signe du groupe ce que tant d'autres avant lui avaient traité sous le signe de l'individu. L'idée pouvait paraître séduisante, la réalisation s'est avérée difficile.

Un groupe vaut avant tout par un minimum de réalité sociale ou économique, à tout le moins par une convergence d'intérêts, une solidarité d'action des éléments qui le constituent. Or, les vingt-six maréchaux que Napoléon promut de 1804 à 1815 différaient en tous points par leur origine, leur formation, leur caractère, leur comportement, sans parler des animosités et des jalousies qui les dressaient à tout instant les uns contre les autres. Aussi n'est-il pas étonnant que le plus clair résultat de cette rétrospective, qui se voulait collective, soit la peinture — disons de suite qu'elle est réussie — d'une étonnante et, pour Napoléon, fâcheuse diversité.

L'auteur avait cependant pris soin d'établir pour son étude le cadre en apparence le plus favorable à la réalisation de son dessein. Un avant-propos, qui traite de la nomination des titulaires et des choix de Napoléon, est suivi d'une série de chapitres dont les titres proposent différentes vues d'ensemble : origines et caractères, rapports avec Napoléon, rapports entre maréchaux, vie à la cour et à la ville, destinées conjugales, séjours à l'armée, défections, fin des maréchaux. Mais dès l'avant-propos, plus encore dans le premier chapitre et généralement dans toutes les parties de l'ouvrage, on n'est pas très étonné de lire une série de développements individuels, une sorte de galerie de portraits qui présentent sous des jours différents les artisans de la gloire de Napoléon. Reconnaissons qu'il était difficile de faire autrement.

Et sachons gré à M. Chardigny d'avoir donné au grand public un livre qui se lit avec le plus vif intérêt, et aux historiens de l'Empire un instrument de travail qui, par la richesse de son information et la sûreté de ses références, ne manquera pas d'être consulté et utilisé avec profit.

S. MOLINIER.

Pier WESTRA, docteur ès lettres : **Georg Büchner, dans ses rapports avec ses contemporains.** Paris, 1946 (sans nom d'éditeur).

Dans ce livre, M. Westra étudie les conceptions politiques, artistiques, religieuses et morales de G. Büchner dans leurs rapports avec celles de son époque. G. Büchner a été l'un des représentants les plus typiques du mouvement semi-libéral, semi-socialisant de la « Jeune Allemagne », né sous la double influence de la révolution de 1830 et des idées saint-simoniennes. Du fait du grand retard de l'Allemagne dans l'évolution économique, politique et sociale, ce mouvement n'était qu'un pâle reflet du mouvement politique et social français.

Manquant d'une solide assise sociale, par suite de la faiblesse de la bourgeoisie et de l'absence d'un prolétariat, ce mouvement prit un caractère essentiellement littéraire et se manifesta par une apologie assez timide du régime libéral et une critique du spiritualisme chrétien. Cela suffit pour faire interdire, en 1835, les livres de la « Jeune Allemagne » et leurs auteurs, sauf Heine et Börne, qui vivaient à Paris, renonçant dès lors à toute agitation politique et sociale, se consacrèrent à de purs travaux littéraires.

Ce qui caractérise G. Büchner, par rapport à ces écrivains, c'est que, de tempérament plus révolutionnaire, il participa effectivement à une tentative de révolte politique et sociale dans la Hesse et qu'il considéra l'un des premiers, se rapprochant en cela de H. Heine, que la question essentielle n'était pas la question politique, mais la question sociale, qui constitue du reste le thème de son œuvre principale, le drame *la Mort de Danton*.

Le livre de M. Westra est très complet et épuise à peu près le sujet qu'il s'était

proposé de traiter. On peut lui adresser cependant deux critiques : l'une est de présenter les idées de G. Büchner un peu trop en dehors du déroulement même de sa vie et des événements de l'époque; l'autre est de les fragmenter à l'excès, en opposant dans le détail les conceptions de Büchner à celles de ses contemporains.

Il n'en reste pas moins, malgré ces réserves, que le livre de M. Westra apporte une contribution très utile à l'étude du mouvement libéral et social en Allemagne dans les années 1830-1840.

A. CORNU.

ANDRÉ DARBON : **Une philosophie de l'expérience.** Paris, Presses universitaires de France, 1946.

Politzer disait :

Il faut ajouter... un formidable abaissement du niveau des occupations philosophiques. Car si l'on se félicite de la chute d'un Schelling et d'un Hegel, ce n'est pas tant par amour pour la vérité que pour la satisfaction de voir remises en honneur les idées simples, les idées faciles, les idées calmes, les idées maniables par tout le monde, de voir disparaître la difficulté, l'*effort*, le travail qui fatigue véritablement... Car les philosophes qui sont totalement dépourvus de matière ont, dans leur pauvreté, la haine des riches, et alors qu'à défaut de matière réelle, ils pourraient encore disposer de la matière historique, au lieu de s'enrichir au moins d'elle, ils l'appauvrissent jusqu'à ce qu'elle devienne supportable et d'une comestibilité facile. Ils bornent leur réflexion essentiellement à quelques philosophes qui ne présentent aucune difficulté apparente ou simplement des difficultés qu'on peut aisément transformer en difficultés universitaires, qui se coulent d'elles-même dans le jargon de la scolastique d'aujourd'hui... Sur toute la philosophie française plane le programme de la classe de philosophie... *La philosophie contemporaine est un théâtre dont le répertoire est à jamais fixé : les acteurs se succèdent, les rôles restent indéfiniment les mêmes. Tout ce qu'un acteur apporte, c'est un peu de bonne volonté, c'est une nuance jusque-là inaperçue, un geste, une intonation...* Et tant que nous sommes sur leur plan, nous ne pouvons pas leur refuser nos hommages, car leurs ouvrages sont bien faits, avec beaucoup de soin et beaucoup d'érudition ; ils sont parfaits dans le genre...

Seulement leur genre n'est précisément pas le nôtre.

Personne n'est pressé, tout le monde a le temps. La philosophie est une possibilité comme une autre. La vérité aussi est cordiale et de pure courtoisie. Il n'y a point de hiérarchie entre les valeurs : *il n'y a de problèmes premiers que sur le papier ;* tous les problèmes se valent, toutes les solutions aussi... Kant parait obséder tout le monde... Les postkantiens ne représentent, dans le fond, qu'un accident. Et il n'y a dans le monde que Critique et Philosophie des sciences... ils trouvent dans la Critique, avec *la dernière philosophie supportable,* des recettes pour la *vita beata...*

On croirait que ces lignes ont été écrites au sujet de M. Darbon. Pour le doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux, aujourd'hui disparu, Hegel n'a jamais existé et le fin mot de la morale se trouve dans les œuvres de F. Rauh. Dieu, que tout cela est ennuyeux et « sans matière » ! Le plus regrettable est que ce genre d'exercice est des plus prisé dans les Facultés, tant à la licence qu'à l'agrégation, et que, aux étudiants qui veulent « plaire » au jury, l'on est bien forcé de dire que ce livre leur servira — comme l'A.B.C. de la scolastique moderne, du vide érigé en inspiration fondamentale de la philosophie, de la négation de la philosophie par elle-même.

J. KANAPA.

ANDRÉ DARBON : **Etudes spinozistes.** Paris, Presses universitaires de France, 1946.

Ce recueil posthume d'A. Darbon, bien que peu original, est cependant plus intéressant que la *Philosophie de l'expérience* dont nous venons de parler. Il contient trois parties de valeur très inégale : la dernière, intitulée « Méditations spinozistes », est un effort parfaitement gratuit pour méditer le problème de la mort dans une perspective spinoziste, on n'en voit pas l'intérêt. La seconde partie est composée de « Leçons sur la philosophie de Spinoza » qui constituent assurément, malgré une certaine

confusion dans l'exposition, une bonne Somme du spinozisme : l'originalité et la découverte d'éclaircissements nouveaux y sont plus que discrètes, mais il faut quand même signaler comme utiles à l'histoire du spinozisme et à sa compréhension les quelques pages où Darbon étudie la notion de *conatus* chez Spinoza (144-150). La partie la plus importante est certainement la première : Darbon y examine le problème de la signification et de l'inachèvement du *Traité de la réforme de l'entendement*. La thèse de Darbon, soigneusement étayée par un commentaire approfondi des textes, est que Spinoza avait conçu le *Traité* essentiellement pour « introduire » l'esprit à la connaissance de Dieu, que son intention était de « partir » de l'homme et de remonter le chemin de la vérité à l'aide de la méthode réflexive. Le *Traité* était, dans son esprit, une sorte de propédeutique, un instrument de déblaiement. Or, il vient à concevoir, peu de temps après les débuts de la rédaction du *Traité*, qu'une autre méthode d'enseignement serait meilleure qui partirait de Dieu même et qui descendrait le chemin de la vérité au lieu de le remonter : c'est la découverte de la méthode de l'*Ethique* où Spinoza, comme dit Darbon, « s'adresse à la raison adulte et a l'ambition de la convaincre par l'enchaînement des idées et la force des démonstrations ». Certes, le *Traité* eût été une introduction plus aisée à la sagesse de celui qui est parvenu à l'intuition intellectuelle de Dieu. Mais « on arrive aussi au but en suivant un chemin plus abrupt et l'*Ethique* s'offre à nous le montrer ». L'*Ethique*, au lieu de « découvrir » Dieu, se place d'emblée au cœur de sa connaissance et revient à l'homme *more geometrico*. L'intérêt de l'étude de Darbon est de prouver de façon assez convaincante que « si le *Traité* avait été achevé, on n'y aurait sans doute trouvé aucune doctrine philosophique qui manque à l'*Ethique*... Nous pouvons regretter que Spinoza n'ait pas terminé le *Traité*, et garder une préférence pour la forme plus vivante et plus humaine qui est la sienne. Mais n'allons pas nous imaginer que son imperfection nous laisse ignorer aucune pensée un peu considérable de Spinoza ».

J. KANAPA.

Jorge CARRERA ANDRADE : **Poesias Escogidas.** Caracas. Ediciones « Suma », 1945.

Un recueil de poésies du poète équatorien Jorge Carrera Andrade. Il est l'auteur de *Registro del Mundo*, un livre célèbre qui le place parmi les plus grands poètes de la moderne génération des lettres hispano-américaines, c'est-à-dire : Gabriela Mistral (la poétesse chilienne qui a reçu récemment le prix Nobel), Pablo Neruda, Nicolas Guilhen.

A travers ce recueil, le poète nous présente les différents aspects de son talent poétique. On y trouve des souvenirs de jeunesse, la vie des choses simples de son pays — *una gran provincia* — comme dit le poète. Nous y voyons l'image de la brousse dans son *Expedicion al pais de la canela*.

Bientôt, le poète quitte son pays et il cherche son but sur les routes du vaste monde, jusqu'à « *Paris, el primer puerto de los hombres* ».

Tout est clarté dans sa poésie. Son lyrisme est comme de l'eau étonnamment fraîche qui coule des montagnes aux cimes bleues de son pays.

J. FERRER.

LIVRES REÇUS

(*du 11 avril au 15 juin 1947*)

Poésie.

Pierre SEGHERS : *le Futur antérieur.* Collection « l'Honneur des poètes ». Paris, les Editions de minuit.

Romans.

Elian-J. FINBERT : *Tempête sur l'Orient* (*Husseïn*). Paris, Hier et Aujourd'hui.

T.-S. STRIBLING : *la Forge.* Traduit de l'américain par R. TRÉGLOS. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Anna SEGHERS : *Transit.* Traduit de l'allemand par Jeanne STERN. Paris, la Bibliothèque française.

Henri TROYAT : *Tant que la terre durera.* Paris, la Table ronde.

Andrée et Jean VIOLLIS : *Puycerrampion.* Paris, la Bibliothèque française.

Loys MASSON : *Saint-Alias.* Genève-Paris, Trois Collines.

René BLECH : *le Tir aux pigeons.* Paris, la Bibliothèque française.

Edmond BUCHET : *les Vies secrètes.* III. *Le grand désordre.* Paris, Corrêa.

René DAM : *Emilou.* Collection « les Imaginaires ». Paris, Bordas.

C.-J. ODIC : *l'Autre.* Paris, Calmann-Lévy.

Marthe ARNAUD : *Manière de blanc.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Vladislas VANCURA : *la Fin des temps anciens.* Traduit du tchèque par Michel-Léon HIRSCH. Paris, la Bibliothèque française.

Ralph CORBEDANE : *Enquête policière dans la 4e dimension.* Collection « la Cagoule ». Paris, éditions La Bruyère.

J.-L. SANCIAUME : *l'Indéchiffrable énigme.* Même collection.

Elsa TRIOLET : *les Fantômes armés.* Paris, la Bibliothèque française.

Charles BARZEL : *Mort et Vivant.* Paris, éditions Self.

O. VANDEKERKHOVE : *les Sorcières du paradis.* Paris, éditions Self.

Pierre NAVARRE : *les Vents de sable.* Paris, éditions Self.

Jean AUGER-DUVIGNAUD : *les Dents ne poussent pas sur des chicots.* Paris, éditions Raisons d'être.

Marc CHADOURNE : *la Clé perdue.* Paris, Plon.

THÉODORE-VALENSI : *l'Héroïque douleur de maître Cyril Belgrand.* Paris, éditions E.I.P. Roger Seban.

Contes et nouvelles.

Léon TOLSTOI : *Œuvres inédites et posthumes.* 1850-1910. Traduites et annotées par Madeleine et Michel ERISTOV. Paris, éditions Paul Dupont.

Clara MALRAUX : *la Maison ne fait pas crédit.* Paris, la Bibliothèque française.

Henri CALET : *Trente et quarante.* Paris, les Editions de minuit.

Georges COGNIOT : *l'Evasion.* Paris, éditions Raisons d'être.

Roland CHARMY : *le Livre de maman.* Paris, éditions Self.

Essais.

Jean CASSOU : *Réflexions sur le commerce des hommes.* Paris, Sagittaire.

Loys MASSON : *Pour une Eglise...* Collection « les Imaginaires », Paris, Bordas.

Renée LIGER : *Dialogues sous l'arbre.* Paris, les Œuvres françaises.

Théâtre.

GŒTHE : *Faust.* Texte français de Gérard DE NERVAL et de Alexandre ARNOUX, R. BIEMEL. Paris, Albin Michel.

Histoire littéraire.

Simon HERTA : *Dante, Milton, Lamartine et Wilfrid Lucas.* Gap, Ophrys.

Les pages immortelles de Emerson, choi-

sies et expliquées par E.-L. MASTERS. Paris, Corrêa.

Vsevolod IVANOV : *Rencontres avec Gorki.* Traduit du russe par Madeleine et Michel ERISTOV. Paris, éditions Paul Dupont.

SAINT-EXUPÉRY. Paris, Confluences, n° 12-14.

Edwin Berry BURGUM : *The Novel and the World's Dilemma.* New-York, Oxford University Press.

Histoire.

Henry-W. EHRMANN : *French Labor. From Popular Front to Liberation.* New-York, Oxford University Press.

Charly GUYOT et André PARREAUX : *Neuchâtel et la France à travers les âges.* Préface de Lucien FEBVRE. Paris, imprimerie Prieur et Robin.

André RIBARD : *Histoire de France.* Collection « Pour comprendre l'histoire ». Paris, éditions du Myrte.

Albert BAYET : *Histoire de France.* Paris, Sagittaire.

Jean MONTREUIL : *Histoire du mouvement ouvrier en France, des origines à nos jours.* Paris, éditions Montaigne.

Fernand RENAUDEAU : *le Parti travailliste de Grande-Bretagne.* Paris, éditions Montaigne.

Edith THOMAS : *Jeanne d'Arc.* Collection « Grandes figures ». Paris, Hier et Aujourd'hui.

Alexandre ZÉVAÈS : *De l'introduction du marxisme en France.* Paris, Marcel Rivière.

Histoire des religions.

Henri SEROUYA : *la Kabbale.* Paris, Grasset.

Essais politiques.

Claude MORGAN : *Chronique des Lettres françaises.* T. I et II. Collection « Explication de notre temps ». Paris, éditions Raisons d'être.

Joseph MARKUS : *Grandes puissances, petites nations et le problème de l'organisation internationale.* Neuchâtel, éditions de la Baconnière.

Henri MORGENTHAU Jr. : *l'Allemagne est notre problème.* Lettre-préface du président ROOSEVELT. Traduit de l'anglais par Denise BAYE. Paris, Plon.

Jacques POLITIS : *l'Avenir de l'Europe.* Neuchâtel, éditions de la Baconnière.

Renaud DE JOUVENEL : *Vingt années d'erreurs politiques.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Georges SORIA : *l'Allemagne a-t-elle perdu la guerre ?* Paris, la Bibliothèque française.

Lucien MORICE : *Vers l'Empire du monde.* Collection « Liberté de l'esprit », Paris, Calmann-Lévy.

Edmond GISCARD D'ESTAING : *le Chemin de la pauvreté.* Paris, SPID.

William-F. DUNNE : *The Struggle against Opportunism in the Labor Movement. For a socialist United States.* New-York, Communicatfons Committee.

Documents et témoignages.

Jean-Richard BLOCH : *Moscou-Paris.* Collection « Explication de notre temps ». Paris, éditions Raisons d'être.

Alfred BRAUNER : *Ces enfants ont vécu la guerre.* Paris, les Editions sociales françaises.

Jean LAFITTE : *Ceux qui vivent.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Connaissance de l'U.R.S.S. 2e volume. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Pierre MINET : *la Défaite. Confessions.* Paris, Sagittaire.

Documents secrets du ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. III. *Espagne.* Traduit du russe par Madeleine et Michel ERISTOV. Paris, éditions Paul Dupont.

Basil DAVIDSON : *Prélude à la paix.* Collection des documents contemporains. Paris, Nagel.

Jean CHAMPENOIS : *le Peuple russe et la guerre.* Paris, Julliard.

Grégoire GAFENCO : *Préliminaires de la guerre à l'Est.* Paris, Luf.

Grégoire GAFENCO : *Derniers jours de l'Europe. Un voyage diplomatique en 1939.* Paris, Luf.

La Pologne et ses terres recouvrées. Edité par le Bureau d'informations polonaises.

Jan CIECHANOWSKI : *la Rançon de la victoire. Les raisons secrètes de l'immolation de la Pologne.* Traduit de l'anglais par Jean MURAY. Paris, Plon.

Paul-B. ANDERSON : *l'Eglise et la nation en U.R.S.S.* Paris, Calmann-Lévy.

Textes religieux.

La pensée de Saint Paul. Textes choisis

et présentés par Jacques MARITAIN. Paris, Corrêa.

Philosophie.

Stéphane LUPASCO : *Logique et Contradiction.* Bibliothèque de Philosophie contemporaine. Paris. P.U.F.

Albert BAYET : *la Morale de la science.* Paris. Société des Editions rationalistes.

Jean PELSENEER : *Morale de savants, d'Hippocrate à Einstein.* Pages choisies. Bruxelles, Office de publicité.

Jean NOGUÉ : *le Système de l'actualité.* Préface de Jean LAPORTE. Paris, P.U.F.

Max BRAUNSCHWEIG : *Humanitas militans.* Zürich, Forum Verlag.

Esthétique.

Louis HOURTICQ : *l'Art et la Littérature.* Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Malcolm DE CHAZAL : *Sens plastique.* T. II. Port-Louis (Ile Maurice).

Pierre MAROIS : *Des goûts et des couleurs.* Introduction d'André LHOTE. Paris, Albin Michel.

Claude AVELINE : *Plus vrais que soi. Les rapports du romancier et de ses personnages.* Collection « Esthétique ». Paris, Savel.

Philosophie scientifique.

Pierre HUMBERT : *l'Œuvre scientifique de Blaise Pascal.* Paris, Albin Michel.

Arnost KOLMAN : *Nejnovejsi objevy soudobé atomové fysiky ve svetle dialektického materialismu.* Praha, Druzstvo dilo.

Paul LABÉRENNE : *l'Origine des mondes.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Maurice CORNFORTH : *Science versus Idealism.* London, Lawrence and Wishart.

Georges LEMAITRE : *l'Hypothèse de l'atome primitif. Essai de cosmogonie.* Préface de Ferdinand GONSETH. Neuchâtel, éditions du Griffon. Paris, Dunod.

Robert HAINARD : *Nature et mécanisme* Préface de Ferdinand GONSETH. Paris, Dunod.

Sciences physico-chimiques.

H. J. GROENEWOLD : *On the Principles of elementary Quantum Mechanics.* 'S. Gravenhage, Martinus Nijhoff.

Robert RICHARD-FOY : *Voyages interplanétaires et énergie atomique.* Préface de Maurice DE BROGLIE. Paris, Albin Michel.

Ulysse FILIPPI : *Connaissance du monde physique.* Préface de Louis DE BROGLIE. Paris, Albin Michel.

Sciences biologiques.

Georges DUBOIS : *la Notion de cycle. Introduction à l'étude de la biologie.* Paris, Dunod.

Sciences médicales.

Docteur Jules BORDET : *Infection et Immunité.* Bibliothèque de Philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

Sciences sociales.

Galvano DELLA VOLPE : *Studi sulla dialettica mistificata. I. Marx e lo stato moderno rappresentativo.* Bologna, U.P.E.B.

Divers.

L'Année ferroviaire 1947. Paris, Plon.

Un tournant de la vie des messageries et de la presse. Les débats à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République et la loi.

Revues.

(*en plus des revues mentionnées auparavant.*)

Méduse (Front franco-espagnol des lettres. Basses-Pyrénées).

Salesianum (Torino).

Valosag (Budapest).

Filosofska Misl (Sofia).

6478-8-47. — Imprimerie CRÉTÉ, Corbeil (Seine-et-Oise). — C. O. L. 31-1631.
N° d'éditeur : 4. Dépôt légal 3e trimestre 1947.

Le Gérant : LOUIS PROVOST.